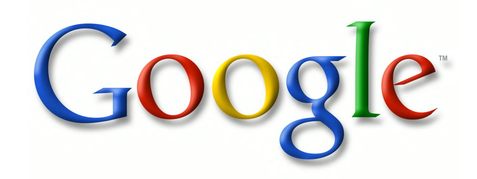






HISTOIRE
DU CONSULAT
ET DE L'EMPIRE.

DE L'IMPRIMERIE DE CRAPELET
RUE DE VAUGIRARD, 9

HISTOIRE

DU CONSULAT

ET

DE L'EMPIRE

PAR

M. CH. DE LACRETELLE

DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

IV

PARIS

LIBRAIRIE D'AMYOT, ÉDITEUR

6, RUE DE LA PAIX

1846

HISTOIRE

DU CONSULAT

ET DE L'EMPIRE.

L'EMPIRE.

CHAPITRE XIV.

FRIEDLAND 1806.

SOMMAIRE.

Napoléon revient à Varsovie et s'y tient quelque temps en repos. — Il lève une conscription nouvelle qui comprend l'âge de dix-neuf ans au lieu de vingt. — Il répare ses pertes, reçoit des renforts. — Son trésor particulier s'enrichit et le laisse maître de distribuer de vastes récompenses. — Vente impolitique qu'il fait de la Louisiane aux États-Unis. — Benningsen reprend l'offensive, mais avec peu de vigueur. — Deux batailles successives à Heilsberg ; succès indécis. — L'empereur Alexandre se rend au camp de Benningsen. — Napoléon a tout préparé. — Elle s'engage à Friedland. – Benningsen obtient des avantages dans le commencement de cette journée, mais ils sont achetés par une grande

faute militaire que Napoléon lui fera expier. Ney et Oudinot soutiennent pendant plusieurs heures un choc terrible. — Napoléon arrive tard sur le champ de bataille, mais sa présence et ses paroles raniment l'enthousiasme. — La victoire se décide. — Ney et Oudinot sont entrés à Friedland. — Cette nouvelle victoire fort achetée fait réfléchir Napoléon et tempère l'ardeur de ses conquêtes. Réflexions qui se présentent à son esprit sur l'avenir de son empire. — Ses dispositions à la paix. — Les deux empereurs conviennent d'une entrevue sur le Niémen.

Napoléon, satisfait d'avoir daté son bulletin du champ de bataille d'Eylau, l'abandonna sans précipitation pour prendre ses quartiers d'hiver et retourner à Varsovie. Les deux armées semblaient dire l'une à l'autre : Osez maintenant m'affronter. Je n'ai pu déterminer leur perte réciproque; je dirai seulement que les historiens, soit nationaux, soit étrangers, l'évaluent assez généralement à trente mille hommes mis hors de combat, ce qui fait à peu près le cinquième de chacune des deux armées. Nous comptions sept généraux tués ou blessés, et parmi ces derniers un maréchal de l'Empire, Augereau. Le corps d'armée qu'il commandait était tellement hors de service, qu'il fallut le dissoudre et en réunir les débris à d'autres corps. Outre les blessés, les hôpitaux étaient encombrés de malades qui n'avaient pu résister à la fatigue des courses, aux rigueurs

du climat et à la rareté des aliments. La conclusion de cette victoire fut un message au Sénat, qui appelait sous les armes une conscription de quatre-vingt mille hommes, dont le terme était devancé d'une année, c'est-à-dire des jeunes gens de dix-neuf ans. Comme aucun soldat ne quittait alors le drapeau, on juge quel tribut payait à tant de gloire une jeunesse florissante; et certes, une précaution si rigoureuse ne pouvait paraître exagérée. L'Empereur avait vu à Eylau qu'il existait encore un débris respectable de l'armée prussienne. Il n'avait pu voir sans alarme l'Autriche former dans la Gallicie un corps d'observation de quarante mille hommes tout prêt à se joindre à l'armée moscovite au premier signe d'une victoire. Il n'ignorait pas le travail ardent que les sociétés secrètes faisaient contre lui en Allemagne et jusqu'au centre de ses nouvelles conquêtes. Quoiqu'il fît réprimer avec une sévérité qui pouvait passer pour cruelle des productions plus ou moins hostiles, émanées de ces sociétés, il était loin d'apprécier toutes les conséquences funestes qu'elles auraient pour son Empire. Il venait d'achever, pendant cette campagne d'hiver, la soumission des forteresses de la Silésie prussienne; il ne lui manquait plus que la con-

quête de la ville imposante de Dantzick pour laisser la Prusse complétement démantelée. Il s'était bien gardé d'interrompre le siége de cette ville pendant la reprise forcée de ses quartiers d'hiver. Il y avait employé le corps d'armée du maréchal Lefebvre; et celui-ci avait à lutter contre un corps de douze mille hommes échappés à la bataille d'Iéna, sous la conduite intelligente et active du maréchal Kalkreuth. Il se fit des deux parts des prodiges d'héroïsme que l'histoire est obligée de passer sous silence, tant elle en est encombrée. Heureusement on les trouve recueillis dans des relations particulières. Le corps du génie, qui n'avait pas eu à se distinguer beaucoup à cause de la prompte reddition des forteresses prussiennes, fit voir, sous le commandement du général Chasseloup-Laubat, que cette arme n'avait point dégénéré depuis les jours de Vauban. La place se rendit après cinquante et un jours de tranchée ouverte. Kalkreuth, par cette belle défense, s'efforça de rétablir l'honneur des armées prussiennes. Comme on lui offrait une capitulation assez semblable à celle de Magdebourg : « Je n'en accepterai d'autre, répondit-il, que celle que j'ai dictée moi-même à la garnison française de Mayence, en 1793. » La sienne

resta libre sous la condition de ne point porter les armes contre la France pendant un an.

On put s'étonner que Benningsen n'eût point profité du retour d'une saison plus favorable pour délivrer une place si importante. Dantzick se rendit le 24 mai 1807. Il importe de remarquer cette date pour juger les événements de cette campagne. Napoléon faisait filer de puissants renforts vers sa grande armée. Il ne craignait pas d'affaiblir celle d'Italie, car la bataille d'Eylau, tout indécise qu'elle était, tenait encore en respect l'Autriche. L'armée française en Pologne allait se porter maintenant à cent trente mille hommes; celle de Benningsen avait également reçu de puissants renforts. L'empereur Alexandre s'en approchait avec l'élite de ses troupes et sa garde impériale. On jugeait toutefois qu'elle était inférieure en nombre.

Ce que l'Empereur contemplait avec plus de satisfaction, c'était l'état prospère de ses finances. L'entretien d'une si formidable armée ne lui coûtait plus rien. La Prusse, malgré l'exiguïté de ses ressources, avait été forcée par la loi du vainqueur d'y subvenir assez abondamment; la charge avait pesé de tout son poids sur la florissante et industrieuse Silésie. Et en outre, quatre cent millions de contribu-

tions allaient entrer, soit dans le trésor public, soit dans le trésor particulier de l'Empereur, qui commençait à se grossir sans mesure, au mépris des principes les plus sages et les mieux démontrés de l'économie politique. Avait-il, dans une prévoyance inquiète, réservé ce trésor pour des jours de revers? je ne sais; il avait peu de défiance pour sa fortune et encore moins pour son génie. Mais la prudence chez lui se joignait à l'audace; il se glorifie dans ses Mémoires de n'avoir jamais engagé de bataille sans s'être ménagé des moyens de retraite. Peut-être suivait-il le même système dans son administration et sa politique générale; il avait de grandes récompenses à décerner. Il voulait rester maître du sort de ses généraux, qu'il voyait chaque jour rivaliser de plus près avec sa gloire militaire. Ce n'était pas pour eux qu'il disposait des trônes. Cet Alexandre se gardait bien de se créer des successeurs qui se partageraient son Empire. Il le regardait ou du moins voulait le présenter comme appartenant, par une nouvelle sorte de droit divin, à ses frères et à ses sœurs. Murat, entre tous ses généraux, pouvait seul aspirer au diadème, puisqu'il était son beau-frère. Et en effet, l'heure arriva bientôt où il s'assit sur le trône

de Naples et prit la place d'un descendant de Louis XIV. Les généraux, même les plus illustrés, ceux qui avaient gagné des batailles avec un commandement en chef ou ceux qui pouvaient réclamer une puissante part dans celles de l'Empereur, n'exprimaient point de murmures ou les réservaient pour les confidences les plus intimes. Seulement, quand ils s'approchaient des nouveaux rois Joseph, Louis et Jérôme, ils semblaient toujours prêts à leur demander compte de leurs faits militaires. S'ils restèrent dans les liens de la subordination, un fait si remarquable prouve ou leur modération, ou un reste de fierté républicaine, ou l'habileté profonde avec laquelle Napoléon sut les contenir par des titres, des présents.

Il y avait aussi de nombreuses et légitimes récompenses à décerner dans l'ordre civil, car jamais monarque ne fut servi avec plus de zèle, d'intelligence, et, à peu d'exceptions près, avec plus d'intégrité. Il avait le double mérite d'un grand discernement dans ses choix et d'une rare fidélité à les maintenir. Voilà ce que l'on peut dire pour justifier un trésor privé qu'il devait porter en peu d'années à trois cent millions encaissés dans les caves des Tuileries.

Je vois par l'examen des budgets de l'Empire

que dans les plus grands jours de prospérité le trésor public profitait peu de ces vastes contributions levées sur l'étranger. Le budget des dépenses se montait assez régulièrement à la somme de sept cent quatre-vingt millions. L'Empereur était fort riche et la nation ne s'enrichissait guère; ce qu'il avait de mieux à faire pour les progrès de l'industrie, du commerce et de l'agriculture, c'était de mettre en circulation ces centaines de millions qui dormaient dans ses caves. J'énonce ici la vérité la plus triviale.

On est frappé d'un étonnement pénible, quand on voit dans l'histoire la vente faite par l'Empereur de la Louisiane aux États-Unis, placée entre les victoires d'Austerlitz et d'Iéna. Il est vrai qu'en revenant de la première, il avait trouvé le trésor public assez vide et la banque assiégée par des dépositaires inquiets. Leur foule s'était éclaircie, mais restait encore un signe alarmant de discrédit qui contrastait avec les triomphes extérieurs. La vente de la Louisiane fut un des moyens les plus puissants par lesquels il fit cesser cette crise financière; mais un tel acte accusait l'excès de son autorité absolue. A peine l'eût-on pardonné à Louis XIV lui-même. Ce trafic annonce de plus

combien l'Empereur était découragé par la défaite de Trafalgar dans ses projets de puissance maritime qu'il avait pourtant conçus avec grandeur. Jamais marché ne fut plus favorable à l'acheteur. Les États-Unis s'accroissaient moyennant une somme de quatre-vingt millions de ce vaste pays, de ce chimérique *Eldorado*, qui fut le gage et l'hypothèque de la désastreuse banque de Law. Cette nouvelle puissance se dégageait d'un voisin et d'un surveillant aussi dangereux que la France l'était sous Napoléon. Elle acquérait un moyen de plus de faire face à l'Angleterre, son ancienne métropole, dont le courroux la menaçait toujours, et enfin elle s'y ménageait un point d'appui pour la conquête intégrale du nouvel hémisphère, projet que son ambition nourrit aujourd'hui sans relâche.

La pensée d'Eylau le poursuivait aussi; il appelait le printemps et un beau soleil pour déployer ces grandes manœuvres qu'il n'avait pu exécuter sur un champ de bataille coupé de tout côté par des glaces peu solides. Un combat assez brillant que le général Savary avait soutenu près d'Ostrolenka, dans l'absence du maréchal Lannes malade, semblait le présage de nouveaux succès. La prise de Dantzick mettait à la disposition de l'Empereur le corps d'armée

du maréchal Lefebvre. Il faut compter aussi parmi les plus puissants renforts la division polonaise du général Dombrowsky. Cette nation si brave, mais toute concentrée dans son aristocratie, cherchait tous les postes d'honneur lorsqu'il s'agissait de sa cause.

On pouvait s'étonner que Napoléon eût attendu jusqu'aux premiers jours de juin pour lever ses quartiers d'hiver, et même qu'il parût y être forcé par les mouvements de l'armée moscovite. On a voulu supposer que le nouveau Jules César (car un tel homme ne pouvait être comparé à Marc-Antoine), avait vu son activité enchaînée et sa prudence endormie par une nouvelle Cléopâtre; et c'est la jeune comtesse de Valinski à qui l'on suppose ce pouvoir et une influence qui eût pu être fatale. Il y a ici une double injustice. Une conduite toujours désintéressée et une constance à l'épreuve de tous les revers doit mettre cette dame à l'abri d'un parallèle avec la voluptueuse et artificieuse reine d'Égypte. Suivant l'opinion de ses compatriotes et de ceux qui l'ont connue, elle fut entraînée à l'amour par son patriotisme. Le succès ne couronna point le moyen condamnable auquel elle eut recours pour amener la délivrance de sa patrie. Il n'était pas dans la

nature de Napoléon de sacrifier à l'amour le plus heureux et le plus tendre les combinaisons de la politique. Madame Valinski ne parvint pas à le passionner pour la liberté polonaise, dans laquelle il ne voyait qu'une désastreuse anarchie, et tout annonce qu'il y resta aussi insensible qu'à la liberté de la France elle-même. Elle commit pourtant la grande faute de quitter son mari pour venir trouver Napoléon au camp de Finkeinstien. Il n'y eut plus ni mystère ni contrainte dans leurs amours, et il est curieux de lire dans les Mémoires de Constant avec quel attendrissement ce fidèle valet de chambre parle des entretiens passionnés de ces deux amants. Quant à Napoléon, comment croire que l'amour put le distraire des soins que lui commandaient sa fortune, sa gloire et son Empire? N'est-il pas évident que pour réparer l'espèce d'échec que lui faisait subir une bataille indécise, il avait voulu rassembler toutes ses forces pour frapper un coup décisif, et s'était imposé l'effort de différer sa vengeance pour la rendre plus sûre et plus foudroyante? Il voulait pour ce nouveau choc s'assurer l'avantage d'une grande supériorité sur l'ennemi, avantage qu'il n'avait pas toujours recherché et que son génie ainsi que la valeur de ses troupes

lui rendait rarement nécessaire : il n'en avait encore joui qu'à la bataille d'Iéna. Il fallait que la prise de Dantzick le dégageât d'un soin important, joignît à ses forces un corps nombreux et enflammé par le succès; il savait le jour et l'heure où il recevrait ses renforts de l'armée d'Italie et quatre belles divisions qu'il ne craignait pas d'en détacher. Benningsen, qui n'avait pas autant de puissance, n'avait pu être servi avec autant d'exactitude et de célérité. Les renforts qu'il avait obtenus ne faisaient guère que remplir les vides effroyables qu'y avait laissés la sanglante bataille. Un corps de vingt-cinq à trente mille hommes qu'il attendait, était encore à quelques journées de distance et il n'en avait que quatre-vingt mille prêts à entrer en ligne, tandis que l'armée de l'Empereur en contenait maintenant au moins cent trente mille.

Napoléon est obligé de revenir dans les premiers jours de juin vers ce Preuss-Eylau qui lui rappelle des pertes cruelles. Ces lieux n'offrent plus ces images de désolation que leur prêtait l'hiver; la vieille Prusse est un pays fertile et bien cultivé. Dans la partie qui formait le théâtre actuel de la guerre, et qui était arrosée par l'Alle et la Passarge, on distinguait

quelques jolies petites villes ou bourgs qui respiraient l'aisance, tels que Guttstadt, Heilsberg, Friedland et Preuss-Eylau ; une longue paix et un régime assez doux les avaient fait fleurir. Elles étaient destinées à la terrible célébrité historique que donnent les champs de bataille. Plus de torrents, plus de lacs à demi glacés ; les coteaux et les vergers ont secoué leurs neiges ; la rivière limpide de l'Alle qui a roulé tant de cadavres ne suit plus qu'un cours paisible et agréablement sinueux ; les champs sont couverts d'une verdure luxuriante et triste à contempler puisqu'on ne peut s'empêcher d'y reconnaître l'horrible engrais de la bataille. Elles ne mûriront pas, ces moissons foulées aux pieds de deux cent cinquante mille hommes et d'une nombreuse cavalerie, mais ces champs vont accroître leur fertilité par la nouvelle moisson d'hommes dont ils vont être jonchés. Napoléon sourit à cette plaine qui va lui permettre de déployer son génie, et qu'il va couvrir d'une armée nombreuse qu'il remplit de toute son âme. Son ardeur est encore excitée par la présence de l'empereur Alexandre qui doit se souvenir de l'avoir rencontré à Austerlitz. Le roi de Prusse est à ses côtés, prince infortuné qui semble appelé là pour assister à la dernière

heure de sa monarchie. Napoléon est prêt à le chasser de son dernier refuge ; Kœnisberg, capitale de la vieille Prusse, et plus précieuse au roi pour sa fertilité, lui reste encore, et Benningsen est fidèle à l'ordre qu'il a reçu de la couvrir.

C'est par une entreprise vigoureuse que Napoléon se dispose à ouvrir la scène des combats. Il s'agit d'emporter le camp retranché des Russes à Heilsberg, forte position défendue par la Passarge. Mais Benningsen l'a prévenu par un mouvement impétueux contre le maréchal Ney que son ardeur avait emporté trop loin, et qui, sur la route de Guttstadt à Deppen, s'était trouvé en présence de forces triples des siennes. Ce grand guerrier put sortir d'une position presque désespérée à force de courage, de présence d'esprit et d'habiles manœuvres. Forcé à la retraite, il la fit avec une lenteur, en bon ordre, et quelquefois avec un retour d'offensive qui empêchèrent Benningsen de faire éprouver à ce corps d'armée le même désastre qu'il avait fait subir à Augereau dans la bataille d'Eylau. Cependant Ney avait beaucoup souffert, et sa perte avait été considérable lorsqu'il fut secouru par le maréchal Lannes et par Oudinot à la tête de ses invincibles grenadiers. Bernadotte n'avait

pas été moins vivement attaqué par le corps d'armée prussien, et il avait reçu un coup de feu à la tête. Mais son corps n'avait que peu fléchi. Quant au maréchal Soult, il avait obtenu un succès un peu plus marqué en repoussant l'attaque des Russes.

Toutefois le début de ce terrible choc ne semblait point heureux : allait-on retrouver encore un nouvel Eylau, une nouvelle scène d'extermination inutile? Napoléon n'était affecté d'aucune crainte; il n'était pas fâché de voir l'armée russe, trompée par l'apparence d'un succès facile, sortir de ses retranchements. Puis il remarquait que Benningsen, quoiqu'il fût regardé comme le plus hardi des généraux russes dans ses opérations militaires, n'avait poursuivi ses premiers avantages qu'avec une prudence excessive.

Il n'était pas homme à le laisser plus longtemps jouir de l'offensive. Le 10 juin il se présenta lui-même pour attaquer le camp retranché des Russes à Heilsberg. Encore du sang inutilement répandu à grands flots. Murat avait engagé l'action avec une ardeur poussée jusqu'à la témérité; l'Empereur s'en aperçut et dit ces mots : « Murat fait le fou, Savary, allez le secourir à la tête de ma garde. » Dans cette charge

furieuse, le général Roussel eut la tête emportée et M. de Ségur fut grièvement blessé. Lannes et Soult prévinrent une défaite et ne procurèrent point une victoire. Les Français couchèrent au pied des retranchements qu'ils se réservaient d'emporter le lendemain. A leur réveil, quel est leur étonnement de trouver ce camp si ardemment disputé entièrement vide de combattants. Benningsen avait pris le parti de se retirer derrière l'Alle.

On s'étonne de ce mouvement rétrograde, mais il me semble qu'on peut l'expliquer facilement par la grande supériorité numérique de l'armée française. Ici se présente une sérieuse difficulté pour les historiens; cette supériorité n'est contestée par aucun d'eux, mais elle est diversement évaluée. L'armée de Napoléon était, suivant les uns, forte de cent vingt à cent trente mille hommes; M. Jonimi la porte à cent soixante-dix mille, mais les sept corps dont elle se composait répandus sur un vaste terrain étaient-ils également prêts à entrer en ligne? Le général russe, instruit de toutes les forces dont pouvait disposer l'Empereur, devait craindre de profiter de ces avantages pour aller se briser contre une armée si redoutable. Kutusoff, à Austerlitz, avait eu fort à se repentir

d'être tombé dans ce piége. L'empereur Alexandre, présent à cette nouvelle bataille comme il l'avait été à celle d'Austerlitz, voulait éviter un engagement décisif jusqu'à ce qu'il eût reçu le renfort d'un corps d'armée de vingt-six à vingt-huit mille hommes que le prince Labanof lui amenait par Tilsitt. Il lui importait de traîner la guerre en longueur, en présentant sur tous les points une forte résistance, mais non aveuglément opiniâtre. Il donna l'ordre au général Benningsen de quitter un camp si vaillamment disputé.

Ces combats, multipliés et meurtriers, n'étaient que les préludes de la bataille de Friedland.

L'abandon du camp retranché de Heilsberg laissait à découvert la capitale de la vieille Prusse. C'était une position que les deux généraux ennemis avaient jugée dangereuse, parce qu'ils craignaient d'être acculés à la mer. Napoléon n'hésita point pourtant à faire une démonstration puissante de ce côté, et il y lança le corps de Murat, qu'il fit suivre bientôt de ceux de Soult et de Davoust. Benningsen crut y voir une imprudence et se proposa d'attaquer l'armée française du côté opposé à la mer.

Le 14 juin était l'anniversaire de la bataille

de Marengo, et l'on sait combien Napoléon tenait à les célébrer par de nouvelles victoires, afin que son armée et les peuples vissent toujours en lui l'homme prédestiné. On s'explique peu par quelle raison il se montra tardif à engager l'action ce jour-là. Ainsi qu'à Marengo, il se laissa prévenir par le mouvement de l'ennemi. La veille, son armée avait passé l'Alle et s'était emparée de Friedland. Le corps qui l'occupait en fut chassé le soir; ce faible succès avait échauffé Benningsen et l'avait fait sortir de sa circonspection. A son tour il ne craignit pas de passer cette rivière qui appuyait sa défense, faute énorme qui le plaçait dans la position la plus dangereuse, et cependant elle pouvait lui réussir, car l'Empereur, qui n'avait point prévu ce mouvement, était resté à son quartier général d'Eylau à huit lieues du champ de bataille. Lannes et Oudinot, sur qui allait tomber tout l'effort de l'armée de Benningsen, ne pouvaient concevoir le retard de l'Empereur. Celui-ci se pressait peu, tant il lui paraissait improbable que Benningsen, prêt à engager une bataille décisive, eût pu se mettre la rivière à dos. Lannes et Oudinot pendant toute la matinée avaient fait des prodiges pour repousser l'attaque d'une armée qu'ils évaluaient à quatre-vingt mille

hommes, et Benningsen s'était rebuté de l'inutilité de ses efforts. Le bruit du canon et l'arrivée d'un aide de camp de Lannes avertirent Napoléon que toute l'armée moscovite s'ébranlait. Il n'en témoigna que peu d'émotion; ce fut seulement à une heure de l'après-midi qu'il arriva sur le champ de bataille où les deux corps de Mortier et de Victor, qui remplaçaient Bernadotte blessé, ne tardèrent pas à le rejoindre. Benningsen s'inquiétait de la position imprudente qu'il avait prise en se plaçant derrière l'Alle; il fallait ou rétrograder promptement, ou tâcher d'étourdir les Français par la vigueur de son attaque. Il ne sut prendre ni l'un ni l'autre parti. On se figure aisément celui qu'aurait pris à sa place l'ardent Souvarof, seul capitaine digne de se mesurer avec Bonaparte, au moins sous le rapport de l'audace et de l'indomptable volonté.

La victoire, pour celui-ci, date du moment où l'ennemi a commis une faute; c'est le coup d'œil triomphant de l'habile joueur dans une partie d'échecs. « J'ai peine à en croire mes yeux et vos rapports, dit-il à ses généraux; quoi, Benningsen en passant l'Alle s'est précipité dans ce coupe-gorge? nous allons voir comment il poura en sortir. — Il est bien vrai, répond le général Oudinot, et si mes grenadiers

n'étaient point usés, je leur aurais déjà fait prendre un bain dans la rivière. »

Tandis que Napoléon prend ses dispositions dans tout le calme et la lucidité foudroyante de son génie guerrier, Benningsen fait rouler son canon avec un grand et presque inutile fracas. Napoléon dicte son plan de bataille sous la double inspiration des lieux et des fautes de l'ennemi. Il le trace avec la même précision qu'il va tout à l'heure le voir exécuter. C'est un beau monument de l'art militaire fait pour orner les ouvrages qui enseignent cet art; puis au lieu de ces belles et ardentes proclamations par lesquelles il a souvent préparé et presque commencé ses victoires, il appelle autour de lui les généraux. Satisfait et charmé de ce qu'ils ont fait en son absence, il leur distribue de ces mots qui récompensent et redoublent l'héroïsme. Il dit à Lannes : « Tu viens de montrer tous les talents d'un grand capitaine; tu réalises ce que j'ai prédit de toi. » A Ney : « Maréchal, vous êtes un lion dans l'attaque et un rocher dans la défense; la récompense que je vous dois c'est de vous donner un grand rôle dans l'action; vous allez la commencer, et peut-être se terminera-t-elle par vous. » A Oudinot : « Vous avez fait merveilles, mon brave Oudinot, et vous allez

en faire encore. Quand je vous donne une attaque à conduire, je ne crains que pour vous. » On ne pouvait faire une allusion plus délicate aux nombreuses blessures qui signalaient chacun des exploits de ce digne commandant des grenadiers. A Dupont : « Ma garde impériale soutiendra votre division, que j'estime tout autant. » Au général d'artillerie Sénarmont : « Vous allez faire un feu d'enfer ; les Russes aiment les boulets, et nous allons leur en servir. » Des paroles de ce genre sont adressées aux généraux Victor et Mortier.

Nous avons laissé trois grands généraux, Soult, Davoust et Murat, sur la route de Kœnigsberg. Napoléon avait résolu d'abord de leur donner l'ordre de le rejoindre, mais c'était différer un combat dont le succès lui paraissait assuré. C'était laisser échapper une merveilleuse occasion donnée par la fortune, ou plutôt par l'imprudence de Benningsen. La victoire sera plus prompte et plus glorieuse, mais peut-être sera-t-elle moins décisive.

A cinq heures du soir, Ney commence l'action avec une impétuosité qui ne se ralentira point. L'armée moscovite se montre la même qu'au champ d'Eylau ; mais bientôt elle sent la nécessité de se rapprocher de Friedland pour

s'en faire un point d'appui ou de retraite. Son artillerie est soutenue par l'artillerie plus formidable encore de Sénarmont. Benningsen tente en vain de la ralentir en ordonnant une charge de cavalerie sur son flanc droit; Ney laisse à la sienne le soin de la repousser et s'avance toujours. Il est aux portes de Friedland; sa vigoureuse attaque est secondée par Lannes, par Oudinot et par Victor. La garde impériale russe court à la défense de Friedland; elle a pu faire plier un moment deux des divisions du maréchal Ney, mais celle de Dupont a soutenu le choc sans s'ébranler, et bientôt elle la rejette dans Friedland, où les Russes s'entassent, s'encombrent, et ne savent plus comment manœuvrer.

Cependant le prince Bagration soutient sa haute renommée; il redouble d'efforts pour arrêter tantôt Ney et tantôt Victor. Les Russes, embarrassés dans tous leurs mouvements, et que Lannes et Mortier pressent sur un autre point, se laissent exterminer avec leur patience accoutumée, mais continuent leur feu avec vigueur.

Benningsen reconnaît qu'il est temps de profiter des trois ponts qu'il a jetés sur l'Alle pour sauver son artillerie en péril. Il y réussit en

grande partie ; mais ceux de ses corps qui combattaient en avant de cette rivière si fatale pour eux, restaient à découvert contre tous les feux et les glaives de l'armée française. Les uns eurent le bonheur de trouver un gué qui favorisa leur retraite, et les autres, plutôt que de se rendre, se jetèrent à la nage. Un grand nombre se noya. Ney recueille enfin le prix de ses efforts opiniâtres : il entre avec Dupont dans Friedland et y termine la bataille qu'il a si glorieusement commencée.

La nuit, la fatigue et des pertes considérables ne permettaient plus une ardente poursuite. Cependant l'armée russe, affaiblie, dit-on, de vingt mille hommes, devait trouver d'autres obstacles dans sa retraite sur le Niémen. Murat, guidé par le bruit du canon, s'était élancé pour inquiéter la retraite de cette armée, tandis que Soult s'emparait d'un autre gage de la bataille à Kœnigsberg, où l'ennemi laissait de riches magasins.

Pour appeler de nouvelles batailles après celles que les combattants eux-mêmes désignaient sous le nom de boucheries, il fallait cesser d'être homme. Supposez-en la continuité et la progression meurtrières qui devenaient inévitables, les deux Empires étaient menacés

de laisser sur ces affreux champs de bataille et dans ces inexorables climats, toute leur population propre à la guerre. Friedland était une victoire sans doute, elle en réunissait tous les gages, mais une de ces victoires qui disent au vainqueur : n'allez pas plus loin. La Prusse abandonnée par ses défenseurs semblait effacée de la carte politique de l'Europe. A la prise de Kœnigsberg se joignait celle de Tilsitt, situé sur les rives du Niémen. Napoléon dans son bulletin évaluait la perte des Russes dans ces derniers combats à soixante mille hommes tués, blessés ou faits prisonniers. Quant à ces derniers, le nombre ne se montait pas à plus de quinze cents et presque tous blessés. Cette évaluation, quoique exagérée, décelait l'étendue de nos pertes dans des batailles que les ombres de la nuit avaient pu seules terminer, où l'intrépidité était égale et les avantages longtemps incertains.

La confiance qu'affectait Napoléon était un peu théâtrale. Il cherchait à maintenir une illusion qui ne se soutenait pas d'elle-même; il désirait clore une scène si vastement homicide. On juge qu'Alexandre était profondément affecté du même sentiment. Il venait de signaler envers un roi malheureux l'amitié qu'il lui avait

jurée sur le tombeau du grand Frédéric. Mieux qu'aucun autre souverain de l'Europe, il s'était montré fidèle à leur cause sans être secondé par la fortune. Intercesseur à la tête d'une armée si puissante, il pouvait être plus heureux qu'il ne l'avait été dans les combats. Il savait discerner et pouvait reconnaître le désir dominant qu'avait Napoléon d'entrer dans la famille des rois et d'y introduire ses frères. « Que ferai-je de ces conquêtes lointaines? se disait l'empereur des Français. Disposer de la monarchie prussienne en faveur de l'un de mes frères, c'est rendre la guerre éternelle dans le Nord. Trouverai-je parmi eux un nouveau Frédéric qui saura garder et agrandir ma conquête, comme ce grand homme l'a fait pour son héritage? C'est accabler Joseph et encore plus Louis et Jérôme que de les charger d'un tel fardeau. Irai-je dépecer la monarchie prussienne pour en distribuer des lots à mes grands capitaines? Ce serait allumer entre eux d'ardentes jalousies qui pourraient bientôt remonter jusqu'à moi; pourquoi les faire sortir d'une subordination qui ne leur pèse point, parce qu'ils la partagent avec une ardeur presque égale de dévouement? »

Oui, des considérations de ce genre durent se

présenter à l'esprit de Napoléon, et le traité de Tilsitt m'en paraît un assuré témoignage. Le désir de la paix était égal des deux côtés. Lequel des deux empereurs fit les premières démarches? Ce fait reste encore couvert de quelque doute, mais sur les premiers mots mis en avant d'un armistice par le prince Bagration, Duroc s'empressa de se rendre au camp de l'empereur Alexandre et y trouva l'accueil le plus empressé. Il fut convenu que les deux empereurs auraient une entrevue à Tilsitt et sur le Niémen même.

CHAPITRE XV.

CONFÉRENCES DE TILSITT.

SOMMAIRE.

Napoléon reçoit Alexandre sur le radeau du Niémen. — Les deux armées augmentent la grandeur du spectacle. — Parallèle des deux souverains et des deux peuples. — Alexandre est salué par Napoléon du titre de frère, qui lui est rendu. — Favorable augure pour la paix. — Rapports intimes et familiers des deux souverains. — Tous deux cherchent à se séduire. — Lequel des deux est le plus adroit. — Alexandre intercède pour le roi de Prusse. — Arrivée de ce monarque et de sa jeune épouse. — Accueil peu digne qu'elle y reçoit. — On s'occupe de l'Orient. — Catastrophe qui vient d'éclater en Turquie. — Captivité et étranglement du sage sultan Sélim. — Les meurtriers ne jouissent pas de leur crime. — Cet événement a refroidi Napoléon pour la cause de la Turquie; cependant il ne peut se résoudre à abandonner Constantinople à l'empereur de Russie. — La Prusse est cruellement démembrée. — On forme à ses dépens le grand-duché de Varsovie, donné au roi de Saxe. — Convention déloyale pour la cession de la Finlande à la Russie. — Les deux empereurs se séparent et conviennent d'une entrevue nouvelle. — Odieux incendie de Copenhague par les Anglais. — Prise de Stralsund et de la Poméranie suédoise par Bernadotte et Brune. — Réflexions sur le traité de Tilsitt.

Voici l'une des scènes les plus grandioses que présente l'histoire, elle soulage pour quelque temps le cœur froissé par ces longues scènes de meurtres brillants. Cette entrevue a lieu sur un radeau placé au milieu du Niémen, qui

baigne des plaines verdoyantes, et d'un aspect pittoresque. Cette auguste rencontre a pour témoins deux armées qui viennent de se mesurer avec un effroyable acharnement, et dont les visages n'expriment plus que paix, admiration et joie. On y voit accourir des flots d'Allemands, de Polonais et de Russes, qui viennent y attendre l'arrêt de leur destinée et le nom de leur maître. L'Europe continentale semble déjà n'avoir plus de souverains que ceux-ci, tant les autres sont humiliés, affaiblis, et tombés sous les lois du vasselage. Les regards se portent tour à tour sur l'empereur Napoléon et sur l'empereur Alexandre. Celui-ci représente la puissance dans sa bienveillante sérénité, et celui-là, la gloire dans toute sa splendeur. Leurs traits réalisent le portrait que l'imagination a pu s'en tracer. Alexandre a vingt-huit ans : c'est le passage de l'ardente jeunesse à l'âge mûr; de grands événements, d'utiles études ont hâté cette maturité. Sa taille est assez haute, régulière, élégante; son teint est agréablement coloré; c'est une dignité facile qui respire dans toute sa personne. Le Français y apparaît plus que le Moscovite, on y cherche en vain l'autocrate.

Rien d'héroïque sans doute dans la taille de Napoléon; elle est un peu au-dessous de la

moyenne; sa maigreur a fait place à un embonpoint qui contraste avec les violents exercices de son esprit et de son corps; sa figure répond beaucoup mieux au Napoléon de l'histoire. La vigueur de l'âme, le caractère méditatif, et l'orgueil des Romains, revivent en lui; on croirait que le sang de ces maîtres du monde a coulé dans ses veines. Toutes les passions fières s'y peignent, son sourire fait l'effet d'un rayon pur qui annonce la fin d'un orage; ses mouvements sont brusques, saccadés, il se croise habituellement les bras comme pour dompter sa fougue, et laisser agir plus librement sa méditation. L'empire de chacun d'eux semble illimité, non-seulement par ce qu'ils possèdent, mais par ce qu'ils ont l'ambition et la possibilité de posséder bientôt. Tous deux jouissent du pouvoir absolu; l'un à titre d'héritage, et l'autre à titre de conquête. Quant aux deux peuples, l'un domine depuis longtemps sur la civilisation de l'Europe, et l'autre après avoir servi à genoux, et les bénédictions à la bouche, sous le despotisme le plus féroce dont l'histoire ait tracé le tableau, c'est-à-dire sous celui d'Ivan III et d'Ivan IV, et même sous celui de son civilisateur Pierre le Grand, ne connaît un esclavage tolérable que depuis les jours de

Catherine II, meurtrière de son époux. Alexandre, malgré son sinistre avénement au trône, semble né pour lui donner une impulsion plus européenne qu'asiatique. Mais ce peuple étonnant est encore régi par le fatalisme oriental; le courage qu'il signale dans les batailles en est une émanation; vous diriez celui des Osmanlis sous leurs premiers et glorieux sultans; mais à la différence des peuples du Caucase, l'esprit des Russes est flexible, peut tout imiter sans avoir la force de créer. Les chaînes de l'esclavage ne pèsent plus sur eux, dès qu'ils font subir leur domination à d'autres peuples. Ils poussent l'amour de la discipline jusqu'au fanatisme. Le conseil du czar, quoiqu'il soit bien loin d'être une aristocratie, possède autant que le sénat romain l'instinct des conquêtes, les artifices et la longanimité qui les préparent et les assurent. Ce conseil se transporte avec lui dans les camps; il le surveille, le dirige, et se fait obéir par le secret des apoplexies foudroyantes. Il importait de dire quelques mots sur le caractère de ce peuple et de ces grands, pour expliquer les conférences de Tilsitt.

Napoléon s'est substitué au peuple français : il lui donne aujourd'hui son âme, et l'entraîne pour un temps, de victoires en victoires, de con-

quêtes en conquêtes; mais ce peuple a connu et souvent fait connaître aux autres toutes les jouissances, tous les arts, et les exquises douceurs de la civilisation. Son enthousiasme s'est brisé contre une liberté ambitieuse qu'il a mal comprise, et qui lui a fait subir récemment des jours d'une tyrannie qu'on n'aurait cru possible ni pour lui ni pour ce siècle. Mais le foyer de l'enthousiasme n'est pas éteint, il a changé de direction, et sous la main d'un heureux guerrier, grand politique, il s'est voué à la gloire des armes, en désespérant trop tôt de la liberté. La cause paraît à peine changée aux yeux de ces armées, depuis si longtemps absentes de leur patrie. Elles conservent l'ardeur républicaine quand la République a fait place, sans transition, au régime absolu. Le Français se console et se glorifie de ses conquêtes, mais une génération philosophique en a beaucoup abaissé le prix à ses yeux. Il sait qu'il a d'autres titres pour commander le respect aux nations, et n'est point insensible au désir de s'en faire aimer. Pour tout dire, il est plus Athénien que Romain; et voilà ce que Napoléon comprendra trop tard.

Les deux empereurs sont jeunes et assez récemment établis sur le trône; Alexandre, par une catastrophe tragique qui pèse sur son cœur;

Napoléon, par une suite de victoires, de bienfaits, d'artifices, et par l'oubli de ses serments et de notre dignité nationale. Le premier n'a vu encore que deux ou trois champs de bataille, et le second en a rempli trente-six de sa gloire. Alexandre pourrait paraître novice en politique, mais il a reçu les traditions de Catherine II; c'est un esprit calme et fin sous des dehors de candeur, et l'expression d'un enthousiasme sincère. Nous avons vu que Napoléon n'est pas moins puissant par sa politique que par ses armes. Lequel des deux l'emportera sur l'autre? le dénoûment est fait pour surprendre.

Au bruit des clairons, des tambours, des trompettes, et de cent un coups de canon qui se répondaient sur les deux rives du fleuve (et cette fois en signe d'allégresse), les deux barques impériales entrèrent dans le Niémen; l'une conduite par une compagnie de marins attachés à la garde impériale, et l'autre par de simples pêcheurs. C'était Napoléon qui recevait Alexandre dans un pavillon décoré avec goût, à défaut de magnificence. Lorsqu'il vit entrer Alexandre, il s'avança au-devant de lui, et le salua du nom de frère. Alexandre répondit avec grâce et cordialité à ce nom de frère, et à cet embrassement. On ne pouvait voir un plus heureux préliminaire

de paix. Le premier article et le plus important peut-être aux yeux de Napoléon, celui de la reconnaissance de son titre d'Empereur des Français, se trouvait ainsi exprimé et rédigé d'avance. Il en fut vivement ému, et son orgueil chatouillé se prêta à toutes les formes d'un épanchement fraternel. On ne vit jamais un séducteur plus empressé, ni plus ingénieux dans ses soins pour captiver un cœur noble et délicat; on eût dit qu'il en avait pris l'habitude au milieu même de la cour de Louis XIV. Je ne sais s'il imagina de lui-même ces soins d'une coquetterie habile, ou s'ils lui furent suggérés par M. de Talleyrand, l'homme le plus consommé dans ces ingénieuses recherches. Alexandre, dans sa vie des camps, se piquait d'une plus grande austérité que Napoléon lui-même qui, depuis son nouveau titre, poussait assez loin tout le confortable que supporte la vie guerrière. Il n'était rien qu'il n'imaginât pour prévenir dans ses besoins même les plus futiles, son auguste frère, et celui-ci le payait largement en tributs d'admiration. Il est fort à présumer qu'elle était sincère; mais si elle ne l'était pas, ou si l'expression en était exagérée, c'était Alexandre qui, dans cette lutte de séductions, se montrait le plus habile et qui pénétrait le plus avant dans le

cœur de son rival devenu son ami; car entre eux tout se régla d'abord sur le ton de l'intimité. Habitués à conduire l'un et l'autre les points importants de leurs négociations, ils n'en laissèrent en quelque sorte que des détails à leurs ministre respectifs auxquels il ne resta qu'un travail de rédaction.

Ils se recherchaient dès le matin dans cette étroite ville de Tilsitt, dont ils avaient reconnu la neutralité, et où chacun tenait la plus modeste des cours, sauf l'illustration des personnages. Leur conférence embrassait l'Orient et l'Occident, et si l'Angleterre n'eût été là, c'est le partage du monde qui eût été mis en question dans ces conférences familières, cordiales, et quelquefois badines. L'Angleterre même ne paraissait plus faire obstacle à leur bonne intelligence; l'empereur Alexandre se plaignait non avec une profonde amertume, mais avec dépit, de cet allié auquel il reprochait de lui avoir refusé sa garantie pour un emprunt de cent millions. Nulle flatterie ne pouvait être plus adroite à l'égard de Napoléon, qui déjà voyait un moyen d'attirer le plus puissant des potentats vers l'idée qui dominait maintenant toute sa politique, le blocus continental. On peut supposer que cet esprit qui parcourait avec

tant de rapidité et de pénétration tous les plus grands problèmes de la politique, présentait à l'imagination d'Alexandre le puissant appât par lequel il avait séduit Paul Ier, c'est-à-dire sa domination dans l'Inde, substituée à celle de l'Angleterre : le czar paraissait ébloui plutôt que persuadé. Mais pouvait-il oublier qu'il était en ce moment dans une ville, dernier débris de la monarchie prussienne, et qu'il s'agissait de rendre un trône à un allié malheureux que lui-même avait provoqué à une guerre aussi imprudente que fatale? Cette pensée le préoccupait sans cesse; mais il frappait à une porte que Napoléon tenait sévèrement barricadée. La magnanimité n'était pas la qualité dominante d'un homme si supérieurement doué par la nature, et si bien secondé par la fortune. Alexandre rencontra d'abord une barrière de glace à ses premières intercessions; il insista, crut voir paraître quelques lueurs de générosité dans le vainqueur, et prit le parti d'inviter le roi et la reine de Prusse à l'auguste rendez-vous de Tilsitt. L'un et l'autre ne tardèrent pas à s'y rendre, et ce fut sans doute un grand effort que s'imposa cette reine, blessée à mort dans tous ses sentiments.

Elle parut devant ce vainqueur altier, qui

pour elle menaçait d'être farouche; elle y parut avec les armes les plus sûres que la nature ait données aux femmes, c'est-à-dire avec les charmes de sa personne, de son esprit, d'une coquetterie timide et réservée, et enfin avec cette haute dignité morale que le malheur imprime sur le front d'une reine vertueuse et amante de la patrie. Quant au roi de Prusse, combien Napoléon ne devait-il pas d'égards à un roi honnête homme, à ce guerier qui avait vingt fois bravé la mort au champ de bataille d'Auerstadt; enfin à un prince pacifique qui, pendant sept ans, n'avait rien fait pour arrêter sa fortune et ses triomphes. Eh bien, c'est ici que Napoléon mérite une page sévère dans l'histoire! Il ne fut point un Français; il y eut quelque chose de banal et de rude dans sa galanterie; il se souvint qu'il parlait à une jolie femme, mais non qu'il s'adressait à une reine d'un caractère élevé. Un jour, après un entretien où il avait paru moins intraitable, il lui offrit une rose. — « Avec Magdebourg, n'est-ce pas, » dit la reine? A la proposition d'un semblable bouquet, Napoléon fronça le sourcil et se détourna. Enfin il eut le tort de se vanter, dans une lettre officielle, d'avoir échappé aux avances coquettes de cette belle reine. Elle éprouvait le

dépit de le voir lui-même épuiser tous les ressorts de la séduction auprès de l'empereur Alexandre, moins malheureux que son époux sur le champ de bataille, et qui restait encore dans toute l'intégralité de sa vaste puissance. Un jour, dans ce banquet royal, Napoléon plus habitué à recevoir des flatteries qu'à en faire, fit à l'empereur Alexandre un compliment gauche et déplacé, qui peut étonner dans la bouche d'un homme si riche en mots heureux. Alexandre le sollicitait en faveur d'un prince d'Allemagne, le duc d'Oldenbourg; Napoléon, après quelques difficultés, céda en disant : » Que peut-on refuser à de si beaux yeux? » Alexandre, sans mot dire, se tourna vers la reine de Prusse, plus digne d'un compliment de cette sorte.

Alexandre demandait des restitutions de provinces prussiennes; Napoléon de son côté demandait des reconnaissances diplomatiques, tant pour lui que pour son frère Joseph et pour son autre frère Jérôme, auquel il destinait le royaume de Westphalie. Tous deux se faisaient prier, mais on traita, on s'accommoda; ainsi il se faisait un échange de titres contre des provinces. Napoléon était habitué à chercher et à obtenir des résultats plus solides dans ses négociations; mais, dans le fait, il sentait,

comme je l'ai déjà dit, l'extrême difficulté de faire entrer le royaume de Prusse sous sa domination directe ou indirecte; et résolu de l'abandonner au moins pour la moitié, il continuait avec un flegme implacable à l'écraser de vexations de tous genres, afin de le mettre hors d'état de nuire à ses desseins. Et ce fut là une de ses erreurs capitales. Il laissait derrière lui une nation dépouillée, mais fière et vindicative. Frédéric le Grand, au comble de sa gloire, n'avait créé en Prusse qu'une armée, et Bonaparte, par son système impitoyable, y créa une nation. Le patriotisme s'alluma aux torches de la vengeance.

Les affaires de l'Orient auraient pu paraître d'abord inabordables entre les deux empereurs. Celui des Français, par un chef-d'œuvre de sa politique, où il fut parfaitement secondé par le général Sébastiani, avait récemment signé un traité d'alliance défensive et offensive avec le sultan Sélim. L'honneur, l'équité et la politique lui défendaient de le sacrifier; mais ce sultan n'était plus, et son ouvrage était renversé. Ce doux et sage réformateur venait de subir le sort trop commun aux despotes de l'Orient. Il avait été dépossédé d'abord et ensuite étranglé dans sa prison. Les janissaires n'avaient pu plier

leur sauvage orgueil et surtout leurs habitudes de brigandage et de domination sous la discipline européenne que Sélim venait d'introduire. Ils avaient été secondés ou plutôt excités dans leur rébellion par le mufti et les prêtres musulmans, pour lesquels cette innovation militaire paraissait un sacrilége. Pour la première fois ils avaient respecté les jours d'un sultan détrôné, tant ce prince était chéri du peuple pour ses bienfaits. Mais l'armée, conduite par un chef entreprenant, voulut faire un mouvement en sa faveur et marcha sur Constantinople. Les révoltés se livrèrent alors à toute leur fureur, et le sultan fut étranglé dans sa prison par les mains de son propre neveu, Mustapha, auquel les révoltés avaient transféré l'empire. Ce crime atroce ne resta point impuni; l'armée continua sa marche sur Constantinople, et après avoir fait périr le prince meurtrier, proclama sous de plus heureux auspices un autre neveu de Sélim, qui eut depuis le courage de reprendre une réforme si funeste à son prédécesseur, et devint l'exterminateur des janissaires. Cependant les Russes avaient dû de nouveaux succès dans la Moldavie et la Valachie, d'abord à leur excellente discipline et ensuite aux sanglants désordres qui avaient

désolé la capitale de l'empire turc. La Moldavie et la Valachie avaient passé sous leurs lois, comment en demander, en exiger la restitution? Il fallut recourir à l'expédient diplomatique déjà employé dans les précédentes guerres des Russes avec les Turcs. Ces principautés restèrent dans un état de vasselage que l'on nomma indépendance. La suzeraineté se partagea la Russie et la Turquie, mais elle ne fut qu'honorifique et eut plus de réalité pour l'empereur Alexandre, qui nomma les hospodars, et qui fut autorisé à conserver une partie de ses troupes dans les deux principautés.

Après avoir sacrifié la Turquie, Napoléon n'hésita pas à sacrifier la Perse avec laquelle il avait ouvert des négociations récentes et amicales. C'était un autre ennemi qu'il avait voulu lancer contre la Russie lorsqu'il s'agissait du choc le plus sérieux contre cet empire. Tandis que la Russie serrait à la gorge le descendant des Osmanlis, de l'autre, par ses prétentions sur la Géorgie, elle marchait sur les pieds du faible souverain de la Perse; deux royaumes qui semblaient cheminer d'un même pas vers une dissolution prochaine. Napoléon laissa carte blanche à son ami Alexandre pour la conquête de la Géorgie et de la Circassie. Lui qui espé-

rait se faire proclamer bientôt empereur d'Occident, il n'était pas fâché qu'Alexandre tournât ses vues vers l'Orient. C'était renouveler le partage des fils de Théodose; mais l'un et l'autre des deux empereurs étaient loin de ressembler à ces deux fils, presque imbéciles, d'un grand homme, et de leur accord momentané devait résulter un conflit fait pour renverser l'un ou l'autre.

Cette difficulté écartée, il en restait une beaucoup plus grande et qui était vraiment infranchissable; qu'allait-on faire de cet empire des Osmanlis tombant de toutes parts et dont le faîte ébranlé s'inclinait vers la terre comme une tour qui menace ruine? Depuis un siècle les Russes s'en partageaient les dépouilles avec les pachas rebelles, avec les mameluks d'abord, et ensuite avec leur habile et impitoyable exterminateur, Méhémet-Ali, déjà véritable soudan d'Égypte sous le titre de vice-roi. A peine les deux souverains avaient-ils échangé quelques mots que l'ardente convoitise de Constantinople se lisait dans les yeux de l'empereur Alexandre. Mais Constantinople, avec son admirable position et sa rade qui peut contenir trois cents vaisseaux de guerre, Constantinople qui, cédée à la Russie, pouvait faire, de la plus

entales, la plus *forte*
, c'était lui adjuger
›litiques les plus vul-
cette supposition en
rès-possible. La gra-
pouvait-elle échap-
›litiques ? Cependant
le la trancher par un
rtait d'entretenir un
re la Russie et l'An-
enchaîner, s'il était
andre à son système
› bornait à l'ajourner,
ait-il de faire sonner
ıople, Napoléon atti-
ire des Indes, comme
ıs lucrative, et pour
:oncours, ainsi qu'il
reur Paul Ier.
ent du sultan Sélim
› la nation turque,
aditionnelle qu'avait
Porte depuis Fran-
:uré maint avantage,
: « Il est temps de
urope, et j'y prêterai
mais il est un point

que je ne puis vous accorder, c'est Constantinople et la Romélie. » Une si étrange concession avec une réserve si mal définie entra dans le traité d'alliance offensive et défensive entre les deux empereurs; c'était en proclamer la caducité. Et qu'allait-on faire de Constantinople? y établirait-on sur le trône des Constantin et des Théodose, je ne sais quel hospodar, maître d'un chétif État? mais l'Angleterre ne viendrait-elle pas bientôt l'assaillir avec toutes les foudres de sa flotte et de son armée? aurait-il le temps d'appeler le secours, soit de la France, soit de la Russie? l'abandonnerait-on à l'empereur d'Autriche? Mais c'était en faire un empereur plus puissant qu'Alexandre et que Napoléon même. Enfin si la Russie était exclue de cet éternel objet de son ambition, il ne restait plus que la France pour occuper Constantinople, et Napoléon serait assis sur ce trône de l'univers. Les conférences de Tilsitt ne parurent pas suffisantes pour vider un si grand débat. Il fut convenu de le réserver et de l'ajourner à une nouvelle entrevue où les liens de l'amitié se fortifieraient encore.

Au milieu de ces conférences, Napoléon regardait comme autant de triomphes les reconnaissances diplomatiques qu'il obtenait pour

son frère Joseph, déjà roi de Naples, pour son frère Louis, proclamé roi de Hollande, pour son frère Jérôme qu'il allait nommer roi de Westphalie, et enfin pour lui-même (ce qui était encore d'une plus haute importance), comme protecteur de la confédération du Rhin. De si larges concessions n'étaient point désintéressées de la part d'Alexandre. Tout ceci restait obscur et menaçant; il faut maintenant que j'énonce un résultat beaucoup plus fâcheux des conférences de Tilsitt, puisqu'il offensait plus directement la morale politique. Les deux empereurs convinrent de s'occuper du roi de Suède, Gustave IV, qui s'obstinait à ne point poser les armes, et qui, dans son ardeur chevaleresque, déclarait ne vouloir les quitter qu'après le rétablissement des Bourbons sur le trône de France. On ne pouvait faire une plus imprudente bravade; à peine ses armes avaient-elles paru dans cette guerre que lui-même avait ardemment suscitée dans son zèle pour venger la mort du duc d'Enghien, son ami : « Voilà, dit officiellement Napoléon, un roi plus digne de régner aux Petites-Maisons que sur une nation aussi brave que judicieuse. » En conséquence il était résolu, au sortir de Tilsitt, d'envoyer son armée au siége de Stralsund, et de lui

faire occuper ce dernier et faible gage des victoires du grand Gustave et de ses héros suédois. Il fallait cependant s'entendre sur ce sujet avec l'empereur de Russie, allié de cet imprudent monarque. On ne s'entendit que trop, et voici un grave reproche qui pèse sur la mémoire d'Alexandre. En échange de la Poméranie qui ne lui appartenait pas, il demanda et obtint avec une facilité déplorable la possession de la Finlande. Grand sujet de surprise et de scandale pour l'Europe et pour tous les hommes qui veulent chercher dans les principes du droit public quelque conformité avec ceux de la morale. Elle ne pouvait être plus grièvement offensée. Ainsi Alexandre s'adjugeait, sans se donner la peine de le conquérir, l'un des joyaux les plus précieux d'un royaume infertile, s'emparait de la dépouille d'un roi, son allié, son ami, son frère, puisque les rois s'appellent ainsi. La Finlande florissait sous les lois d'une monarchie tempérée et d'un régime représentatif, et allait passer sous les lois d'un État despotique. Une transaction diplomatique de cette sorte trouvait à peine un modèle dans celles des princes de l'Italie au xv[e] siècle, et lorsque Machiavel révélait avec flegme au monde la théorie politique des Borgia.

Il fallait ensuite s'occuper de la Pologne; et quel débat n'eût-elle pas renouvelé si Napoléon eût tenu à reconstituer ce royaume si misérablement démembré? C'était une de ces idées chevaleresques qui n'entraient point dans son génie; et le vif amour qu'il avait conçu pour une dame polonaise ne pouvait l'exalter au point de l'entraîner à une entreprise qui eût pu lui coûter encore deux ou trois sanglantes campagnes.

Celle dont il sortait avait été longue, laborieuse et semée de dangers, même après le triomphe qui complète Iéna. Il savait bien colorer des victoires douteuses, mais elles étaient insupportables à son orgueil ainsi qu'à l'ardeur de son ambition. Près d'un an s'était écoulé depuis qu'il était absent de son Empire. Que d'intrigues, que de complots pouvaient s'y former dans une absence indéfiniment prolongée, et qui l'aurait poussé toujours vers les régions lointaines où s'engloutit la fortune de Charles XII. Il voulait bien suivre la carrière du héros macédonien, mais il se réservait des intervalles de repos, soit pour goûter d'autres plaisirs que ceux de la vie des camps, soit pour agrandir encore les autres titres de gloire qu'il s'était acquis comme législateur, et comme fondateur d'un grand empire. Pouvait-il le laisser cet em-

pire si puissant, aux mains d'un gouverneur peu digne de le remplacer; Cambacérès serait-il son Antipater? et ne trouverait-il pas un rival dangereux dans le ministre Fouché, plus habile que lui à manier les ressorts des partis?

Oui, certes, Napoléon devait être impatient de revoir Paris, quoiqu'il fût à peu près sûr de le retrouver aussi calme, aussi soumis qu'il l'avait laissé; et voilà ce qui m'explique la condescendance inusitée qu'il montra dans les conférences et le traité de Tilsitt. Qu'on le lise, qu'on le pèse, qu'on le juge surtout d'après les événements ultérieurs, et l'on aura peine à reconnaître quel fut le vainqueur ou le vaincu de Friedland. Il est certain que les avantages positifs furent pour l'empereur Alexandre, et les bénéfices imaginaires et peu certains pour l'empereur Napoléon. Le plus beau trophée qu'il s'adjugea fut la création du grand-duché de Varsovie, qui donnait à la Pologne quelque espoir de résurrection. Il composa cet État de la partie de la Pologne qu'il enlevait à la Russie, et le donna fort judicieusement à un allié dont la fidélité depuis se montra inébranlable, à l'électeur devenu roi de Saxe; quant au roi de Prusse, il eut encore d'autres pertes à subir. On lui enleva presque la moitié de ses États,

quatre millions de sujets, et il n'en conservait plus que cinq, réduits uniformément à cet état de pauvreté dont Napoléon avait menacé la noblesse prussienne; et pour combler l'humiliation du vertueux et malheureux monarque, il put insérer dans le traité qu'il ne devait cette restitution qu'à l'intervention de l'empereur de Russie. Mais la plus importante conquête dont Napoléon se félicitait, c'était celle de l'empereur Alexandre qui, par le traité de Tilsitt, paraissait engagé dans le système du blocus continental, ce qui l'eût fait indirectement tomber sous les lois de Napoléon chef de la ligue formée contre l'Angleterre. Mais ce monarque y serait-il fidèle? lui était-il possible de l'être longtemps? n'aurait-il pas à craindre le terrible veto que les grands de la Russie se sont réservé, et qui consiste dans l'usage du cordon oriental? Le commerce avec la Grande-Bretagne n'était-il pas tout à l'avantage de la Russie, qui lui fournit les bois de sa marine, des métaux utiles à ses manufactures, et quelquefois les blés même qui manquent à sa subsistance? Pouvait-on changer facilement les habitudes commerciales d'un peuple si peu avancé en industrie? N'était-il pas évident que l'intérêt général venait se confondre avec celui des possesseurs d'immenses

domaines, et qu'Alexandre promettait au delà de ce que la prudence la plus commune lui permettait de tenir? Et comment se serait-il montré rigide et fidèle observateur du blocus continental, lorsqu'il vit peu d'années après les rois de la création et de la famille de Napoléon contrevenir assez ouvertement à cette loi oppressive pour leurs nouveaux sujets? Elle créait pour eux des charges aussi dures que des impôts, par l'excessive augmentation du prix des denrées coloniales, entrées dans les nécessités de la vie. Napoléon se flattait par ces prohibitions de rendre la France, heureuse rivale de l'industrie anglaise, et il est certain qu'il lui donna un commencement d'impulsion favorable, mais qui la laissait encore à un triste était d'infériorité. M. Canning, ministre d'Angleterre, avait très-finement caractérisé le vice essentiel du blocus continental, en disant: « Le moment est-il venu où chaque terre produira toutes choses comme dans le nouvel âge d'or, rêvé par Virgile, *omnis feret omnia tellus?* » un tel prodige pouvait-il s'opérer dans les régions glacées du Nord? Malgré de si solides objections, l'apparence du traité de Tilsitt était flatteuse pour l'Empereur des Français; il en sortait avec une famille et une cour de rois, et il se pro-

posait d'y en adjoindre encore un autre; et c'était cette grande monarchie du Midi, où la dynastie des Bourbons allait bientôt faire place à une dynastie napoléonienne. Il est hors de doute que l'Empereur des Français s'ouvrit, sur ce sujet si hasardeux, avec Alexandre, et que celui-ci promit ou parut promettre de rester spectateur paisible d'un si grand événement. « Que signifierait, lui disait Napoléon, cette dynastie de Bourbons si tristement dégénérée entre deux empires tels que le vôtre et le mien? » C'était presque dire : « Dès que l'Angleterre sera humiliée devant nous, le monde nous appartient, partageons-le en bons frères. »

Les conférences de Tilsitt s'offrent avec un grand éclat de poésie, et même avec un intérêt dramatique. Le lieu de la scène retracé par des toiles magiques, qui ont longtemps charmé nos regards, n'offre que des images de paix et de fraîcheur, mêlées à ce que la grandeur historique offre de plus imposant. Il est rempli par trois personnages qui rivalisent à un degré fort inégal, il est vrai, de gloire, de jeunesse, et de séductions de tous genres. Près de la dignité de deux empereurs, maîtres, l'un de la plus vaste domination, et l'autre de la plus florissante, apparaît la dignité calme, recueil-

lie, et fière encore d'une jeune reine qui a tout perdu hors l'amour de son époux, de son peuple, et le don de la beauté auquel son malheur même donne un charme plus pénétrant. Elle était arrivée joyeuse au funeste champ d'Auerstadt; si son époux ne l'en eût écartée, elle eût bravé boulets et mitraille; maintenant elle était réservée à une épreuve beaucoup plus pénible, il lui fallait braver le sourire insultant du vainqueur. Le patriotisme seul avait pu déterminer à ce cruel sacrifice la nouvelle Zénobie. Elle le fit en vain, et depuis ce moment elle porta au cœur une blessure mortelle; des chagrins si cuisants avaient affecté en elle cet organe de la vie; *hæret lateri lethalis arundo.*

On eût dit que l'infortunée reine avait légué sa vengeance à toutes les princesses de l'Europe, tant elles redoublèrent d'animosité contre l'Empereur Napoléon. La mère, l'épouse, et les sœurs de l'empereur Alexandre partagèrent ce sentiment, ce qui devait fort ébranler les résolutions d'un jeune monarque qui leur portait l'amour le plus tendre. Parmi les dames françaises, les unes gémirent de cette dureté, et les autres y trouvèrent un aliment à leur haine, un voile pour leur ingratitude, car Napoléon avait rendu à plusieurs leur patrie, leur famille, et

une partie de leurs biens. La politique peut difficilement inspirer la magnanimité à qui ne la porte point dans son cœur; mais elle prescrit dans des occasions si solennelles, de montrer des regrets et des égards. A voir l'ardeur avec laquelle les deux empereurs se recherchent, se visitent, se dégagent de toutes chaînes de l'étiquette, ne finissent souvent que dans les heures avancées de la nuit, des entretiens commencés presque avec le jour, à leur gaieté familière, vous croiriez voir l'aurore d'une amitié faite pour calmer et enchanter le monde; c'est le commencement du grand duel qui le remplira de stupeur. Chacune de leurs courses à cheval décide du sort d'un État, d'un trône à conserver, et le plus souvent à renverser. Dans leurs heures de loisir, ils se montrent l'un à l'autre leurs superbes armées, se donnent des félicitations réciproques, et celles de Napoléon sont sincères. Quelque tribut qu'il accorde à ses soldats, qu'il a rendus les premiers de la terre, il se dit quelquefois qu'une armée moscovite, dans son aveugle obéissance, répondrait mieux à ses projets de conquérant que la sienne même. Je ne lui prête point au hasard une telle pensée, elle résulte d'un entretien de Napoléon que rapporte le général Jomini, et qui doit trouver place ici.

Voici ses expressions adressées, dit M. Jomini, à un connaisseur, et tout m'invite à croire que ce connaisseur, c'est ce général lui-même. « Mes soldats sont aussi braves qu'il soit possible de l'être; s'ils avaient l'impassible fermeté et la docilité du Russe, le monde ne serait pas assez grand pour moi. Les soldats français aiment trop leur pays pour en faire des Macédoniens. » Ce regret me paraît exprimer un fort bel éloge involontairement rendu. Au reste, Napoléon, en prononçant ces mots, oubliait que les Macédoniens eux-mêmes montrèrent une humeur récalcitrante dans deux expéditions d'Alexandre, l'une contre l'infertile Scythie, et l'autre contre le riche empire des Indes, puisqu'ils forcèrent leur maître d'abandonner une si belle conquête.

L'histoire peut bien emprunter quelques couleurs à la poésie, car souvent elle lui en fournit même sans le vouloir, mais elle doit repousser les illusions du poëte lorsqu'elles ressemblent à celles du vulgaire. Le moraliste est importuné de ce partage d'États non encore conquis. Le publiciste, l'homme libéral se demande avec effroi, après les conférences de Tilsitt : l'Europe va-t-elle subir le sort de ces empires de l'Asie, si bien taillés par la conquête pour subir un

long et morne esclavage? Quoique le traité de Westphalie ait été conclu par un ministre fourbe, sans gloire et sans grandeur réelle (le cardinal Mazarin), il offre à un esprit philosophique des résultats bien plus satisfaisants; c'est un système vaste et ingénieux pour servir de protection aux États faibles contre les États puissants. Si un vieux chef des Gaulois, Brennus, a dit cet épouvantable mot : « Malheur aux vaincus ! » la devise de Napoléon parut être trop souvent : « Malheur aux États faibles ! » et un formidable écho le répéta sur l'autre rive de la Manche. Oui, l'Angleterre y répondit par ce mot : « Malheur aux neutres ! » elle en avait déjà fait une terrible application dans sa première expédition contre le Danemark; elle va en faire une seconde contre ce même État, et l'injustice en égalera l'atrocité.

Fox, qui après la mort de Pitt avait partagé le ministère avec le chef le plus déterminé des torys, lord Grenville, laissa par sa mort celui-ci maître du terrain; mais deux jeunes hommes d'État, élèves et admirateurs passionnés de Pitt, trouvèrent bientôt de la mollesse et de l'irrésolution dans les mesures que prenait le vieux ministre pour défendre l'Angleterre du nouveau danger que lui faisait courir le blocus continen-

tal. Le cabinet britannique dissimulait en vain les alarmes que lui causait ce système, les mesures qu'il prit pour le combattre en décelèrent la profondeur et la violence. Des trois puissances du Nord qui se partagent l'empire de la Baltique, une seule restait aveuglément soumise à la domination de l'Angleterre ; c'était la Suède. La Russie s'en détachait avec un éclat qui lui causait les plus graves inquiétudes. Le Danemark, profondément irrité de l'agression foudroyante de Nelson contre la flotte danoise, devait espérer sa vengeance dans le blocus continental et dans l'intérêt très-vif que l'Empereur montrait au régent, prince qui avait signalé sa vaillance et sa fidélité. Cette puissance avait tâché de réparer avec activité le désastre de sa flotte, et était parvenue à la porter à vingt bâtiments de guerre, ce qui pourtant ne devait pas être un sérieux objet d'inquiétude pour les dominateurs des mers ; mais il s'agissait de frapper un coup qui portât de l'épouvante dans le cabinet de Saint-Pétersbourg, et le Danemark fut sacrifié à cette combinaison politique. Ce n'était pas que l'Angleterre eût de nouveaux griefs à reprocher à cette faible puissance, mais elle lui en supposait pour l'avenir. Elle allait mettre sa flotte à la disposition soit de la France, soit de la Russie.

Ce grief supposé fut vengé avec le plus sinistre éclat. Voici le langage que tint le cabinet de Saint-James au prince régent du Danemark : « Votre flotte, lui dit-il, appartiendra nécessairement, soit de votre gré, soit par la force des choses, à la France ou à la Russie, nous voulons vous la conserver ; nous vous en demandons et même nous en exigeons le dépôt dans nos ports, et nous serons fidèles à vous la rendre dès qu'elle ne pourra plus servir à nos ennemis. » Une telle condition, un tel langage rappelle celui que tint Rome à Carthage, lorsque déterminée, suivant l'implacable et éternel conseil de Caton, à la destruction de cette ville, elle lui demanda et en obtint la livraison de ses derniers vaisseaux. Le prince régent se souvint qu'il appartenait à une nation qui, avec ses légères barques et ses intrépides marins, avait régné sur les mers bien avant les Anglais, et sur les Anglais eux-mêmes. Son refus fut conçu dans les termes les plus nobles et les plus arrêtés ; la vengeance fut prompte et complétement affranchie de tout scrupule d'humanité et de justice. Une formidable escadre mit à la voile : elle portait une armée dans les rangs de laquelle se trouvait sir Arthur Wellesley, aujourd'hui le duc de Wellington, l'un des plus grands noms

de l'histoire contemporaine. Qu'on me permette d'être rapide dans le récit de cette expédition déplorable.

Dans les premiers jours d'août, le port et la ville de Copenhague furent investis; le prince régent ne plia point sur des menaces dont il regardait la réalisation comme impossible, d'après les premières notions du droit des gens, de l'honneur et de la justice. Les bombes éclatèrent sur la ville de Copenhague; celles que Nelson y avait jetées ne furent que de faibles étincelles auprès de ce vaste incendie. Le bombardement se continua pendant plusieurs jours avec un flegme que ne troublait point le bruit de magnifiques édifices, de palais somptueux qui s'écroulaient avec les cabanes de pauvres pêcheurs. Les cris de désolation auxquels les Anglais fermaient leurs oreilles, déchiraient le cœur du prince; son courage fléchit enfin, lorsque son indignation allait toujours croissant. Il ne voulut point que son peuple tout entier en fût victime; il capitula, et remit sa flotte à de si cruels dépositaires. Un tiers de la belle ville de Copenhague n'était plus qu'un monceau de ruines fumantes. Cette puissance si noblement pacifique au milieu de la conflagration universelle de l'Europe, méritait-elle le sort que

Louis XIV fit infliger par Duquesne aux pirates d'Alger?

Quand s'ouvrira-t-il un congrès dans lequel les rois, les généraux et les peuples conviendront de s'abstenir de la ressource odieuse du bombardement? Le droit de la guerre peut-il s'étendre jusqu'à frapper de mort ou de ruine, des familles entières d'hommes désarmés, d'innombrables groupes de femmes, d'enfants, et de vieillards, qui ont à peine une idée de la cause qui divise les gouvernements; des étrangers que le hasard a conduits au milieu de ces désastres, et parmi lesquels peuvent se trouver nombre de vos concitoyens surpris dans leurs plaisirs, dans leurs affaires, par les éclats de la bombe? Voilà ce que j'appellerais un saint congrès.

En vérité l'historien a quelquefois besoin des cent langues de fer que Virgile demandait avant de faire traverser à son héros les horreurs du Tartare. Encore s'il n'avait à condamner que des hommes dont la vie n'offre qu'un tissu de fraudes et de crimes; mais les actes qui réclament sa juste sévérité, sont entremêlés quelquefois à une noble vie, à une carrière de bienfaits, aux scènes les plus sublimes du courage, aux actes les plus éclatants du génie.

La Suède n'éprouvait pas un sort plus heureux

que le Danemark, dont elle avait partagé longtemps la neutralité et le système pacifique. Mais l'aveugle obstination de son roi l'avait livrée aux rigueurs de la guerre. Il fut bien plus facile aux Français qu'on ne l'aurait supposé, de s'emparer de Stralsund, une des citadelles les plus renommées de l'Europe. Gustave IV avait montré la tête de fer de Charles XII, mais non son héroïsme et ses talents. Cette ville se rendit après quatre jours de tranchée ouverte; la Poméranie suédoise fut conquise par notre armée et aussitôt visitée; et la Finlande, peu de temps après, fut volée à la Suède, par qui? par un monarque qui mérita depuis le nom de magnanime.

C'était le maréchal Bernadotte, nommé prince de Ponte-Corvo, et le maréchal Brune qui avaient conduit cette expédition; étrange jeu de la destinée! Ce même exploit valut à Bernadotte, quelques années après, le trône de Suède. Il avait usé avec modération de cette conquête, et s'était montré compatissant, affectueux pour les blessés et les prisonniers. Parmi eux se trouvaient des nobles, des hommes recommandables à divers titres, profondément irrités des fautes de leur roi, et choqués dans leur fierté aristocratique et dans leur patriotisme, par des actes d'une violence arbitraire.

L'adroit Bernadotte, en devenant le confident de leurs chagrins, laissa percer peut-être ceux que lui causait à lui-même l'autorité absolue du souverain de la France. Il rehaussait sa renommée militaire par un esprit facile, vif et gai, par un jugement sain qu'égayait et n'altérait pas sa vivacité gasconne, et enfin par une taille à la fois imposante et dégagée, une physionomie ouverte et saillante. Les Suédois en firent leur héros, en attendant l'occasion d'en faire leur roi.

CHAPITRE XVI.

COURT. INTERVALLE DE PAIX CONTINENTALE.

SOMMAIRE.

Accueil triomphant que reçoit l'Empereur à son retour de Tilsitt. — La joie populaire n'est point partagée par les sages observateurs. — Fêtes et spectacles. — Opéra du *Triomphe de Trajan*. — Début poétique de MM. Lebrun et Casimir Delavigne. — Intrigues des bals masqués à la cour. — Le ministre Fouché devine une intention de divorce chez l'Empereur, et se détache de la cause de l'Impératrice. — Rapide coup d'œil sur la littérature et la cour. — Mesdames de Genlis, de Sousa, Cottin et Junot, etc. — Deux brillants étrangers paraissent à cette cour, M. de Metternich, habile et profond diplomate, et M. de Czernitscheff, favori de l'empereur Alexandre. — Tous deux doivent être funestes à la fortune de Napoléon. — Nouveau voyage de l'Empereur en Italie. — Décret de Milan qui aggrave les rigueurs du blocus continental. — Rupture entre l'Empereur et le pape. — Les desseins du conquérant sur Rome commencent à se manifester. — Pie VII ne veut se défendre qu'avec une arme, le martyre. — Entrevue de l'Empereur et de son frère Lucien Bonaparte à Modène. — Napoléon ne peut le séduire par l'offre d'un trône.

Si nos mœurs chrétiennes ou philosophiques eussent pu s'y prêter, certes Napoléon, au retour de Tilsitt, de Friedland, d'Iéna, après Austerlitz et Marengo, avait droit à un triomphe aussi éclatant que celui qui fut décerné à Jules César vainqueur dans trois parties du monde. Ce triomphe n'eût point été déshonoré comme

celui du vainqueur de Pharsale par les saillies grossières et même les injures de ses soldats; loin de là, l'armée française était ivre de son héros. Le peuple eût mêlé ses acclamations à celles des soldats; mais les hommes dont la pensée est faite pour diriger tôt ou tard les nations, auraient pu exprimer ou du moins déceler des regrets et des prévisions chagrines. Le conquérant ne prenait-il pas trop de confiance dans une fortune qui pouvait le trahir, et qui déjà lui avait donné un avertissement sévère à Eylau? La paix était-elle rétablie? pouvait-elle l'être avec l'Angleterre, lorsqu'il l'attaquait par l'arme nouvelle, terrible et vraiment immaniable du blocus continental? Ce système pouvait-il se réaliser si tous les rois de l'Europe ne se montraient uniformément asservis aux volontés impérieuses, aux prohibitions plus que sévères du maître qui l'avait dicté? Que de nouveaux combats pour vaincre leur résistance, leurs infidélités, leurs révoltes! Se porterait-il au Midi, on verrait se fomenter dans le Nord des orages grossis par l'irritation de la défaite, par l'esprit de liberté et les fureurs du désespoir. Tant de rois, tant de princes vaincus, tant de peuples opprimés ne s'agiteraient-ils pas dans leurs fers? Le moment ne

viendrait-il pas où le cri de liberté aboli en France retentirait partout en Europe, et saurait trouver parmi nous un écho tardif mais victorieux, parmi nous qui l'avions enseigné au monde? Chez ceux même qui étaient le plus pénétrés des hautes qualités de Napoléon, ne s'élevait-il pas un sourd et profond regret pour la liberté perdue? Quoi! nous étions en même temps un peuple de vainqueurs et un peuple de muets!

Napoléon, impatient de tout retard, faisait mûrir en serre chaude ses institutions despotiques, comme nos assemblées délibérantes y avaient fait mûrir leurs institutions libérales. Après avoir ruiné celles-ci dans leur principe vital, en respecterait-il ces formes qui consolent encore les peuples abusés? Il continue de remplir son rôle de législateur qui rehausse sa gloire militaire, mais il s'y mêlait souvent des saillies despotiques. L'un de ses premiers actes fut de supprimer le Tribunat mutilé, puisque de cent membres il avait été réduit à cinquante, et que le maître avait eu soin d'en exclure tous les suspects de liberté. Il respectait encore l'institution du Corps législatif, dont la parole était enchaînée. Les conseillers d'État y exposaient sans contradicteur les bud-

gets de l'année, formalité devenue illusoire, puisque le trésor impérial, qui se grossissait sans mesure, était distinct du trésor public. Cette assemblée avait de plus à sanctionner par un vote silencieux, les cinq codes que l'Empereur avait fait rédiger dans son Conseil d'État. A leur tête était ce grand et glorieux monument de son règne, le Code civil. Malheureusement, dans ce moment même, l'Empereur en subvertissait une des bases fondamentales par des institutions où l'on voyait les germes d'une nouvelle féodalité modifiée par le pouvoir absolu. Venaient ensuite le Code pénal et celui de la procédure criminelle, rédigés par le conseiller d'État Treilhard ; l'un et l'autre étaient fort supérieurs sans doute à tous les codes plus ou moins barbares qui régissaient l'Europe, mais les principes en avaient été posés par l'Assemblée constituante, et d'ailleurs ils étaient encore loin de répondre aux vues d'une saine philosophie dirigée par l'expérience. Puis, un Code de procédure civile qui perfectionnait en plusieurs points l'ouvrage de Lamoignon, mais laissait une trop large porte ouverte à la chicane et à l'avidité ; malgré leurs imperfections, ces codes fortifiaient l'ordre que le consul Bonaparte avait si puissamment rétabli.

La création d'une cour des comptes, empruntée à l'ancienne monarchie, et très-judicieusement restaurée, fortifiait ce grand ressort d'une comptabilité exacte et prudente, sans une rigueur excessive, et qui fait la gloire de M. Mollien. Quant aux opérations fiscales, et surtout à celles des douanes, je crois inutile d'en parler, puisqu'elles étaient des émanations du blocus continental, qui établissait la guerre la plus folle et la plus désastreuse contre les principes victorieusement proclamés par Turgot, par Adam Smith, par M. Say, et que sir Robert Peel vient de consacrer par une vigoureuse et sage application qui lui assigne un rang parmi les bienfaiteurs de l'ordre social.

Cependant, il s'introduisait par degrés dans le Corps législatif des esprits plus libres, plus fiers, qui brûlaient d'être les véritables organes de la patrie; malheureusement l'occasion ne leur en fut fournie que par un grand désastre.

Quant au Sénat, il est aisé, sinon de rendre compte de ses travaux, du moins d'en donner l'idée la plus sommaire et la plus exacte. C'était un corps très-richement doté et qui se montra très-reconnaissant. Quand Napoléon lui adressait des messages, c'était toujours dans les termes les plus magnifiques; on eût dit que les

sénateurs avaient accompli des merveilles sous son règne. C'était une manière de se louer indirectement, puisqu'il avait dicté tous leurs actes et presque toutes leurs paroles. Par une contradiction assez familière à ceux qui jouissent de l'autorité absolue, il était à la fois charmé de leur soumission et peiné de leur insignifiance.

Le dictateur se montrait encore un homme, l'Empereur se faisait dieu; le dictateur discutait devant son Conseil d'État et cédait quelquefois à des représentations sages; l'Empereur écrasait la discussion par sa parole brève et impérieuse; le dictateur pactisait avec la révolution et la philosophie, l'Empereur les traitait comme des ennemies vaincues. Son front devenait plus sévère, sinon plus sombre; la gaieté qui trouvait quelquefois d'aimables échappées dans le jardin de la Malmaison, fuyait devant un code d'étiquette aussi vétilleux que celui de Louis XIV. Tout s'attristait en devenant ou plutôt en voulant devenir auguste. L'Empire était un drame rempli par un seul acteur; toute la France était rejetée dans le personnage du chœur, mais un chœur comme celui de l'église, qui répète les paroles ou la pensée du prêtre, et non un chœur comme celui du théâtre

d'Athènes, qui se permet de juger et de condamner les actions dont il est le témoin. Dans ce concert, quelques voix ne suivaient pas rigoureusement la note : c'étaient celles de MM. de Talleyrand et Fouché. Ils se permettaient quelques représentations, parce qu'ils avaient l'un et l'autre le talent de les couvrir avec art. Mais leur crédit allait toujours baissant, tandis qu'on voyait s'élever davantage celui de MM. Maret, Champagny et du général Savary, à qui l'on ne pouvait reprocher aucune discordance.

Plusieurs des honorables vétérans de nos assemblées délibérantes furent envoyés au dehors pour initier à l'art du gouvernement les nouveaux rois Joseph, Louis et Jérôme. De ce nombre étaient MM. Rœderer, Siméon et Beugnot. L'Empereur aimait mieux qu'ils donnassent des avis à ces jeunes souverains qu'à lui-même.

L'éducation politique de Jérôme restait complétement à faire ; Napoléon lui avait donné un excellent guide dans une belle, jeune et vertueuse princesse, fille du roi de Wurtemberg. Elle s'honora par la plus scrupuleuse fidélité à son époux dans l'une et l'autre fortune. Cependant, il prolongeait sur le trône les désordres de sa jeunesse, et avec ostentation, puisqu'il

imagina, dit-on, une sorte de ruban d'honneur pour les femmes qui avaient cédé à ses volages amours. La famille des Bonaparte et celle des Beauharnais allaient toujours s'accroissant en augustes alliances; ainsi le fils du grand-duc de Bade épousa M[lle] Stéphanie de Beauharnais; ce qui donna lieu à des fêtes gracieuses qui se ressentaient encore de celles du Consulat.

Mais un deuil cruel vint troubler la félicité et rompre les plus magnifiques espérances de cette famille élevée si haut par l'Impératrice Joséphine. Ce prince enfant, fils du roi Louis et de la reine Hortense, objet de la plus tendre affection de l'Empereur, et que la France s'habituait à regarder comme l'héritier présomptif du trône le plus magnifique de l'univers, mourut lorsqu'il dépassait à peine l'âge de cinq ans. C'était un coup accablant pour l'Impératrice qui, depuis les fêtes de Varsovie et les scènes érotiques que l'on en racontait, se sentait moins aimée. Personne n'avait pu lire aussi bien qu'elle dans le cœur ambitieux de son époux. L'article qu'il avait fait insérer avec autorité en faveur du divorce dans le Code civil, redevenait pour elle une persécution de tous les moments. Il ne voulait plus guère entendre parler que de souverains; son amitié si fervente

ou du moins qui paraissait telle pour l'empereur Alexandre, ne pouvait-elle pas être scellée par un mariage avec l'une de ses sœurs, dont on vantait l'esprit et la beauté ? Les alarmes de l'Impératrice furent bientôt confirmées par des symptômes de froideur qu'elle remarquait dans la cour. Le ministre Fouché en donna un exemple qui lui parut du plus fâcheux augure. Jusque-là, l'Impératrice et le ministre s'étaient servis réciproquement d'appui; mais elle apprit qu'il parlait quelquefois du divorce comme d'une mesure nécessaire pour l'avenir de la dynastie napoléonienne. S'il avait pu produire une telle pensée, c'était que Napoléon l'avait décelée par quelques mots. Il parait ainsi une disgrâce qu'on jugeait imminente, et M. de Talleyrand, entraîné par le même motif, concordait encore pour cet objet avec Fouché, quoiqu'il y eût entre eux une haine assez cordiale.

Cependant Napoléon, soit que la rupture d'un lien qui avait été le principe de sa haute fortune, et où il avait goûté mille douceurs, le tînt encore dans l'irrésolution, soit qu'il se réservât du temps pour réfléchir, et pour choisir entre les filles d'empereurs, donna à Joséphine un gage apparent de sécurité, en adoptant le

vice-roi d'Italie, Eugène Napoléon, Fouché, devenu l'avocat du divorce impérial, ne se tint point pour battu; il représenta bientôt que le choix d'un successeur tel que ce prince, serait peu propre à l'affermissement du trône, et que les plus illustres compagnons de ses victoires n'obéiraient pas avec une fidélité scrupuleuse à un prince dont ils reconnaissaient sans doute le mérite, la valeur et les qualités aimables, mais qui n'avait encore que commencé sous eux la carrière des armes et de la gloire. Les événements conspirèrent avec les pensées secrètes de l'Empereur. Fouché s'était réservé un autre moyen de retenir une faveur toute prête à lui échapper; les hommages rendus par la poésie à des exploits qui paraissaient si bien faits pour lui fournir les plus riches couleurs, n'avaient encore jeté qu'un faible éclat. La moisson était si vaste et le ciel si brûlant, qu'elle déconcertait les bras les plus robustes, et c'était une moisson d'hommes. Delille se refusait à célébrer ces merveilles; Ducis, dans sa retraite austère, les maudissait; Lebrun quittait volontiers sa lyre pour le stylet de l'épigramme; Lemercier s'unissait aux chagrins de Ducis, et montrait autant d'éloignement pour l'autorité absolue, qu'il avait montré d'horreur pour la tyrannie popu-

laire; Chateaubriand (car il convient de mettre à la tête des poëtes de cette époque l'auteur du *Génie du christianisme*, des *Martyrs*, et de l'*Itinéraire de Paris à Jérusalem*), Chateaubriand résistait toujours à son admiration pour l'Empereur, en pensant au meurtre du duc d'Enghien. En général, les poëtes se sentaient glacés dans leur verve, par la crainte de paraître offrir un encens officiel. J'ai entendu dire à deux d'entre eux, vantés surtout par la beauté de leur coloris, MM. Baour-Lormian et Parceval-Grandmaison : « Oh! que l'Empereur sera beau à chanter après sa mort! » Deux jeunes poëtes, encore retenus dans l'ombre du collége, cédèrent avec un rare bonheur à l'enthousiasme que leur inspiraient tant de victoires. L'un d'eux était M. Lebrun, et l'autre M. Casimir Delavigne, dont la perte récente a jeté un si grand deuil dans le Parnasse français. Ce fut la campagne d'Austerlitz qui inspira le premier, et chacun se souvient de plusieurs strophes dont le mouvement reproduit avec un rare bonheur la rapidité de ces deux victoires. On ne cessait de répéter cet admirable vers, adressé à la Renommée :

Reprend ton vol, déesse et dès qu'ils ne sont plus.

Le succès de cette ode causa un vif chagrin

au vieux poëte Lebrun, qui aimait à joindre à son nom celui de Pindare. Personne ne douta qu'elle ne fût de lui, et il eut le désespoir de recevoir lettres sur lettres, dans lesquelles on lui disait qu'il s'était surpassé. L'épigramme était involontaire et sans malice, mais elle punissait cruellement un auteur qui s'était trop complu à manier cette arme, dans laquelle il excellait.

Fouché avait voulu un hommage plus retentissant, et qui tînt lieu au héros du triomphe que les convenances du siècle lui interdisaient. Il proposa au poëte Esménard, dont la muse correcte, élégante, n'était pas chaudement inspirée, le sujet du triomphe de Trajan pour être représenté avec toutes les magnificences de l'opéra.

Esménard, chez qui l'invention se trouvait peut-être en défaut, emprunta quelques données de son sujet à un opéra de Métastase, très-vanté dans le dernier siècle, *la Clémence de Titus*. Certes, la campagne d'Iéna ne brillait pas par la clémence, et c'était même l'absence de cette haute vertu qui en diminuait beaucoup la gloire. Heureusement le poëte y trouva l'épisode du pardon accordé par l'Empereur au prince de Hatzfeld, et la lettre si noblement

brûlée. Mais l'intérêt peu vif du drame disparaissait devant l'appareil du triomphe où tout se réunissait pour nous enflammer de l'orgueil romain.

La musique semblait animée du feu de la victoire, et la chorégraphie respirait l'ivresse du triomphe : c'était un désordre savant, un tumulte sans confusion : les rangs des vieux centurions étaient rompus par les gracieux élans des jeunes Romaines, et bientôt reformés. Le vainqueur s'avançait sous un nuage de fleurs, tantôt au bruit des clairons, et tantôt au son de chants tendres et religieux. Mais, ce que l'on admirait le plus, c'était l'introduction des chevaux du triomphe, des chevaux de Franconi sur un théâtre qui ne doit être effleuré que par les pas des sylphides; ils semblaient des objets de terreur, même pour leurs gardiens. L'ensemble de ce spectacle passionnait surtout les jeunes gens, et Napoléon pouvait se réjouir en voyant que l'ardeur martiale brillait beaucoup plus dans les yeux des jeunes spectateurs que dans ceux des comparses de la scène. Des dames du faubourg Saint-Germain, en sortant de ce spectacle destiné à célébrer un acte de clémence, disaient : « Pauvre reine de Prusse ! »

La loi du mutisme est tellement antinatio-

nale, et la monotonie des éloges est tellement accablante, qu'au milieu même de ces triomphes, le public s'échappait souvent au spectacle en allusions plus ou moins satiriques et mordantes.

L'Empereur, au lieu de laisser passer ces allusions, le plus souvent provoquées par des rancunes des bourboniens ou des républicains, s'en irritait au point d'interdire la représentation de plusieurs des chefs-d'œuvre de notre scène, tels qu'*Athalie* et *Mérope*. Après Austerlitz, il reprit courage, mais bientôt son irritation redoubla, il ne pouvait souffrir les applaudissements donnés à ce vers historique :

Le premier qui fut roi fut un soldat heureux.

Il frémissait qu'on eût osé applaudir à ce vers d'*Héraclius* :

Tyran, descends du trône et fais place à ton maître !

Mais surtout le succès de *la Mort de César* et celui de Talma, son ami, mais par-dessus tout excellent artiste, qui avait joué le rôle de Marcus Brutus avec un calme stoïque et une énergie républicaine, lui était insupportable et lui donna un moment d'humeur contre son acteur chéri. Toutes ces pièces et plusieurs autres furent encore une fois retirées du répertoire.

Fouché était convaincu que le public aurait bientôt montré indifférence ou dégoût pour des allusions forcées, qui n'exprimaient pas le sentiment général.

Si la poésie ne payait que des tributs peu distingués à tant de gloire militaire, en revanche, la peinture acquittait les siens avec une prodigalité accablante. Elle enfanta quelques chefs-d'œuvre dans ce genre.

J'ai déjà parlé de la composition large et savante de la bataille d'Austerlitz par Gérard. Gros, plus habile coloriste, mais moins heureusement inspiré pour le choix du sujet, peignit la bataille d'Eylau, et en montrant ce terrible relief de flots de sang sur la neige, renouvela l'impression d'horreur que nous avait causée ce terrible bulletin, où cet effet était indiqué à la peinture. Le salon était surchargé de tableaux de batailles ; nous ne faisions plus qu'errer à travers des ruines fumantes, des monceaux de cadavres, des batteries démontées, aux pieds desquelles expiraient leurs intrépides défenseurs ; les mères s'en éloignaient avec épouvante, et se disaient : « Voilà le sort qui attend mon fils, et je ne serai pas là pour panser ses blessures, pour recueillir ses derniers vœux. » Le sang nous poursuivait

partout et nous forçait à maudire les conquêtes en admirant les victimes de la guerre.

Cependant Napoléon avait terminé ces admirables routes qui aplanissaient les Alpes et ouvraient une facile communication à ses deux royaumes de France et d'Italie. Constant dans toutes ses entreprises, il terminait le canal de Saint-Quentin, achevait le Louvre et faisait en dix ans pour ce palais magnifique plus que la monarchie ne faisait dans le cours d'un siècle, multipliait avec autant de sagesse que d'activité les marchés, les halles et les fontaines, empêchait le somptueux palais de Versailles de tomber en ruines, relevait Fontainebleau, agrandissait le parc de Saint-Cloud qu'il préférait maintenant à la Malmaison qui lui rappelait les purs et nobles souvenirs de son Consulat, mettait un ordre judicieux dans toutes ses dépenses, créait dans Paris des rues larges, spacieuses et ornées d'édifices un peu trop uniformes, rêvait pour sa capitale des embellissements, des palais, des arcs de triomphe dignes de la capitale du monde; il voyait avec orgueil s'élancer sa colonne d'Austerlitz, construite avec le bronze des canons qu'il avait pris dans de glorieuses journées, et malgré des travaux si actifs, auxquels il paraissait se livrer tout

entier, il trouvait au fond du cœur la paix monotone et son empire trop borné.

Sauf l'amour de la liberté, c'était un Romain accompli. Les arts, fidèles à son impulsion, portaient partout le goût sévère, mais un peu rude, un peu roide de ces Romains, imparfaits imitateurs de l'art des Grecs. Non-seulement nos arts, mais notre luxe, nos modes même se ressentaient de cette imitation quelquefois guindée des mœurs antiques et des mœurs militaires. On fuyait partout, dans les ameublements, ce qui pouvait indiquer de la mollesse; on voyait avec un souverain mépris les inventions raffinées ou voluptueuses par lesquelles les arts de tous genres avaient flatté le goût des favorites, et dont quelques-unes rappellent la mémoire de madame de Pompadour, modes qu'on a fait revivre sous ce nom assez mal choisi.

Si Napoléon repoussait avec dédain les goûts efféminés du règne de Louis XV, il mettait tous ses soins à rappeler le faste de Louis XIV. A cet égard il était plutôt un servile qu'un heureux imitateur. L'originalité pouvait difficilement prendre l'essor sous un règne où dominait une seule figure, une seule volonté, une seule impulsion. Sans avoir le moindre goût pour la chasse, il fit revivre cet exercice qui avait ac-

quis un renom monarchique. Quand il était à Fontainebleau, il transformait en chasseurs, non-seulement ses courtisans, mais ses conseillers les plus graves, mais ses ministres et ses dignitaires les plus épais. Cambacérès quittait en soupirant tous ses insignes pour porter une veste de chasse.

Cependant sa cour avait acquis plus d'élégance; les grâces, l'esprit et la gaieté s'y faisaient jour en dépit de l'étiquette, la beauté y était l'objet de mille empressements; je me sers de ce mot et non de celui d'adoration plus en vogue sous Louis XIV, parce que, sur le point de la galanterie, tout se réglait plus ou moins sur l'imitation du monarque. De brillants guerriers qui n'avaient que peu de moments à donner aux amours, n'en sollicitaient guère le prix à la manière des tendres héros de mademoiselle de Scudéry. Les demoiselles élevées à Saint-Cyr, à Écouen, qui remplaçaient le bel établissement fondé par madame de Maintenon, et qu'elle avait sanctifié le plus possible, étaient les fleurs de ce parterre. Si toutes n'avaient pas le don de la beauté, la plupart brillaient de fraîcheur, de grâces et d'une instruction sinon aussi solide, aussi religieuse que les demoiselles de Saint-Cyr, du moins plus variée et plus attrayante.

Elles portaient des noms signalés par la bravoure de leurs pères; quelques-unes devenaient des lectrices de l'Impératrice, des nouvelles reines et des nouvelles princesses; c'était un poste périlleux. Murat, ses aides de camp et d'autres favoris, plus ou moins jeunes, de la victoire, conservaient dans les loisirs de la paix, et auprès des femmes, leur humeur conquérante. Napoléon continua à respecter peu le lien conjugal jusqu'au moment où il épousa une princesse, qu'en style poétique on appelait la fille des Césars. Je me tairai sur les noms qui furent compromis avec ou sans justice; mais rien ne m'empêche de parler des dames qui se distinguèrent par leur esprit, leur politesse exquise et leur amour pour les lettres qu'elles enrichirent de productions aimables et attachantes. Le plus précieux ornement de cette cour pour la grâce, le goût et la délicatesse, était la comtesse de Sousa, épouse d'un seigneur portugais, et auparavant comtesse de Flahaut. On eût dit une élève de la cour de Louis XIV. Une rare fraîcheur, jointe à la grâce la plus exquise, avait prolongé pour elle le règne de la beauté. Elle s'était peinte dans son roman d'*Adèle de Sénange*, production digne de madame de La Fayette, avec un esprit plus vif et plus saillant.

Après avoir donné un modèle de goût, elle en était restée l'aimable arbitre. Sa conversation avait un charme aussi pur que son style, l'obligeance à laquelle elle inclinait n'avait rien chez elle de banal, tant elle en nuançait finement l'expression. Ce fut elle qui fournit à M. de Talleyrand un mot spirituel qu'on a redit souvent, et que l'histoire accueille comme une médaille de l'esprit français. Un jour, madame de Staël, impatientée de voir M. de Talleyrand partager inégalement ses hommages entre elle et madame de Flahaut, interpella vivement ce diplomate courtisan pour le mettre à une épreuve décisive et lui dit : « Si madame de Flahaut et moi tombions à la rivière, laquelle de nous deux sauveriez-vous d'abord, si vous en aviez le pouvoir ? — Madame, lui répondit M. de Talleyrand, je crois que vous savez mieux nager. »

Madame Cottin ne paraissait point à la cour, mais ses romans, empreints de passion et brillants de couleur, balançaient ou surpassaient la réputation de ceux de madame de Flahaut. La beauté lui manquait, et toute femme est un peu portée à la mélancolie quand elle n'a point cet avantage; mais celle de madame Cottin était attrayante; sa bonté captivait mieux encore; elle était pleine de feu pour louer ses rivales,

et sa sincérité ne parut jamais suspecte. Sa fortune, brillante d'abord, avait été fort diminuée par le coup de hache révolutionnaire qui avait tué son mari; ce qui lui restait suffisait à la modestie de ses goûts, et le débit lucratif de ses romans lui procurait la plus pure des jouissances, celle des bonnes actions.

Madame de Genlis n'était plus d'âge à paraître à la cour avec les avantages qu'elle possédait autrefois, elle s'en abstenait; l'Empereur n'avait pas été insensible à ses louanges. Elle entretenait avec lui une de ces correspondances littéraires dans lesquelles parle un interlocuteur sans obtenir de réponse. Et il est vraisemblable qu'elle y mêlait beaucoup de conseils religieux, car ils revenaient souvent sous sa plume agréablement, mais excessivement féconde. Son embarras était de les concilier avec son imagination qui la ramenait toujours vers des scènes galantes dont elle avait été témoin, et auxquelles sa jeunesse avait payé tribut, si l'on en juge d'après ses propres Mémoires. Elle croyait franchir lestement cet écueil, mais l'effet de ses précautions refroidissait à la fois ses peintures érotiques et les conseils de sa morale austère.

Plusieurs dames de cette cour se faisaient

respecter et chérir par un esprit agréable, par une instruction variée, des mœurs irréprochables, et réussissaient souvent dans des intercessions que leur suggéraient une vive pitié et le véritable intérêt de la gloire de l'Empereur et de l'Empire. Telles étaient mesdames de Rémusat et de Nansouty, l'une et l'autre petites-filles d'un ministre justement considéré de Louis XVI. Je n'étendrai point ce catalogue, car plus d'une omission pourrait paraître une injustice.

Madame Junot, duchesse d'Abrantès, n'avait point encore trahi sa passion pour les lettres et le métier d'auteur. On faisait remonter sa généalogie jusqu'aux Comnènes, empereurs habiles et rusés du Bas-Empire. Elle était la femme vive et légère d'un guerrier loyal, valeureux et prodigue, et cédait au même goût de dépenses. Elle montra du courage dans l'infortune.

J'ai parlé par anticipation de l'entrée de M. de Narbonne dans cette cour. S'il était le modèle des courtisans, il s'était déjà montré fort au-dessus de ce rôle. Il y fit loi, et tout prit un aspect plus noble et plus aisé. Les intrigues et les cabales y cheminaient bien sourdement, car Napoléon n'aimait pas le bruit autour de lui. Une circonstance détruisit cette harmo-

nie, si l'on peut supposer de l'harmonie dans une cour. Ce fut l'introduction des bals masqués dans le palais même des Tuileries. Beaucoup de rivales s'y trouvèrent en présence, et crurent pouvoir signaler entre elles leur dépit, leur ressentiment, et quelquefois leur esprit de tracasserie par des avis cruellement officieux. Tel mari fut averti des infidélités de sa femme, et on lui donna des instructions trop certaines pour en acquérir la preuve. Plusieurs anecdotes de ce genre flattaient la malignité du public et celle même de l'Empereur qui paraissait s'amuser quelquefois d'un genre d'infortune dont sa gloire ne l'avait pas garanti.

Un homme brillant attirait alors tous les regards; c'était M. de Metternich, ambassadeur d'Autriche à la cour de France. Celui qu'on nomme aujourd'hui le Nestor des hommes d'État en était alors l'Alcibiade autant qu'un Allemand peut l'être. Sa taille était élégante et noble; sa figure régulière, sans froideur. Son esprit cultivé avait une teinte française : la diplomatie l'avait reçu dès le berceau, elle se mêlait à ses jeux, ses exercices, ses études et surtout à ses amours. L'esprit systématique n'était pas le sien; nul homme n'était plus propre à conduire une monarchie dont l'immobilité est le principe; mais

son caractère était mobile ou du moins paraissait l'être. Il offrait un reflet assez vif des goûts et des passions qu'on lui avait confiés ou qu'il avait pénétrés avec une sagacité rare. Jusque dans la situation humiliante de la cour dont il était le représentant, il gardait un front serein, mais non radieux. Il parlait avec enthousiasme du génie et des victoires de Napoléon, et ce fut le seul personnage qui eut l'art de tromper l'homme aux cent yeux. Un air de frivolité servait la profondeur de ses desseins, il se présentait de la meilleure grâce du monde dans des fêtes destinées à célébrer nos triomphes. Il y dansait mieux qu'aucun des guerriers ou chambellans de l'Empire, mais sans un air de prétention. On juge que jeune, brillant, riche propriétaire, fils d'un homme d'État fort considéré, il lui fut facile de faire entrer les bonnes fortunes dans les secrets de sa diplomatie. C'est par les femmes que les secrets s'échappent souvent. C'était le héros de l'une des scènes les plus piquantes des bals masqués des Tuileries.

Le goût que Napoléon témoigna pour le comte de Metternich tenait à une cause secrète qui, bientôt, allait se dévoiler. Le rusé diplomate avait lu dans l'âme de l'Empereur. Il avait jugé avec une sagacité d'homme d'État et de fin cour-

tisan, les résultats du traité de Tilsitt, et, de plus, il était instruit de maints détails sur les conférences des deux Empereurs. Il en avait conclu que la vanité des grandes alliances pouvait prévaloir, chez Napoléon, jusque sur l'instinct de son naturel politique et conquérant. Ce n'était pas assez, en effet, pour Bonaparte, d'être monarque, il voulait être un roi de bonne maison. M. de Metternich craignait pour l'Autriche un mariage de Napoléon avec la sœur d'Alexandre. Le moyen était de lui offrir une fille des Césars. Comme cet ambassadeur devait eraindre de compromettre l'orgueil de la fière maison d'Autriche, il est fort à présumer qu'il se bornait à des insinuations qu'il jetait avec une légèreté étudiée. Ce dessein politique fut traversé par un changement subit qui éclata dans les dispositions de la cour de Vienne et qui amena une nouvelle guerre. Toutefois, ce projet ne fut pas rompu, mais ajourné jusqu'à la défaite de l'empereur François II.

Un autre brillant étranger, un Russe, parut à la cour. Sans avoir autant de profondeur et de supériorité que M. de Metternich, il se distinguait encore plus par les agréments de sa personne et par des séductions de tous genres. C'était un aide de camp et même un favori de

l'empereur Alexandre; ce qui devait lui attirer encore plus les égards de l'Empereur. Mais sa confiance ne dura pas longtemps. Les intrigues du jeune Russe étaient trop multipliées, trop croisées, et se servaient trop de ressorts féminins pour échapper plus longtemps à une surveillance jalouse. J'en parlerai plus tard: il me suffit d'avoir introduit ces deux hommes, qui eurent une influence fatale et décisive sur le sort de Napoléon.

Ces scènes de l'intérieur furent coupées par un voyage que fit l'Empereur dans son royaume d'Italie. Il n'y trouva d'abord que des sujets de satisfaction. Eugène de Beauharnais, qu'il avait déclaré son fils adoptif, régissait en effet cet État avec la fidélité la plus scrupuleuse pour les instructions de l'Empereur et Roi, mais aussi avec vigilance, discernement, et des qualités qui gagnent le cœur.

Napoléon ne tarda pas à se montrer irrité de l'inexécution de son décret de blocus continental, particulièrement dans les États du pape. Tous les souvenirs de l'affection filiale qu'il lui avait montrée cédèrent à des griefs que le plus fort exagère souvent quand il les exprime contre le faible. Ces griefs étaient quelquefois bizarres et supposaient plus de colère que de bonne foi,

et peut-être plus de violence que de colère réelle. Ainsi Napoléon se montrait scandalisé que le chef de l'Église catholique permît l'entrée de ses ports à des *hérétiques aussi endurcis que les Anglais.*

Le pape et surtout son ministre Consalvi entrevoyaient trop clairement dans des reproches de ce genre une intention sérieuse de détacher du domaine de l'Église tout ce qui serait à la convenance de l'Empereur et Roi, fût-ce Rome elle-même, et déjà celui-ci l'avait manifestée par des faits très-directs, tels que l'occupation d'Ancône par des troupes françaises. Et maintenant il demandait celle des ports d'Ostie et de Civita-Vecchia; or, dans les usages de Napoléon, la prise de possession suivait de près la menace. Quant à Ancône, le premier prétexte d'occupation avait été de mettre ce port à l'abri des attaques de l'Autriche et même du royaume de Naples tant que la guerre durait encore. Maintenant, il fallait empêcher les trois ports de tomber sous la domination des Anglais. Le pape employait dans ses réponses toutes les ressources du pathétique, mais il joignait un ton de fermeté plus fait pour ébranler la politique de Napoléon. Cette main vénérable, qui avait signé le Concordat, se montrait prête à porter les chaînes dont voulait le

charger son fils spirituel. Le cardinal Fesch avait signalé dans cette négociation la violence de son caractère. L'Empereur, qui craignait un éclat trop prompt, lui substitua un négociateur de l'ordre civil : c'était M. Alquier, ancien membre de la Convention et même l'un des juges de Louis XVI. Ses formes étaient polies. Il avait toute la souplesse qui ne coûte rien aux esprits sceptiques, et M. Alquier l'était éminemment. Quelques griefs touchant l'Église étaient ajoutés à ceux-là. L'Empereur entendait par libertés de l'Église gallicane, la liberté de n'obéir qu'à lui. L'empereur Alexandre, dans ses entretiens de Tilsitt, avait un peu excité son envie en lui vantant la plénitude de son autorité comme chef de son Église. Napoléon, qui avait étouffé en France un schisme fatal, ne voulait pas en faire naître un second dont les conséquences seraient une séparation directe, absolue et tranchante. Il voulait lasser la patience du pape, et celui-ci se déclarait inébranlable comme la pierre sur laquelle Jésus-Christ a posé son Église. Un triste événement était à prévoir, c'était la captivité d'un nouveau pape en France.

Le décret de Milan, qui aggravait les rigueurs déjà immodérées du blocus continental, fut un

nouveau témoignage de la colère de Napoléon. Sa main de fer, par l'effet du blocus continental, s'appesantissait maintenant sur tous les États qui n'avaient point des armées à lui opposer, et menaçait ceux mêmes dont les forces pouvaient encore rivaliser avec les siennes. Voici ce décret :

« Considérant que, par ses actes, le gouvernement anglais a dénationalisé les bâtiments de toutes les nations de l'Europe, qu'il n'est au pouvoir d'aucun gouvernement de transiger sur son indépendance et sur ses droits, tous les souverains de l'Europe étant solidaires de la souveraineté et de l'indépendance de leur pavillon; que si, par une faiblesse inexcusable, et qui serait une tache ineffaçable aux yeux de la postérité, on laissait passer en principe et consacrer par l'usage une pareille tyrannie, les Anglais en prendraient acte pour l'établir en droit, comme ils ont profité de la tolérance des gouvernements pour établir l'infâme principe que le pavillon ne couvre pas la marchandise, et pour donner à leurs droits de blocus une extension arbitraire et attentatoire à la souveraineté de tous les États;

« Nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

« 1. Tout bâtiment, de quelque nation qu'il

soit, qui aura souffert la visite d'un vaisseau anglais ou se sera soumis à un voyage en Angleterre, ou aura payé une imposition quelconque au gouvernement anglais, est par cela seul déclaré dénationalisé, a perdu la garantie de son pavillon, et est devenu propriété anglaise.

« 2. Soit que lesdits bâtiments ainsi dénationalisés par les mesures arbitraires du gouvernement anglais entrent dans nos ports ou dans ceux de nos alliés, soit qu'ils tombent au pouvoir de nos vaisseaux de guerre ou de nos corsaires, ils sont déclarés de bonne et valable prise.

« 3. Les îles britanniques sont déclarées en état de blocus sur mer comme sur terre. Tout bâtiment, de quelque nation qu'il soit, quel que soit son chargement, expédié des ports d'Angleterre ou des colonies anglaises, ou des pays occupés par des troupes anglaises, ou allant en Angleterre ou dans les colonies anglaises, ou dans les pays occupés par les troupes anglaises, est de bonne prise, comme contrevenant au présent décret; il sera capturé par nos vaisseaux de guerre ou par nos corsaires, et adjugé au capteur.

« 4. Ces mesures, qui ne sont qu'une juste réciprocité pour ce système barbare adopté par le

gouvernement anglais, qui assimile sa législation à celle d'Alger, cesseront d'avoir leur effet pour toutes les nations qui sauraient obliger le gouvernement anglais à respecter leur pavillon. Elles continueront d'être en vigueur pendant tout le temps que ce gouvernement ne reviendra pas au principe du droit des gens, qui règle les relations des États civilisés dans l'état de guerre. Les dispositions du présent décret seront abrogées et nulles par le fait dès que le gouvernement anglais sera revenu aux principes du droit des gens, qui sont aussi ceux de la justice et de l'honneur.

« 5. Tous nos ministres sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois. »

L'Empereur réclama du pape la plus stricte et la plus rigoureuse application de son décret. Il exigea, outre la saisie des bâtiments, l'arrestation de tous les Anglais qui seraient entrés dans ses États. C'était une manière d'affamer Rome, qu'alimente le luxe de ces opulents visiteurs. Le peuple était furieux, et Rome, qui avait imposé tant d'humiliations, n'en avait jamais subi de plus dures. On exigeait que le pape livrât à des commissions militaires les Italiens

qui avaient parlé, écrit ou agi contre l'Empereur. Mais voici un autre genre de violence plus fait pour révolter le chef de l'Église ; on lui demandait de prononcer la nullité du premier mariage du prince Jérôme, et celle du mariage de Lucien Bonaparte, quoique l'un et l'autre eussent été parfaitement canoniques ; ce qui, comme nous l'avons vu, avait manqué jusqu'au jour du couronnement à l'union de Bonaparte et de Joséphine. Le pape résistait sur tous ces points, et pour le décider, un corps de troupes françaises s'avançait dans ses États et s'établissait dans Rome même, au grand frémissement du peuple. « Vous vous trompez, écrivait M. Alquier au ministre, toutes ces mesures n'opéreront rien, je lis dans l'âme de Pie VII, il a toute la constance d'un martyr. »

Une cruelle perspective s'offrait à Napoléon et le troublait sans l'ébranler. Se verrait-il réduit à exercer sur le saint pontife, dont il se déclarait le dévoué fils et qui avait signalé pour lui la plus tendre des affections paternelles, les mêmes rigueurs que le Directoire, dans sa brutale incrédulité, avait fait subir au pape Pie VI ? La terre de France, si souvent l'asile des saints pontifes, opprimés par des étrangers ou par des

séditions domestiques, en serait-elle deux fois le tombeau, à des dates si rapprochées et sous des régimes si divers, si contrastants?

Tandis qu'il était agité de ces pensées, une lueur favorable d'une réconciliation avec son frère Lucien, vint s'offrir à son esprit. Il fut averti par Joseph, roi de Naples, que Lucien était à Modène et s'estimerait heureux d'avoir un entretien avec lui. L'occasion de le voir, de lui pardonner et de le soumettre à ses lois, lui paraissait très-opportune, car il aurait bientôt un ou deux trônes à donner, c'étaient ceux d'Espagne et de Portugal. Il se flattait peut-être qu'il ne lui en coûterait que deux décrets impériaux qui formaient l'ultimatum de sa diplomatie : *La maison de Bragance a cessé de régner dans le Portugal* et la *maison de Bourbon a cessé de régner dans les Espagnes et dans le nouveau monde.* Les deux grands acteurs du 18 brumaire allaient donc reparaître l'un devant l'autre, mais dans une situation bien différente; celui-ci couronné et les mains pleines de diadèmes, dont il pouvait faire des gratifications, et celui-là exilé. C'étaient pourtant là les deux hommes, les deux frères qui s'étaient rencontrés dans cette catastrophe décisive, l'un, comme président du conseil des Cinq-Cents et l'autre, lorsqu'il était as-

sailli de ces vociférations : « A bas le parjure ! hors la loi l'usurpateur ! » Sans l'admirable constance du président, que devenait le général ? Ce souvenir devait être plus ou moins effacé dans l'âme de Napoléon, mais celle de Lucien avait dû s'en nourrir dans un long exil, et ce souvenir les mettait de pair, en dépit des arrêts de la fortune. Napoléon embrassa son frère qui baisait respectueusement la main du chef de la famille. Hormis le premier abord, tout fut amer dans cet entretien; on en a publié à Londres une relation apocryphe, qui offrirait dans les deux interlocuteurs un même caractère, je ne dirai pas seulement d'inflexibilité, mais de violence. Ce ton d'insultes réciproques blesse la vraisemblance. Ainsi, je ne croirai pas que Lucien ait pu dire à Napoléon : « Ce n'est pas moi qui ai tremblé au 18 brumaire. » Il avait à respecter et il respecta sans doute sa position, l'une des plus nobles qui puisse être offerte à un homme privé, placé devant un conquérant. Ce qui est hors de doute, c'est qu'il eut à choisir entre plusieurs trônes, mais sous une condition, celle d'un divorce, qu'il ne pouvait plus accepter sans démentir son caractère et sans altérer le bonheur philosophique dont il avait fait son partage. La conférence eut

lieu en italien, leur langue maternelle. Voici comme je crois pouvoir la résumer : « Voulez-vous suivre ma route? — Non, parce qu'elle est mauvaise. — N'ai-je pas fait des actes d'une haute sagesse? — Ils appartiennent à votre Consulat, et je les secondais avec toute la France. — Qu'ai-je fait depuis qui excite un tel blâme? — Vous avez substitué l'autorité arbitraire à des lois constitutionnelles, impérieux besoin de la France et du siècle. — Mais vous-même, vous n'y avez reconnu qu'anarchie? — Il fallait les remplacer par des lois plus sages, par de judicieuses limites, oui, par des limites, et vous n'en voulez ni en France, ni au dehors. — Sans doute, je n'en veux point, quand il s'agit de rendre la France calme et florissante au dedans et couverte de gloire au dehors. Vous êtes donc le seul Français insensible à l'éclat de mes victoires? — Elles me font trembler, quand elles s'étendent trop loin et qu'elles sont trop achetées. — J'ai subjugué les rois. — Il vous reste à subjuguer les nations. — Entrez dans mes desseins et vous m'aiderez à remplir cette tâche, ainsi que je l'ai fait en France. — Je ne veux pas être un roi Attale, un roi Prusias. — Et vous voulez que moi, Napoléon, je sois un roi consti-

tutionnel? — Oui, pour votre bonheur et pour celui de la France. — Vous êtes cruellement opiniâtre. — Je suis votre frère et Corse, comme vous. — Vous n'avez donc désiré cet entretien que pour me braver? — Non, mais pour vous avertir, s'il en est encore temps et vous répéter ce que je vous ai dit à la Malmaison : « Tout ce qui s'élève par le glaive, périra par le glaive. » — Phrase banale. — Elle est du livre divin. — Adieu, Lucien, la nuit porte conseil, un trône ou l'ignoble vie d'un sybarite. — Il y en a une préférable à toutes deux, je ne dirai pas celle d'un sage, mais celle d'un homme fidèle à ses serments, et je n'en excepte pas ceux qu'il a prêtés sur l'autel. »

Le lendemain, Napoléon attendit vainement le retour de son frère; Lucien s'était montré fort agité; et quoique son âme restât inébranlable, on remarqua des larmes dans ses yeux. Des chevaux se trouvaient tout prêts pour le ramener à Rome, et là, au milieu des catastrophes qui troublaient le monde et qui devinrent menaçantes pour son frère, il continua de mener une vie honorée, mais moins encore qu'elle ne devait l'être, puisqu'il s'était élevé à toute la hauteur de l'indépendance philosophique. Il mérita le bonheur de n'entrer dans l'histoire

que pour y obtenir des pages honorables; si j'en excepte peut-être sa mission en Espagne, dont il revint riche, mais riche des faveurs des deux cours. Il habitait dans le délicieux Tibur une maison décorée par les arts, et redisait au bruit des cascades de Tivoli, les vers d'Horace et de Virgile, tandis que son superbe frère n'entendait plus que le bruit des tonnerres lancés par lui, et bientôt lancés contre lui-même dans la France envahie.

CHAPITRE XVII.

INVASION DE L'ESPAGNE ET DU PORTUGAL (1807).

SOMMAIRE.

Napoléon a dissimulé ses ressentiments contre la proclamation du prince de la Paix ; vainqueur, il s'en souvient. — Traité de Fontainebleau où il obtient de nouveaux sacrifices de l'Espagne, sous prétexte de lui donner le Portugal. — Terreurs de la cour d'Aranjuez. — Soixante mille Français entrent dans la Péninsule sous prétexte d'aller faire la conquête du Portugal et s'emparent, par d'indignes surprises, de Saint-Sébastien, Pampelune, Figuières et de la citadelle de Barcelone. — Le prince des Asturies, don Carlos, en butte a l'inimitié du prince de la Paix et de la reine, sa mère, demande à Napoléon la main de l'une de ses nièces, et ne reçoit point de réponse. — Rebuté de ce côté, il se tourne vers l'Angleterre. — Vingt-huit mille hommes entrent en Portugal sous la conduite de Junot. — Horribles difficultés de cette marche. — Les Français entrent à Lisbonne, et y sont d'abord assez favorablement accueillis. — Le prince régent du Portugal a abandonné son royaume pour régner au Brésil. — Les Portugais ont espéré tenir de Napoléon un gouvernement modéré ; mais l'Empereur prend possession du Portugal en son nom, et lève une contribution exorbitante. — Indignation des Portugais qui, soutenus par les Anglais, se préparent à la plus vive résistance. — Le roi et la reine d'Espagne se disposent à prendre le même parti que le régent de Portugal, en se retirant dans leurs vastes États du nouveau monde. — Préparatifs de cette fuite. — Le peuple espagnol a deviné ce projet et s'en indigne. — Révolution d'Aranjuez. — Le prince de la Paix n'échappe à la mort que pour être conduit en prison. — Désolation du roi et de la

reine ; ils intercèdent auprès du prince Murat. — Charles IV abdique en faveur de son fils, et bientôt il proteste contre la violence qui lui a dicté cet acte.

Il faut maintenant exposer l'invasion de l'Espagne et du Portugal : triste tâche et qui nous fait regretter jusqu'aux champs de bataille les plus meurtriers que je viens de décrire. Pour une conquête vainement tentée par Charlemagne et fatale à Roland, Napoléon croit à peine avoir besoin d'une armée ; son génie astucieux croit avoir tout préparé, tout rendu infaillible. D'assez nombreux bataillons de conscrits mêlés à des troupes italiennes et suisses, voilà tout ce qu'il daigne employer pour ce voyage peu belliqueux auquel il refuse l'honneur de sa présence. Il n'y appellera qu'après la plus urgente nécessité ses Masséna, ses Soult, ses Ney, ses Lannes, formés sous lui aux plus hautes combinaisons de la stratégie et de la tactique. Deux intrépides capitaines, Murat et Junot lui suffiront, l'un pour la conquête de l'Espagne et l'autre pour celle du Portugal.

D'où vient cet excès de confiance chez un homme d'une si admirable vigilance dans tous ses préparatifs de guerre? d'un mépris trop légitime pour les chefs des gouvernements qu'il va détruire. La cause de son aveuglement et de

ses malheurs, c'est l'habitude despotique qu'il a déjà prise de ne compter pour rien les nations. L'Espagne subit depuis dix ans un vasselage aussi humiliant qu'onéreux; les galions du nouveau monde versent une partie de leurs riches produits à Paris et dans nos ports. Toute l'Espagne semble dormir du même sommeil que la cour d'Aranjuez; mais la terreur est entrée dans ce palais; elle y glace de faibles esprits qui ont osé manifester une velléité d'indépendance. La proclamation du prince de la Paix, foudroyée par le canon d'Iéna, devient un remords que se partagent le roi, la reine et le prince de la Paix. Celui-ci fait le généreux : « Vous ne devez plus hésiter, dit-il au couple royal qu'il domine, je m'offre en sacrifice et c'est le seul qui puisse désarmer le ressentiment de Napoléon. » Le roi pleure, la reine se désespère, il leur semble à tous deux que la monarchie va s'écrouler si le grand Manuello n'en supporte plus le faîte. Entre ces trois personnages, nul ne parle de soutenir par les armes la bravade imprudente mais encore équivoque faite par le prince de la Paix. « Laissez-moi faire, dit le plus faible et le plus crédule des monarques, je suis aimé et respecté de Napoléon, jamais je n'ai reçu de lui que des paroles affectueuses, je vais lui en-

voyer un ambassadeur pour le féliciter de ses victoires, et vous verrez qu'il sera touché de cet hommage d'un roi, son vieil ami. »

Cet expédient paraît lumineux; il n'en coûte qu'un sacrifice de dignité; on en a fait tant d'autres.

Un ami du prince de la Paix, Izquierdo, est chargé du message et arrive en grande diligence au quartier général de l'Empereur. Il en est reçu avec la plus touchante bénignité. Il est vrai que Napoléon ne dissimule ni l'étonnement, ni le chagrin que lui a causé la proclamation du prince de la Paix, mais il feint d'y voir de l'obscurité, du vague et prête une oreille assez complaisante aux explications fort embarrassées que l'envoyé donne en balbutiant. « C'est bien, dit l'Empereur, j'oublie un tort sur lequel je ne veux pas m'appesantir, mais je n'ai jamais douté de la fidélité d'un monarque dont j'honore les vertus, seulement il me permettra de lui en demander quelques nouveaux gages. » Puis il se plaint de la défiance que les Anglais cherchent à exciter contre lui dans toutes les cours : « Ils osent m'accuser d'ambition, moi que l'on attaque sans cesse, qui triomphe toujours, et qui use avec trop peu de rigueur de mes victoires. » Pour juger de la sincérité de

Napoléon, lorsqu'il tenait un si noble langage, il faut connaître un mot qui lui était échappé lorsqu'il montait en voiture pour aller châtier la Prusse. Alors il avait un sujet d'humeur contre le roi Charles IV, qui ne voulait pas reconnaître son frère Joseph roi de Naples : « Eh bien ! avait-il dit, si Charles IV me refuse cette satisfaction, son successeur me la donnera. » D'ailleurs les conférences de Tilsitt avaient prouvé que la haine des Bourbons n'était jamais entrée plus profondément dans son cœur.

En apprenant une conférence si pacifique, si fraternelle, le vieux roi (je ne l'appelle vieux qu'à cause de ses infirmités) reprit assez de confiance pour goûter les plaisirs accoutumés de sa chasse, de son violon et du bon sommeil d'Aranjuez. Quant au prince de la Paix, il se vit, à son grand étonnement, l'objet des égards les plus empressés de la cour de France. On lui fournissait une occasion de déployer ses talents guerriers. C'était sérieusement qu'on allait s'occuper de la conquête du Portugal, l'Empereur y consacrait une armée de quarante mille hommes. On ne demandait point à l'Espagne un contingent aussi fort, et cependant Napoléon, allié généreux, lui cédait sans restriction une si brillante souveraineté. Il ne demandait

qu'une indemnité, c'était celle des provinces espagnoles jusqu'à l'Èbre et qui étaient entrées dans le domaine de Charlemagne. Une telle condition fit réfléchir un peu sérieusement la cour de Madrid. Napoléon, qui la vit défiante, n'insista point et le traité conclu à Fontainebleau ne roula que sur le concours des forces espagnoles et françaises pour la conquête du Portugal. Cependant Napoléon aimait à être payé d'avance; en échange de la promesse du Portugal, qui n'était pas encore conquis, il demanda et obtint sans peine qu'il lui serait loisible de disposer de la Toscane. Ainsi Napoléon reprenait à la reine d'Étrurie et à son fils la couronne qu'il avait donnée à l'époux de l'une et au père de l'autre, et la cour d'Espagne se soumettait sans murmure à l'abandon d'une princesse et d'un jeune prince qui lui tenaient de si près par les liens du sang. La reine et son fils n'eurent plus d'autre parti à prendre que de se retirer dans cette même cour qui les avait si mal protégés. Toutefois le cabinet de Madrid se flattait d'avoir ainsi éludé ou plutôt éconduit la demande bien plus redoutable pour cette puissance des belles provinces situées sur la rive gauche de l'Èbre. « Vous le voyez, dit Napoléon, j'emploie mes armées à vous

donner la possession d'un royaume, objet constant de votre envie, et depuis, de vos regrets. Je concours à vos desseins, il faut aussi vous prêter aux miens d'une manière active. J'ai besoin d'un corps de troupes pour mettre le nord de l'Allemagne à l'abri de l'invasion et des pirateries anglaises; je demande une armée de seize mille Espagnols pour seconder cette mesure si utile à l'indépendance européenne. » Et le prince de la Paix poussa le vertige de la peur jusqu'à souscrire, non-seulement avec facilité, mais avec le zèle le plus aveugle, à une condition qui privait l'Espagne de l'élite de ses troupes et de ses officiers, au moment où elle allait être livrée à la plus formidable invasion.

L'Empereur était toujours d'une libéralité excessive quand il s'agissait d'envoyer des troupes chez ses amis; au lieu de quarante ou cinquante mille hommes, il doubla le nombre de celles qu'il avait promises et le porta à quatre-vingt mille; mais ils se gardèrent bien de suivre la ligne directe, ils débordaient de tous les points de la frontière et prenaient surtout leur direction vers les puissantes forteresses de ce royaume, d'un côté de Saint-Sébastien et de l'autre de Figuières, de Pampelune et de Bar-

celone; pouvait-on en refuser les portes à des alliés si empressés et surtout si redoutables? Ici l'ineptie et la lâcheté du gouvernement espagnol furent merveilleusement favorisées par celles des commandants de ces diverses places. Et d'un autre côté, l'astuce guerrière de Napoléon le fut encore mieux par celle des généraux qu'il chargea d'une conquête si facile et si déloyale. Le détail de ces stratagèmes est pénible et il me le serait moins d'avoir à raconter quelques chocs partiels où la vertu militaire serait demeurée intacte. Ainsi, à Figuières, le général de brigade s'annonça pour venir préparer les logements d'un grand personnage en désignant tout bas l'Empereur; on lui permit d'en prendre possession. Le général Lecchi, qui commandait une brigade italienne, poussa encore plus loin le talent de la perfidie pour s'emparer de Mont-Joui, forteresse de Barcelone, la ville la plus puissante et la plus populeuse de l'Espagne. Le prince de la Paix semblait avoir prêté la main la plus complaisante au succès de ces trahisons. Dans sa prudence pusillanime il avait enjoint aux commandants de ces places d'éviter tout ce qui pourrait troubler la bonne intelligence des deux nations. Le général Lecchi avait placé ses Italiens sur les glacis de la ci-

tadelle, en tournant le dos aux fortifications. Il donnait aux habitants le spectacle d'une revue dans laquelle il paraissait s'occuper des recherches les plus minutieuses sur l'habillement de ses troupes. Une musique militaire diversifiait ce spectacle assez froid, et pendant que les soldats espagnols se réjouissaient de ces sons belliqueux, des soldats italiens laissant leurs havresacs, filaient derrière la ligne et s'élançaient sur le pont-levis avant qu'on eût eu le temps de le lever. Bientôt Lecchi arrive au galop avec deux compagnies en criant qu'il veut rendre visite au commandant. Le résultat de cette visite amicale est de signifier au commandant qu'il doit rendre la place sous peine d'être puni par les deux gouvernements alliés. La plume me tombe des mains, et je n'ai plus le courage de continuer pour Pampelune et Saint-Sébastien le récit de tels exploits, de tels actes d'hospitalité et d'alliance fraternelle.

En apprenant le succès de ces conquêtes, faites par escroquerie, Napoléon se croit maître de toutes les Espagnes. Il lui reste pourtant d'autres forteresses à subjuguer; je ne parle ni de Gironne, ni de Tarragone, ni de Badajoz, ni même de Cadix, je parle de l'honneur et du patriotisme révoltés chez un peuple religieux

qui, en dépit de Philippe II, a conservé la foi chevaleresque. Le bandeau qu'avait posé la peur sur les yeux de Charles IV, tombe enfin, et la peur redouble, elle est poussée jusqu'au vertige. Ce n'est pas seulement Napoléon qui la cause; le roi et la reine craignent encore plus leur propre nation, leur propre fils. Les murmures du peuple, des grands, et du clergé, contre la déloyale occupation des forteresses, loin de leur suggérer des pensées généreuses qui permettraient encore une défense héroïque contre Napoléon, ne leur inspirent plus que des craintes personnelles. Il est vrai que les cris de trahison, que les anathèmes ne s'élèvent encore que contre le prince de la Paix; mais ce favori est tout pour une reine adultère. Eh bien, il est encore plus cher au monarque abusé. Régner sans Manuello ne lui paraît plus qu'un insupportable supplice. Il faudra maintenant que tous les trois fléchissent devant un prince qu'ils ont récemment accusé d'un complot tendant au parricide, et auquel ils viennent d'infliger un pardon presque ignominieux; car ce prince n'a obtenu sa grâce qu'après avoir fait l'aveu de torts assez graves. Ce complot, tramé à l'Escurial, n'avait peut-être pour objet que l'expulsion violente du prince de la Paix; mais la reine est avertie par

sa conscience de s'y croire intéressée, et le favori est plus cher au monarque que son propre fils. Ferdinand qui portait à Godoy une haine si naturelle à tous les fils contre l'amant de leur mère, sentait le besoin d'un protecteur assez puissant pour le mettre à l'abri des passions et des ressentiments des auteurs de ses jours. Par les conseils du chanoine Escoïquitz, prêtre rusé, mais moins habile qu'il ne croyait l'être, il s'adressa à Napoléon même, et flatta vivement ses projets ambitieux. Il lui demandait en mariage une princesse de son sang. Or, Napoléon n'avait encore de nièces que les filles de ce frère qu'il avait repoussé si loin de lui, de Lucien Bonaparte. Cette alliance l'avait vivement touché, et on peut présumer que ce fut là la raison secrète qui le porta dans son voyage en Italie à désirer un rapprochement. Nous avons vu le résultat de cette conférence qui ne fit qu'irriter plus profondément les deux frères l'un contre l'autre. Ainsi l'ouverture du prince des Asturies tombait d'elle-même, et Napoléon la laissa sans réponse.

L'infant n'eut plus d'autre parti à prendre que de se jeter dans les bras de l'Angleterre. Cette puissance brûlait de reprendre pied en Europe, d'où elle se voyait exclue par les victoires de

Napoléon. La Péninsule lui en offrait le moyen. Les rênes de l'État flottaient aux faibles mains des gouvernants; aucun d'eux n'avait la force ni le courage, ni même la pensée de résister à l'invasion qui débordait sur leurs États, mais il devenait chaque jour plus manifeste que les peuples espagnol et portugais n'abandonnaient ni leur propre cause, ni celle de leurs monarques déserteurs. L'Angleterre s'emparait d'un beau rôle en devenant leur protectrice; elle s'émerveillait de voir que les évêques, les prêtres, et surtout les moines, véritables dominateurs de l'Espagne, enfin, que les membres de l'inquisition eux-mêmes, loin de fuir le contact avec des hérétiques, les appelaient à grands cris pour les venger d'un allié perfide, et les soustraire à son arrogante domination. La politique du cabinet de Saint-James était donc de se substituer à l'autorité vacillante des maisons de Bourbon et de Bragance. M. Canning, imbu des doctrines de Pitt, dont il était l'élève le plus chéri et le plus éloquent, avait conçu ce projet hardi, et pour ranger la Péninsule sous le patronage britannique, il portait au comble et jusqu'au délire la peur dont ces monarques et leurs ministres étaient frappés. Voici le langage qu'il leur faisait tenir par des émissaires

adroits, et d'un nom respecté : « Vous ne pouvez pas résister à celui qui a vaincu les armées de Frédéric et celles de la Russie, moins redoutables encore par leur nombre que par leur intrépidité. Il s'est déjà saisi par la trahison de tout ce qui pouvait protéger et prolonger votre défense. Il faut vous retirer, mais vous retirer dans le nouveau monde ; ce ne sera pas fuir, ce sera passer d'un empire qui chancelle à un empire dix fois plus vaste, plus fertile en richesses de tous genres, et qui a encore toute la séve de la jeunesse. A quel degré de splendeur et de prospérité le Mexique, le Pérou, et le Brésil ne s'élèveront-ils pas par la présence de leurs maîtres ? Pendant cette absence momentanée, nous emploierons nos flottes, nos armées, et notre or enfin à la défense de vos États ; nous échaufferons l'indignation de vos peuples, et nous réveillerons en eux le patriotisme qui les rendit vainqueurs des Mores, et vous viendrez seconder et couronner leurs efforts avec des troupes américaines qui scelleront dans les combats l'alliance des deux mondes. »

On ne pouvait présenter un meilleur appât à la peur, et la peur le saisit avec avidité. Déjà le régent de Portugal y avait cédé ; la cour d'Espagne, saisie d'une panique plus forte en-

core, l'accueillit à son tour, et tout son espoir n'était plus que dans une expatriation ignominieuse. Mais laissons l'Espagne pour un moment, et voyons ce qui s'était passé en Portugal.

Ce fut à une armée de vingt-cinq mille hommes seulement que fut confiée l'invasion du Portugal, tandis que plus de soixante mille de nos soldats inondaient l'Espagne réputée l'auxiliaire de cette entreprise; était-elle indispensable? non, puisque le prince régent, malgré les vieux liens de soumission qui attachaient son royaume à l'Angleterre, fléchissait par degré sous les sévères lois du blocus continental.

Un négociateur d'une habileté consommée, M. de Raineval, l'avait amené à des actes d'une condescendance inespérée, tels que celui de défendre l'entrée de ses ports aux vaisseaux anglais. Mais Napoléon pensait que nul homme n'était plus propre que lui-même à porter un coup aussi funeste au commerce britannique, et il regardait comme un jeu pour lui de se rendre maître du Portugal. L'armée était confiée au général Junot, dont il connaissait le dévouement inébranlable. Ame de feu, esprit léger, fait pour les opérations hardies et soudaines, mais non pour suivre un plan sagement combiné;

c'était un second Murat pour la vaillance, mais avec plus de modestie et de franchise. Il dut être déconcerté en voyant la triste composition de son armée; ce n'étaient pas là des vétérans revenant des rudes et glorieuses épreuves d'Iéna, d'Eylau, et de Friedland; il s'agissait cependant de traverser sous un ciel ardent, des montagnes et des landes qui n'offraient le plus souvent qu'un sol infertile et brûlé, et de rares habitations. « Que ce soin ne vous embarrasse pas, avait dit Napoléon au plus chéri de ses aides de camp, il faut arriver, frapper vite, et prévenir l'entrée des Anglais dans le port de Lisbonne; que le manque de subsistances ne vous arrête pas un seul jour; une armée de quatre-vingt mille hommes peut toujours trouver à se nourrir, fût-ce dans un désert. » Apophthegme trop brusque, et qui bien qu'émané d'un si grand guerrier, formerait la plus dangereuse des leçons militaires.

En débouchant sur le Portugal par Salamanque le 12 novembre 1807, l'armée, dépourvue de vivres, cherche en vain à découvrir, du sommet des montagnes, des champs et des cités qui puissent lui procurer une subsistance à peu près suffisante. C'est une bonne fortune que de rencontrer dans quelques huttes éparses un reste

de provisions en maïs, en olives et en châtaignes que les paysans fugitifs n'aient pu emporter ; et quelquefois, sortant d'une embuscade, ils se vengent sur les ravisseurs en les égorgeant. Des cris de joie s'élancent quand on a découvert quelques rayons de miel dans le creux des arbres ; on se bat pour partager cette proie. Malheur à qui marche isolé ! Enfin, après cinq jours d'une horrible souffrance, l'armée avait franchi le désert et s'était traînée jusqu'à la ville d'Abrantès où elle crut arriver à la terre promise. Elle avait honte du désordre et de l'état de misère dans lequel elle se présentait aux Portugais, et de leur côté ceux-ci en voyant un tel état de détresse avaient honte de ne s'être pas préparés pour repousser des ennemis qui représentaient si mal une puissante armée. Que seraient-ils devenus ces guerriers si vantés, si quelques régiments bien organisés, munis de fortes pièces d'artillerie, leur eussent barré, soit l'entrée des villes, soit le passage des rivières torrentielles qui viennent grossir les eaux du Tage, et les eussent forcés de rentrer dans l'épouvantable désert qu'ils venaient de franchir et où ils avaient laissé nombre de leurs compagnons mourant de fatigue et de faim? Mais pas un ennemi ne se présente ; cette immo-

bilité paraît d'abord suspecte et fait craindre de rencontrer bientôt une grande masse de troupes bien retranchées qui défendront l'accès du fleuve sacré du Portugal. Mais une nouvelle favorable arrive au général. C'est celle de l'embarquement du prince régent pour le Brésil. Quelques jours plus tôt elle l'eût désespéré, car il lui était prescrit par le plus impérieux des maîtres de faire une diligence telle qu'il pût arriver à Lisbonne avant les Anglais. Le prince fugitif avait en partant donné l'ordre de ne former aucun obstacle aux Français; de là venait cette morne apathie dans laquelle on trouvait plongés les habitants; mais le prince avait emporté avec lui, sous la protection de l'escadre anglaise commandée par Sydney-Smith, les principales richesses du Portugal. Sa flotte, encore assez imposante, l'accompagnaït; elle transportait toute la famille royale, l'élite de la cour, presque tous les grands, les riches capitalistes avec les trésors qu'ils avaient enfouis dans leurs domaines, et l'on allait reporter au Brésil ces magnifiques diamants que l'on avait tirés de ses mines fécondes pour orner la couronne la plus splendide de l'univers à l'exception de celle du Grand Mogol. Une circonstance fut à remarquer dans ce lamentable départ. On

avait tiré de son couvent la reine mère du prince, frappée depuis quinze ans d'une démence jugée incurable. Cette pauvre femme s'était débattue contre ceux qui, avec toutes les formes du respect, se présentaient pour l'enlever. L'excès du chagrin lui rendit une lueur de raison, et elle prononça le mot qui flétrissait ce départ en disant, comme l'histoire le répète après elle : « Quoi! se retirer sans avoir combattu! »

Junot, quoique contrarié par l'abondance des pluies, avait de son mieux réparé le désordre de son armée; elle put se présenter à Lisbonne dans un état beaucoup moins misérable que devant Abrantès. Ce qui la parait et l'illustrait le plus, c'était son nom d'armée française; toutes les imaginations étaient encore frappées des merveilles qu'elle ne cessait d'accomplir. D'autres sentiments lui étaient favorables : les habitants de Lisbonne, dépouillés par leur prince même, semblaient ne plus craindre de l'être par l'armée d'invasion. Quelques-uns avaient ou feignaient la bonhomie de croire que les Français n'avaient d'autre but que de les délivrer de la domination britannique qui pesait à l'orgueil des vieux héritiers de Vasco de Gama et d'Albuquerque. Parmi eux,

ceux qui sortaient de l'université florissante de Coïmbre y avaient été plus ou moins imbus de nos doctrines philosophiques et libérales, et s'imaginaient encore que les Français dans leurs courses victorieuses voulaient laisser partout, soit des républiques, soit des monarchies constitutionnelles. Une telle illusion était favorable à la sécurité de l'armée. Nos officiers et nos soldats étaient à la fois charmés et surpris de rencontrer dans plusieurs maisons un accueil vraiment fraternel; mais Junot, sans doute à son grand regret, se vit forcé de détruire ce prestige de confiance par deux actes que lui commandait Napoléon. On prit possession du Portugal au nom de l'Empereur des Français, sans même faire mention du roi d'Espagne à qui cette conquête avait été assurée par le fallacieux traité de Fontainebleau. Les Portugais y voyaient la perte de leur indépendance, et la cour d'Espagne dut y voir sa condamnation. On lut dans le *Moniteur* cet arrêt prononcé par le grand prêtre du destin, Napoléon : « La maison de Bragance a cessé de régner en Portugal. » Le moment était donc prochain où le *Moniteur* prononcerait le même arrêt contre les Bourbons d'Espagne.

Bientôt un acte plus terrible encore révéla

aux Portugais toute l'horreur de leur situation. Par un décret impérial, daté de Milan, les Portugais furent soumis à une contribution de cent millions pour le rachat de leurs propriétés. C'était pousser jusqu'aux dernières limites le droit de conquête, et l'on oubliait qu'il n'y avait point là de conquête, puisqu'il n'y avait pas eu même une ombre de défense. Le ressentiment d'une si brave nation se déclarait, non par des éclats inconsidérés, mais par un sombre silence et des regards farouches. Les Français se trouvaient isolés dans cette ville populeuse. Napoléon avait prévu cette conséquence d'une politique à la fois violente et frauduleuse; il voulut user pour le Portugal d'un expédient qui lui avait déjà réussi pour l'Espagne. L'armée portugaise y restait sans emploi et s'effrayait de rester bientôt sans solde. C'était une force promise à l'insurrection qui couvait; l'Empereur profita des premiers moments de stupéfaction pour l'appeler sous ses drapeaux, la retirer de la Péninsule et la jeter dans le Nord, à l'exemple de celle de la Romana. Junot, pressé vivement pour l'exécution d'une si instante mesure, réussit à l'accomplir en peu de jours.

Les officiers et les soldats portugais s'éloignèrent en gémissant de leur patrie mourante

pour être conduits à des champs de bataille lointains, devenus leur seul moyen d'existence. Leur devise, dit le général Foy, était :

Vadimus immixti Danais haud numine nostro.

que je traduis ainsi :

Nous nous mêlons aux Grecs sous des dieux ennemis.

Leur front resta toujours mélancolique et sévère, mais ils remplirent leurs devoirs de soldats.

Je reviens à l'Espagne. Le moment est arrivé où les trois puissances, qui conduisent ce royaume à l'avilissement et à la ruine, le roi, la reine et le prince de la Paix, vont succomber aux ressentiments du peuple. Je jette un dernier coup d'œil sur le caractère de ces trois personnages, pour justifier l'histoire du peu d'intérêt qu'elle accorde à leur chute. Le roi Charles IV expiait le tort involontaire d'avoir été jeté sur le trône à une époque qu'il faudrait considérer comme l'enfer des rois. Il ne manquait ni de bonté, ni de justice, ni d'affection pour ses sujets; mais il était un déplorable type de la paresse reprochée aux Espagnols, qui pourtant chez eux s'allie souvent à une exaltation de courage, d'honneur et même de génie. Pour lui, il était paresseux de vouloir

autant que d'agir. Dans ses dehors, il montrait encore quelque indice de la royauté. Sa figure conservait le type bourbonien; c'était tout ce qu'il rappelait du sang de Louis XIV. Il le rappelait si peu qu'il balbutiait à peine cette belle langue française, que deux grands siècles de notre littérature avaient universalisée. Malgré ses bons instincts, il était trop facile et trop crédule époux pour être un bon père. On lui avait suggéré la fatale habitude de voir un ennemi dans son héritier présomptif. Une crainte que chaque année redoublait, l'avait amené à un sentiment haineux pour don Ferdinand. Son règne avait été paisible au dedans, mais depuis plusieurs années avili au dehors. Le dernier de ses sujets ressentait plus vivement que lui cette humiliation. Charles IV voyait dans le prince de la Paix une égide contre son fils, et, ce que l'on aurait de la peine à croire, un surveillant sévère de son épouse.

Parlons de celle-ci. L'esquisse sera rapide, parce que le portrait serait trop rebutant. Elle n'avait ni dans la jeunesse, ni dans la beauté, ni dans de nobles goûts, ni dans une bonté attrayante, rien de ce qui pallie l'infidélité conjugale. Elle était destinée à montrer au monde un exemple si rare d'une mère ennemie fu-

rieuse de son fils, enfin une seconde Isabeau de Bavière.

Quant au prince de la Paix, c'était un Mazarin sans génie; ainsi que son modèle, il était favorisé pour les dons extérieurs, il régnait au même titre, celui de l'amant d'une reine. Comme lui encore, il n'était ni cruel, ni vindicatif, mais dévoré de cette ambition vulgaire qui consiste à entasser impudemment des trésors dignes d'un souverain. Ici cesse le parallèle, et commence le contraste. Il avait autant d'ineptie politique que le cardinal Mazarin avait de perspicacité, d'à-propos et de profondeur dans ses desseins et ses mesures. Il était tombé dans sa politique à un tel degré de dégradation que le plus merveilleux coup de fortune eût à peine pu l'en tirer. Il s'était lâchement asservi à Napoléon, et s'en était attiré le juste ressentiment. Dans le même temps, il cherchait à flatter le ministère britannique, et lui prodiguait des promesses clandestines, en sorte qu'il ne laissait à l'Espagne d'autre perspective que le passage d'une tyrannie étrangère à une autre. Il ne se justifiait d'une trahison que par une trahison en sens contraire. La patience espagnole était lassée, les cris devenaient foudroyants contre lui; le peuple les poussait avec une violence

impunie, parce que les soldats les écoutaient avec un secret assentiment. Ainsi l'orage grossissait du dedans et du dehors. Godoy éperdu ne songea plus qu'à entraîner le roi et la reine dans sa fuite.

Fidèle aux leçons de l'Angleterre, mais fidèle encore plus à celles de la peur, il proposa au couple royal, aussi intimidé que lui-même, d'abandonner l'Espagne et de changer d'empire pour en posséder un beaucoup plus vaste et plus riche, et où Napoléon ne pourrait plus l'atteindre. Pour masquer ce projet, la cour se retirerait à Séville, en annonçant l'intention d'y préparer un vaste armement pour repousser l'invasion française. Le roi sourit à la pensée de pouvoir régner avec moins de fatigue et d'effroi sur une grande partie du nouvel hémisphère. Il faut pourtant soumettre une résolution si tranchante et si hardie à la délibération d'un conseil d'État. On est forcé d'y appeler le prince des Asturies et son frère don Carlos, ainsi que don Antonio, oncle des deux infants. Tous trois manifestent une vive opposition contre ce projet, mais leurs réclamations ne sont point écoutées. Le prince des Asturies sort du conseil, en disant devant les gardes ces mots : « Godoy est un traître, il veut emmener mon

père en Amérique, il faut empêcher ce départ. » C'était dicter l'arrêt d'une insurrection qui sans doute était déjà ourdie.

En effet les préparatifs d'un départ et d'une désertion au nouveau monde, devenaient manifestes depuis plusieurs jours. On imitait dans le palais d'Aranjuez tous les démeublements que le régent du Portugal avait faits sous les yeux de ses sujets de Lisbonne ; et comme on était moins sûr des dispositions du peuple, on voulait protéger cette fuite par un grand appareil de force. Le prince de la Paix avait fait retirer les troupes espagnoles du Portugal, où elles avaient assisté si tristement à une prise de possession qui déchirait le traité de Fontainebleau. La garde royale quittait Madrid pour Aranjuez. On faisait venir des troupes de tous côtés, comme s'il s'agissait d'aller combattre l'armée française, qui s'approchait de la capitale à marches forcées. On dépouillait ces magnifiques résidences pour en tirer les objets les plus précieux. Des chariots, chargés d'or et d'argent, prenaient la route de Séville. Presque tous les intérêts privés étaient lésés par cette résolution; quelle séparation, quel vide dans les familles, quel silence, quelle solitude dans ces magnifiques palais d'où Charles-Quint et

son fils semblaient dominer les deux mondes! De terribles commentaires se faisaient dans les salons, les cafés et les rues de Madrid et d'Aranjuez; on répétait avec rage le nom de Godoy, et toujours en y joignant le nom de traître. « Après avoir livré, disait-on, nos forteresses à Bonaparte, il veut donc lui livrer un peuple tout entier, un peuple autrefois couvert d'or, illustré par le fer, le grand peuple défenseur de la foi contre les Mahométans et les hérétiques; il le lui abandonne maintenant, tel qu'il l'a fait, nu, désarmé, avili. Les rapines de Godoy sont le commencement de celles de Bonaparte. Il dépouille nos palais, Bonaparte dépouillera nos temples. Qu'a-t-il fait de nos défenseurs? ce qu'il a fait de nos flottes; il a consenti que les uns fussent exilés dans le Nord, sous les ordres de Bonaparte, et maintenant il va embarquer les autres pour veiller sur sa personne. Braves soldats, vous laisserez-vous ainsi enlever et flétrir par un traître? Il l'est envers son roi, comme envers sa patrie. O honte! il veut faire du successeur de Charles-Quint le successeur de Montézume! Le descendant de tant de grands monarques ne sera plus qu'un cacique. Mexico sera la métropole et l'Espagne sera la colonie. O Fernand Cortez, pensais-tu

que tel serait le prix de tes incomparables exploits ! Réveille-toi, Charles-Quint, réveille-toi, Louis XIV et vous aussi monarques religieux, saint Ferdinand et saint Louis, arrêtez une fuite qui déshonore votre race ! Non, il n'emportera ni notre or, ni ce qu'il nous a laissé d'armes ! Meure Godoy ! voilà maintenant le cri de la patrie, c'est celui de l'honneur et celui de notre délivrance ; il faut le faire retentir aux oreilles du malheureux roi qu'il tient asservi ; il faut que le traître l'entende jusque dans son propre palais, qu'il l'entende et qu'il y succombe. Jetons-nous sur la route de Séville pour empêcher ce départ, cet arrêt de notre ruine, de notre mort ! Courons à Aranjuez, courons sur la route de Séville, c'est don Fernando qui nous y appelle ; l'armée est enflammée des mêmes sentiments que nous : nos prêtres, nos saints religieux béniront le glaive qui nous délivrera de Godoy ; partons ! »

C'est ainsi que toute une nation s'est réveillée d'un sommeil de trois siècles !

Dans la nuit du 19 au 20 mars 1808, on attendait à Aranjuez de grands corps de troupes que le prince de la Paix y avait appelés en diligence. C'est ce jour-là même que les révoltés ont choisi pour l'exécution de leur dessein. Ils

savent que les soldats, que les gardes royaux même, loin de les repousser, s'uniront à leurs efforts. Instruit du danger, le prince de la Paix ne voit plus de salut que dans le désaveu honteux d'un dessein trop manifeste; le roi s'y prête et fait publier une proclamation qui ne rassure et ne trompe personne. La révolte se déclare; nul de nos événements révolutionnaires ne s'est accompli avec cette promptitude, ni avec cette redoutable unanimité qui déconcerte tous les calculs, et paralyse tous les bras armés pour la défense. Tout Aranjuez retentit de ce cri : Meure Godoy! Il part de la maison même des infants proféré par leurs domestiques et bientôt par leurs gardes. Il est vrai qu'à ce cri on mêle encore celui de vive le roi! mais Godoy et le roi sont malheureusement devenus deux personnages inséparables. On commet quelques premiers excès comme pour s'animer au coup décisif. Don Diégo Godoy, frère du prince de la Paix, accourt pour le sauver à la tête de son régiment des gardes espagnols; mais quand il donne l'ordre de faire feu sur les mutins, ses soldats restent immobiles; bientôt le palais du favori est forcé, une troupe avide de son sang le cherche dans tous les appartements. On respecte son épouse, princesse qui l'allie

avec la famille royale. Mais la recherche est vaine; celui qui depuis tant d'années tenait les rênes de la monarchie espagnole, et qui avait surpassé la fortune de tous les favoris, de tous les ministres connus, était caché dans un grenier derrière un rouleau de nattes; il y resta pendant trente-huit heures sans boire ni manger; son palais était tout entier en la puissance des révoltés. Enfin le malheureux ministre, dévoré par la faim et la soif, se releva, et, apercevant un garde qu'il croyait lui être dévoué, il lui confia son salut; mais celui-ci cédant soit à la peur, soit à une haine secrète, ne tarda pas de le livrer aux révoltés qui, le chargeant de coups et d'outrages, s'apprêtaient à le mettre en pièces, lorsque le prince des Asturies, devenu dès ce jour l'idole du peuple, s'opposa à ce meurtre en disant qu'un si grand coupable devait être condamné par les lois et les juges du royaume. On le conduisit en prison, à travers les exclamations les plus furieuses qu'on eût entendues depuis la chute de Séjan. Les bustes de Godoy sont brisés partout avec autant de rage et de joie que le peuple romain brisait les statues du ministre sanguinaire d'un tyran encore plus sanguinaire que lui-même. On ravage, on détruit jusqu'à des établissements

judicieux et bienfaisants qui demandent quelque excuse pour son administration; car il n'était nullement étranger aux idées de philanthropie répandues dans son siècle; et dans le pays de l'inquisition il avait toujours été avare de sang et ennemi des tortures. Il ne lui avait été accordé d'autres talents que celui de l'intrigue; son ambition était sans limites, et son talent en avait de fort étroites. Un tel homme n'était pas fait pour se trouver en présence de Bonaparte.

La différence d'une émeute à une révolution consiste dans la manière dont la nation la reçoit. Ce vaste royaume que coupent de grands fleuves et de longues chaînes de montagnes; ce royaume divisé d'intérêts, de mœurs et d'usages, et qui même sous le despotisme a toujours conservé des traces profondes de ses États primitifs et séparés, n'a plus qu'une voix, qu'un même cœur, qu'un même transport pour s'unir à la révolution d'Aranjuez, et ce sentiment éclate des colonnes d'Hercule jusqu'aux Pyrénées. Charles IV est étourdi des bruyantes et terribles manifestations de Madrid. Il s'entend condamner par la voix du peuple; ce qui le trouble le plus, c'est le danger de mort que court le prince de la Paix. Il consent à abdiquer pourvu que l'on sauve les jours

de son ami. Depuis plusieurs années la goutte l'accable et le courbe avant l'âge; le sentiment de son incapacité le poursuit. Outre cette invincible amitié qui l'attache à son ministre, il est vraisemblable qu'un scrupule de conscience agit encore sur ce monarque religieux. La fatale proclamation du prince de la Paix qui attire sur l'Espagne ce débordement de fléaux, est due sans doute à l'inspiration du roi lui-même; il le pense du moins, et son favori s'est offert en sacrifice lorsque le triomphe d'Iéna a trompé leurs communes espérances; ce sacrifice, il ne l'a point accepté. Doit-il l'abandonner aujourd'hui? Au-dessus de ces considérations plane encore un sentiment plus impérieux, la peur. C'est par la peur seule que l'on peut expliquer l'abdication que deux jours après l'événement d'Aranjuez, il fait en faveur d'un fils que lui et la reine abhorrent plus que jamais. Il la fait sans condition, sans motif vraisemblable, car la veille il avait promis à son peuple de régner par lui-même. Enfin, le malheureux monarque ne fait aucune réserve pour son entretien, pour celui de la reine; mais peut-être a-t-il voulu y laisser ces signes trop évidents de la contrainte qu'il subit. Le prince des Asturies, sans hésiter, sans demander aucun entretien avec son père,

sans s'assurer de sa libre volonté, sans lui offrir rien de ce qui peut protéger le repos de sa vieillesse et sa subsistance même, va ceindre la couronne à Madrid, aux acclamations d'un peuple transporté d'une aveugle joie, qui bientôt se répand dans toutes les Espagnes.

Cependant Murat est entré à Madrid, et une armée de quarante mille hommes le suit; lequel est roi de l'infant ou du monarque que le grand-duc représente? C'est au prince Murat que le couple détrôné adresse ses timides plaintes, ses humbles supplications pour le prince de la Paix, premier objet de leurs sollicitudes. Le roi Charles IV n'a pas même su l'écrire en français, en s'adressant à un général français. Quant à la reine, elle se sert de cette langue, mais voici en quels déplorables termes :

« Monsieur mon frère,

« Je n'ai aucun ami, sinon V. A. I.; mon cher mari vous écrit, vous demande votre amitié; seulement en vous et en votre amitié, nous nous confions mon mari et moi. Nous nous unissons pour vous demander que vous nous donniez la preuve la plus forte de votre

amitié pour nous, qui est de faire que l'Empereur connaisse notre sincère amitié, de même que nous avons toujours eu pour lui et pour vous, de même que pour les Français. Le pauvre prince de la Paix qui se trouve emprisonné et blessé pour être notre ami, et qui vous est dévoué, de même qu'à toute la France, se trouve ici pour cela, et pour avoir désiré vos troupes, de même parce qu'il est notre unique ami. Il désirait et voulait aller voir V. A. I.; obtenez-nous que nous puissions finir nos jours, tranquilles dans un endroit convenable à la santé du roi qui est délicate, de même que la mienne, avec notre ami, unique ami, l'ami de V. A. I., le pauvre prince de la Paix, pour finir nos jours tranquillement. Ma fille sera mon interprète si je n'ai pas la satisfaction de pouvoir connaître et parler à V. A. I.; pourrait-elle faire tous efforts pour nous voir, quoique ce fût un instant de nuit, comme elle voudrait ?

« L'adjudant commandant de V. A. I. vous dira tout ce que nous lui avons dit. J'espère que V. A. I. nous obtiendra ce que nous désirons et demandons; et que V. A. I. pardonne nos griffonnages si j'ai oublié de lui donner de l'altesse, car je ne sais où je suis, et croyez

que ce n'est pas pour lui manquer de l'assurance de toute mon amitié. Je prie Dieu, etc.

« Votre très-affectionnée,

« LOUISE. »

Murat qui avait des prétentions secrètes sur le trône d'Espagne, s'était lié avec le prince de la Paix, et avait ouvert avec lui une correspondance intime. Sans consulter la politique, ni l'esprit d'un peuple dont les destinées reposent un moment entre ses mains, il prend feu pour le favori, le couvre de sa protection, et rend au faible Charles IV assez de confiance pour le porter à révoquer son abdication et à la déclarer l'ouvrage de la violence. Ce monarque se prosterne au pied du trône de l'Empereur, et le prend pour arbitre entre lui et son fils. Ferdinand n'ose récuser un juge si suspect et si dangereux, lui en qui l'Espagne espère un libérateur.

CHAPITRE XVIII.

SCÈNES DE BAYONNE, ENLÈVEMENT DE DON CARLOS (1807).

SOMMAIRE.

Agitation de Bonaparte en apprenant la révolution d'Aranjuez. — Les premières résolutions qu'il annonce semblent être d'un arbitre loyal. — Noble lettre qu'il écrit à don Carlos. — Mécontent des mesures du grand-duc de Berg, il envoie à Madrid Savary pour le surveiller. — Il part pour Bayonne et mande don Carlos à son tribunal. — Après le départ du nouveau roi, une insurrection se déclare à Madrid. — Grand nombre de Français égorgés. — Une batterie qui avait causé des ravages dans nos troupes, est emportée. — L'insurrection faiblit et se désarme au cri d'une amnistie. — Murat sévit avec rigueur contre les complices de l'insurrection. — Les exécutions militaires qu'il ordonne ne font qu'augmenter le progrès de l'insurrection dans toutes les Espagnes. — Don Carlos et ses conseillers ont cru devoir se rendre à Bayonne, et c'est le général Savary qui les conduit. — Sur toute la route ils ne rencontrent que de sinistres présages. — Les grands et le peuple veulent arrêter ce voyage. — Don Carlos est ébranlé. — Arrivé à Vittoria, il refuse d'aller plus loin. — Savary le quitte pour aller prendre à Bayonne les nouveaux ordres de l'Empereur. Celui-ci rassure don Carlos par une lettre captieuse. — Il ne veut point un *guet-apens*. — Les deux infants et leurs conseillers arrivent à Bayonne. — Ils y ont été précédés par le roi et la reine d'Espagne, et par le prince de la Paix que Murat a fait remettre en liberté. — Déplorable entrevue du roi, de la reine et des deux infants. — La cause royale indignement souillée par les emportements du roi et de la reine. — Napoléon tire parti des

discordes de la famille royale et fait signer une double abdication au père et au fils. — Ce dernier est enlevé, et le château de Valençay lui servira de prison ainsi qu'à son frère et à son oncle.

Napoléon fut saisi d'un grand trouble en apprenant la révolution d'Aranjuez, et son anxiété redoubla quand il connut, par une lettre du grand-duc, le parti inconsidéré que prenait son beau-frère. Il se passa dans son cœur un violent combat entre son ambition et son esprit droit et vaste, qui lui faisait parcourir d'un coup d'œil d'aigle toutes les conséquences d'un événement qui rompait ses premiers desseins et le forçait à prendre de nouvelles mesures. Ce fut une de ces rares circonstances où on le vit hésiter. Il se décida tard pour se décider le plus mal possible dans son propre intérêt, dans celui de sa gloire et celui des deux peuples. Voulez-vous lire la prophétie la plus exacte des fléaux qui devaient suivre la guerre de la Péninsule? lisez le commencement de sa lettre au grand-duc de Berg : quel style vigoureux! quelle admirable et inutile prévision! c'est un prophète qui parle contre lui-même. « M. le grand-duc de Berg, je crains que vous ne me trompiez sur la situation de l'Espagne, et que vous ne vous trompiez vous-même. L'affaire du 19 mars a singulièrement compliqué les

événements; je reste dans une grande perplexité. Ne croyez pas que vous attaquiez une nation désarmée, et que vous n'ayez que des troupes à montrer pour soumettre l'Espagne : la révolution du 20 mars prouve qu'il y a de l'énergie chez les Espagnols. Vous avez affaire à un peuple neuf; il a tout le courage, et il aura tout l'enthousiasme que l'on rencontre chez des hommes que n'ont point usés les passions politiques.

« L'aristocratie et le clergé sont les maîtres de l'Espagne; s'ils craignent pour leurs priviléges et pour leur existence, ils feront contre nous des levées en masse qui pourront éterniser la guerre. J'ai des partisans; si je me présente en conquérant, je n'en aurai plus. Le prince de la Paix est détesté, parce qu'on l'accuse d'avoir livré l'Espagne à la France; voilà le grief qui a servi l'usurpation de Ferdinand : le parti populaire est le plus fort. Le prince des Asturies n'a aucune des qualités qui sont nécessaires au chef d'une nation; cela n'empêchera point que, pour nous l'opposer, on en fasse un héros. Je ne veux pas que l'on use de violence envers les personnages de cette famille; il n'est jamais utile de se rendre odieux et d'enflammer les haines. L'Espagne a près de cent mille hommes

sous les armes; c'est plus qu'il ne faut pour soutenir avec avantage une guerre intérieure, divisés sur plusieurs points, ils peuvent servir de noyau au soulèvement total de la monarchie.

« Je vous présente l'ensemble des obstacles qui sont inévitables; il en est d'autres que vous sentirez. L'Angleterre ne laissera pas échapper cette occasion de multiplier nos embarras. Elle expédie journellement des avisos aux forces qu'elle tient sur les côtes du Portugal et dans la Méditerranée; elle fait des enrôlements de Siciliens et de Portugais. »

Après cette lettre, que je ne puis citer dans toute son étendue, mais qui offre partout le même caractère d'un droit sens, et même de scrupules moraux et politiques, qui s'attendrait à voir l'Empereur toucher de si près l'acte le plus fatal pour sa renommée, et le plus rudement châtié par la Providence?

Napoléon s'était décidé à retirer le portefeuille des affaires étrangères à M. de Talleyrand, et l'avait confié à M. de Champagny, homme d'esprit, mais dont la souplesse ne laissait rien à désirer à un maître absolu. M. de Talleyrand, à ce qu'on croit, opinait pour que les relations avec l'Espagne restassent telles qu'elles étaient avant la proclamation du prince de la Paix,

et déjà nous avons vu qu'on l'avait fait assez sévèrement expier à l'Espagne. Il ne pensait pas que la souveraineté même de ce royaume dût produire des avantages aussi importants qu'une vassalité si onéreuse pour l'Espagne. M. de Champagny attendait respectueusement l'avis de l'Empereur; celui-ci, mécontent des premières mesures prises par le grand-duc de Berg, se hâta d'envoyer en Espagne le général Savary, adorateur outré des volontés de son maître, et assez habile à les deviner. Je cherchais une expression pour caractériser le genre d'esprit de ce général, et je crois l'avoir trouvée dans le bel ouvrage du général Foy. « Il cachait, nous dit cet historien, sous une apparence de franchise militaire, un esprit retors. »

A l'arrivée à Madrid de ce nouvel envoyé, le crédit du grand-duc de Berg cède bientôt au sien; Ferdinand et ses deux confidents intimes, le chanoine Escoïquitz et le duc de l'Infantado, flottent entre l'incertitude et l'espoir; Ferdinand sera-t-il reconnu? L'Empereur n'a-t-il pas pénétré le véritable mobile de la révolution d'Aranjuez? Savary ne vient-il pas épier la part secrète qu'a eue l'Angleterre à ce mouvement qui agite toute l'Espagne, et peut l'armer subitement

contre la France? Il faut dissimuler et paraître suivre les errements politiques de ce même prince de la Paix, qu'on traite comme un grand coupable envers la dignité de la nation. Tel est l'avis des principaux conseillers de Ferdinand, c'est-à-dire du chanoine Escoïquitz, le plus important de tous parce qu'il a été le précepteur, et qu'il est encore le confesseur du jeune prince, du duc de l'Infantado, le plus riche seigneur de l'Espagne, et du duc de San Carlos qui en est le plus beau. Docile à ces conseils, Ferdinand écrit la lettre la plus soumise à l'Empereur.

Jamais un faible caractère ne fut mis à une plus difficile épreuve, que le nouveau roi proclamé par une émeute de palais, dont l'enthousiasme national a fait une révolution. Son apologie, s'il en est une pour la révolte d'un fils contre son père, ne pourra plus consister que dans l'indépendance de l'Espagne, que dans le dévouement et l'héroïsme avec lesquels il dirigera cet acte réparateur. Il ne le sent pas, et ses conseillers le sentent trop faiblement pour lui. Outre les reproches de sa conscience (se peut-il qu'il en soit exempt), il faut qu'il endure tantôt les manières hautaines et la diplomatie tranchante du grand-duc, et tantôt le

regard sournois et la diplomatie captieuse de Savary, et enfin les murmures de ceux qui ne l'ont fait roi que pour trouver en lui un défenseur de la cause nationale. Il a commencé comme nous l'avons vu par essayer les faux-fuyants diplomatiques; mais c'est Napoléon qu'il s'agit de tromper; c'est le grand séducteur qu'il s'agit de séduire. Savary a proposé une entrevue avec l'Empereur, où le prince pourra exposer ses intentions amicales pour la France. Il est dangereux de s'y refuser, encore plus dangereux de s'y rendre. On prend pourtant ce dernier parti; on le prend avec une confuse et folle espérance, que la même étiquette sera observée entre l'Empereur et le roi Ferdinand, que dans l'île de la Conférence entre Louis XIV et Philippe IV. Ferdinand s'est mis en marche pour le périlleux voyage, et le général Savary veut l'accompagner pour ne pas revenir, dit-il, à franc étrier. A peine est-il parti qu'une sombre alarme se répand dans la ville de Madrid, et bientôt dans toutes celles que le roi parcourt. Le peuple se montre plus habile dans ses tristes prévoyances que les faibles hommes d'État. Des groupes politiques se forment à la porte *du Soleil*, qui va devenir le centre des délibérations populaires. « Quelle démence a saisi notre jeune et

malheureux monarque? s'écrient des orateurs parmi lesquels on remarque surtout des moines. Quelle confiance peut-il avoir dans cet illustre fourbe qui nous opprime et nous avilit depuis dix ans? il s'emparera de sa personne avec les mêmes artifices par lesquels ses lieutenants se sont emparés de nos forteresses. N'a-t-il pas fait tourner à la ruine commune de l'Espagne et du Portugal le traité de Fontainebleau? Citez-nous une seule promesse qu'il ait tenue. Celui qui ne respecte pas les traités respectera-t-il sa parole ou les engagements que l'on prend en son nom? Voyez comme il traite aujourd'hui notre saint-père le pape qui a été si indulgent pour lui! il va le tenir dans ses fers, et lui donnera pour compagnon de captivité notre imprudent monarque.» Ces murmures universels, rapportés à Ferdinand, le jettent dans les plus vives alarmes, ainsi que ses conseillers et ses ministres. Il voudrait revenir sur ses pas, il ne l'ose. Plus il s'avance, plus il voit grossir le nombre des troupes françaises. C'est en vain qu'il demande à nos généraux qu'il rencontre si l'Empereur est entré en Espagne? s'il a fait la moitié du chemin, ainsi que le commande la dignité royale? on ne peut lui répondre autre chose, sinon que l'Empereur est attendu au

premier jour à Bayonne. L'alarme redouble à Burgos, des rapports faux ou vrais y circulent; il en résulte que l'Empereur a résolu de substituer partout sa dynastie à celle des Bourbons. Le duc de l'Infantado, le duc de San Carlos, et le ministre Cevallos, insistent fortement pour que le roi retourne sur ses pas, au milieu d'un peuple dévoué. « Si cette marche rétrograde, disent-ils, rencontre des obstacles de la part des troupes françaises, il vaut mieux leur résister avec toute la population espagnole, que plus tard au sein de la population française. C'est à vos sujets fidèles à vous frayer un passage au prix de leur sang. Mais quel général français osera prendre sur lui d'attenter ainsi à votre liberté? ce serait déclarer ouvertement la guerre à l'Espagne, et le monde n'en aura point vu de plus terrible. »

Un jeune héros se serait rendu à ce conseil courageux; Ferdinand poursuivit sa route jusqu'à Vittoria, toujours s'informant de la marche de l'Empereur, comme s'il espérait encore le voir venir à lui. A Vittoria, toute illusion se dissipe; l'Empereur ne compromettra point sa dignité jusqu'à faire quelques pas au-devant du roi son frère, qui, pour le voir, a fait un long voyage. Alors Ferdinand refuse d'avancer; son

ministre Cevallos le déclare, sans hésiter, au général Savary; celui-ci s'indigne et fulmine; mais voyant qu'il ne peut plus rien sur l'esprit du prince, il court à Bayonne pour consulter l'Empereur qui vient d'arriver. Savary le presse d'écrire une lettre qui ranime la confiance fort ébranlée de Ferdinand. L'Empereur se détermine à lui donner cette satisfaction. Plus j'avance dans le récit du dénoûment fatal de ce voyage, plus je reste frappé de la noblesse et de la grandeur des formes avec lesquelles Napoléon accomplit un acte si fâcheux pour sa mémoire, et que lui-même semblait envisager ainsi. Le duc de Rovigo rapporte dans ses Mémoires que l'Empereur lui dit : « Je ne veux pas qu'on m'accuse d'avoir dressé un guet-apens au prince des Asturies. » Voici le commencement de cette lettre :

« Mon frère, j'ai reçu la lettre de votre altesse royale; elle doit avoir acquis la preuve, dans les papiers qu'elle a eus du roi son père, de l'intérêt que je lui ai toujours porté. Elle me permettra, dans la circonstance actuelle, de lui parler avec franchise et loyauté. En arrivant à Madrid, j'espérais porter mon illustre ami à quelques réformes nécessaires dans ses États, et à donner quelque satisfaction à l'opinion pu-

blique. Le renvoi du prince de la Paix me paraissait nécessaire pour son bonheur et celui de ses peuples. Les affaires du Nord ont retardé mon voyage; les événements d'Aranjuez ont eu lieu. Je ne suis pas juge de ce qui s'est passé et de la conduite du prince de la Paix; mais ce que je sais bien, c'est qu'il est dangereux pour les rois d'accoutumer les peuples à répandre du sang et à se faire justice eux-mêmes. Je prie Dieu que votre altesse royale n'en fasse pas elle-même un jour l'expérience. Il n'est pas de l'intérêt de l'Espagne de faire du mal à un prince qui a épousé une princesse du sang royal, et qui a si longtemps régi le royaume. Il n'a plus d'amis, votre altesse royale n'en aura plus, si elle est jamais malheureuse. Les peuples se vengent volontiers des hommages qu'ils nous rendent. Comment, d'ailleurs, pourrait-on faire le procès du prince de la Paix sans le faire à la reine et au roi, votre père? Ce procès alimentera les haines et les passions factieuses. Le résultat en sera funeste pour votre couronne; votre altesse royale n'a de droits que ceux que lui a transmis sa mère. Si ce procès la déshonore, votre altesse royale déchire par là ses droits; qu'elle ferme l'oreille à des conseils faibles ou perfides; elle n'a pas le droit de juger

le prince de la Paix ; ses crimes, si on lui en reproche, se perdent dans les droits du trône. J'ai souvent manifesté le désir que le prince de la Paix fût éloigné des affaires. L'amitié du roi Charles m'a porté plus souvent à me taire et à détourner les yeux des faiblesses de son attachement. Misérables hommes que nous sommes ! »

Je m'arrête à cette phrase, et l'historien peut s'écrier à son tour : O misère des hommes, et même des grands hommes ! Se peut-il que les actes répondent si mal à la dignité du langage !

Une telle lettre n'était pas de nature à rendre une confiance aveugle à Ferdinand. Il n'y était point traité comme un frère ; il était mandé devant son juge comme accusé d'un complot odieux contre son roi, contre son père. Qu'aurait-il à dire pour se justifier de l'événement d'Aranjuez ? Pouvait-on s'y tromper ? Que poursuivait-on dans le prince de la Paix, sinon un allié trop docile de la France ? Ferdinand était donc traduit à la barre d'un souverain étranger intéressé à le perdre, soit pour garantir la sûreté de ses États, soit pour se substituer à ses droits comme héritier du trône d'Espagne. Il paraît que Ferdinand fut surtout séduit par ces mots de l'Empereur que lui rapporta le général Sa-

vary : « Je ne veux point être accusé d'avoir dressé un guet-apens au prince des Asturies. » A la consternation générale de tous ses officiers et du peuple même de Vittoria, il commanda que l'on reprît la route de Bayonne. Aux premiers préparatifs de départ le peuple semble se mettre en révolte contre son roi pour le sauver. On accourt des campagnes voisines avec les premières armes trouvées, et surtout avec des haches et des faux. Don Luis Urquizo, quoique ennemi et victime du prince de la Paix, accourt de Bilbao, lieu de son exil, pour conjurer le roi de renoncer à la fatale visite. Il s'engage à faire venir une grande masse de peuple armé pour veiller à sa défense. Un chef de douanes lui promet le secours de deux mille douaniers ; le duc de Crillon-Mahon, se souvenant de son origine française, de son plus illustre aïeul et du sang de Henri IV, se fait fort de le conduire en Aragon, où il sera reçu par le peuple le plus exalté dans sa fidélité. Ferdinand résiste à tout, peut-être parce qu'il n'a pas voulu tenter des moyens belliqueux.

Enfin il arrive à Bayonne avec son frère don Carlos et les grands de sa suite. Quel accueil ! quel front sévère ! Napoléon ne veut plus se montrer que le vengeur de la cause des rois et

de celle des pères. Il espère obtenir du prince intimidé une abdication formelle, et charge Savary de lui signifier sa volonté en l'accompagnant de quelques promesses d'indemnité, et c'est le petit royaume d'Étrurie qu'il lui fait offrir en échange de l'Espagne et de l'Amérique du Sud. Ferdinand rejette ses propositions avec une fermeté inattendue. Napoléon lui témoigne alors un peu plus d'égards et daigne l'inviter à sa table; il n'obtient rien, mais il se promet plus de succès d'un entretien avec le chanoine Escoïquitz, directeur de la conscience et des pensées du roi. Cet entretien a été publié depuis par le chanoine, et c'est un document historique plein d'intérêt. J'en reproduirais plusieurs traits si je ne devais hâter ma marche, et si je n'avais eu déjà mainte occasion de montrer l'habileté captieuse de Bonaparte dans ses négociations. Le chanoine ne put que défendre assez mal son prince sur la part qu'il avait prise à la révolution d'Aranjuez, mais il soutint la lutte avec fermeté sur tout ce qui concernait le sort futur de l'Espagne.

Pressé de conclure, Napoléon s'ouvrit sur ses desseins avec l'aisance d'un homme qui parle en maître. « Il n'y a point de sécurité pour moi, dit-il, tant que les Bourbons régneront en Es-

pagne. » Et comme il vit son interlocuteur stupéfait, il lui pinça l'oreille et partit d'un grand éclat de rire. Un geste si bizarre et si inconvenant lui était assez familier. Alors le chanoine, dans un langage pressant et mesuré, lui peignit tous les fléaux qui devaient suivre ce changement de dynastie. Cependant, prenant les airs d'un juge équitable, il a voulu entendre les deux partis. Il a dû donner ordre au grand-duc de Berg de lui envoyer le roi Charles et la reine Louise-Marie à Bayonne. Le couple royal part avec la joie d'être délivré d'une patrie où il ne voit qu'un peuple d'ennemis, et la reine surtout se fait une image délicieuse des outrages et des reproches dont elle va accabler son fils. S'il est permis aux grands, aux saints rois de jeter encore un coup d'œil sur la terre et de suivre avec intérêt le sort de leur race, les scènes qui se passèrent à Bayonne durent être encore plus cruelles pour eux que les attentats exercés sur les Bourbons de France, car Louis XVI mourait avec l'intégrité de ses vertus, la palme du martyre, et il allait rejoindre leur phalange céleste. Tous les plus purs sentiments de la nature et du christianisme sont bouleversés dans l'odieux procès qui se plaide à Bayonne. Napoléon se réjouit de s'emparer

des droits du père et du fils en les avilissant l'un par l'autre. Ils semblèrent unis pour lui donner cette joie. Quand le vieux roi aperçut son fils, il refusa son salut et dit seulement à son frère : « Bonjour, Carlos. »

Cependant le procès était déjà jugé par la différence de l'accueil qui fut fait au père et au fils. Le premier reçut tous les honneurs de la royauté, et il fut salué de cent un coups de canon. L'Empereur vint au-devant de lui au château de Maracq, et, comme le roi goutteux éprouvait beaucoup de peine à monter l'escalier : « Appuyez-vous sur moi, lui dit l'Empereur en lui tendant le bras, c'est un appui que vous trouverez toujours et que je dois à vos vertus. » Le plus grand bonheur de Charles IV fut de rencontrer là le prince de la Paix. Murat, son ami, avait veillé sur tous les dangers qu'il pouvait courir dans sa prison, et avait profité du départ de Ferdinand pour faire un acte d'autorité suprême en lui rendant la liberté. On ne pouvait rien faire qui blessât plus cruellement le peuple espagnol; Napoléon le sentait, mais il ne voulait pas écarter un grand danger au prix d'un lâche abandon.

Tandis que Ferdinand éprouvait à Bayonne tant d'outrages et de tortures, le peuple de Ma-

drid s'excitait à le venger. Murat, impétueux dans ses résolutions comme il l'était dans une charge de cavalerie, avait cassé la junte que Ferdinand, à son départ, avait établie pour gouverner le royaume sous la présidence de son oncle don Antonio; et son autorité despotique, enflammée par sa colère, s'exerçait sans règle et sans frein. La reine d'Étrurie, princesse douée de talents supérieurs à ceux de sa famille, lui était suspecte et avait reçu de lui l'ordre de partir pour la France avec l'infant son fils. Ce départ devint un signal pour faire éclater des fureurs que le peuple ne pouvait plus contenir, même à la vue de ces soldats et de ces généraux vainqueurs de tant de rois.

L'indignation résistait à toute prudence et ne pouvait plus souffrir ni de trêve ni de voile. Au cri de : « Meurs Godoy ! » avait succédé le cri de : « Meurent les Français ! » Les conjurés formaient tout un peuple. Les moines mêlaient leurs cris à ceux des hommes et des jeunes gens, exaltés, les uns par la fidélité monarchique, et les autres par le sentiment de liberté qui veut pour sa première base l'indépendance nationale. Car les principes de la philosophie française, et ceux même de la révolution, couvaient sourdement en Espagne. Tous s'unissaient en

imprécations contre Bonaparte lui-même. Sans que l'on sache bien dans quel conciliabule l'insurrection se fomentait, ni quels en étaient les principaux chefs, l'événement a prouvé qu'elle agissait sur un plan concerté. Le départ de la reine d'Étrurie et de son fils était représenté comme le dernier coup porté à la famille royale, qui devait céder la place à un usurpateur. Murat était l'objet d'une haine encore plus vive que Godoy. Le 2 mai, l'un de ses aides de camp fut reconnu dans les rues de Madrid à son brillant costume. Assailli par des furieux, il allait être mis en pièces lorsqu'une patrouille française parvint à le dégager. Tout se prépare pour des Vêpres siciliennes.

Les Français qui marchent seuls ou en petit nombre sont égorgés par le peuple. Le bruit des tambours qui les rappellent à leurs casernes est étouffé par celui des tocsins sonnés à la fois dans quatre-vingts églises; les femmes prennent part à ces actes de fureur; des fenêtres et des balcons elles jettent des pierres et des vases enflammés sur les patrouilles françaises. Une vengeance atroce se poursuit jusque dans les hôpitaux sur les malades qu'on assassine. La rue d'Alcala et la Plaza Mayor deviennent le centre et le quartier général de l'insurrection. Les

chefs conçoivent une entreprise hardie : celle de s'emparer d'un parc d'artillerie où sont dix mille fusils encaissés et vingt canons montés sur affûts. Il n'est gardé que par des troupes espagnoles qui, par l'ordre de Murat, ont dû se tenir renfermées dans leurs quartiers. Deux de leurs officiers, don Luiz d'Aloiz et don Pedro Vellarde, décident leurs compagnons, par des discours enflammés, à se joindre aux insurgés. Les voilà maîtres du parc; ils mettent trois pièces en batterie et commencent à tirer à mitraille; le feu devient très-vif et très-meurtrier; mais le général de brigade Lefranc se met à la tête d'une colonne qui marche pour reprendre à la baïonnette le parc d'artillerie. Les deux officiers espagnols qui l'ont livré aux insurgés le défendent avec une valeur opiniâtre. Tous deux sont tués, et leur mort jette l'incertitude et le découragement parmi les insurgés : on reprend sur eux le parc d'artillerie.

Cependant le grand-duc de Berg et le maréchal Moncey, dès les premiers coups de fusil, s'étaient portés, avec un régiment de la garde impériale, sur un point qui dominait la ville. Bientôt ils s'avancent, précédés de leur artillerie, et la mitraille enfonce les insurgés, rassemblés en grand nombre dans la rue d'Alcala.

Le chef d'escadron Daumesnil charge à la tête de la cavalerie impériale, et les lanciers polonais le secondent avec furie. Le feu de l'insurrection va mourant après deux heures d'un combat acharné. Les membres de la junte nommés par Murat vont courant les rues à cheval en criant paix et amnistie. On ne sait si les insurgés crurent à l'amnistie, mais ils sentaient l'impuissance de résister plus longtemps. Le combat, si l'on peut appeler ainsi cette scène cruelle, avait duré depuis dix heures du matin jusqu'à deux heures. La perte des Français avait été plus forte que celle des Espagnols. On évalue diversement celle des premiers; mais les calculs les plus modérés la portent à trois cents hommes. A deux heures le calme de la mort et le silence de l'horreur avaient succédé à la plus formidable explosion. On sortait en foule de la ville, et il est à présumer que ceux qui avaient le plus signalé leur ardeur dans ce mouvement se hâtèrent de prendre ce parti. Cependant le grand-duc de Berg crut qu'il était de l'honneur du nom français de tirer une vengeance éclatante de cet attentat. Tous les postes de la ville étaient bien gardés; des ordonnances, rendues dans toute la sévérité militaire, ne permettaient plus ni rassemblement ni port d'armes, sous

peine de mort. Des canons étaient braqués dans toutes les rues principales; des arrestations nombreuses s'opéraient, et souvent sans autre indice que celui d'avoir été surpris armé d'un couteau. Cinquante accusés furent condamnés par les conseils de guerre, et fusillés sous les yeux d'un peuple qui se reconnaissait aussi coupable ou aussi indigné qu'eux-mêmes. Par l'effet de telles mesures, l'insurrection se déclara bientôt dans toutes les Espagnes.

Je reviens à Bayonne. Que l'on juge du frémissement avec lequel Napoléon reçut la nouvelle de ces horribles prémices du règne de sa dynastie sur le peuple espagnol. Sa colère ne fit qu'accélérer l'exécution de ses desseins. En avant! en avant! était le cri de sa politique aussi bien que son cri de bataille. Il se hâte d'appeler le roi Charles IV et lui montre la dépêche qu'il vient de recevoir de Madrid. Le roi l'avait à peine lue (je suis ici la version du duc de Rovigo, c'est-à-dire le général Savary), que d'une voix ferme il dit au prince de la Paix : « Emmanuel, fais chercher Carlos et Ferdinand; » puis remettant la lettre à l'Empereur : « ou je me trompe, lui dit-il, ou les drôles savent quelque chose de cela. » Entendez-vous ce père qui dénonce ses deux fils, ses deux fils sous la main

de leur commun oppresseur? Les deux infants arrivent; le roi Charles IV dit à l'aîné de ses fils : « As-tu des nouvelles de Madrid? eh bien! je vais t'en donner, moi. » Il les donne et ajoute : « Crois-tu me persuader que tu n'as eu aucune part à ce *saccage?* (il employa cette expression) était-ce pour faire égorger mes sujets que tu t'es empressé de me faire descendre du trône? dis-moi, crois-tu régner longtemps par de tels moyens? n'as-tu de gloire à acquérir que celle d'un assassin? Parle donc. »

Vous avez entendu un père; écoutez maintenant une mère et frémissez. « Eh bien, dit la reine à son fils, voilà où tu te mets et nous aussi? tu nous aurais donc fait périr si nous avions encore été à Madrid? comment l'aurais-tu pu empêcher? » Comme le prince des Asturies gardait encore le silence : « Eh bien! parleras-tu? » lui dit-elle.

Le duc de Rovigo, témoin de cette détestable entrevue (car il entendait tout d'une salle voisine avec d'autres courtisans), ajoute que Charles IV parut lever la canne sur son fils, et que la reine s'approchant de lui parut prête à lui donner un soufflet, mais que le respect pour l'Empereur les contint. L'Empereur garda, dans cette scène, une dignité sévère; et s'adressant à

don Carlos : « Prince, lui dit-il, je ne m'étais arrêté à aucun parti sur les événements qui vous ont amené ici; mais le sang répandu à Madrid fixe mes irrésolutions. Ce massacre ne peut être que l'œuvre d'un parti que vous ne pouvez désavouer, et je ne reconnaîtrai jamais pour roi d'Espagne celui qui, le premier, a rompu l'alliance qui depuis si longtemps l'unissait à la France par le massacre des soldats français; je n'ai d'engagements qu'avec le roi votre père, et je vais le reconduire à Madrid s'il le désire. — Moi, je ne le veux pas, s'écria vivement Charles IV. Eh! qu'irais-je faire dans un pays où il a soulevé toutes les passions contre moi? Je ne trouverais partout que des sujets révoltés. Irai-je déshonorer ma vieillesse et conduire mes sujets à l'échafaud? non, je ne le veux pas. Il s'en chargera mieux que moi. Tu crois donc qu'il n'en coûte rien de régner? Vois les maux que tu prépares à l'Espagne. Tu as suivi de mauvais conseils; tu t'en tireras comme tu pourras : je ne veux pas m'en mêler. Va-t'en. » Et les princes sortirent.

Tel est le récit du duc de Rovigo, témoin partial de cette scène avilissante pour la royauté. Pour juger si l'offre qu'il faisait à Charles IV de le reconduire à Madrid et de ne reconnaître

que lui pour roi d'Espagne était bien sincère, il suffit de se rappeler les paroles qu'il avait dites auparavant au chanoine Escoïquitz : « Il n'y aura point pour moi de sécurité tant que les Bourbons régneront en Espagne. » Toute dignité cesse avec le mensonge. Le récit du duc de Rovigo est d'ailleurs suspect de partialité. Il devait peu ménager un prince qu'il avait amené devant son juge, l'Empereur. Il ne paraît pas que Ferdinand resta constamment muet. Deux ou trois jours après il écrivit à son père une lettre qui commence par ces mots : « Mon cher et honoré père, Votre Majesté est convenue que je n'ai pas eu la moindre part dans ces mouvements d'Aranjuez. » Le prince s'était donc expliqué.

L'abbé de Pradt, que Napoléon avait amené avec lui à Bayonne, rend compte de cette entrevue d'après le témoignage même de l'Empereur, qui en fit le soir un récit fort animé et fort éloquent aux personnages de sa suite. Il se montrait à la fois plein de pitié pour le roi Charles IV qui lui avait fait, disait-il, l'effet du vieux roi Priam, et en même temps plein d'horreur pour la reine Louise, qui lui avait proposé de conduire son fils à l'échafaud. J'ai montré plusieurs fois combien Napoléon était heureux

dans ses discours improvisés; mais, malgré le tribut d'admiration que lui donne M. de Pradt, mes lecteurs s'étonneront sans doute comme moi qu'au lieu de l'exemple du vieux roi Priam, qui se trouvait tout à fait ici hors de propos, il n'eût pas choisi plutôt l'exemple d'Œdipe lançant des imprécations trop méritées contre ses deux fils qui l'avaient chassé du trône. En continuant cette allusion, son personnage d'arbitre devenait celui du demi-dieu des Athéniens, du successeur d'Hercule; mais il faut convenir que Thésée se conduisit avec plus de franchise et de magnanimité.

J'arrive enfin au dénoûment de ce drame déplorable où nul personnage, pas même celui de l'arbitre, n'excite d'intérêt; mais ce dénoûment n'est que le début de la sanglante et longue épopée de la guerre d'Espagne. Napoléon dicta, le 5 mai, un traité avec le roi Charles IV par lequel celui-ci cédait purement et simplement le trône des Espagnes et des Indes à Napoléon, promettant d'en maintenir l'intégrité. L'Empereur appellerait à cette couronne un prince selon son gré; elle serait indépendante de la France; la religion catholique dominante, le prince de la Paix recouvrait tous ses vastes

biens : on donnait à Charles IV, sa vie durant, trente millions de réaux.

Le prince des Asturies avait signé, de son côté, son abdication. On lui donnait, pour prix de cette docilité, un revenu de quatre cent mille francs, ainsi qu'à son frère, don Carlos, de plus, une prison commode en France. Cette prison était le château de Valençay, appartenant au prince de Talleyrand. Même revenu et même prison étaient assignés aux infants don Antonio et don Francisco. Ceux-ci se trouvaient à Madrid lors de l'insurrection du 2 mai, et craignant, non sans quelque vraisemblance, d'être accusés par Murat d'y avoir pris quelque part, ils étaient venus en grande diligence chercher leur salut dans le gouffre de Bayonne.

Joseph Bonaparte fut tiré du royaume de Naples où il avait fait d'utiles améliorations, et où il savourait les délices d'un climat fort convenable à ses goûts paisibles et voluptueux, pour venir exercer une royauté vassale sur un peuple révolté.

CHAPITRE XIX.

GRANDS ÉCHECS EN ESPAGNE ET EN PORTUGAL (1807).

SOMMAIRE.

L'Empereur et Murat regardent l'Espagne comme conquise, après la répression de la révolte de Madrid. — Le général Dupont reçoit l'ordre de la traverser pour prendre possession de Cadix. — Faiblesse et mauvaise composition de son armée. — L'insurrection se forme derrière, devant lui et sur ses flancs. — Sac odieux de Cordoue. — La marche de Dupont s'embarrasse. — Le général espagnol Castaños marche sur lui. — Il reçoit l'ordre de rétrograder. — L'armée de Vedel est en marche pour protéger sa retraite. — Leur jonction ne peut s'opérer. — Il livre une bataille à Baylen et ne peut sortir de sa position. — Morne découragement de son armée. — Il capitule avec Castaños; chaque moment aggrave les rigueurs de la capitulation. — Les deux armées sont prisonnières de guerre. — La junte insurrectionnelle de Séville prend un caractère imposant. — Les guérillas se multiplient. — L'expédition de Moncey sur Valence est manquée. — Le premier siége de Saragosse est levé. — Inutile victoire de Bessières à Médina. — Junot, pressé dans le Portugal par les Anglais et par une insurrection générale, se trouve dans la même position que Dupont. — Il cherche à se dégager par un combat livré aux Anglais et ne peut y réussir. — Il obtient une capitulation qui permettra à son corps d'armée de rentrer dans la Péninsule après un certain intervalle. — Les Espagnols reçoivent un renfort inespéré, c'est celui du corps d'armée de La Romana. — Napoléon l'a occupé au siége de Stralsund. — La Romana ne veut prêter le serment de fidélité à don José qu'avec une restriction qui n'est point acceptée. — Il communique avec le commandant d'une escadre anglaise et combine avec lui les mesures du départ. — Il prête alors le ser-

ment, assiste à une fête avec ses Espagnols et dans la même nuit, lui et ses dix mille hommes s'embarquent sur des vaisseaux anglais pour porter secours à leur patrie.

Je vais rassembler dans ce chapitre un désastre et des échecs divers qui viennent s'intercaler à une si longue succession de victoires, et qui n'en terminent pas le cours. Voici le premier ébranlement que reçoit cet édifice de grandeur, et il lui est porté par l'orgueilleuse imprudence de celui même qui l'a élevé si haut. La révolution espagnole se déclare ; le vainqueur des rois s'est laissé entraîner à l'erreur qui les a fascinés lorsqu'ils ont voulu combattre la révolution française. Après avoir fait la revue de leurs bataillons, de leurs canons, de leur cavalerie, ils ont cru à une prise de possession facile et à une promenade triomphale à travers nos provinces. Napoléon, maître de la plus belle armée de l'univers, aussi sûr de son génie que de la valeur de ses troupes, et traînant à sa suite tant de peuples qu'il a rangés sous ses lois, pouvait, j'en conviens, être encore exalté dans sa conscience. Mais lui, l'enfant d'une révolution, devait-il ignorer la force d'une puissance qui crée plus de soldats que le canon n'en peut détruire? Eh! que n'avait-il pas fait pour exciter cette sainte fureur chez

le peuple espagnol, pour le tirer de sa léthargie au nom de la foi religieuse, monarchique et chevaleresque, et pour lui rendre enfin le patient héroïsme avec lequel l'Espagne s'était délivrée du joug des Mores.

L'exemple de Madrid est devenu une loi qui se fait entendre à Lisbonne, aussi bien qu'à Cadix et à l'immortelle Saragosse. Quoi! l'insurrection a pu éclater sous les baïonnettes et les canons d'une armée française que la perfidie a rendue maîtresse de la capitale, et l'on hésiterait à se déclarer dans des villes affranchies de ce joug, et dont les Français ne pourront s'approcher qu'en traversant de longues chaînes de montagnes, des gorges et des défilés où il sera facile de les enfermer et de les surprendre! Un gouvernement, conduit par l'inepte et traître Godoy, a pu leur livrer successivement les richesses, les vaisseaux et enfin la couronne de l'Espagne. Eh bien! le peuple sera plus fort en ne suivant que l'impulsion de son courage. Les Asturies se souviennent des jours et des grottes de Pélasge, et veulent renouveler ce grand titre de leur noblesse. Là où l'insurrection ne se déclare pas encore par les armes, elle se prononce dans les regards et dans un silence farouche. Hidalgos, vieux soldats,

vieux nobles, alcades, corrégidors, grands d'Espagne et paysans semblent ne plus former qu'une même caste contre les Français. Les douaniers et les contrebandiers s'enrégimentent sous un même drapeau. Une amnistie tacite est accordée à tous les brigands et même aux meurtriers, pourvu qu'ils lavent leurs crimes dans le sang des Français. L'insurrection se grossit à la fois des éléments les plus nobles et les plus impurs. Elle aura ses Rodrigue, elle aura ses Marat. Toutes les passions généreuses ont fait alliance avec celles qui sont le fléau ordinaire des sociétés. Ce feu court dans la Catalogne; il se répand avec fureur dans l'Aragon. La Galice est prête à répondre au mouvement des Asturies. Dans le Midi, Séville la première lève d'une main ferme l'étendard de l'insurrection. Dans cette ville, la troisième de l'Espagne et pleine encore des souvenirs et des monuments de sa première splendeur, l'insurrection, d'abord furieuse, prend bientôt un caractère de sagesse et de haute délibération. Une junte s'y est formée pour remplacer celle de Madrid, dissoute par la force. Quelques hommes d'État y président avec des orateurs éclairés, véhéments, qui doivent former bientôt l'honneur des cortès res-

suscitées. Ce corps habile et ferme s'est mis en communication avec le gouvernement britannique, en obtient des secours abondants, mais maintient son indépendance vis-à-vis des superbes insulaires. « Nous ne vous demandons que des armes, leur disent-ils; il nous en faut beaucoup, car nous sommes tous soldats. » Ce lien fraternel avec des hérétiques indique une révolution profonde dans les mœurs et les opinions des Espagnols. Les Anglais ont embrassé cette cause avec un enthousiasme politique qui chez eux se déclare également dans toutes les classes et dans les deux partis habitués à se contredire plutôt qu'à se combattre. Tout acte d'insurrection dans les Espagnes vaut pour eux une victoire nationale. Leurs journaux ne retentissent plus que de ces sortes d'exploits.

Cependant une armée française s'est mise en marche pour aller prendre possession du midi de l'Espagne et de Cadix. On a déjà déterminé le jour où elle doit faire son entrée et prendre sa dernière étape dans cette ville, et le général Marescot, qui s'est fait un grand nom dans l'arme du génie, s'est mis en route pour relever les fortifications des ports. Fatale confiance! cette armée est peu nombreuse et peu aguerrie; des conscrits y sont mêlés avec des corps étran-

gers, et particulièrement avec deux régiments suisses qui, tout à l'heure à la solde de l'Espagne, ont passé à celle de la France, qui se montre plus avare pour eux, ce qui est une mauvaise garantie de leur fidélité. Mais cette armée est commandée par un général qui brûle d'ajouter une nouvelle gloire à celle dont il vient de se couvrir dans les campagnes d'Italie, de Prusse et de Pologne : c'est le général Dupont. Il semble qu'il n'ait plus qu'un pas à faire pour entrer dans la ligne de ces illustres maréchaux, de ces Masséna, ces Ney, ces Soult, ces Bernadotte, dont le nom rappelle tant d'exploits. C'est un tacticien consommé, un guerrier actif, vigilant, intrépide, à qui la culture des lettres, des études profondes et diversifiées ont donné de la force et de l'étendue dans l'esprit. La division qu'il a commandée s'est rendue immortelle dans nos fastes militaires. Il est entré côte à côte avec Ney dans cette ville de Friedland, théâtre d'un si vaste et si long carnage; mais cette division dont il semble le père n'est plus avec lui. Elle est restée en Allemagne, et son corps d'armée est loin de lui ressembler. Il disperse d'abord avec assez de facilité quelques corps d'insurgés et quelques troupes espagnoles qui ont osé harceler sa marche.

Déjà il s'avance sur Cordoue, cette ville à jamais célèbre par le califat de ses Abdérames, qui furent les Trajan et les Marc-Aurèle de l'islamisme. Elle est désertée par ses défenseurs et par ses magistrats; mais le peuple suit dans cette ville l'aveugle impulsion de résistance et d'honneur qui transporte toutes les cités de l'Espagne. Les portes sont fermées à l'armée française, et déjà elle s'irrite et frémit. Le général cherche à persuader aux habitants qu'ils sont hors d'état de se défendre et qu'ils peuvent expier cruellement leur imprudence; ses parlementaires ne parviennent pas à se faire entendre. Il fait venir du canon, et du haut des remparts les habitants engagent une rixe en forme de combat qui ne coûte à nos soldats qu'un petit nombre de tués et de blessés, mais qui redouble leur rage. La porte est enfoncée, on se précipite dans les rues; quelques coups de fusil tirés par des fenêtres sont vengés par les horreurs d'une ville prise d'assaut. La colère ne semble plus servir que de prétexte à la cupidité. Personne dans cette armée française n'a l'air de se souvenir ou de savoir que cette ville, pendant trois siècles, a seule ranimé le flambeau des lettres éteint dans presque tout l'univers, et même parmi nous. L'ardeur du pillage se

porte principalement sur la mosquée, aujourd'hui sanctifiée par le christianisme et l'une de ses plus magnifiques cathédrales.

Le général Dupont fut-il maître d'arrêter ce pillage? usa-t-il d'une assez grande fermeté pour le réprimer? en profita-t-il? Trois questions sur lesquelles l'histoire n'a pas de renseignements assez certains et qu'elle voudrait écarter, par respect pour la gloire et le malheur de cet illustre guerrier.

On retrouve des Vandales de 1793 jusque chez des hommes couverts de glorieuses cicatrices. Les soldats étrangers prirent leur part dans ce sac odieux; mais il est certain qu'ils ne furent pas les seuls ni peut-être les premiers coupables. Une file honteuse de cinq cents voitures, chargées pour la plupart de ce butin, ralentissaient l'armée et la dénonçaient aux fureurs des insurgés. On ne pouvait pas réveiller avec plus de force et d'imprudence le souvenir des musulmans chez un peuple si religieux et si fier de leur expulsion.

A dater de ce jour, tout fut détresse et ruine pour l'armée du général Dupont. Chaque chaîne de montagnes semble ouvrir un volcan. L'insurrection se déclare; en avant, en arrière, sur les deux flancs, elle répond par des atrocités à des

actes de brigandages. Des officiers et même quelques généraux français ont eu la faiblesse de croire à l'assurance fanfaronne du grand-duc de Berg, qui leur déclarait que l'Espagne était conquise par son triste exploit de Madrid. Un général, saisi par des paysans révoltés, est brûlé dans un four. Quelques officiers sont sciés en deux. Le sang africain se révèle par de telles horreurs. De plus grands crimes se commettent dans le royaume de Valence, l'un des plus beaux climats de la terre. Le maréchal Moncey, modèle des guerriers par l'ensemble de ses vertus militaires et civiques, ne peut arrêter ces fureurs en donnant les plus beaux exemples de modération et de loyauté. La Sierra Morena se couvre de combattants; le général Castaños, qui commande dix à douze mille hommes de troupes régulières, s'est déclaré pour la cause de sa patrie, et déjà il est en marche contre Dupont, cerné de toutes parts. Ce malheureux général écrit en vain lettre sur lettre à Murat, déclaré lieutenant général du royaume. Ses lettres sont interceptées, ses courriers surpris et massacrés. Des insurgés apprennent par ces dépêches quelle est la détresse du général qui s'était flatté d'entrer à Cadix en conquérant. Son armée, harcelée par tant de petits combats inat-

tendus, est arrêtée dans sa marche par de misérables fourgons qui lui font un reproche continuel. Elle est dévorée par la faim, par la soif, sous le ciel de l'Andalousie. Les Suisses, qui font partie de ses auxiliaires étrangers, brûlent d'aller se joindre à d'autres Suisses qui marchent maintenant sous les ordres de Castaños. Une bourgade, une ville présente-t-elle à Dupont quelque espoir d'y prendre des vivres? il les trouve désertes, et il est bien sûr d'en rencontrer les habitants armés contre lui, au premier défilé dangereux. Cependant il apprend qu'un puissant renfort, qu'une armée égale à la sienne et commandée par le général Vedel, lui a été envoyé par Savary, qui dirige de Madrid les opérations militaires pendant une maladie du grand-duc de Berg. Cette armée s'est fait jour en livrant de continuels combats, tantôt à des guérillas, tantôt à des troupes régulières. Elle n'est plus qu'à une ou deux journées de distance, mais que d'obstacles pour leur réunion!

Dupont se débat en brave pour sortir d'une situation fatale; chacun de ses combats partiels a été une victoire stérile; Savary lui a intimé l'ordre d'une retraite, car il n'est pas lui-même très-assuré dans Madrid, que menacent des flots d'insurgés. Il faut à tout prix se réunir à Vedel;

mais une bataille seule peut lui permettre cette jonction, ce dernier moyen de salut. Il la livre à Baylen (18 juillet), avec des troupes harassées, exténuées, novices; sa voix et la nécessité raniment leur ardeur. C'est le général Castaños ou plutôt son lieutenant Reding qui vient lui fermer le passage avec des troupes régulières, grossies par d'innombrables guérillas. Je n'en décrirai point les manœuvres; il suffit de dire que Dupont ne démentit point, dans cette journée fatale, sa haute réputation d'intelligence et de courage, et que son armée se défendit avec vigueur contre des forces plus que quadruples, et perdit deux mille hommes, ce qui la réduisit à huit mille. La journée se termina, en le laissant dans une position plus que jamais désespérée.

Le général Vedel, qui lui amenait neuf mille hommes, avait passé peu de jours sans combattre et sans vaincre. Son armée avait encore moins souffert de ces chocs multiples que des rayons perçants du soleil de l'Andalousie et des horreurs de la faim et de la soif. Le jour même où Dupont livrait le combat, il redoublait d'ardeur pour hâter la marche et venir à son secours, lorsque survint un déplorable incident. Les soldats affamés avaient aperçu sur la mon-

tagne un troupeau de chèvres; le général ne peut plus se faire écouter, on court à ce troupeau, on s'en rassasie pendant deux ou trois heures, et l'on a perdu le moment propice pour la jonction et la victoire.

Je reviens à Dupont.

La plupart des officiers de distinction étaient tués ou blessés, et lui-même l'était, quoique très-légèrement. La nécessité lui suggéra l'idée fatale d'obtenir par une capitulation le passage qu'il n'avait pu s'ouvrir par les armes. C'est une tâche à la fois cruelle et difficile que de rendre compte de cette capitulation désastreuse; elle changea de nature avec les événements. Les deux parlementaires français furent un aide de camp de l'Empereur, M. de Villoutreys et le général Marescot, digne d'un meilleur sort. Ils s'adressèrent d'abord au général suisse Reding, vaillant héritier de cette noble famille dont la gloire commence avec celle de la ligue helvétique et s'est continuée jusqu'à nos jours. C'était à lui, plus qu'au général Castaños, que l'Espagne devait la victoire de Baylen, car celui-ci n'y avait pas paru, au moins comme combattant. Un tel succès n'enivrait pas le général en chef d'une aveugle confiance.

Il saisit avec joie cette ouverture, et ne sem-

bla nullement disposé à abuser de cette faveur inespérée de la fortune. Il est certain qu'il ne fut pas d'abord question de rendre l'armée française prisonnière de guerre ; mais seulement on convint qu'elle devait être conduite jusqu'à Cadix, pour être transportée sur des vaisseaux qui la ramèneraient en France. Mais, dans cette même nuit, la plus grande partie des soldats suisses, que la France avait pris à sa solde après l'occupation de Madrid, désertèrent et vinrent retrouver leurs compatriotes, contre lesquels ils s'étaient battus la veille, non sans courage, mais avec un mortel regret. Cet incident et plusieurs autres augmentèrent l'orgueil et les exigences du vainqueur.

Castaños avait auprès de lui un commissaire de la junte de Séville qui agissait de la manière la plus dictatoriale. C'était un comte de Tilly, aux manières hautaines et impérieuses ; bref, la capitulation porta que l'armée du général Dupont se rendrait prisonnière de guerre ; et de plus, que celle du général Vedel serait conduite à Cadix pour être ramenée par mer en France. Quand de telles propositions furent rapportées au général Dupont, il en resta terrifié, mais l'indignation prit le dessus ; il voulut ramener son armée au combat, mais il la

trouva immobile et paralysée dans le ressort moral, à force de souffrances. Le général Vedel ne fut pas plus heureux auprès de la sienne, et d'ailleurs il se faisait le scrupule de désobéir à son général en chef. Rien de plus funeste que de s'en rapporter à la foi et à la générosité d'un peuple bouillonnant de toutes les passions vindicatives. Les deux armées en éprouvèrent lentement et goutte à goutte d'atroces rigueurs que je n'ai pas le courage de décrire.

Il serait fort injuste de comparer cette capitulation à celle du général Mack. Celui-ci commandait à trente-cinq mille hommes plus ou moins aguerris. La nécessité qui le pressait ne pouvait être comparée aux affreuses extrémités que subissaient les deux petites armées de Dupont et de Vedel. Celles-ci n'avaient pas passé un seul jour sans combattre avec succès, tandis que Mack n'avait livré qu'un seul combat d'avant-garde, et ce n'était pas en personne. Enfin le général autrichien s'était jeté de lui-même et maintenu avec opiniâtreté dans la position la plus mal conçue militairement; Dupont avait été précipité dans la sienne par les ordres de Murat et par ceux même de Napoléon, qui lui avait défendu toute marche rétrograde. Enfin Mack, jusque dans son désespoir, pouvait s'ou-

vrir un chemin à travers un pays où tous les vœux étaient pour lui, et les deux généraux français ne pouvaient faire un pas en avant, en arrière, à droite, à gauche, sans rencontrer ou la famine, ou le massacre.

Dix-sept mille hommes, déplorables restes de ces deux armées commandées par des généraux et des officiers sous lesquels tremblaient tous les trônes de l'Europe, posèrent ainsi les armes devant un mélange confus de troupes régulières, de paysans, d'aventuriers qui allaient s'ennoblir par le brigandage et le meurtre. Qu'on juge de l'effet d'une telle victoire sur le peuple le plus enthousiaste, le plus présomptueux et le plus vindicatif de l'Europe. Il se montre cruellement ingénieux dans les outrages qu'il prodigue aux vainqueurs et dans les tortures qu'il leur fait éprouver. Les vases sacrés, les ornements d'églises, tous les objets précieux retirés des fourgons sont mis sous leurs yeux avec d'affreux ricanements. Ne m'interrogez pas sur le sort des prisonniers : je ne pourrais exposer les misères qui précédèrent leur agonie; je me contenterai de dire qu'à l'exception des chefs et de leurs principaux officiers, presque tous périrent sur les horribles pontons des vaisseaux anglais.

La junte de cette ville s'enorgueillit de cette victoire comme la Convention chez nous se fortifiait de celles de nos armées. Son action devient plus centrale, plus obéie; des hommes d'énergie succèdent, pour gouverner l'État, à des hommes amollis et rapetissés par des intrigues de palais. Ils déplorent tout haut la captivité de leur roi, mais se sentent forts de son absence. Ils se comparent avec orgueil à des grands d'Espagne dégénérés, à des hommes d'État qui ont adoré la fortune de Godoy et se sont rendus les ministres de ses stupides condescendances.

Fiers du premier usage qu'ils font de leur pouvoir, ils prennent goût à ces délibérations imposantes qui vont changer la face de l'Europe. Tous les cabinets les admirent et les encouragent en secret, et le premier de tous les gouvernements libres, le parlement britannique, semble se prosterner devant leur vigilance et leur courage. Ainsi s'introduit et s'enracine le gouvernement représentatif chez un peuple si longtemps asservi et engourdi par les moines. Mais les moines eux-mêmes prennent la part la plus active à ce grand mouvement. Ils s'exaltent dans l'amour de la patrie, car cette patrie est leur domaine; ils sortent avec joie de la mo-

notonie de leurs exercices religieux pour prendre des habitudes militaires. Chaque couvent est une guérilla toute formée qui en appellera et en dirigera vingt autres. C'est de plus un magasin de provisions, une sorte de citadelle.

Sans doute ces guérillas si nombreuses ne peuvent promettre la délivrance qu'au prix de l'anarchie et du brigandage; elles excitent le mépris des armées, mais s'il est facile de les vaincre, il est presque impossible de les dissoudre. Sans uniforme, sans canons, sans discipline, elles volent partout où une armée ne peut les attendre; elles lui coupent les vivres et se rient de leurs propres défaites. Embusquées derrière le ruisseau où les Français viennent se délivrer, non sans frayeur, du supplice de la soif, elles fondent sur eux à l'improviste, les massacrent sans pitié et reviennent porter en triomphe les armes, les habits et quelquefois les épaulettes des combattants.

C'est une guerre de Numides, une guerre africaine contre laquelle la plus habile stratégie ne peut rien, et le génie de Napoléon mis à une telle épreuve y succomberait peut-être.

Les revers s'accumulent pour l'armée française et vont bientôt se répéter en Portugal. Le maréchal Moncey, malgré sa prudence et sa tac-

tique, n'a pu réduire le royaume de Valence : il ne réussit qu'à éviter un désastre semblable à celui du général Dupont. Il ne ramène point des soldats victorieux, mais du moins il les a conservés comme un capitaine vigilant, comme un père.

Dans l'Aragon, la fortune s'est montrée encore plus défavorable aux Français; une grande citadelle s'est élevée magiquement en Espagne et va lui tenir lieu de Figuières, de Pampelune, de Saint-Sébastien et de Barcelone, conquises par la perfidie. Ce n'est point le génie de Vauban ou de Cohorn qui l'a improvisée : c'est l'exaltation patriotique portée jusqu'au sublime. Saragosse, en effet, n'avait guère pour défense qu'une muraille d'enceinte; mais une population de quarante-cinq mille âmes lui sert de garnison, d'armée et de fortifications.

Un jeune militaire qui débute dans les armes, Palafox, va surpasser la gloire du grand duc de Guise dans le siége de Metz. Le général Verdier veut mettre un terme aux sorties qu'il éprouve; son canon a multiplié les brèches; l'assaut est praticable en vingt endroits; il le tente et monte un des premiers; il est repoussé. Il le renouvelle au bout de deux ou trois jours; mais il est blessé et son armée bat en retraite. Enfin arrive

la nouvelle de Baylen, et le siége est levé, mais pour recommencer dans un an avec redoublement d'héroïsme chez les assiégés et d'opiniâtreté chez les assiégeants, car c'est le maréchal Lannes qui cette fois est à leur tête.

Jusqu'auprès de ces puissantes citadelles que les Français occupent par l'effet de surprises déloyales il s'engage de perpétuels combats. Le peuple catalan et le peuple navarrois rivalisent d'intrépidité pour insulter et désoler nos garnisons. On a vu le moment où le fort de Figuières serait repris par eux. Gironne et le fort de Rosès protégent leurs agressions. Tel général français dont la gloire a brillé dans vingt bulletins, est forcé de reculer devant une nuée de guérillas. Les unes sont commandées par un moine, d'autres par un fameux toréador, ou par un boucher, et quelquefois par un des plus grands noms de l'Espagne.

Cependant le maréchal Bessières, plus heureux que ses compagnons, a eu le bonheur de rencontrer à Médina-del-Rio une armée un peu mieux disciplinée qui ose engager contre lui un combat sérieux, et il a remporté une victoire qui, dans un autre système de guerre, paraîtrait fort importante. Napoléon, encore à Bayonne, en reçoit la nouvelle et tressaille de

joie; il s'écrie : « Voilà le pendant de la victoire du duc de Vendôme à Villaviciosa, et Bessières vient d'établir Joseph sur le trône d'Espagne. » Son illusion est aussi complète que l'avait été celle de Murat après sa victoire remportée sur les insurgés de Madrid. Il avait paru souvent doué du don miraculeux de l'infaillibilité lorsqu'il déclarait ses prévisions sur le sort des grandes armées; mais ce qu'il ne connaissait pas encore, et ce qu'il n'a jamais su apprécier, c'est le sort d'une armée se défendant contre tout un grand peuple en insurrection. Il est vrai que la victoire de Bessières ouvrait au roi Joseph les portes de Madrid. Son entrée est morne, mais n'offre pas dans le peuple de grands symptômes d'agitation. Il apporte avec lui une constitution qu'on a fabriquée à Bayonne. Elle a été rédigée sous la dictée de l'Empereur. C'est un nouveau calque de nos constitutions de l'Empire, une de ces constitutions bourrées d'absolutisme qui marchent toutes seules quand la nation dort. Qu'il s'agisse des républicains calvinistes de la Hollande ou des anciens sujets des princes despotiques de l'Allemagne, sur les rives du Rhin, ou des Italiens de Milan, de Florence ou même de Rome, peuples qui n'ont de liens que des souvenirs effacés et une religion dont le

zèle s'est plus ou moins ralenti, il faut que tout entre de force sous le moule de ces constitutions de l'Empire fabriquées et sans cesse refondues par de nouveaux sénatus-consultes. Je me crois dispensé d'en rapporter les effets; ils furent d'ailleurs peu aperçus de l'Espagne au milieu d'une préoccupation plus grave et plus inquiète.

A peine le roi Joseph a-t-il fait quelques actes de souveraineté et s'est-il formé péniblement une petite cour dont la fidélité doit lui paraître suspecte, qu'il est terrassé par la nouvelle du désastre ignominieux de Baylen.

D'autres nouvelles, plus ou moins sinistres, pleuvent dans son palais; chaque courrier qu'il voit venir de l'armée lui donne le frisson. Voici un message qui lui arrive de Cadix; cette ville, sans laquelle il n'y a point de véritable roi en Espagne, et dont le présomptueux Murat ajournait la conquête à quelques jours de marche, a déclaré son insurrection par un acte qui porte le dernier coup à la marine française. Cinq de nos vaisseaux, commandés par l'amiral Missiessy, en occupaient la rade; dès qu'ils ont voulu s'ouvrir un passage, toutes les batteries des forts menacent de les couler bas. Il faut céder à une nécessité cruelle, et ces vaisseaux

tombent au pouvoir des Espagnols, qui se vengent ainsi de la journée de Trafalgar.

Castaños a profité de sa victoire de Baylen pour marcher en diligence sur Madrid. A chaque instant son armée se grossit d'une foule de combattants peu aguerris, mais furieux. Le peuple de cette ville montre, par son attitude, et surtout par sa joie, qu'il est prêt à saisir l'heure de la vengeance. Les Espagnols qui ont pris parti pour le frère de Napoléon, n'entrent plus qu'en petit nombre et presque furtivement dans son palais. Les moments sont chers; sans doute on pourrait encore soutenir un combat, mais on serait cerné même après la victoire. Enfin le monarque désolé prend la résolution que lui indique la loi du salut : il va se retirer sur la ligne de l'Èbre, et il ordonne à tous les corps de venir l'y rejoindre.

La situation de Junot n'est pas moins inquiète à Lisbonne; il y était entré sans coup férir. Tout lui promettait un accueil hospitalier, ou du moins pacifique, lorsque éclatèrent les deux bombes lancées de loin par Napoléon, c'est-à-dire le décret portant que la maison de Bragance avait cessé de régner, et une contribution de guerre de cent millions, levée sur les habitants pour le rachat de leurs propres biens.

Mais le peuple d'Albuquerque est las d'un sommeil avilissant. Il n'a point éclaté d'abord parce que Junot n'a pas cédé, comme Murat, à une arrogance despotique, et parce qu'une police habile, dirigée par le commissaire français Lagarde, s'est fait jour dans les conciliabules de la révolte et en a déconcerté les premières mesures. Mais il semble que cette capitale a étendu un cordon sanitaire pour se préserver de tout contact avec les conquérants. Partout où ils se présentent ils traversent la solitude et le silence. Lisbonne attend, pour ses libérateurs, les Anglais, qui depuis plus d'un siècle l'exploitent comme leur propre domaine. Avec quelle joie ceux-ci vont-ils s'emparer d'un si beau rôle!

Les ministres Parceval, Canning et Castlereagh se montrent les ardents disciples de Pitt, et la fortune leur réserve un avantage qui eût admirablement couronné la carrière du fils de lord Chatam. Les voilà, ces superbes torys, tout à l'heure alliés des puissances despotiques qui lèvent des armées et versent leurs trésors pour la cause des peuples. Un choix heureux les seconde mieux que toute l'activité de leurs mesures. Ils ont nommé pour commander une expédition si importante, sir Arthur Wellesley, frère du gouverneur général des Indes, et guer-

rier heureux dans ces contrées. C'est un général d'un grand sens, flegmatique et tenace. Il ne procède point par l'enthousiasme, mais par l'ordre, la discipline et de lentes combinaisons. Tous les trésors de l'Angleterre sont à sa disposition; son armée sera bien nourrie, bien vêtue et parfaitement subordonnée. Il entreprendra peu; il fait agir autour de lui toutes les passions populaires et vindicatives dont il est exempt.

L'Angleterre a promis à Lisbonne une armée de quarante-cinq mille hommes en trois débarquements. On ne veut agir qu'à propos; mais il faut pourtant préparer les voies aux libérateurs insulaires. Les premières étincelles d'une insurrection qui, dans quelques jours, couvrira le Portugal tout entier, partent des étudiants de l'université de Coïmbre, dignes émules de celle de Salamanque, en Espagne, et des grandes universités allemandes. Je ne crois pas que l'on ait jamais mieux réfuté le paradoxe de J. J. Rousseau, qui accusait la culture des lettres d'énerver le courage.

Ces étudiants de Coïmbre se répandent dans les campagnes en poussant partout le cri de l'insurrection. Tout s'arme sur leur passage; novices à la guerre, ils se présentent comme les chefs des paysans révoltés. Ils enseignent le

maniement des armes en l'apprenant eux-mêmes, et signalent leur bravoure dans des escarmouches qui leur tiennent lieu d'études théoriques. Bientôt ils se rendent maîtres de Coïmbre. La ville importante d'Oporto, si chère aux Anglais, se déclare, réussit dans son mouvement, et une junte insurrectionnelle s'y forme à l'imitation de celle de Séville.

Si l'insurrection est universelle, elle éprouve pourtant quelques revers. A Évora, elle est repoussée par la garnison française avec une perte de deux mille hommes ; à Lisbonne elle a échoué sans effusion de sang par la fermeté et la bonne contenance du général Junot, nommé officiellement duc d'Abrantès. Une procession de la Fête-Dieu en avait fourni l'occasion. Cette fête, à la fois si solennelle et si gracieuse, était célébrée à Lisbonne avec le luxe le plus éblouissant et la dévotion la plus exaltée ; elle avait attiré un concours immense de spectateurs. La garnison française y paraissait sous les armes et dans une attitude assez religieuse que prescrivait la politique. La vue de nos soldats a excité des transports de rage ; des cris de : *Mort aux Français!* s'élancent de tous les points ; le désordre est au comble, les rangs des prêtres sont enfoncés. Je ne sais si quelque scrupule s'empara de ce

peuple dévot qui se permettait une telle profanation. Je ne sais non plus si les prêtres cherchèrent à exciter ce pieux remords, mais ce mouvement, d'abord si furieux, se ralentit, et alla toujours mourant en présence des sabres et des baïonnettes qui se levaient pour le repousser. Junot saisit par la main le pontife qui présidait à cette fête, le ramena à son poste, et tout fut calmé.

Le premier débarquement des Anglais, si impatiemment attendu, eut lieu à Mondégo, sous le commandement de sir Arthur, à qui je vais donner par anticipation le nom qui l'a rendu glorieux, celui de Wellington. Il a sous lui quinze mille hommes, et le duc d'Abrantès qui s'est empressé de marcher à sa rencontre, n'en a tout au plus que onze mille, parce qu'il a été obligé de laisser une grande partie de ses forces dans les villes pour faire face à l'insurrection.

L'armée anglaise se grossit de plusieurs milliers de Portugais empressés de se joindre à leur libérateur. Le général de division Laborde ne craint pas d'aller reconnaître l'ennemi avec ses deux mille hommes. Il engage un combat d'avant-garde, surprend un faible corps qu'il fait prisonnier, et se défend avec intrépidité contre l'armée anglaise qui s'avance. Il se retire

sur la sienne avec l'honneur de la journée. Le duc d'Abrantès ne voit plus pour lui de salut que dans des prodiges de courage. Quel que soit l'événement, il faut livrer bataille avec des forces que chaque jour rend plus inégales, car le duc de Wellington a déjà reçu un renfort de quatre mille Anglais, ce qui, avec ses auxiliaires portugais, rend son armée double de l'armée française. Junot a connu la capitulation de Baylen, et voilà l'horrible sort qui le menace. Wellington et ses Anglais, si parfaitement disciplinés, sont pour lui des ennemis plus redoutables que ne l'étaient pour Dupont Castaños et ses troupes espagnoles, qui présentaient un aspect si peu militaire. Ainsi que cet infortuné général, l'insurrection le presse et l'étouffera, s'il est forcé à un mouvement rétrograde. Il va combattre, et rien dans ses mesures ne trahit le trouble du désespoir. Quelques-unes de ses dispositions indiquent un disciple intelligent du grand homme de guerre auquel il est si dévoué. Il a sous lui un général dont le nom se lie en quelque sorte à la gloire de Marengo, c'est Kellermann qui commande sa réserve, sa grosse cavalerie, et puisse-t-elle avoir le même succès que dans cette immortelle journée. Junot a saisi l'offensive; mais le duc de Welling-

ton s'est solidement assis à Vimiero. Tous ses mouvements défensifs sont calculés avec précision, exécutés avec sang-froid; les attaques se renouvellent avec furie, mais sont repoussées avec force; une seule obtient d'abord un succès qui ranime l'espoir de nos guerriers. C'est Kellermann qui s'est précipité avec sa réserve sur le centre même de Wellington. Mais le duc d'Abrantès, dont tous les corps sont engagés, n'a plus de renfort à envoyer pour appuyer et rendre décisifs ses premiers avantages. Kellermann plie à son tour, mais dans le meilleur ordre. La bataille est perdue, mais l'honneur est sauvé. Cette faible armée le sera-t-elle? elle est encore diminuée de deux mille hommes; chaque jour d'attente ne peut plus la conduire qu'à la captivité. Il y a plus de sûreté à traiter avec le général d'une armée régulière qu'il n'y en avait pour Dupont à se confier à la foi de Castaños, guerrier loyal, il est vrai, mais dominé par des guérillas furieuses, indociles aux lois et à l'honneur militaire. Heureux d'un si beau dénoûment, le général anglais Dalrymple se montre facile et sa parole ne permet plus le doute. L'armée française évacuera le Portugal et sera transportée sur des vaisseaux anglais à Rochefort. La capitulation est signée à Cintra, et

les Anglais l'exécutent avec une fidélité scrupuleuse. Le Portugal tout entier est perdu pour la France, tandis que l'Espagne lui échappe presque tout entière.

La capitulation de Cintra eut une autre conséquence, fort alarmante pour la politique de Napoléon, et qui l'invitait à une profonde défiance contre les dispositions secrètes de l'empereur Alexandre, son nouvel ami, son nouvel allié. Celui-ci, pour donner un gage apparent de sa fidélité, avait envoyé une petite escadre dans la rade de Lisbonne, dans le but apparent de seconder les opérations des Français dans la Péninsule. Elle était sous les ordres de l'amiral Simiavin, qui, comme tous les seigneurs de cette cour, cachait, sous des dehors polis, une haine invétérée contre Napoléon, et un dévouement intéressé à l'Angleterre. L'amiral anglais eut l'air de prendre au sérieux l'alliance de la Russie avec la France, et de croire à des dispositions hostiles de l'escadre russe. Il s'entendit avec Simiavin pour menacer cette escadre, tandis que les habitants de Lisbonne, rendus à leur indépendance, lui lançaient quelques boulets, et il obtint, sans beaucoup de difficultés, qu'elle se rendît à l'Angleterre, pour être bientôt restituée à la Russie.

Un autre événement, bien plus fait pour remuer l'imagination des peuples et les espérances secrètes des cours, vint se joindre à l'effet des deux capitulations de Dupont et de Junot. Il s'agissait encore de la cause espagnole, qui paraissait devenue la cause sacrée des nations, et pourtant la scène se passait sur les côtes du Danemark. Un corps de dix mille hommes avait été envoyé vers la Baltique, par les ordres de l'impérieux Napoléon. C'était une expiation qu'il avait exigée de la cour d'Aranjuez, pour la malencontreuse proclamation du prince de la Paix. Heureux s'il se fût contenté de satisfactions de cette sorte ! Ces dix mille Espagnols, sous le commandement du marquis de La Romana, avaient été conduits au siége de Stralsund, autre vengeance que Napoléon tirait des jactances hostiles et impuissantes de Gustave IV, roi de Suède. Les Espagnols avaient honorablement concouru à la prise de cette place, qui soutint mal sa renommée. Et le maréchal Brune, chargé des opérations guerrières dans le Nord, avait donné d'éclatants témoignages de satisfaction au prince de La Romana. Celui-ci était un homme au maintien et au cœur chevaleresques. Ardent ami de sa patrie, il avait appris, avec toute la profondeur d'un cha-

grin politique, tous les actes de politique déloyale qui allaient la faire passer sous les lois du conquérant de l'Europe. Il réussissait mal à dissimuler ce chagrin ; et, lorsque Brune lui imposa la formule d'un serment qu'il devait prêter au nom de tous les siens, à son nouveau roi, don José Bonaparte, il n'y voulut consentir qu'en y ajoutant une réserve pour les droits de sa nation. Elle ne fut point acceptée, et Brune lui imposa le serment pur et simple. Il lutta encore quelques jours contre cette cruelle exigence. Il se détermina enfin à la subir, et il est vraisemblable qu'alors il avait déjà fermement arrêté de s'en relever par une fuite glorieuse, que l'Espagne mettrait au nombre de ses plus beaux faits patriotiques. Il s'était ménagé des intelligences secrètes avec l'amiral anglais, Keats, qui stationnait avec une escadre près des îles de Fionie et de Zélande. Celui-ci mit le plus vif empressement et une merveilleuse habileté à seconder un projet si utile au triomphe de la Péninsule et aux intérêts britanniques. Jamais mystère ne fut mieux gardé ; les préparatifs de l'embarquement se firent dans l'ombre et avec une célérité inouïe. On choisit pour l'exécution une nuit où Bernadotte donnait une fête brillante pour célébrer l'avénement de Jo-

seph Bonaparte au trône de l'Espagne. La Romana et ses officiers se firent l'effort d'y assister, et l'effort plus pénible d'y sourire. Mais lui et ses officiers se retiraient peu à peu et sans bruit de cette fête si choquante pour tous leurs sentiments. Ils gagnaient le rivage, et, avant le point du jour, dix-mille Espagnols se trouvèrent embarqués sur des bâtiments de transport, pour venir combattre et mourir au sein de leur patrie.

CHAPITRE XX.

CONFÉRENCES D'ERFURT (1807).

SOMMAIRE.

Situation morale de la France. — Quelques lueurs de renaissance pour l'esprit public. — La guerre d'Espagne et les violences frauduleuses de Napoléon sont universellement condamnées. — Napoléon se dispose à partir pour l'Espagne, mais il conserve quelque inquiétude sur la disposition des peuples allemands. — Il a laissé chez eux ses meilleures troupes. — Nos généraux (Davoust seul excepté) se prêtent mal à la police inquisitoriale, organisée contre les journaux, les pamphlets et les sociétés secrètes. — Savary, ambassadeur de France, réussit mal à la cour de Saint-Pétersbourg. — La plupart des hommes d'État russes désapprouvent le blocus continental. — Les grands et le peuple en souffrent dans leurs intérêts les plus directs. — Napoléon sent le besoin de se rattacher l'empereur Alexandre. — On convient d'une nouvelle conférence à Erfurt. — Napoléon en fait une grande scène d'ostentation. — Tous les rois tributaires y sont appelés. — Napoléon renouvelle avec plus de soin et d'habileté que jamais ses séductions auprès d'Alexandre qui les reçoit avec quelque réserve. — Les rois ne jouent aucun rôle dans cette conférence et en conçoivent un dépit qui doit un jour éclater. — Alexandre obtient l'évacuation de l'Allemagne par nos troupes. — Les siennes gardent la Moldavie et la Valachie. — La conquête de la Finlande est reconnue. — Divertissements. — Magnificences des chasses impériales. — Spectacle de la cour. — Parterre de rois promis à Talma. — Représentation de nos chefs-d'œuvre classiques. — Diverses allusions qu'ils présentent. — Entretiens de Napoléon avec Wielands et Goëthe. — Ses vues superficielles en littérature ; mot de caractère qui lui échappe. — Manière ingénieuse et superbe dont il rappelle devant des rois les humbles commencements de

sa fortune. — Les deux empereurs se séparent non sans quelque défiance réciproque. — Le mouvement d'opposition germanique gagne jusqu'à l'Autriche malgré l'humiliation de ses défaites récentes. — Véhémentes philippiques des écrivains allemands contre Napoléon. — Le ministre Stadion et l'archiduc Charles se prononcent pour la guerre; mais on tâche d'en dissimuler les apprêts.

C'était un grand événement au XIXe siècle, que la renaissance héroïque des peuples espagnol et portugais qui s'étaient laissé oublier de l'histoire après l'avoir longtemps remplie de leurs exploits, de leurs conquêtes et quelquefois de leur génie littéraire. C'était surtout l'inquisition qui les avait diffamés. Il est vrai que la philosophie de Voltaire avait prévalu sur le saint office et réduit peu à peu l'inquisition à n'être plus qu'un épouvantail. Mais les moines n'en pullulaient et n'en régnaient pas moins dans les deux royaumes. Que faire d'un pays de moines? disait-on au XVIIIe siècle et dans les premières années du XIXe. Les voyageurs daignaient peu visiter l'Espagne. La politique ne s'en occupait qu'assez dédaigneusement. Le pacte de famille l'avait fait tomber dans les liens de la France. Le roi Charles IV, après une courte résistance contre la révolution française, que les liens du sang devaient lui rendre plus odieuse qu'à tout autre, avait le pre-

mier pactisé avec le faible Directoire pour se prosterner ensuite devant Bonaparte, et la nation retomba dans son indolence, source de son appauvrissement progressif. Un seul de nos publicistes (mais c'était un homme de génie, M. de Chateaubriand), avait su reconnaître dans ce peuple le principe non étouffé des qualités héroïques qui l'avaient fait briller sur la scène du monde. D'après ce préjugé trop général, ne vous étonnez pas que Bonaparte, après avoir fait huit ans l'expérience de la docilité avilissante de ce gouvernement, eût étendu son mépris jusque sur la nation même. Il en vint à se persuader qu'il suffisait de quelques démonstrations de force et surtout des ressources d'un esprit fallacieux pour ranger sous ses lois le pays d'où Charles Quint et son fils avaient marché à la monarchie universelle. Dès qu'il avait en face des Bourbons, il y voyait des compétiteurs pour son trône, et bannissait tout scrupule de morale politique. Il ne l'avait que trop montré dans le procès du duc d'Enghien. Pouvait-il se croire aimé des Bourbons de l'Espagne? non; il lui suffisait d'en être craint, respecté et servilement obéi. Ce point, il l'avait obtenu, et Charles IV, dominé par son prince de la Paix, et encore plus par sa peur et sa paresse, valait mille fois

mieux pour la domination française sur l'Espagne, que tel de ses frères, que tel de ses lieutenants qu'il eût placé sur ce trône. Son ascendant se trouvait encore augmenté par la proclamation timidement hostile du prince de la Paix, puisqu'elle avait été désavouée par des paroles et des actes d'une pénitence avilissante. Il n'en avait déjà profité qu'avec trop d'exigence; l'orgueil des Bourbons s'y soumettait avec une lâcheté déplorable; mais l'orgueil de la nation était blessé trop ouvertement. Et l'Espagne, appuyée sur le nouvel hémisphère, ne pouvait pas tomber au dernier rang des peuples. Dites-moi, si le héros du siècle, si le grand homme de guerre, si le souverain respecté de l'Europe, comme le dompteur de l'anarchie, si l'auteur du Concordat, qui avait fait pleurer de joie, en Espagne, les évêques, les moines et les inquisiteurs, si le nouveau Charlemagne enfin n'attentait pas lui-même à son honneur par l'escroquerie militaire qui lui avait valu la possession de quatre des principales forteresses de l'Espagne? Pouvait-on dire plus imprudemment à un peuple : « Réveille-toi? » Par de tels actes, il détrônait ses deux utiles alliés, Charles IV et le prince de la Paix. Il livrait l'un à la plus grande ignominie que pût subir un

roi, et l'autre aux haches populaires, ou bien à l'échafaud.

Lorsqu'il apprend la révolte d'Aranjuez, vous diriez à toutes les paroles qui lui échappent devant ses courtisans, qu'il n'a conçu que des pensées équitables et magnanimes, et qu'il va remplir, comme l'aurait fait saint Louis lui-même, le grand rôle d'arbitre que la Providence met entre ses mains. La morale lui parle, comme elle parlerait à chacun de nous dans une telle situation. La morale, c'est toujours le droit sens, et il a mainte fois prouvé la justesse du sien. On ne peut même l'exprimer par des paroles plus nobles, je dirais presque plus pathétiques. Il défend les droits du père et ceux de la royauté : il ne veut pas pourtant s'engager jusqu'à protester contre le vœu d'une nation. Pourquoi suit-il une marche toute contraire, et se charge-t-il d'un rôle odieux? c'est que son cœur n'est pas au niveau de son génie; c'est que son génie même est incomplet, puisqu'il croit pouvoir s'élever au-dessus des notions du juste et de l'injuste. Le guet-apens de Bayonne, et nous avons vu que lui-même a ainsi nommé l'enlèvement de don Carlos, couronne et commente celui des quatre forteresses. Dès qu'il a goûté les mauvaises joies d'une fraude heureuse, son

esprit s'y enlace et son cœur s'y déprave. Le fourbe fait oublier le héros; vous diriez Philippe II sous le casque d'Alexandre.

Sans doute Napoléon ne pouvait s'engager à remettre, par la force d'armes, Charles IV sur le trône du petit-fils de Louis XIV; c'était laisser retomber les rênes de l'État dans les mains d'un ministre détesté et avili. Et sa mission, après tout, n'était pas de se battre pour le sang des Bourbons. Mais il pouvait se créer dans le prince des Asturies un vassal tout aussi soumis et plus craintif encore que ne l'avait été Charles IV.

Car enfin, ce monarque tenait le trône de ses pères, et don Carlos eût paru le tenir de Napoléon lui-même, qui, en le reconnaissant, l'aurait fait reconnaître à toute l'Europe. A une abdication violente et toute souillée de l'empreinte de la sédition, il aurait pu faire substituer un acte qui eût paru plus libre, plus réfléchi, où le fils aurait montré plus de sollicitude pour le repos, le bien-être et la dignité des auteurs de ses jours. Il se rendait ainsi l'idole de l'Espagne, qui aurait vu par lui sa volonté respectée. C'était ainsi que la politique du sénat romain en usait souvent à l'égard des rois de Pergame, de Cappadoce et de Bithynie;

il ne s'agissait plus de captiver une cour tremblante sous son sceptre, mais de captiver un peuple. Il eût achevé la séduction, en faisant émaner des cortès du royaume une constitution assez semblable à celle dont il rendit porteur son frère Joseph. Il n'y aurait pas même eu pour lui un grand danger à la rendre plus libérale ; le peuple espagnol, le peuple de Madrid et d'Aranjuez aurait cru y voir sa conquête, et la restitution des quatre forteresses aurait lavé sa gloire d'une souillure dont elle porte encore la trace. Peut-être les idées politiques que je présente vont-elles appeler le sourire dédaigneux de certains hommes d'État, formés à l'école dangereuse de Napoléon ; mais ce qui est certain, c'est qu'il eût été plus sûr et infiniment plus honnête d'y recourir, que d'envenimer le débat entre le père et le fils, de se rendre le spectateur amèrement joyeux d'un drame avilissant pour le trône et pour l'humanité même, que d'étendre sa griffe impériale sur les deux plaideurs et de confisquer, à son profit, le trône contesté.

Le triste début de la guerre d'Espagne semblait commencer pour Napoléon une ère nouvelle, une ère fort différente de celle qui, dans un si petit nombre d'années, avait fait d'un

sous-lieutenant d'artillerie le suzerain de tous les rois de l'Europe. Les capitulations de Baylen et de Cintra avaient été un prodigieux sujet d'étonnement et de chagrin pour celui qui avait imposé la capitulation d'Ulm. Elles éveillaient la critique sur la prise de possession de la Péninsule. Cette critique, on ne la faisait tout haut qu'en Angleterre, mais elle trouvait de sombres échos dans les sociétés secrètes de l'Allemagne, et partout où pesait l'excès de sa puissance.

Chez nous les voix étaient comprimées, mais est-il un pouvoir qui comprime la conscience? Ce n'était point encore de l'opposition, c'était un chagrin improbateur. On avait, il est vrai, une masse de victoires éclatantes à opposer à deux échecs, qui n'étaient graves que pour l'honneur. Le préjugé de ceux qui gouvernent, c'est d'imputer les blâmes les plus légitimes à quelques moteurs d'intrigues, et ici le duc de Rovigo, dans ses Mémoires, prend à tâche de tout imputer à MM. de Talleyrand et Fouché. On dirait, à l'entendre, que la conscience publique était morte chez un peuple qui, depuis près d'un siècle, avait fait l'usage le plus habile, le plus constant et le plus sagace du droit de libre examen. Prétendait-on, à force de gloire, le

rendre insensible aux lois de la morale, aux exigences de l'honneur?

Nulle guerre n'avait été encore plus antinationale, plus réprouvée dans son principe et dans ses premiers actes, que celle de l'Espagne. Napoléon restait encore préféré à tout autre dominateur, et même à ceux qui ne nous avaient fait apparaître la liberté que sous les traits de la terreur et de l'anarchie. Mais la guerre apparaissait par degrés, comme un troisième fléau dont on aspirait à être délivré. Il n'y avait plus de popularité véritable que pour les amis de la paix.

L'ex-ministre Talleyrand et Fouché, qui lui survivait encore dans le ministère, lisaient ce vœu partout, et n'avaient ni besoin de le provoquer, ni de le supposer. Par l'habitude de l'obéissance, la nation se trouvait alors plus énervée qu'après le procès de Moreau et le meurtre du duc d'Enghien.

Les cris ne s'élevèrent pas si haut; c'est que la contrainte était devenue beaucoup plus forte, c'est aussi que ce triste drame ne se jouait pas sous les yeux du public, et enfin que Charles IV, si platement débonnaire, que son odieuse épouse, son vil ministre et son fils don Carlos, qui débutait d'une manière si déplorable,

étaient loin d'inspirer le même intérêt qu'un général victorieux et modeste, et que le digne héritier des Condé. Mais cette fois, plus que jamais, il fallait gémir sur les atteintes que le pacificateur de la France portait à sa gloire. Nous sentions qu'il en rejaillirait un funeste contre-coup pour l'Empire; que le Nord allait bientôt répondre aux orages du Midi; qu'ainsi il se perpétuerait une guerre qui, calmée ou assoupie d'un côté, se réveillerait de l'autre avec plus de fureur; que l'Angleterre allait faire oublier l'incendie de Copenhague et les autres violences de sa politique, en s'emparant du rôle de défenseur de l'indépendance des peuples. Nous gémissions de voir la France de 1789, amenée ou plutôt enchaînée à un système d'oppression pour ces peuples, dont elle avait proclamé les droits. Les fers imposés à nos voisins, rivaient les nôtres; le pouvoir de l'Empereur, contrarié par une résistance inattendue, par des revers et par des capitulations faites en rase campagne, n'allait-il pas devenir plus violent et s'approcher plus de la tyrannie? Tels étaient nos chagrins, nos murmures : ils restaient sans organe public, mais le simple bon sens et l'honneur les faisaient éclore partout à la fois. Le tube ne faisait pas d'explosion, mais

il se chargeait. On comptait à peine dix à douze sénateurs, et cinquante ou soixante membres du Corps législatif qui osassent déposer des boules noires, et cependant la majorité était acquise, non pas à une opposition directe, mais à une improbation sourde.

MM. Lanjuinais, de Tracy, Volney, Garat et sept ou huit autres sénateurs, parmi lesquels il fallait compter l'abbé Grégoire, et, dans le Corps législatif, quelques députés, tels que MM. Lainé, Raynouard et Gallois, étaient à peu près les seuls qui énonçassent des sentiments presque communs à tous. Il semblait que le courage militaire eût tué le courage civil; mais c'est des sentiments longtemps comprimés que naissent les révolutions.

La vérité ne pouvait plus se faire jour que par de timides insinuations, devant un homme cuirassé de victoires. C'était lui qui restait le plus fasciné par le bouclier de diamants dont il nous avait éblouis. Le préjugé militaire et le sentiment de ses prodigieuses ressources dans cet art, l'empêchaient de comprendre bien ce qu'est l'insurrection universelle d'un grand peuple. Quand il fut un peu revenu de la stupéfaction cruelle où l'avait mis la capitulation de Baylen : « Qu'ai-je perdu, après tout? di-

sait-il, dix-sept mille hommes victimes, non du fer, mais du soleil de l'Andalousie. M'est-il difficile de les remplacer, moi, dont les armées occupent encore l'Allemagne, depuis la Baltique jusqu'aux sources du Danube? La conscription ne me fournit-elle pas des ressources abondantes ? Ne puis-je pas traîner avec moi les armées des États que j'ai conquis, et même de ceux que j'intimide ? Il faut ma présence en Espagne, oui, sans doute; et plût à Dieu que je n'eusse pas différé de me rendre à Madrid! Ma position serait aujourd'hui aussi ferme, aussi glorieuse en Espagne, qu'elle y est inquiète et même humiliée. Murat, valeureux capitaine, mais esprit étroit, s'est persuadé que, par le sabre, il pouvait suppléer au génie et même à la prudence. Il faut montrer à l'Espagne un véritable guerrier, un homme politique et maître de lui-même. »

C'est à peu près ainsi que Bonaparte s'exprimait devant ses ministres et même devant son conseil d'État. Il se sentait pourtant forcé de différer son départ.

Résolu à se porter en Espagne à la tête d'une armée digne d'Austerlitz, d'Iéna et de Friedland, il lui en coûtait de dégarnir l'Allemagne de ses troupes. Elles tenaient en échec l'Autriche et la

Prusse, intimidaient les sociétés secrètes conjurées contre sa puissance, maintenaient la fidélité des princes ses alliés et ménageaient son trésor dans des pays bien plus fertiles que l'Espagne. Mais cette Espagne qu'il maudissait, pour ne pas maudire sa propre imprévoyance et les vicieuses combinaisons de sa politique, réveillait déjà tous les brandons de discorde assoupis dans le Nord. Les généraux qui gouvernaient pour lui dans l'Allemagne étaient fatigués de la guerre qu'ils avaient à soutenir contre des journalistes, contre des poëtes, de nouveaux bardes qui poussaient le cri de vengeance, dans les chants populaires, contre des professeurs d'universités habiles à glisser des pensées d'indépendance à travers les nuages de leur métaphysique, et qui, d'ailleurs, faisant leurs cours en allemand, étaient difficilement compris de la police française; et enfin contre des sociétés secrètes qui déjà couvraient le nord et le midi de l'Allemagne de leurs rameaux multipliés, et sinon tout à fait invisibles, du moins insaisissables. Des hommes d'État, ulcérés de haine contre Napoléon, tels que l'Autrichien Stadion et les Prussiens Hardenberg et Gneisenau, y venaient fumer leurs pipes et répéter les cris de liberté et celui de : *Vivat Teu-*

tonia! avec de jeunes étudiants au maintien farouche, aux bras vigoureux, dont les pères avaient été dépouillés de tous leurs biens et qui ruminaient leur vengeance en agitant des problèmes de métaphysique transcendante.

Nos généraux se lassaient de cette guerre inquisitoriale si peu faite pour leur noble cœur. Un seul d'entre eux, le maréchal Davoust, passait pour l'exercer dans toute sa rigueur, et compromettait sa gloire dans des actes qui le faisaient détester. Le cri des tabagies remontait jusqu'aux cours; les femmes à qui la liberté du langage est plus permise, et qu'il est si difficile à des officiers français de contenir par la terreur, s'exprimaient avec plus de liberté. Castaños et Palafox étaient devenus leurs héros : « Voilà des hommes, » disaient-elles, et des regards sombres et ardents leur répondaient : « Nous le serons aussi. » Les journaux anglais se lisaient avec le plus vif empressement. Les dames de Saint-Pétersbourg, les sœurs, l'épouse et la mère de l'Empereur, se délectaient à la lecture de ces satires envenimées qui allaient souvent jusqu'à la calomnie. L'empereur Alexandre paraissait presque seul persister dans ses sentiments pour Napoléon. Restait-il subjugué par l'admiration, ou retenu par la politique qui

lui défendait d'éclater trop tôt? On s'accorde généralement à penser qu'à Erfurt les sentiments exaltés qu'il avait manifestés pour son heureux adversaire d'Austerlitz et de Friedland, faisaient place à quelque inquiétude, à quelque ombrage; il venait de consommer lui-même un acte fort condamnable par la morale politique. On sent que je veux parler de la Finlande conquise sur son imprudent, mais loyal allié, Gustave IV, roi de Suède. En outre, ses armées ne se pressaient pas plus d'évacuer la Moldavie et la Valachie, que celles de Napoléon d'évacuer l'Allemagne. Son sénat l'avait induit à cette faute qui lui permettait moins de reprocher à son ami de Tilsit les violences et les perfidies de son entrée dans la Péninsule. Un sénat en Russie! ce mot pourrait paraître dérisoire dans une autocratie aussi absolue; mais Alexandre, pour échapper au joug de sa garde impériale, si funeste à son père et à son aïeul, avait sagement augmenté les prérogatives de ce corps, qui n'était dans le fait qu'un conseil d'État, mais pour lequel il montrait une grande déférence. Or, ce sénat était composé d'hommes politiques, rusés, éclairés, qui suivaient avec flegme et constance un plan de conquêtes, brillante chaîne d'or que le despotisme tend à ses favoris. Quand

il n'aurait pas été stimulé par une ambition héréditaire, il l'aurait été encore par la loi de leurs intérêts. Tous ces seigneurs étaient propriétaires de vastes domaines; ils se considéraient comme victimes du blocus continental dont leur maître paraissait disposé à subir la loi, puisqu'il en avait pris l'engagement à Tilsit. C'était par l'Angleterre seule qu'ils tiraient un grand parti de leurs immenses forêts, de leurs mines et de leur chanvre nécessaire à la construction de cette marine colossale. D'ailleurs les guinées anglaises étaient rarement refusées par des hommes d'État enclins à la prodigalité. Presque tous tendaient à resserrer leurs liens politiques et commerciaux avec ces arrogants et utiles insulaires. Sans combattre les sentiments de leur maître, ils tendaient à les dénaturer et à leur faire changer de direction. Après les conférences de Tilsit, Napoléon, qui sentait le besoin de surveiller de près cette cour, ce sénat, et peut-être Alexandre lui-même dont l'enthousiasme mobile pouvait céder à d'autres sentiments, avait fait choix de Savary, duc de Rovigo, pour son ambassadeur à Saint-Pétersbourg. Ce général avait les habitudes de la police militaire, et il ne se fit pas faute d'exercer ses investigations auprès d'une cour qui lui était

justement suspecte. Il trahit en plusieurs occasions sa défiance; elle parut fort importune, et l'on y répondit avec une humeur mal dissimulée. Il fut heureux de quitter ce poste, et d'y être remplacé par le général de Caulaincourt, dont les manières étaient plus aimables, plus françaises, et dont le cœur s'ouvrait plus facilement à la confiance. Il ne s'était point présenté à cette cour sans une inquiétude secrète. Comme il avait été forcé, pour le mortel regret de toute sa vie, de concourir à l'enlèvement du duc d'Enghien, il s'attendait à lire ce reproche dans tous les yeux, mais on était si las du duc de Rovigo, que tous les égards lui furent prodigués. Alexandre parut se prendre d'un vif attrait pour sa conversation, et ne cessa de lui parler avec une admiration exaltée de l'Empereur des Français. L'ambassadeur recueillit ces témoignages avec joie, et en causait une bien vive à Napoléon, en les lui transmettant dans chacune de ses dépêches. En effet, l'Empereur croyait pouvoir garder toute sa sécurité sur l'Allemagne, tant qu'Alexandre, entraîné par sa famille, sa cour, son sénat, et surtout par l'Angleterre, ne viendrait pas jeter un tison ardent sur ces feux qui, en Allemagne, couvaient sous la cendre. Les deux empereurs, également charmés de leur première

entrevue, s'en étaient promis une seconde, et la plus prochaine possible; car les conférences avaient laissé en suspens les problèmes politiques les plus importants et les plus difficiles à résoudre. Il paraît certain que ce fut Napoléon qui rappela le premier le souvenir de l'entrevue promise, et Caulaincourt n'eut aucune peine à l'obtenir.

La jolie petite ville d'Erfurt, dans le duché de Saxe-Weimar, avait été indiquée comme le lieu de l'auguste rendez-vous. L'Empereur Napoléon s'y rendit avec le cortége le plus pompeux. Il s'était épuisé en inventions délicates et splendides pour entretenir son frère l'empereur de Russie tout à la fois dans l'enchantement et la cordialité qu'il avait manifestés à Tilsit. En traversant l'Allemagne, il rencontrait des princes empressés et des peuples soucieux. Son armée le saluait avec des transports de joie; le protecteur de la confédération du Rhin était reçu par les princes et les rois ses protégés avec toutes les formes du respect, du dévouement et de l'admiration; et celui-ci, de son côté, ajoutait à toutes les qualités d'un grand souverain, celles d'un excellent roi de théâtre : derrière ses pompeuses voitures, marchait une autre suite beaucoup plus modeste, des rois de

la scène, dont Talma semblait être le Napoléon. « Je vous donnerai, avait-il dit un jour à Talma, un parterre de rois. » Il allait tenir parole sur le petit théâtre d'Erfurt. Il habituait ses nouveaux rois à la subordination, en les faisant descendre au parterre, et en remplaçant leurs trônes par des chaises. Le duc de Saxe-Weimar avait pris les soins les plus ingénieux et les plus empressés pour recevoir ces illustres hôtes; mais la modeste ville d'Erfurt était bien pauvre en palais pour loger ces monarques, ces princes et leurs suites. Il fut convenu d'appeler palais, les maisons souvent très-modestes et très-incommodes, honorées de la présence de ces augustes hôtes, des dames de leurs familles, et des élus de leurs cours. Toutes ces gênes si nouvelles étaient payées par l'honneur de figurer sur des listes qu'on croyait dignes de l'histoire. Si Napoléon daignait honorer plusieurs de ces rois du titre de frère, il les traitait assez en frères cadets de famille.

Alexandre, de son côté, se rendait à marches rapides au lieu des conférences; on croit que ce ne fut pas sans avoir essuyé des représentations pressantes de sa mère, de son épouse, et peut-être aussi de quelques courtisans; on lui faisait craindre le sort de don Carlos. Alexandre avait

repoussé avec humeur des soupçons si injurieux pour un grand homme, et si flétrissants pour le cœur. Napoléon le recevait chez lui, puisqu'il était entouré de quelques régiments que suivait son armée, mais il n'était pas homme à commettre un lâche attentat que sa chute suivrait de près. La confiance d'Alexandre fut bien justifiée quand il vit venir à lui, sur les bords du Niémen, le maréchal Lannes, duc de Montebello, envoyé pour le recevoir. Ce n'était pas un tel homme qui pût se souiller par une perfidie qui crierait vengeance dans le monde entier et dans l'histoire. Il se montra plein de courtoisie pour le héros; et comme celui-ci, dans le voyage, ne put s'empêcher de céder au sommeil, Alexandre, par le plus aimable soin, étendit son manteau pour le protéger contre l'ardeur du soleil. Le 21 septembre 1808, la voiture arrivait à Weimar, lorsqu'elle fut arrêtée par un homme à cheval. C'était Napoléon qui venait se précipiter dans les bras de son ami. Scène antique qu'on admirerait beaucoup si cette amitié avait été plus constante. Alexandre, cette fois, se voyait surpassé dans ses empressements, et peut-être en conclut-il que la politique avait plus de part que l'amitié à ces démonstrations.

Tout se régla pour l'emploi des heures à peu près comme à Tilsit. Pressés de s'entretenir, les deux Césars ne communiquaient que peu avec les rois de Saxe, de Bavière et de Wurtemberg, et ne les faisaient nullement entrer dans le conseil de leurs grandes délibérations. On réglait sans eux le sort de l'Europe et même de leurs États, puisqu'il s'agissait de les affranchir de l'occupation de leurs territoires par l'armée française. Heureusement cette question semblait résolue d'avance, puisque Napoléon ne pouvait plus se passer de sa grande armée pour la conquête de l'Espagne. Il est fort à présumer que le rôle subalterne auquel ils furent condamnés à Erfurt pesa fort à leur orgueil de souverains. On peut en juger par l'espèce de fureur avec laquelle ils se déclarèrent, à l'exception du roi de Saxe, contre leur protecteur, après les grands revers de Napoléon.

Parmi tant de diplomates, il se trouvait de fins observateurs, et à leur tête on remarquait M. de Talleyrand, que Napoléon avait appelé à ce voyage, quoiqu'il le tînt depuis un an dans un état assez voisin de la disgrâce. Cet argus de la diplomatie crut remarquer que l'empereur Alexandre mettait de la réserve dans ses démonstrations amicales. Il est vraisemblable que

l'expédition d'Espagne avait fait un peu baisser en lui le ton de l'admiration. On peut imaginer que leurs premiers colloques se passèrent ainsi. Peut-être Napoléon dit-il à son ami : « Eh bien ! nos conventions de Tilsit ont eu leur effet : vous avez pris la Finlande, c'était un point convenu entre nous. Moi, je suis en train d'occuper l'Espagne, non pour moi, mais pour mon frère. Sans cette mesure nous ne pouvons exécuter notre projet commun du blocus continental. L'Angleterre, à l'aide des discordes scandaleuses qu'elle a élevées entre le père et le fils et par le soulèvement d'Aranjuez, qui est son ouvrage, aurait fait subir à l'Espagne le même joug qu'elle a imposé au Portugal. Et par là elle se serait rendue maîtresse du nouveau monde, ce qui nous ferait disparaître, vous et moi, du rang des puissances navales et comblerait l'asservissement de l'Europe. Resserrons les nœuds de notre alliance : je ne vous presse plus sur l'évacuation de la Moldavie et de la Valachie; faites-la à votre heure, entre nous point de suspicion, point de petits ombrages; veillons de concert à la paix du monde et à la liberté commerciale, et forçons l'Angleterre, notre ennemie commune, à respecter nos pavillons. Le moment approche où elle y

sera forcée par un blocus continental qui lui cause un si juste effroi. »

On sait qu'Alexandre fit de graves objections sur les gênes que faisait subir le blocus continental à tous ses sujets habitués à un commerce lucratif avec l'Angleterre. Il insista de nouveau pour les restitutions qui devaient être faites au roi de Prusse, son allié et son ami, et qui n'étaient encore que très-imparfaitement effectuées. Il demanda impérieusement que les armées françaises se retirassent de l'Allemagne. « Ce n'est point sans douleur, dit-il, que je les ai retrouvées sur les bords du Niémen, c'est-à-dire sur la frontière même de mes États. »

Napoléon dut se montrer facile pour le rappel de ses troupes, car la nécessité le lui prescrivait en grande partie. « Si pendant mon absence, ajouta-t-il, il s'élevait quelque trouble en Allemagne, comme je pourrais le craindre d'après des rapports alarmants sur les sociétés secrètes, je compte sur vous, mon fidèle allié, pour les réprimer, et j'accourrai bientôt pour vous seconder. »

Voilà quel fut le résultat le plus direct des conférences d'Erfurt. C'est de cette garantie que Napoléon avait le plus besoin pour réparer les échecs et les capitulations de Baylen et de Cintra.

Peut-être les politiques russes, dont la patience égalait la sagacité, se réjouissaient-ils de voir l'Empereur des Français s'engager si avant et avec l'ensemble de ses forces dans la péninsule révoltée. Ils jugeaient que l'Angleterre, intervenant dans cette guerre avec ses flottes et ses armées, en retarderait beaucoup le dénoûment et peut-être le rendrait désastreux à Napoléon. Ils se réservaient d'éclater contre lui après les revers qui lui ôteraient le renom d'invincible. Quels que fussent les sentiments actuels de leur maître, ils se regardaient comme sûrs de l'entraîner alors à un affranchissement général pour lequel tout soupirait en Europe. Le véritable et puissant motif qui portait l'empereur Alexandre à résister encore aux vœux des hommes d'État de son empire, c'était l'indignation profonde qu'il avait ressentie de l'incendie de Copenhague. Il frémissait d'un acte si barbare et se disait : « Les Anglais pourraient donc faire subir le même sort à la ville de Saint-Pétersbourg et détruire ce monument de la grandeur de Pierre Ier. » Cette haine commune était le plus fort de ses liens avec Napoléon; mais l'ambition de celui-ci lui inspirait de sérieuses craintes pour l'Europe et pour son empire même. Il restait indécis :

l'irrésolution expose souvent au reproche de fausseté.

J'ai tout dit sur les résultats politiques et constants des conférences d'Erfurt. La question d'Orient y fut fort légèrement agitée ; seulement Napoléon montra moins de jalousie et d'ombrages sur les nouvelles conquêtes que la Russie pourrait faire sur la route de Constantinople. Le roi de Prusse n'assistait point à cette conférence, mais deux princes de son sang s'y rendirent et se servirent du crédit tout-puissant de l'empereur Alexandre pour obtenir la libération très-importante de ce royaume accordée à Tilsit, et Napoléon fléchit encore sur ce point.

Vous voyez par ce résultat que les conférences d'Erfurt furent plutôt une grande scène d'ostentation qu'un congrès d'une haute importance. Napoléon aurait fort bien pu, sans se déranger, faire régler tous ces points par ses ambassadeurs ; mais environné de périls qu'il avait imprudemment cherchés et trop peu sûr des dispositions de la Russie, si ce n'est de celles de l'empereur Alexandre, il voulait faire agir sur ce cœur élevé les séductions de la gloire et de l'amitié, et en même temps se montrer dans toute la splendeur d'une cour plénière composée de souverains de tout ordre. Tous les

témoins s'accordent à dire qu'il s'y montra tout à la fois simple et auguste, aimable et spirituel comme s'il avait pu étudier Louis XIV au milieu de sa cour. Il fut pour Alexandre, qu'il s'agissait de séduire, sinon le plus loyal ami, du moins le plus parfait courtisan. On eût dit que c'était le czar qui avait vaincu à Friedland.

Suivons-les dans leurs délassements, qui forment la partie la plus curieuse et la plus historique des conférences d'Erfurt.

Jamais, du moins en Europe, il ne fut offert de plus magnifiques chasses à des souverains. Le duc de Saxe-Weimar avait fait faire des battues générales dans ses forêts, abondantes en noble gibier. Les daims, les chevreuils, les sangliers et surtout les cerfs se trouvaient resserrés derrière les toiles dans une assez étroite enceinte. Les chasses se firent avec le plus brillant appareil de costumes, de chevaux, de piqueurs, de meutes bruyantes, et furent conduites par les hommes les plus renommés dans cet exercice. Les journaux et les bulletins parlent de dix-neuf chevreuils ou cerfs qui furent en deux heures tués sous les yeux et par les mains de ces rois, de ces empereurs, de ces princes. Ils n'eurent, dit-on, quelquefois que la peine de les tirer des fenêtres de leurs palais. On ne dit pas si ce

plaisir fut renouvelé souvent : c'était le temps des moissons, et l'on dut y mettre quelque réserve. Napoléon n'aimait la chasse que comme un exercice nécessaire à sa santé et surtout comme un plaisir qui entrait dans l'étiquette de la royauté.

Il ne pouvait ignorer que les gens de lettres formaient, en Allemagne, une espèce de ligue contre sa domination. Homme de guerre, il ne s'en inquiétait point assez sérieusement ; mais homme d'esprit, il voulait pouvoir rompre cette association par quelques prévenances adroites et bien placées. Il vit avec plaisir deux des illustres pensionnaires du duc de Saxe-Weimar, deux des gloires de son académie, entrer dans le cortége de ce prince. C'étaient Wielands et Goëthe, l'un déjà vieux et l'autre approchant de la vieillesse, et tous deux portés à une insouciance systématique qui les rendait simples spectateurs des mouvements agités de leur siècle. Tous deux étaient fort empreints de scepticisme ; chez Wielands, il se rapprochait de la philosophie incrédule et railleuse qui avait dominé parmi nous ; chez Goëthe, il semblait résulter de la vivacité féconde et mobile de son imagination, qui réfléchissait tout et ne se fixait sur rien. L'auteur de Werther était depuis longtemps désabusé de ces passions qu'il avait

décrites avec plus de feu qu'il ne les avait ressenties peut-être. C'était un épicurien sobre, studieux, qui savait peindre les hommes dans les différents âges et les différentes conditions de l'ordre social, et se mettait peu en peine d'améliorer leur sort. Aussi sa neutralité avait été jusqu'à l'indifférence au milieu des catastrophes de la révolution et de la guerre. L'Empereur lui accorda deux ou trois heures d'entretien et resta convaincu que s'il n'avait rien à en craindre il n'avait rien non plus à en espérer.

Le résultat fut à peu près le même pour Wielands. Napoléon accorda à ces deux hommes de lettres plus d'heures et plus d'attention qu'à la plupart des rois dont il était entouré. Wielands a raconté l'entretien dont il fut honoré; en voici quelques traits caractéristiques. On venait de représenter la *Mort de César*, de Voltaire. « C'est un bien grand homme que ce Jules, dit l'Empereur; il commit pourtant une énorme sottise. Connaissant les hommes qui voulaient se débarrasser de lui, il aurait dû s'en débarrasser d'abord. » Ce mot était tranchant et ne parut pas à Wielands révéler un grand penchant à la clémence.

Il s'étendit avec beaucoup d'éloges sur les Romains et les préféra de beaucoup aux Grecs.

Wielands prit avec chaleur la défense du peuple chez lequel le génie se produisit avec le plus de verve, d'étendue et de fécondité, et qui nous a laissé le plus riche héritage. Mais Napoléon revenait toujours à ses chers conquérants, en oubliant cette fois du côté des Grecs Alexandre et ses Macédoniens; son égoïsme impérial, sa préoccupation de grand suzerain des puissances perçait jusque dans ses jugements littéraires. J'en pourrais citer vingt exemples, mais que ne me permet pas un cadre étroit où je suis obligé de renfermer des événements si grands et si rapides. Dans ce même entretien, il montra tout son enthousiasme pour les prétendus poëmes d'Ossian, fabriqués non sans art ni sans talent par Mac-Pherson, mais avec une insigne monotonie, et déclara tout net qu'il les préférait à ceux d'Homère.

Wielands, qu'on regardait en Allemagne comme le type du scepticisme, resta stupéfait quand il entendit l'auteur du Concordat révoquer en doute l'existence même de Jésus-Christ.

Il est pénible de mettre au bas de telles décisions le nom d'un homme dont nous avons si souvent admiré le génie et le droit sens.

Des entretiens de cette sorte, fidèlement rapportés, ne devaient pas lui ramener beaucoup

d'esprits en Allemagne. Le poëte dramatique Schiller, autre pensionnaire illustre du duc de Saxe-Weimar, ne s'était point rendu à Erfurt. Rien ne pouvait fléchir la fierté de ses sentiments germaniques. Il n'employait la vigueur de son génie qu'à faire renaître s'il se pouvait, dans sa patrie, des Arminius et des Vitikind.

Napoléon ne ménagea pas plus l'orgueil littéraire des Allemands que ne l'avait fait Frédéric lui-même. Il était fier d'avoir à produire devant ce public couronné un talent aussi profond et souvent aussi sublime que celui de Talma. Le théâtre d'Erfurt ne fut ouvert qu'aux représentations des chefs-d'œuvre de nos classiques pour lesquels il professait un culte fidèle. Ainsi on donna successivement devant ces souverains *Cinna*, le *Cid*, *Britannicus*, *Iphigénie en Aulide*, *Œdipe*, *Zaïre*, la *Mort de César*, *Andromaque*, et enfin *Rhadamiste et Zénobie*. Vous figurez-vous quel dut être l'embarras de mademoiselle Duchesnois, actrice douée parfois d'une verve assez puissante, lorsqu'elle eut à prononcer devant un parterre de rois ce vers qu'Émilie adresse à Cinna :

Pour être plus qu'un roi, tu te crois quelque chose !

Mais Napoléon, devant cette assemblée, se montrait plus courageux, je veux dire plus su-

périeur à toute allusion maligne, qu'il ne l'était devant le parterre parisien. Ainsi, il lui plut de faire jouer à Erfurt la *Mort de César*, qu'il avait sévèrement interdite à Paris. Il semblait dire aux rois ses tributaires et à l'empereur Alexandre : « Vous voyez que je ne crains pas le poignard des Brutus. » Et l'on restait extasié de cette grandeur d'âme.

Il se trouve, dans la tragédie d'*Œdipe*, un vers qui semblait fait, vu la circonstance, pour produire une impression profonde et même une sorte de manifestation politique :

L'amitié d'un grand homme est un bienfait des dieux!

L'acteur chargé du rôle de Philoctète ne manqua pas de le prononcer avec une chaleur entraînante. Toute l'assemblée l'accueillit avec un murmure d'approbation et d'enthousiasme. Les regards se dirigeaient vers l'empereur Alexandre, et celui-ci, dit-on, porta les siens sur Napoléon avec le témoignage d'une émotion profonde. On ne manqua point d'énumérer une circonstance si précieuse dans le bulletin officiel d'Erfurt, et cependant il y eut des spectateurs, tel que M. de Talleyrand, qui ne trouvèrent pas ce signe d'émotion assez prononcé.

Je termine ces anecdotes, précieuses pour l'histoire, par un autre fait qu'elle recueille en-

core avec plus d'empressement. Tous les rois, y compris celui de Westphalie, dont j'ai oublié de parler, dînaient tantôt à la table de Napoléon, tantôt à celle d'Alexandre. On avait parlé de la bulle d'or, cette grande charte de l'Allemagne féodale. On en demandait la date précise; le prince primat, quoique très-instruit, en cita une inexacte, et Napoléon, profondément versé dans l'histoire, cita sans hésiter la date précise. On en resta émerveillé. Comment l'Empereur avait-il pu, dans une carrière sitôt commencée et si remplie de travaux, de négociations et de victoires, acquérir une érudition faite pour un bénédictin? « Je vais vous l'expliquer, dit-il : quand j'étais sous-lieutenant.... » A ces mots les rois et les princes se regardèrent avec stupéfaction comme s'ils avaient oublié les humbles commencements de leur frère et de leur maître. Et Bonaparte reprit avec un flegme charmant : « Quand j'étais sous-lieutenant d'artillerie, en garnison à Grenoble, je demeurais à côté d'un libraire, etc. » Et il n'y eut personne alors qui ne comprît ou ne parût comprendre combien la grandeur personnelle et la puissance conquise par la gloire sont au-dessus de celles qu'on ne tient que de ses aïeux.

Sans être possédé d'un esprit inquiet et om-

brageux, on pouvait apercevoir, à travers ces fêtes augustes et splendides, plus d'un sombre nuage qui planait sur l'amitié des deux empereurs, sur la fidélité des rois vassaux, sur les dispositions des hommes politiques et surtout de ceux de la Russie, sur la résignation des peuples, sur la paix de l'Allemagne, et enfin sur les destinées de Napoléon, sur les nôtres.

C'était maintenant, c'était déjà l'Autriche qui redevenait suspecte à Napoléon. L'empereur François II n'avait pas été invité à Erfurt. N'était-ce pas le traiter en puissance du second ordre? Dans cet empire, qui aurait pu paraître si dépeuplé de combattants après les campagnes d'Ulm et d'Austerlitz ajoutées à celles de Marengo et de Hohenlinden, tout commençait à reprendre un aspect hostile, les levées d'hommes se faisaient sans bruit, mais avec persévérance et facilité, surtout dans la Croatie et les provinces limitrophes de la Turquie, où tout homme valide est soldat et ne respire que la guerre. L'archiduc Charles, qui depuis plusieurs années ne montrait que des dispositions pacifiques, semblait revenu à des sentiments belliqueux, et brûlait de consolider et combler sa gloire par des succès obtenus sur l'invincible. M. de Metternich

commençait à être suspect à Napoléon, dont il était aimé, parce qu'il justifiait très-péniblement des levées d'hommes qui paraissaient étranges dans un pays si épuisé et si humilié par la guerre. L'esprit d'indépendance, sourdement actif dans l'Allemagne et qui s'y propageait par la culture des lettres et de la philosophie, s'était fait jour dans cette Autriche si obstinément routinière et où les esprits semblaient se complaire dans un long engourdissement. L'orgueil héréditaire de la maison d'Autriche, relevé par celui de la maison de Lorraine, semblait se révolter contre tous les sacrifices et tous les affronts qu'elle avait acceptés. Ce n'était plus seulement l'Angleterre, c'était l'Espagne insurgée qui l'appelait aux armes. On grandissait sans mesure les avantages remportés par les deux peuples de la péninsule. Les capitulations de Baylen et de Cintra avaient relevé le front des Autrichiens, comme si c'étaient eux-mêmes qui se fussent ainsi lavés de la capitulation d'Ulm.

M. de Metternich avait témoigné le désir de se rendre aux conférences d'Erfurt, et Napoléon, qui craignait un homme si puissant en ressources diplomatiques, avait éconduit cette demande. L'empereur nomma à sa place

le baron de Vincent, qui inspirait moins de défiance. Il arriva porteur d'une lettre très-pacifique, très-fraternelle de l'empereur François II. C'était un langage que l'Autriche avait l'habitude de tenir avant d'entrer en campagne. Aussi persuada-t-elle fort peu Napoléon. Sa réponse ne fut pas sans aigreur et laissait encore briller l'épée du vainqueur d'Austerlitz. Napoléon quitta Erfurt et l'Allemagne convaincu, ou affectant de l'être, que l'empereur Alexandre, fidèle à une alliance qui promettait tout à leur ambition commune, tiendrait en respect l'Allemagne et l'Autriche, tandis qu'il irait châtier la révolte de l'Espagne et du Portugal, et punir les Anglais d'avoir encore osé mettre le pied sur le continent.

Cependant la fermentation ne faisait que s'accroître en Allemagne; une presse hardie, passionnée, éloquente, se faisait jour à travers l'armée et la police française. Elle trouvait des protecteurs clandestins dans tous les cabinets, et partout des lecteurs avides. Ces philippiques circulaient surtout à Vienne; le publiciste Gentz et le poëte Kotzebue se disputaient de véhémence. Voici comment on peut résumer les considérations par lesquelles ils appuyaient leur cri de guerre : « Quand finira l'oppression

de l'Allemagne? Quand le nouvel Attila cessera-t-il de la fouler, de la broyer, de l'avilir? Y a-t-il une différence pour nous entre la paix et la guerre? Ne voyons-nous pas toujours la même armée dans nos champs, dans nos foyers, sur notre tête? Et, pour comble de misère, des Allemands sont forcés de marcher sous les drapeaux des oppresseurs de l'Allemagne! Voilà dans quel état est réduite cette fière Teutonie, qui foula sous ses pieds l'édifice de la grandeur romaine. Il n'y a plus de patrie pour qui se rend l'allié, c'est-à-dire le vassal, le sujet de Bonaparte.

« Tandis qu'il torture l'Espagne et le Portugal, il en transporte les défenseurs, les uns sur les bords de la Baltique et les autres dans son camp, pour faire la guerre à tout ce qui parle de liberté. Il peuple l'Allemagne, il peuplerait l'univers de cachots pour étouffer la pensée. C'est chez nous qu'elle s'est formé son plus bel instrument dans l'imprimerie et qu'elle a élevé son plus bel ouvrage dans la réforme. Conservons du moins la gloire d'en être les plus intrépides défenseurs; mais, soyons justes, un grand peuple nous a précédés dans cette tâche, c'est l'Espagne. Oui, qui le croirait, c'est le pays même de l'inquisition qui protége aussi

l'indépendance de la pensée. Continuons et couronnons par la victoire ce qu'il a si heureusement commencé. La fortune du Corse, ébranlée à Eylau, vient de succomber à Baylen; mais ne nous le dissimulons pas, il faut plus d'une secousse pour renverser ce colosse. Les rois se lassent, les peuples ne se lassent pas; les rois ne vivent qu'un petit nombre d'années, les peuples vivent un grand nombre de siècles; Napoléon a voulu ranger toute l'Europe sous ses lois; que toute l'Europe s'arme contre lui. Eh! ne prend-il pas soin de l'armer lui-même contre sa détestable puissance, par des attentats, par des trahisons qui ne sont plus de notre âge et qui sortent de l'école des Borgia. L'honneur est la grande loi, le commun ralliement de l'Europe, que tout le poursuive au nom de l'honneur et de la liberté! »

CHAPITRE XXI.

CAMPAGNE DE NAPOLÉON EN ESPAGNE (1808).

SOMMAIRE.

L'Empereur part pour l'Espagne et s'y fait précéder de l'élite de ses généraux et de ses troupes. — Sa première opération est de couper l'armée espagnole en trois corps et de s'ouvrir le chemin de Madrid. — Bataille de Tudela. — Prise de Burgos. — Brillante attaque de Somo-Sierra. — Exploits de la légion polonaise. — Madrid ose lui opposer de la résistance. — Siége du palais de Médina-Cœli. — Soumission apparente. — Napoléon n'entre pas à Madrid, mais il réside dans un château voisin, d'où il organise le gouvernement de l'Espagne. Son frère Joseph établit sa cour à Madrid. L'Empereur est averti qu'une armée anglaise, commandée par John Moore, a pénétré en Espagne. Il conçoit l'espoir de lui faire poser les armes, et se soumet à d'horribles fatigues pour l'atteindre. — Il ne peut réussir à l'envelopper. — Cette armée se retire, et, pressée par le maréchal Soult, elle engage un combat qui lui permet de s'embarquer sans dommages. Napoléon a été forcé de renoncer à cette poursuite. — Il a reçu l'avis que l'Autriche se dispose à la guerre, et que déjà l'archiduc Charles menace la Bavière. — Il revient à Paris, exagère les divers avantages qu'il a obtenus en Espagne et trouve de l'incrédulité dans les esprits. Sa fureur éclate contre M. de Talleyrand. — Étonnante impassibilité de cet homme d'État. L'Empereur apostrophe vivement M. de Metternich. Il médite l'invasion de Rome. — Fermeté inflexible du pape, qui se résigne à la captivité. — Madame de Staël et ses amis. — Lettres d'exil lancées contre eux. Cette dame s'échappe de Coppet, et traverse l'Allemagne avec le sentiment d'une profonde irritation..

Tout est multiple, tout est vaste dans les

opérations, soit militaires, soit gouvernementales de Napoléon. Que de projets n'a-t-il pas à poursuivre en même temps! Il rêve à son blocus continental, à toutes les mesures, à tous les ordres rigoureux, enfin à toutes les guerres que ce système doit faire éclore et qui peuvent le conduire à une domination sans limites, du moins en Europe. D'autres projets d'une nature fort différente occupent en même temps sa pensée ; un divorce assez difficile à proclamer après le couronnement de l'impératrice Joséphine; un mariage auguste qui mettra le sceau à sa grandeur, un grand système fédéral qui sera comme une nouvelle bulle d'or pour tous les rois et princes, ses vassaux; ses relations fort dures, fort aigres et plus que jamais violentes avec ce même pontife dont il se nommait le dévot fils et dont il a mis à l'épreuve la tendresse paternelle, en se faisant sacrer par ses mains; Rome et Hambourg qu'il brûle d'annexer directement à son empire. Voilà quelques-unes des pensées qui voyagent avec lui, tandis qu'il marche vers les Pyrénées pour venger les affronts de Baylen et de Cintra, reconduire son frère à Madrid et l'établir solidement sur un trône contre lequel l'insurrection déborde à grands flots. Autant il avait mis de négligence

dédaigneuse dans les préparatifs de l'entrée des armées françaises en Espagne, autant il redouble, pour cette conquête définitive, de vigilance et d'activité. Ce ne sont plus des conscrits, des étrangers d'une foi incertaine, des généraux du second ordre qui vont seconder ses desseins, il lui faut quatre-vingt mille hommes de ses vieilles troupes, ajoutés à ceux dont il a déjà couvert l'Espagne. Il lui faut ces maréchaux dont ses bulletins d'Austerlitz, d'Iéna et de Friedland ont élevé si haut la gloire déjà resplendissante dans ses guerres d'Italie ou dans toutes celles de la révolution.

Qu'allez-vous devenir généraux espagnols, portugais et anglais, vous qui n'en êtes qu'à vos premières armes, en présence de Napoléon, aidé de son fidèle Berthier, des maréchaux Lannes, Ney, Soult, Victor et Bessières? Murat n'entre point cette fois dans les rangs de ses plus glorieux compagnons d'armes. Il a convoité le trône de l'Espagne et s'en est fort mal assuré la possession par la brusquerie et la discordance de ses mesures politiques et guerrières. Napoléon a trouvé un dédommagement pour son valeureux beau-frère; c'est le trône de Naples que Joseph a laissé vacant en partant pour ceindre la couronne de Charles-Quint.

L'ambitieux Murat va se trouver à l'étroit sur ce trône secondaire; mais enfin il paraît s'y résigner pour le moment.

Je ne sais quel pressentiment dit à l'Empereur qu'il pourrait être bientôt rappelé en Allemagne; l'Autriche lui est suspecte. Pour tenir cette puissance intimidée il a levé et obtenu des larges complaisances de son Sénat une conscription horriblement vaste de cent soixante mille hommes. Déjà depuis longtemps on disait de lui dans les villes et dans les campagnes qu'il mettait la jeunesse en coupe réglée. Jugez quels étaient les murmures quand on le voyait doubler ses coups de hache dans une année où il n'avait plus en face qu'un seul ennemi, les peuples espagnol et portugais, objets de ses dédains ou réels ou affectés.

Ne vous attendez pas que je suive scrupuleusement la marche des différents corps d'armée confiés aux illustres lieutenants de l'Empereur. Ils ont déjà passé l'Èbre pour se lancer dans toutes les directions indiquées par le génie de ce grand homme de guerre. Trois généraux espagnols, Castaños, Blacke et Palafox n'ont pu leur disputer le passage du fleuve. Quoique fiers du succès de la dernière campagne, ils n'en ont usé qu'avec lenteur, et on pourrait dire

avec timidité ; mais c'est une guerre de Numides qu'ils vont entreprendre. La vertu militaire de ces chefs est la constance ; c'est aussi celle de leur armée, celle de leur nation. La fuite ne blesse pas leur point d'honneur ; leur art n'est pas de disputer longtemps la victoire en rase campagne, mais de la rendre stérile pour les vainqueurs. Sont-ils battus, ils trouvent tous les genres de secours dans des campagnes armées ; ils s'y recrutent de nouveaux combattants ; ils parlent avec la rodomontade espagnole du nombre de Français qu'ils ont tués. Ils se déclarent vainqueurs, même en fuyant, et ce serait faire acte de mauvais citoyen que de ne pas les croire.

Le sort des Français est bien différent, même après des victoires multipliées ; ils retrouvent souvent les débris de l'armée vaincue formée en guérillas, qui viennent de tous côtés les assaillir, les molester et les égorger à la première imprudence.

Tous les villages où ils entrent sont dénués de ressources et complétement dépeuplés, à l'exception des vieillards, des enfants et des malades qui, même sur leurs grabats, leur lancent de farouches regards. Dans les villes, même silence et disette presque égale.

Puisque ces terribles mots : « Napoléon est au camp » n'avaient jeté nul trouble dans l'insurrection, on ne pouvait plus prévoir le moment où elle poserait les armes.

Les Espagnols étaient favorisés dans leur existence par ce même secours de la nature qui avait fait triompher les cantons suisses dans leur révolte contre la puissance de l'Autriche, c'est-à-dire par des chaînes de montagnes roides et escarpées, quoiqu'elles ne fussent point comparables aux Alpes. Sans doute ils n'en usèrent pas avec le même courage et la même intrépidité que les héros de Morgarten; mais ces montagnes offraient des refuges au peuple le plus sobre de la terre, et quelques fruits sauvages, quelques oignons souvent suffisaient à sa nourriture.

Napoléon eut à soutenir deux combats pour séparer les armées de Castaños, de Blacke et de Palafox. Le premier, attaqué à Espinosa par Victor et Lefebvre, fut rejeté en désordre avec une perte assez considérable, et le marquis de la Romana se présenta fort à propos pour en diriger la retraite sur le royaume de Léon. Napoléon se réservait d'attaquer à Burgos le centre de l'armée ennemie et chargeait le maréchal Lannes, sous lequel agissaient

deux autres maréchaux, Moncey et Ney, d'attaquer l'armée de Castaños et Palafox du côté de l'Aragon. Lannes engagea le combat à Tudela; ce fut une victoire vivement disputée entre des troupes régulières mais fort inégales en expérience militaire. Les généraux espagnols surent du moins éviter une déroute; ils furent peu poursuivis dans leur retraite. Après s'être ainsi dégagé sur ses deux flancs, Napoléon marcha sur Burgos, ville importante décorée de beaux monuments et dont la population montrait un patriotisme énergique. Cette ville se disposait à une vive résistance; mais les généraux espagnols jugèrent plus à propos de la porter sur le sommet de Somo-Sierra. Ils s'y présentèrent retranchés dans une position formidable et couronnée par dix-huit pièces d'artillerie. Napoléon, débouchant par de périlleux défilés, vit que, pour l'emporter, il fallait recourir à un vigoureux coup de force. Les premiers régiments qu'il chargea de cette attaque furent successivement ramenés et criblés de mitraille. Napoléon, se tournant alors vers la cavalerie polonaise qui faisait partie de sa garde impériale, n'eut qu'à dire ces mots : « Enlevez-moi cela bien vite. » Et bientôt elle s'élança sur les batteries qui la foudroyaient. Parmi tous les beaux

faits d'armes dont cette histoire abonde, il n'y en eut guère de plus universellement admiré que l'héroïque dévouement de ces Polonais, qui scellèrent de leur sang leurs lettres de naturalité en France. Objets d'admiration pour nos soldats eux-mêmes, ils restèrent dans toute cette guerre de la Péninsule des objets de terreur et de respect pour les ennemis. Le chagrin d'avoir perdu leur patrie et l'espoir de la recouvrer par le bras de Napoléon, doublaient les forces et le courage de ces enfants de Sobieski. L'honneur de cet exploit revient encore au général français Montbrun, qui commandait la garde polonaise, et au colonel, bientôt général, Philippe de Ségur, qui fut blessé dans cette attaque. Il prenait ainsi une glorieuse part dans l'histoire avant d'être lui-même un éloquent historien.

La route de Madrid se trouvait ainsi ouverte. Cette population brûlait de montrer à Napoléon même cette fougue de valeur et de patriotisme qui avait décidé, sous Murat et dans l'immortelle journée du 2 mai, l'insurrection de toutes les Espagnes. Elle oublia qu'elle n'avait point de murailles, et repoussa par des coups de fusil les parlementaires français. On transporta des canons jusque sur les balcons des maisons

opulentes de plusieurs grands d'Espagne. Il fallut enfoncer les barricades par les coups redoublés de l'artillerie, engager des combats dans plusieurs rues et monter à l'assaut de plusieurs maisons. Le palais du duc de Médina-Cœli soutint un long siége, et les vainqueurs se vengèrent de ces opiniâtres défenseurs en les passant au fil de l'épée et en dévastant cette magnifique résidence. Mais les Français essuyèrent aussi des pertes notables. Plusieurs officiers de distinction, et parmi eux le général Bruyère, y perdirent la vie. Voilà ce que coûta l'occupation d'une ville ouverte, prélude imparfait de la défense de Saragosse.

Je ne sais quelle impression produisit sur le cœur de l'Empereur une défense si rare dans les fastes militaires; mais il n'entra point de sa personne dans cette capitale conquise, et il établit son quartier général à Chamartin, maison de campagne d'un grand seigneur; des avis lui étaientparvenus que plusieurs jeunes Espagnols s'étaient ligués par d'affreux serments pour attenter successivement à ses jours. Ces avis lui venaient de Paris même, et son ministre de la police Fouché avait reçu par je ne sais quelle voie une révélation de ce complot, imité de Mucius Scévola et des jeunes Romains. Ce fut

dans ce château de Chamartin que l'Empereur rendit plusieurs décrets plus ou moins bien raisonnés pour la pacification de l'Espagne.

Au milieu de nombreux actes de rigueur, il fit, ainsi qu'il l'avait fait à Berlin, un acte de clémence qui fut fort exalté dans les journaux français. Un duc de Saint-Simon, descendant du plus célèbre, du plus amer et du plus éloquent de nos chroniqueurs, avait suivi l'exemple de plusieurs autres grands d'Espagne, tels que le duc de l'Infantado qui, arrivé avec le prince des Asturies, n'avait évité la captivité qu'en prêtant serment de fidélité à don José, nouveau roi d'Espagne et frère de l'Empereur. Comme la plupart de ses compagnons, il avait pris les armes au mépris d'un serment imposé par la force. Traduit à un conseil de guerre, il avait été condamné à être fusillé. C'était pousser fort loin le droit de la guerre. La fidélité à sa patrie opprimée est-elle une loi qui puisse s'abroger par un engagement nouveau dont la force a serré les nœuds? La jeune fille du duc de Saint-Simon se souvint de l'exemple donné à Berlin par la comtesse de Hatzfeld et du succès qu'elle obtint. La grâce fut accordée. Il entrait trop d'équité naturelle et de scènes politiques dans ce pardon pour que l'histoire l'appelât

un acte de clémence. Du reste, il faut reconnaître que Napoléon n'aimait pas à verser le sang par les supplices.

L'Empereur passait ainsi des jours assez mornes dans ce château, près de Madrid, où il n'osait entrer, lorsqu'il reçut un avis qui lui présenta un brillant espoir, celui d'envelopper et de faire passer sous le joug toute une armée anglaise, ce qu'il regardait comme le complément le plus magnifique et le plus important de sa gloire; c'était du moins celui qu'il ambitionnait le plus. Cet avis lui parvint par une voie qui semblait providentielle. Le gouvernement anglais, embarrassé pour des levées d'hommes qu'il était forcé de multiplier à l'excès, avait offert à plusieurs soldats de l'armée de Dupont, prisonniers sur les pontons de leurs vaisseaux, de leur rendre la liberté et de les prendre à sa solde s'ils voulaient servir contre leur patrie. Vaincus par la misère et le désespoir, plusieurs avaient accepté cette condition, dans la pensée, sans doute, de saisir la première occasion pour rejoindre leurs frères d'armes. Trois d'entre eux avaient déserté du camp des Anglais établis à Salamanque. Ils parvinrent jusqu'à Napoléon et lui donnèrent des renseignements qu'aucun corps de son armée n'avait

encore obtenus sur la position de l'armée anglaise. Napoléon, enchanté de ce trait de lumière, voulut en profiter avec cette célérité foudroyante qui assurait le succès de ses grandes opérations. Ce fut par un froid très-vif, mêlé de neige, ce fut par d'affreux défilés qui mènent à des hauteurs jugées inaccessibles dans une telle saison, ce fut enfin la veille de Noël qu'il se mit en marche avec sa garde impériale et les deux grands corps d'armée de Ney et de Soult, pour couper la retraite de l'armée anglaise, soit sur le Portugal, soit sur la Galice. L'audace et la vigueur d'une telle expédition semblaient faites pour déconcerter la prudence de sir John Moore, qui commandait l'armée anglaise de trente mille hommes postés à Salamanque, et qui, jusqu'alors, n'avaient agi qu'avec une extrême timidité. Napoléon n'hésite pas à lancer son armée sur une route semée de précipices. Lui, qui vient de tenir, il y a quatre mois à peine, sa cour plénière de rois; lui, gorgé d'hommages, maître de choisir entre toutes les délices, toutes les voluptés, même celles de l'amour, qui viennent s'offrir à lui, le voyez-vous qui gravit les cimes les plus escarpées, les plus glaciales, forcé de renoncer à son cheval, et tellement harassé de fatigues qu'il se laisse en quelque sorte

traîner par son confident le général Savary. Heureux s'il aperçoit dans le lointain quelque maison isolée; il y entre avec joie et s'empresse d'en sortir par la passion qui le domine, par l'espoir de pouvoir dire : « Je tiens les Anglais et je leur ferai payer les souffrances qu'ils me donnent! » Quels soldats oseraient murmurer quand l'Empereur se livre à de telles épreuves, à ces dangers obscurs? Même aux portes de la pauvre maison où il trouve un abri, plusieurs de ses gardes, de ses sentinelles périssent par le froid. C'est une image anticipée de sa retraite de Moscou. Son tempérament résiste à toutes ces souffrances; sa volonté de fer lui donne un corps de fer. Mais cette fois on marche en avant; le prestige de la victoire brille encore sur la neige de ces montagnes et jusque sur le bord des précipices. L'ouragan vient ajouter ses fureurs à de si dures extrémités; elles redoublent à mesure qu'on approche du sommet, et là plusieurs grenadiers sont emportés par sa violence.

Enfin on a rencontré un corps de l'arrière-garde anglaise; on les charge avec furie; ils se défendent avec intrépidité. L'un des généraux les plus valeureux, les plus chéris et les plus enthousiastes de l'Empereur, le général Colbert,

est tué dans cette affaire. Les Anglais se retirent en bon ordre. Le général Lefebvre-Desnouettes ne peut souffrir qu'ils lui échappent; il franchit avec soixante chasseurs de la garde un ruisseau qui couvre la retraite des ennemis, il s'enfonce avec impétuosité dans leurs rangs, mais il ne reçoit nul secours des siens qui n'ont pu franchir cet obstacle, et il est fait prisonnier avec tous ses chasseurs.

L'Empereur, arrivé à Bénavente, combine tous ses secrets stratégiques pour cerner les Anglais. Son armée, par un bonheur inespéré, vient d'être grossie par les vingt mille hommes du général Junot qui a trouvé dans les Anglais de fidèles exécuteurs de la capitulation de Cintra. Ce qui a excité de profonds murmures dans un pays où l'orgueil ne cesse d'attiser la vengeance. Débarqués à Rochefort, ils ont fait une extrême diligence pour se réunir à la grande armée et venger leur malheur. Soult et Ney reçoivent des instructions savantes, et d'eux-mêmes ils auraient pu les concevoir, pour fermer à John Moore la retraite sur la Corogne. Napoléon ne suit point ses généraux. Eh! qu'est-ce donc qui a pu l'arrêter dans une poursuite qui répond au plus ardent de ses vœux? C'est qu'à Bénavente il a reçu un courrier porteur des

dépêches les plus importantes et qui rompent tous ses plans. Il vient d'apprendre par M. de Champagny, son nouveau ministre des relations extérieures, que l'Autriche ne peut plus dissimuler ses desseins et ses préparatifs hostiles, que l'archiduc Charles est à la tête d'une armée que l'on prétend monter à quatre cent mille hommes, que toute l'Allemagne est en fermentation, que le Tyrol prépare contre lui une insurrection générale, que dans la Prusse même deux fougueux et habiles chefs de partisans, Schill et le duc de Brunswick Olls, se déclarent audacieusement rebelles à la domination française, mettent obstacle à la levée des contributions que l'Empereur attend, et enfin qu'à l'approche de cette nouvelle commotion son allié, l'empereur Alexandre, dort ou feint de dormir. Déjà la Bavière est menacée d'être envahie, comme elle l'était au commencement de la campagne terminée à Austerlitz. On a jugé sans doute que la guerre de la Péninsule le retiendrait longtemps, et lui et ses armées. Son parti est pris; il ne veut pas laisser à ses ennemis le temps d'assembler tous ces nuages du Nord. Il va hâter son retour à Paris : il attend cependant avec sollicitude l'effet des grandes opérations de Ney et de Soult pour fer-

mer à John Moore la retraite sur la Corogne. Peut-être arriveront-ils assez à temps dans ce port pour que les Anglais n'y trouvent pas encore les vaisseaux sur lesquels ils doivent se rembarquer. Son espoir est trompé sur ce point. Le général anglais a mis autant de vigueur que de célérité dans sa retraite. La flotte anglaise est déjà entrée dans le port. Soult espère jeter du désordre dans leur rembarquement et faire mettre bas les armes à ceux qui n'auront pas hâté leur fuite. Il engage le combat avec son ardeur accoutumée; John Moore et tous ses généraux ne s'épargnent pas pour repousser un choc d'où dépend le salut de l'armée et l'honneur de l'Angleterre. Il perd la vie en disputant la victoire. Deux autres généraux, qui lui succèdent dans le commandement, sont tués à leur tour, et l'armée anglaise reste encore dans une position qui lui permet de remonter sur des vaisseaux qui peuvent bientôt les retransporter sur un autre point de l'Espagne. Cependant le général français s'empare sans coup férir du port important de la Corogne, gage d'une victoire incomplète. Une grande partie de la Galice passe bientôt sous nos lois. J'ai expliqué ce qu'étaient en Espagne ces conquêtes où la soumission morne, silencieuse ou farouche des

villes ne décidait rien pour celle des campagnes.

Mais déjà l'Empereur avait quitté l'Espagne. Son empressement de revoir Paris, ou plutôt de se mettre en mesure contre l'Autriche, était tel qu'il fit à franc étrier la route de Valladolid à Burgos. Quelquefois même il devançait les hommes de sa suite, non sans imprudence, dans un pays où chaque buisson, chaque pan de muraille pouvait recéler un ennemi embusqué. Le 23 janvier, il couchait au château des Tuileries. C'était encore un retour victorieux, mais non semblable à celui d'Austerlitz et de Friedland. En vain annonçait-il, avec une confiance qui ne pouvait être dans son cœur, que l'Espagne était soumise par ses dernières victoires remportées dans une campagne de deux mois et demi, que son frère Joseph était rétabli et maintenant affermi sur son trône, et enfin que les Anglais n'avaient échappé que par la fuite la plus prompte à l'extermination ou à la captivité. Il ne rencontrait que des incrédules, même parmi ses courtisans les plus dévoués. Les Anglais n'occupaient-ils pas encore le Portugal? N'étaient-ils pas les maîtres à Cadix, que l'on jugeait presque imprenable? La junte insurrectionnelle de Séville était-elle dissoute? N'était-

elle pas obéie dans ses ordres les plus sévères comme le comité de salut public l'était parmi nous en 1793? Parmi les provinces que l'on prétendait conquises, en était-il une seule qui reconnût nos lois hors de l'enceinte des forteresses et de quelques villes principales? Saragosse ne s'élevait-elle pas par la seule magie de l'enthousiasme comme le grand boulevard de l'indépendance espagnole? L'armée française n'était-elle pas perpétuellement insultée par d'audacieuses guérillas? L'Espagne n'avait-elle pas déjà dévoré plus de soldats, plus d'officiers et même plus de généraux que les terribles batailles d'Eylau et de Friedland? Était-il dans le caractère et dans la coutume de Napoléon de se borner à un triomphe incomplet et presque illusoire? Quel nouveau sujet d'alarme pouvait l'avoir ramené si subitement à Paris? Avait-il voulu se dérober aux poignards du fanatisme qui cherchaient toujours sa poitrine? N'avait-il pas rencontré enfin un genre de guerre qui défiait ses plus puissants moyens de tactique et de stratégie? Quel terme pouvait-on assigner à une guerre qui se perpétuait par les actes du brigandage réciproque des combattants? Les puissances du Nord ne sauraient-elles pas profiter d'une chance si favorable pour se relever de

leur abaissement? Le peuple espagnol ne deviendrait-il pas le modèle de tous les autres peuples? Ainsi donc, toute une génération allait s'éteindre et se consumer sans espoir de paix. Dès qu'un jeune homme atteindrait l'âge où la force se déclare et se présume, l'heure des combats, l'heure de la mort allait donc sonner pour lui? Et quel plus grand témoignage de cette dépopulation guerrière que ces contingents annuels qui se doublaient, se triplaient, tandis que toutes les levées précédentes restaient sous les armes jusqu'à ce que de graves blessures ou les approches de la caducité les rendissent inutiles? Voyait-on des soldats rentrer dans leurs chaumières et jouir encore une fois des embrassements de la famille et du bonheur de retourner à des travaux dont ils avaient espéré leur subsistance, leur fortune et peut-être leur gloire? Oui, sans doute, la nôtre était immense, mais excessive. La France n'en pouvait plus soutenir le fardeau. Doit-on s'étonner et s'indigner que dans plusieurs provinces, si cruellement décimées par la révolution, des jeunes gens se formassent en troupes pour livrer une guerre perpétuelle à la gendarmerie? Et quelles souffrances pour tout cœur humain de voir des pères et des mères punis des peines les plus cruelles pour

n'avoir pas toujours refusé la porte hospitalière, le pain et le foyer de la famille à des fils obstinés à rester dans le séjour natal et qui se présentaient exténués par la faim ou transis par le froid! Ne croyez pas que de telles plaintes, de si tristes prévisions décelassent le moindre caractère de rébellion chez la plupart de ceux qui les exprimaient tout bas, il est vrai, mais avec de profonds soupirs. Tous s'accordaient pour demander au grand homme une nouvelle paix de Campo-Formio, de Lunéville ou d'Amiens, ou plutôt une paix plus durable que celle-là. On la lui demandait pour sa gloire, pour son bonheur, pour sa vie, comme pour le repos général. On ne voyait après lui que des chances plus funestes encore que sa domination belliqueuse. Le pouvoir militaire, une fois établi, se perpétue de lui-même; s'il est dévorant dans sa plus forte et sa plus vigilante unité, combien le sera-t-il plus dans ses sanglantes divisions, dans ses déchirements, dans son anarchie. On ne rêvait plus qu'au temps où Galba, Othon, Vitellius et Vespasien s'arrachaient les lambeaux de l'empire. Ah! nous étions bien modestes dans nos vœux durant ces années de combats et d'invasions perpétuels! nous nous considérions comme les

survivants mutilés et enchaînés d'une révolution qui avait poussé nos espérances jusqu'au délire; nous étions forcés d'admirer le peuple espagnol; nous gémissions de n'avoir plus sur lui qu'un seul genre de supériorité, celui du savoir militaire, acquis par une si longue et si terrible expérience. Il fallait bien rougir quand nous entendions des membres de la junte de Séville, qui fut bientôt celle de Cadix, les Martinez de la Rosa, les Arguellez, les Lopez s'armer contre nous des principes, des lois et des exemples de notre Assemblée constituante. Notre consolation était de nous dire : « Non, la liberté ne périra point sur le sol où elle a pris naissance et où elle a jeté de plus fortes racines que dans les républiques de la Grèce et de l'Italie. » Mais cet espoir était encore bien vague, et le peuple sceptique demandait à la Providence de l'accomplir.

Napoléon connaissait ces rumeurs, et le ministre de la police, Fouché, partisan courageux de la paix, prenait grand soin de les lui transmettre en les adoucissant. Elles irritaient vivement l'Empereur. « Je reconnais bien là, disait-il, des émanations de Coppet, des perfides niaiseries de nos idéologues, des intrigues de ce Talleyrand, qui était bien plus le ministre de

l'Angleterre que le mien. J'y vois aussi des brandons que l'Autriche et son ambassadeur Metternich jettent dans mon Empire, au moment où elle se dispose à tenter encore contre moi la fortune des combats, que je lui ai rendue si fatale. Me faudra-t-il toujours supporter les plaintes et les cris de quelques femmes qui prétendent représenter la cause des mères et ne représentent que celle de l'anarchie? C'est la France au sommet de sa gloire que veulent humilier des philosophes amollis, des Tartufes de philanthropie et des idéologues qui viennent s'affilier aux rêveries furibondes des illuminés de l'Allemagne. Je saurai bien châtier la licence de leurs propos sans recourir aux mesures brutales et sanguinaires de la Convention. Je les châtierai surtout par de nouvelles victoires. »

La colère de l'Empereur éclata d'abord sur son ancien ministre Talleyrand, dans un conseil privé où se trouvaient réunis ses conseillers les plus intimes. Dès qu'il l'avait aperçu, il avait lancé sur lui des regards foudroyants. A l'effort qu'il faisait pour se contenir, chacun jugea que l'explosion serait terrible. La violence en fut accrue par l'impassibilité même avec laquelle l'homme d'État reçut cet orage. Les apostrophes se succédaient avec des éclats de colère qui ne

permettaient pas de réplique. « Je vous ai comblé de biens et d'honneurs, lui disait-il; j'ai couvert les scandales de votre vie; j'ai rassasié votre avidité de fortune, ou du moins j'ai cru le faire. Quand vous avez perdu ma confiance, je vous ai encore conféré la haute dignité de vice-grand électeur; vous êtes prince de Bénévent; je vous ai admis au voyage et aux conférences d'Erfurt; et maintenant il n'est pas une seule de vos paroles, pas un seul de vos actes qui ne me soient hostiles, qui ne tendent à soulever le cri public contre votre maître et votre bienfaiteur. Le procès du duc d'Enghien et la guerre d'Espagne, voilà les deux griefs que vous ne cessez d'exploiter contre moi. Eh bien! ministre perfide, c'est vous qui m'avez donné l'un et l'autre conseil, osez le démentir! » On crut voir que M. de Talleyrand se disposait à répondre; mais soit qu'il craignît d'attiser encore une colère qui pouvait finir par quelque coup d'État, soit que l'Empereur ne souffrît pas d'être arrêté dans le cours de ses objurgations furibondes, on n'entendit point de réplique. A chaque instant cette scène devenait plus terrible et plus indigne de la majesté impériale. Je copie ici les paroles de M. Menneval, l'un des hommes les plus dévoués par la reconnaissance à la mé-

moire de Napoléon et son secrétaire intime; les voici : « L'Empereur était redevenu sous-lieutenant, et il avait même menacé Talleyrand du poing. » Le ministre avait depuis longtemps observé que l'Empereur, quand il s'était livré à de tels éclats, en éprouvait du repentir et quelque confusion intérieure. Il persista non-seulement dans son silence, mais dans le calme inaltérable de ses traits où le plus habile observateur n'aurait pu lire aucun genre d'émotion.

Le lendemain de cette scène, jour de réception aux Tuileries (c'était un dimanche), M. de Talleyrand vint le premier de tous les courtisans, errer dans la galerie que l'Empereur devait traverser, et se placer sur son passage. Était-ce le désir de faire entendre une apologie que l'Empereur, dans sa fougue, n'avait pas permise, ou bien n'était-ce qu'un acte de soumission, ou d'une reconnaissance fidèle qui résistait au ressentiment des paroles les plus dures? Voilà ce qu'on ne saurait dire. L'événement a paru prouver que l'offense était restée profondément gravée dans son cœur. Les courtisans, qui avaient connu les éclats de la veille, parurent jeter un regard de mépris sur un homme capable d'une si profonde résignation, et peut-être plus d'un y vit un modèle à suivre. C'est une

sorte de phénomène moral, qu'un homme dont la figure était belle, le regard perçant, l'esprit vif, ingénieux et vaste, et le caractère capable de passions profondes, pût être parvenu à immobiliser ainsi ses traits, et à les pétrifier en quelque sorte. C'était un sujet d'étonnement perpétuel et sur lequel la satire s'exerçait avec complaisance. Elle donna lieu à plusieurs mots piquants; en voici un qu'on attribue au maréchal Lannes, et qui se ressent en effet du style militaire : « Si on donnait un coup de pied par derrière à M. de Talleyrand, son visage n'en témoignerait rien. » Du reste, les deux allégations de l'Empereur, contre son ministre, paraissent inexactes ou du moins exagérées. Il avait pu, dans le conseil privé, approuver le projet d'enlever le duc d'Enghien; et certes c'était un tort dans un ministre des affaires étrangères, car il fallait violer un territoire neutre; mais il n'avait point conseillé la sentence homicide de Vincennes, et je ne doute pas qu'il n'en ait éprouvé le même chagrin que tous les Français. Quant à la guerre d'Espagne, on peut croire à un désavœu qui a été constant et qui n'a pas manqué de courage, car il lui a dû sa disgrâce.

L'Empereur eut bientôt à exhaler son humeur contre M. de Metternich, ou plutôt contre l'Au-

triche. Cette cour venait de faire une proclamation officielle, dans laquelle elle annonçait qu'elle se mettait en mesure pour couvrir l'intégrité de son territoire. L'Empereur saisit cette occasion de fulminer contre les agressions inattendues et perfides dont il était l'objet, ainsi qu'il l'avait fait devant l'ambassadeur d'Angleterre, lors de la rupture du traité d'Amiens. Cette manière était insolite, et blessait les lois diplomatiques. On comprend combien il est dangereux que, dans ces moments d'irritation, le souverain se mette à la place d'un ministre qui doit traiter plus paisiblement. Il engage un combat inégal dans ce colloque, entre un monarque et un ambassadeur. Il le fit avec la supériorité d'un vainqueur qui a usé de clémence, et qui pourrait se lasser d'une mansuétude si mal reconnue. Lorsqu'en parcourant son cercle il se trouva en face de M. de Metternich : « Eh bien, lui dit-il, voilà du nouveau à Vienne, qu'est-ce que cela signifie? Est-on piqué de la tarentule? Qui est-ce qui vous menace? A qui en voulez-vous? Vous plaît-il de mettre encore le monde en combustion? Comment, lorsque j'avais mon armée en Allemagne, vous ne trouviez pas votre existence menacée, et c'est lorsqu'elle est en Espagne que vous la trouvez com-

promise ! voilà un étrange raisonnement. Je me lasse bien d'être appelé ambitieux par un gouvernement pour qui les traités ne sont rien, et toujours prêt à crier aux armes, dès qu'il croit pouvoir surprendre ma vigilance. Vous avez cru pouvoir ruiner mes alliés, et peut-être mes provinces lorsque j'étais en Espagne. En deux mois et demi j'y ai vaincu, terrassé la rébellion. Vous me voyez à Paris, et bientôt nous nous verrons à Vienne. Je vous y retrouverai bien humble. Vous l'implorerez encore une fois cette paix que vous rompez aujourd'hui avec tant d'audace et de déloyauté. Ne vous flattez point de trouver un intercesseur dans mon allié, l'empereur Alexandre ; ainsi que moi, il veut la paix du monde, et nous avons juré de la maintenir contre tout État perturbateur. Vous prenez ici beaucoup d'informations, M. de Metternich, et peut-être le résultat est de vous persuader que mon armée est ailleurs ? Vous vous trompez, mon armée est toujours avec moi, dans mes États et hors de mes États ; elle s'étend de la Vistule au Tage, les distances n'existent pas pour elle ; ne l'avez-vous pas éprouvé mille fois ? Elle se lève à mon premier signe ; elle sait se multiplier comme moi-même. »

Dans le cours de ces vives apostrophes, dont

je ne rapporte qu'une partie, Napoléon parut traiter l'Autriche comme une puissance du second ordre. « Il me semble, dit avec fierté M. de Metternich, qu'une puissance qui peut lever quatre cent mille hommes n'est pas tombée à un rang inférieur ? — Mes armes l'y ont fait descendre, dit Napoléon, et peuvent la faire tomber encore plus bas. Eh quoi ! ajouta-t-il, après le traité de Presbourg, et en pleine sécurité, votre maître met sur pied quatre cent mille hommes ! J'y vois plutôt un témoignage de votre fureur que de votre puissance ! N'est-ce pas peser un peu trop rudement sur une population épuisée et diminuée ? Et c'est moi que l'on accuse de ne respirer que la guerre ! Moi qui n'ai d'autres torts que d'attendre vos provocations, d'y répondre, de vous vaincre et de vous ménager après la victoire ! » On voit, à la fierté irritée de ce langage, que Napoléon était déjà sûr de l'armée qu'il pouvait transporter en Allemagne. Il l'avait en effet organisée avec autant de force que de promptitude; il est vrai qu'il y faisait entrer un très-grand nombre de troupes étrangères fournies par ses alliés et surtout par le roi de Bavière; ce qui ne l'empêchait pas de poursuivre ses projets sur l'Italie, et de songer à l'occupation très-prochaine de Rome.

Chaque jour avait envenimé ses rapports avec un pape, maintenant inflexible, dont l'ultimatum semblait être dans ces mots : « Faites-moi votre captif, votre martyr. » Déjà il était environné de troupes françaises. Il ne s'agissait plus que de l'entraîner hors de l'État romain, et Napoléon reculait peu devant ce moyen extrême. C'était donner un assez triste gage de sa modération. L'opposition allait donc se grossir du parti religieux, auquel l'auteur du Concordat avait rendu une puissance qui s'accroissait chaque jour.

Cette opposition couvait sourdement dans l'armée elle-même; mais elle y était et y resta toujours très-faible.

Le dévouement des soldats et l'exaltation presque fanatique des jeunes officiers y prévalaient sur les murmures de quelques républicains inflexibles et sur les ressentiments secrets de quelques généraux. On a prétendu qu'à cette époque, ou un peu plus tard, il existait déjà, dans les régiments français, des sociétés secrètes, sous le nom d'*Amis de la vertu*, et qui semblaient animées du même esprit que celles de l'Allemagne. L'histoire ne recueille à cet égard que des indications très-faibles et très-vagues. Après la chute de Napoléon, de telles sociétés

auraient révélé leur existence, ce qu'elles n'ont point fait. Il est vrai que plusieurs généraux du second ordre étaient les objets d'une active surveillance; trois d'entre eux, Mallet, Lahorie et Guidal, qui bientôt fourniront à cette histoire l'une de ses pages les plus étonnantes, l'une de celles qui, par l'invraisemblance du fait, feraient reculer le génie inventif du romancier le plus intrépide, étaient déjà détenus au Temple ou dans des maisons de santé; mais ils ne paraissaient à Napoléon dignes d'aucune sollicitude sérieuse. Il témoignait immodérément son humeur contre des mécontents qu'il baptisait du nom d'idéologues; mais la plupart lui opposaient une égide puissante par le titre de sénateur. Et l'Empereur se gardait bien d'exciter les ombrages des deux corps dont il bénissait la docilité infatigable.

Les tribuns, dont l'opposition avait si vivement excité son impatience, maintenant dispersés et sans point d'appui, cherchaient pour la plupart un calme philosophique, d'autres acceptaient des emplois. Chénier luttait contre une maladie organique, qui allait bientôt le conduire au tombeau. Benjamin-Constant partageait la retraite de madame de Staël, et nourrissait l'amertume de ses chagrins patriotiques.

Ce n'était pas sans raison que cette femme célèbre répétait souvent ce vers :

> Ma funeste amitié pèse à tous mes amis !

En effet ils étaient les objets, non-seulement de la surveillance la plus importune, mais de lettres de cachet qui les frappaient d'exil, pour avoir voulu consoler un moment une illustre exilée. Madame Récamier elle-même, dont les traits, les paroles et les actes semblaient faits pour figurer le génie de la concorde, fut frappée de cet exil glorieux.

C'était un supplice affreux, c'était presque un remords pour madame de Staël, que d'exposer ainsi la liberté de ses amis. Elle résolut de s'en affranchir, et d'aller chercher au loin un asile où elle pût exhaler ses ressentiments, et porter le deuil de la liberté de sa patrie, sans compromettre des amis que captivaient sa voix et surtout sa bonté. Elle ne put prendre ce parti sans éprouver un grand trouble de cœur; il fallait se séparer d'un père, objet de son culte, avec la crainte de ne plus le revoir, et le regret de ne pouvoir plus soulager et charmer sa vieillesse. Il lui fallut employer, pour sortir du château de Coppet, où elle était étroitement surveillée, mais non captive, autant de ruses patientes qu'il en

faut souvent à un prisonnier pour s'évader. Son instinct féminin la seconda dans ce projet; elle réussit à donner le change au préfet de Genève, qui ne la perdait pas de vue un moment. La voilà libre, mais au prix d'endurer la solitude du cœur, de supporter, elle, femme craintive, les fatigues et les dangers d'un voyage sans terme, et de voir un nombre infini de villes, où pas un ami ne l'attend, et de fuir à l'approche de l'uniforme français, si cher à son cœur patriotique. Son arrivée, son séjour deviennent un sujet d'alarmes pour les cours vassales de l'Allemagne. Son sort est d'être partout épiée ; on s'imagine qu'elle ne voyage que pour aller chercher des ennemis à Napoléon, comme Annibal (je demande pardon d'une comparaison si fastueuse qu'elle peut toucher au ridicule), comme Annibal cherchait dans l'univers des ennemis au peuple romain. Et cependant cette comparaison offre quelques points de justesse. Madame de Staël était éloquente, passionnée, et son génie planait sur celui des hommes d'État qu'elle pouvait rencontrer.

Je me rappelle qu'un jour, causant avec elle sous les ombrages du parc de Coppet, elle se livra à une telle indignation contre le destructeur de notre liberté, que je crus entendre un

admirable et terrible commentaire de la sœur d'Horace, dans la sublime tragédie de Corneille. Sans doute, ce n'était point là le langage qu'elle tenait dans des cours intimidées, ni dans le cabinet de leurs ministres. Mais, si elle rencontrait quelques-uns de ces écrivains célèbres, dont elle avait déjà rehaussé la gloire dans plusieurs de ses écrits, elle devait surpasser de beaucoup l'éloquence de sa *Corinne*, parce qu'elle parlait avec une passion plus vraie, plus profonde, et qui vibrait bien plus dans l'âme de ses auditeurs. Bientôt il lui fallut fuir de poste en poste devant les nouvelles victoires de Napoléon. Mais ces victoires ne la terrassaient pas ; elle y voyait des signes du déclin de sa fortune, et cherchait à y signaler le déclin de son génie. Le sentiment patriotique souffrait en elle, lorsqu'elle réveillait l'espoir et l'audace des peuples vaincus par nos armes, mais elle se considérait comme une prêtresse de la liberté, dont il fallait à tout prix ranimer les feux mourants. Le souffle prophétique semblait sortir de sa bouche ; et c'était par des analyses profondes et des prévisions élancées bien plus haut que celles des hommes d'État, qu'elle accroissait l'effet de ses paroles inspirées. Nous la verrons plus tard, dans le long cours de cet exil à Saint-Péters-

bourg, à Stockholm, à Londres enfin, et l'on reconnaîtra qu'elle ne fut pas sans influence sur une des plus grandes catastrophes dont ait retenti le monde.

CHAPITRE XXII.

ESSLING (1809).

SOMMAIRE.

L'Empereur va marcher contre l'Autriche qui le provoque. — Il laisse en Espagne la plus grande partie de ses forces et se forme une armée nouvelle. — Il appelle beaucoup de conscrits et de renforts étrangers. — L'archiduc Charles prend timidement l'offensive. — Ce qu'aurait fait Napoléon à la place du général autrichien. — Embarras que cause l'armée de Davoust qui revient de la Pologne. — Berthier lui donne une direction que Napoléon désapprouve. — Davoust s'empare de Ratisbonne et se tire d'une position dangereuse par la victoire d'Eckmühl. — L'archiduc veut s'assurer de Ratisbonne pour opérer sa retraite. — Il s'en rend maître; mais Napoléon se présente bientôt devant cette ville qui, après une action assez vive, retombe en son pouvoir. — Il est blessé dans ce combat. — Il s'empare de la Bavière et marche sur Vienne. — Cette capitale semble se préparer à une résistance opiniâtre, mais cède bientôt à quelques bombes. — Napoléon se dispose à passer le Danube pour attaquer l'archiduc. — Il jette ses ponts avec célérité, mais avec trop peu de prudence. — Il s'empare de l'île Lobau. — Masséna passe le Danube et engage le combat contre des forces doubles des siennes; il y fait des prodiges; mais le corps de Davoust est encore en arrière. — Mort du maréchal Lannes. — Regret profond de Napoléon. — Au moment où Davoust veut passer le Danube, deux ponts sont rompus par un choc de bateaux disposés pour cet effet. — L'armée sur la rive droite est dans un extrême péril. — Le général Mouton termine la bataille par la reprise d'Essling, ce qui permet à l'armée de se

concentrer dans l'île Lobau. — Napoléon s'obstine avec une rare énergie à ne point quitter cette île dont il va tirer un grand parti quand il aura construit de nouveaux ponts.

J'ai rapporté, ou plutôt j'ai indiqué, la scène étrangement diplomatique de l'Empereur avec M. de Metternich dans le palais des Tuileries. L'objet de cette brusque et amère manifestation était de prouver à la France que tout le tort de l'agression devait être imputé à l'Autriche. En effet, il était évident que cette cour avait voulu profiter du moment où l'armée française était engagée et compromise dans la Péninsule, pour se relever de ses pertes et de ses humiliations. Mais l'Autriche manquait-elle de motifs politiques pour justifier cette rupture de la paix de Presbourg? La confédération du Rhin, dont Napoléon était l'âme, ne débordait-elle pas de tous côtés sur elle? Ne la rendait-elle pas étrangère à l'Allemagne dont elle avait depuis plusieurs siècles dirigé toutes les forces? Pouvait-elle voir avec indifférence les trois décrets formulés comme des arrêts du destin, l'un proclamant que la maison de Bourbon avait cessé de régner dans les Deux-Siciles, le second que la maison de Bragance avait cessé de régner en Portugal, le troisième que les Bourbons avaient cessé de régner en Espagne?

Napoléon ne se rendait-il pas ainsi maître du midi de l'Europe? et comment y avait-il procédé? la violence et la déloyauté n'étaient-elles pas fortement empreintes dans l'occupation de quatre des principales forteresses de l'Espagne et avec un caractère d'iniquité plus révoltant encore pour la morale publique dans l'enlèvement de don Carlos plaidant à son tribunal? Quoi, l'Europe tout entière s'était armée contre Louis XIV, lorsque son petit-fils avait été appelé au trône de l'Espagne par un testament bien authentique, et par le vœu de la nation même! Eh bien, les griefs n'étaient-ils pas plus cruels, les alarmes plus profondes après des actes qui bouleversaient, non-seulement l'équilibre européen, mais toutes les notions du droit public? De quelle sécurité l'Autriche pouvait-elle jouir, lorsque le maître du Midi l'était encore de la Suisse, de la Hollande, de la plus grande partie de l'Allemagne et d'une partie de la Pologne? Cernée de toute part, par où l'Autriche pouvait-elle respirer?

Ces considérations étaient fortes et la circonspection diplomatique cherchait à les adoucir. C'était une qualité spéciale de M. de Metternich, mais le devoir lui prescrivait la fermeté. Il en usa jusqu'à provoquer plus que jamais la colère

de l'Empereur. Un jour celui-ci donna l'ordre au ministre Fouché d'arrêter cet ambassadeur et de le faire conduire de brigade en brigade jusqu'à la frontière, ainsi qu'on en use envers des malfaiteurs, ou du moins envers les accusés les plus vulgaires. Voilà le traitement qu'il voulait infliger à un homme d'État du premier ordre, à celui qui, un an après, devait l'unir avec la fille des Césars, pour couronner ainsi sa grandeur d'apparat.

L'adroit ministre savait que les menaces les plus inconsidérées échappaient à Napoléon, dans les emportements assez rares, mais terribles, de sa colère, et qu'il ne savait point mauvais gré à ses ministres intelligents d'en adoucir ou d'en différer l'exécution. Fouché vint trouver l'ambassadeur, et, soit qu'il lui révélât ou non l'ordre injurieux dont il était chargé, il lui offrit d'accepter pour compagnon de voyage un officier supérieur de gendarmerie, dont les manières étaient polies et pleines de mesure. Un grand éclat fut ainsi évité.

Il faut improviser une nouvelle armée. Les éléments en ont été préparés, mais ils sont épars, hétérogènes ; comment leur donner une force de cohésion? Napoléon, tenace dans tous ses desseins, se gardera bien de retirer ses forces

de l'Espagne ; il fait plus, il y laisse Ney et Soult qui ont pris une si large part à la gloire et au succès de ses dernières campagnes ; mais il rappelle à lui Lannes, qui vient de réduire Saragosse, après un siége plus héroïquement soutenu que ceux de Sagonte et de Numance même, et dont je tracerai plus tard le tableau. Voici de quelles forces Napoléon peut disposer contre l'Autriche. Il rappelle Bernadotte de la Poméranie suédoise. Ce corps est peu nombreux, mais celui de Davoust, que Napoléon a laissé, soit dans le duché de Varsovie, soit dans la vieille Prusse, est beaucoup plus imposant. Il y réunira quatre-vingt mille conscrits sous le commandement de l'intrépide et bouillant Masséna. Il se fera suivre de la plus grande partie de sa garde impériale, sous les ordres de Bessières ; enfin il y joindra les contingents nombreux de la Bavière, de Wurtemberg, de Saxe, de la Hesse, de la Westphalie, du Hanovre, c'est-à-dire des États du nouveau roi Jérôme. Davoust ramène avec lui d'excellentes troupes polonaises, ce qui porte ses forces à soixante-dix mille hommes. Étrange armée, dont l'amalgame rappelle si peu celle avec laquelle Bonaparte a conquis deux fois l'Italie.

Intervertissons les rôles, et supposez maintenant un autre Napoléon (si l'on peut admettre qu'un même siècle en produise deux), supposez-le dirigeant les forces de l'Autriche; quelle vigueur dans ses manifestes, que de traits à la fois brillants et populaires! comme l'honneur et l'équité fulminent dans sa bouche! avec quel accent sa voix sonore répète-t-elle les noms d'Arminius et de Witikind! S'il s'adresse aux cours, c'est pour être encore mieux entendu des peuples! Il proclame, il irrite, il enflamme tous les sentiments qui s'exhalent dans des sociétés secrètes. Il lève du nord au midi des armées de conjurés où les fils de Pélage, du Cid et d'Albuquerque, donnent la main aux fils des Othon et des Frédéric. Entendez-vous comme il fait honte à de faibles rois de leur abaissement devant le meurtrier du duc d'Enghien et le geôlier de don Carlos! Les Germains s'obstineront-ils toujours à verser le sang des Germains? Mais ce n'est rien pour lui que d'exciter ainsi les rois et les peuples; il sait que sans des victoires ses discours n'auront d'autre effet que celui de déclamations funestes à ceux qui s'y seront laissé entraîner. Ses victoires, il les combine, il les tient; son œil d'aigle aperçoit déjà les fautes que ses ennemis commettront

dans telle position; il terrasse leur vain savoir par le génie!

L'archiduc Charles était un de ces princes qui semblent faits pour relever l'honneur des dynasties languissantes. Brave au combat, sage dans le conseil, doué de cette affabilité qui fait le charme et la sécurité de la maison de Lorraine, il réunissait, mais non à un degré éminent, la plupart des qualités d'un général distingué. Ses études théoriques sur l'art militaire étaient fortes, et lui-même en a écrit des leçons auxquelles sa brillante victoire de Stockach donne un grand relief. Son génie ne tremblait pas, mais devenait excessivement circonspect devant celui de Napoléon. Il cherchait plus à éviter une sanglante défaite qu'à obtenir une grande victoire et qu'à presser ardemment les suites d'un succès. Il me semble que sa courtoisie militaire et sa déférence pour la supériorité de Napoléon sont fort bien exprimées dans cette lettre qu'il lui écrit après les premières actions de la campagne :

« Sire, Votre Majesté m'annonce son arrivée par un tonnerre d'artillerie, sans me laisser le temps de la complimenter. A peine informé de votre présence, j'ai pu la pressentir par les pertes que vous m'avez causées. Vous m'avez

pris beaucoup de monde, sire; mes troupes ont fait aussi quelques milliers de prisonniers, là où vous ne dirigiez pas les opérations. Je propose à Votre Majesté de les échanger, homme pour homme, grade pour grade; et si cette offre vous est agréable, veuillez me faire savoir vos intentions sur la place destinée pour l'échange.

« Je me sens flatté, sire, de combattre avec le plus grand capitaine du siècle. Je serais plus heureux si le destin m'avait choisi pour procurer à ma patrie le bienfait d'une paix durable. Quels que puissent être les événements de la guerre ou l'approche de la paix, je prie Votre Majesté de croire que mon désir me conduit toujours au-devant de vous, et que je me tiens également honoré de trouver l'épée ou le rameau d'olivier dans la main de Votre Majesté.

« CHARLES,

« archiduc, généralissime. »

Soit par l'effet des irrésolutions de sa cour ou des siennes, soit parce qu'il lui fut impossible de communiquer à ses Autrichiens un mouvement plus vif et de leur infiltrer du sang français, il profita mal des avantages de l'initiative militaire, qui valait tant de triomphes à Jules César, à Frédéric et à Napoléon. Il ne fit qu'une entrée timide dans la Bavière, et ne s'occupa

que trop peu ou trop tard d'empêcher la jonction de la belle armée de Davoust, qui revenait de la Pologne et de la vieille Prusse. Cependant il paraît que l'occasion lui eût été favorable pour un mouvement si décisif. Les ordres que le maréchal Berthier avait donnés à ce général se trouvaient en opposition avec ceux que Napoléon avait voulu prescrire. Il l'avait fait se diriger sur Ratisbonne, tandis que l'Empereur l'appelait sur le Lech, où il avait placé la grande ligne de ses opérations.

Les historiens répètent à l'envi le blâme très-sévère que Napoléon prononça sur cette fausse direction que Berthier avait donnée à l'armée de Davoust, et l'un d'eux va jusqu'à dire : « Ceci prouve que Berthier, après tant de campagnes, ne comprenait pas encore le premier mot de la stratégie. » Cette accusation me paraît réfutée par toute la vie militaire de ce général, qui a dirigé avec de si grands succès l'exécution des plans stratégiques de Napoléon. Du reste, il me paraît que l'événement le justifia, car l'occupation de Ratisbonne servit beaucoup à rompre les mesures de l'archiduc. Quoi qu'il en soit, cette faute fut réparée par la vigueur de Davoust et par le défaut d'activité des troupes autrichiennes.

La campagne que j'ai à décrire ou plutôt à indiquer, se divise en deux parties très-distinctes; l'une qui commence vers Ratisbonne pour se terminer à Vienne, et l'autre qui comprend les deux grandes batailles d'Essling et de Wagram.

La première est fort digne sans doute des profondes études et de l'admiration des militaires. Napoléon, dans ses *Mémoires de Sainte-Hélène*, lui donne une haute place entre toutes celles qui l'ont immortalisé. Mais la partie morale en est sèche et vide, et l'attention du lecteur, ainsi que celle de l'historien, n'y est point captivée ou réveillée par les grandes péripéties des batailles, tandis que la seconde les offre avec un intérêt formidable. Je serai fort court sur la première partie.

Davoust, digne disciple de Napoléon, parvient, par une habile stratégie, à se tirer de la position la plus périlleuse. Déjà il est entré dans Ratisbonne, le point le plus important de cette première campagne. C'est le seul par lequel l'archiduc Charles, lorsqu'il sera vivement pressé et battu par Napoléon, peut opérer sa retraite. Cependant Davoust n'est point encore en sûreté tant qu'il n'aura pas opéré sa jonction avec la grande armée. Instruit par une course

vive et hardie du général Savary de l'arrivée de l'Empereur, dès les derniers jours de mars, il engage à Eckmühl une bataille contre des forces supérieures aux siennes. Sa victoire est signalée par quelques milliers de prisonniers, et surtout elle jette dans les rangs ennemis un étonnement mêlé d'épouvante, car l'archiduc Charles avait pu, avant cette bataille, se flatter de faire poser les armes à une grande partie de ce corps lorsqu'il n'avait encore point de communication établie avec la grande armée de l'Empereur.

Napoléon est impatient de marcher sur Ratisbonne; mais il apprend que l'archiduc s'est porté avec rapidité sur un point si nécessaire à ses opérations devenues déjà défensives. Davoust, pressé de réunir ses forces pour la bataille d'Eckmühl, n'avait pu laisser dans Ratisbonne qu'un seul régiment, mais dont le colonel, Clément, était un des plus intrépides officiers de l'armée. La défense a été admirable, mais inutile. Il a fallu capituler, et le régiment, mutilé dans un combat opiniâtre, a été fait prisonnier. Napoléon, irrité, vient chercher l'archiduc sous les remparts de cette ville.

Ce prince ne songeait plus qu'à assurer sa retraite; mais il ne pouvait y parvenir qu'en

opposant une résistance vigoureuse à l'attaque sur Ratisbonne. Et il se garda bien d'y engager l'ensemble de ses forces. Il parvint à passer le Danube avec sa puissante armée, que nous allons bientôt retrouver, non sous les remparts de Vienne, mais dans la plaine célèbre d'Essling.

Ratisbonne, défendue par une muraille surmontée çà et là de quelques tours, ne céda qu'au bout de quelques heures aux décharges de l'artillerie et à l'attaque impétueuse de nos soldats. La présence de l'Empereur sauva cette ville importante des plus grandes horreurs d'une ville prise d'assaut. Mais on avait eu la crainte que ce succès ne fût cruellement acheté. L'action commençait à peine, qu'un bruit courut dans les rangs que l'Empereur était blessé. La blessure était fort légère, mais c'était la première qu'il eût reçue à travers tant de victoires. Général consommé, il n'exposait point, avec une fougue imprudente, une tête à laquelle tenait le salut de son armée et souvent celui de la France. L'urgence du péril le décidait seul à se jeter dans les rangs de ses braves; mais ses mesures étaient tellement prises et si bien exécutées, que cette extrémité se présentait fort rarement. On l'avait vu au champ d'Arcole dis-

puter de valeur avec son cher Lannes, qui fut son sauveur dans cette journée. L'homme du destin aimait à passer pour invulnérable. Sa blessure ou sa contusion le contrariait. Une balle était tombée sur le gros orteil de son pied, et quoique sa botte n'en eût pas été percée, la commotion sur un nerf lui avait causé une douleur assez vive. Dès qu'il sut que l'alarme se répandait dans l'armée, il se fit remonter à cheval et il la parcourut au milieu des plus vives acclamations.

Dans un ordre du jour aussi brillant que celui de ses campagnes d'Italie, il résuma, non sans exagération, les prodiges qui venaient de s'accomplir en dix jours. Il n'hésitait plus à se porter sur Vienne; il n'était pas homme à laisser échapper un tel prix de ses victoires : d'ailleurs cette conquête lui devenait nécessaire pour délivrer le prince Eugène, vice-roi d'Italie, d'une position périlleuse.

Ce prince avait essuyé deux échecs très-sensibles, et l'archiduc Jean avait relevé, par ses premiers succès, sa gloire militaire, fort compromise par sa défaite de Hohenlinden. Dès que Vienne serait laissée à découvert, l'archiduc serait forcé de renoncer à ses avantages pour voler à la défense de la capitale. Mais pou-

vait-il se flatter que Napoléon lui permît d'arriver assez tôt?

On marche sur Vienne; le passage de l'Inn n'est point disputé, mais le général autrichien Hiller veut se défendre dans la position formidable d'Ebersberg. Dans ce lieu funeste, il devait y avoir un de ces combats qui font tomber la plume de l'historien le plus impassible.

Le général Cohorn, descendant du célèbre ingénieur hollandais, et qui était au service de la France, céda trop à son ardeur, enfonça les portes de la ville, et engagea le combat dans les rues. Ce fut une horrible mêlée; la furie était égale des deux côtés; les rues étaient jonchées de cadavres, les maisons remplies de blessés des deux nations, lorsque le général Hiller se sentant pressé par les généraux Claparède et Durosnel, résolut d'opérer sa retraite en mettant le feu à la ville. Pas une maison ne put échapper à l'incendie. Nombre d'habitant, et tous les blessés périssent dans les flammes. Deux ou trois jours après, il fallut que toute l'armée française traversât cet horrible champ de meurtre, que les trains d'artillerie défilassent sur ce vaste monceau de cadavres, et sur ces blessés dont quelques-uns peut-être n'avaient pas encore rendu le dernier soupir. Je ne puis

achever ce tableau, lisez-le dans les Mémoires de Savary, duc de Rovigo, et vous ne pourrez soutenir l'image de ce qu'il appelle en frémissant un hachis de chair humaine. Napoléon fut tellement saisi d'horreur à la vue de ce spectacle, qu'il sortit de sa bouche un anathème contre la guerre. Il est vrai que cet anathème, il le faisait retomber sur l'Autriche qui, pour son malheur, le provoquait une troisième fois. Mais lui, qui revenait d'Espagne, se croyait-il exempt de tout reproche d'une agression injuste, perfide, inhumaine, et dont la politique murmurait autant que la morale? La passion de la guerre, dont il voyait les horreurs redoubler, le théâtre s'étendre, les acteurs, et par conséquent les victimes, se multiplier à l'infini, ne dominait-elle pas toujours dans le cœur de cet homme qui, à trente ans, n'avait plus rien à envier aux plus grands capitaines de l'histoire ancienne et moderne, de cet homme appelé par la Providence à réparer tant de malheurs, et qui avait si parfaitement rempli cette mission; de ce grand administrateur qui paraissait si bien né pour les arts de la paix?

Le voilà qui marche encore une fois sur Vienne. Quel sera le terme de sa course? L'armée de l'archiduc Charles, aussi forte que ja-

mais, ne va-t-elle pas le côtoyer et l'attendre sur l'autre rive du Danube? Vienne prise ne sera que l'avant-scène de ses plus terribles batailles. Vainqueur de cette cour, a-t-il fini son démêlé avec les peuples dont l'Espagnol n'est que l'avant-garde. Plus il s'avance dans l'Autriche, plus il laisse à découvert son armée dans cette péninsule où l'Angleterre a pris pied, et où elle se pavane comme protectrice de la liberté des peuples; rôle qu'autrefois Bonaparte eût envié de toute l'ardeur de son âme. Compte-t-il beaucoup, a-t-il jamais compté sérieusement sur l'appui de son allié, l'empereur Alexandre? Ne le voit-il pas qui, avec un corps de trente ou quarante mille hommes, se place à un poste d'observation sur les frontières de la Pologne autrichienne. Alexandre n'est encore que le plus tiède des alliés; n'en sera-t-il pas le plus redoutable, si la fortune abandonne Napoléon? Et cependant une insurrection se déclare dans les montagnes du Tyrol, c'est une insurrection de paysans, mais de montagnards, chasseurs exercés à toutes les fatigues; sobres, patients, intrépides, et pour qui la fidélité à leur prince a la force d'un article de foi; enfin tout échec peut devenir désastreux au milieu de peuples qui se déchaînent, et d'alliés empressés à se-

couer le joug. Que d'épreuves nouvelles, que de dangers dont lui seul peut triompher, et qui seraient inévitables à l'heure où sonnerait le déclin de sa fortune! Des soldats étrangers entrent pour un tiers dans son armée; il n'entend point leurs idiomes, c'est la langue slave, c'est même la langue portugaise qui vient se mêler aux divers et durs dialectes de la langue allemande. Plusieurs ont contre lui des griefs amers au nom de leur patrie. Je viens de nommer les Portugais, leur légion ne peut-elle céder au ressentiment patriotique qui a entraîné les Espagnols de la Romana. Son éloquence militaire est perdue pour ces peuples qui ne l'entendent pas. Il leur a donné pour chefs des maréchaux français; c'est Lefebvre pour les Bavarois et les Wurtembergeois; c'est Bernadotte pour les Saxons; il les dépouille ainsi de leur nationalité pour des combats où les peuples aiment tant à chercher leurs titres de gloire. Les Français goûtent peu ce partage avec des auxiliaires qu'ils ont tant de fois vaincus. Napoléon, au sommet de sa gloire et de sa fortune, fait encore plier sous sa volonté ces éléments divers. Le pourra-t-il toujours?

Il approche de Vienne. Quel est son étonnement d'apprendre que cette capitale n'ayant

qu'un mur pour toute fortification, qui semble vouée à un repos léthargique, et où il a fait il y a trois ans une entrée aussi facile que triomphante, aspire maintenant à combattre, et qu'on y parle d'imiter l'exemple de Saragosse, dont la renommée s'est déjà répandue dans tout l'univers, et que des têtes échauffées parlent de se défendre de palais en palais, de maison en maison. C'était l'archiduc Maximilien qui, avec un corps de cinq à six mille hommes, et des milices bourgeoises nommées landwers, préparait une défense aussi désespérée. Napoléon est mécontent d'une disposition qui répond mal à ses espérances, mais il ne peut croire un tel siége sérieux. Qui connaît mieux que lui le caractère allemand? Est-il possible de transformer subitement les plus pacifiques des bourgeois en un peuple passionné, bouillant, vindicatif; c'est transporter à Vienne le ciel de l'Aragon, et les souvenirs de la guerre contre les Maures.

Les Viennois éconduisirent d'abord avec mépris le parlementaire français, et ils répondirent par des coups de canon à la sommation de se rendre. Napoléon s'abstint de leur causer trop de dommages; mais au bout de trois jours l'effet de quelques bombes et de quelques obus

abattit un courage médiocrement exalté, et l'archiduc Maximilien, pour ne pas livrer cette capitale à un grand désastre, arrêta tous ses préparatifs et capitula avec la permission d'aller rejoindre la grande armée. Napoléon fit son entrée à Vienne, mais la trouva morne, et n'y rencontra, cette fois, que des visages irrités. Il vint s'établir au palais de Schœnbrunn, qui, certes, était loin de le disputer au faste de Versailles, mais digne, par la beauté de son site, par les agréments variés de son parc, par de savantes collections, par d'utiles et précieux végétaux, et enfin par son air de calme et de modestie, d'être la retraite chérie d'un souverain judicieux. Là, Napoléon s'accorde quelques jours de repos, afin de préparer ses moyens pour traverser le Danube et marcher à la rencontre de l'archiduc Charles. Mais un repos tel que celui de Napoléon n'est qu'une série de travaux qui accableraient toute autre organisation que la sienne. Non-seulement il veille, de là, sur tous les détails de l'administration de son Empire, mais sur cette Espagne où rien ne répond à l'ardeur de ses vœux, où les victoires se succèdent encore, mais n'offrent que les plus faibles résultats. Il s'occupe de son blocus continental, qui devient pour lui

une source de dépits amers et de fureurs impuissantes, car il voit son frère Louis, roi de Hollande, en pleine contravention à ses décrets inexécutables. Eh bien! il va se dédommager de toutes ces nouvelles contrariétés par la plus facile et la plus sonore des conquêtes. C'est la superbe Rome, c'est la ville qui, après avoir perdu l'empire du monde, s'est formé une domination spirituelle non moins vaste et longtemps non moins absolue; oui, c'est Rome qui va s'engouffrer dans l'Empire français pour en être l'extrême frontière et non la capitale. Il va imiter Charles-Quint, non par le sac à jamais exécrable de la ville sainte, mais en tenant un pape dans ses fers.

Je parlerai plus tard de cette prise de possession; il importait de remarquer qu'elle fut décrétée quatre jours avant la bataille d'Essling. Maintenant, suivons Napoléon sur les rives du Danube où il cherche les moyens d'aller attaquer la grande armée autrichienne.

S'il est un lieu dans le monde où les images de la guerre se présentent difficilement à l'imagination, c'est le cours du fleuve qui fait la plus brillante parure de Vienne, et de son délicieux jardin nommé le Prater. Les îles dont il est parsemé offrent toutes une image diversifiée et

pittoresque. La campagne doit au fleuve une grande fertilité et un luxe charmant de végétation. Tout y respire l'abondance, le travail et la joie. La cour, les grands, les riches propriétaires de la Hongrie, de la Bohême et de l'Italie y viennent goûter l'oubli de leurs soins divers. Des voitures élégantes et singulièrement multipliées y annoncent le séjour de l'opulence. Eh bien! c'est là qu'il faut chercher les bois, les matériaux, enfin tout l'équipage des ponts pour faire passer une armée de cent cinquante mille hommes qui va en attaquer une autre de même force. Horrible rencontre qui ne se voyait plus depuis le choc furieux des fils ingrats de Louis le Débonnaire!

Un point a fixé l'attention de l'Empereur et déterminé son choix : c'est l'île Lobau. Là, le fleuve, auparavant resserré dans des gorges étroites, se dilate et forme une première île qui a près de deux lieues de tour. Puis il est traversé par plusieurs îlots. Son premier bras n'a pas moins de deux cent quarante toises, le second en a cent soixante et le troisième en a soixante-dix. L'artillerie française a fait disparaître les combattants postés sur la grande île Lobau. Des tentatives de passage ont été faites ou simulées sur d'autres points pour diviser l'at-

tention de l'ennemi. Le 19 mai, un pont, composé en grande partie de cinquante-quatre énormes bateaux, est jeté sur les deux bras. Le corps de Masséna passe le premier, et à sa tête la division Molitor. Le 21 mai, la bataille, ou plutôt une première bataille s'engage à Essling avec une infériorité de forces qui semble accuser la prudence du grand guerrier, mais que couvre l'héroïsme prodigieux de nos troupes sous les ordres de Masséna. Sans doute le récit de tant de batailles est navrant pour le cœur; mais quel beau devoir à remplir pour l'historien que de rappeler ces grandes occasions où l'âme se déploie dans son plus noble élan, dans toute sa puissance.

Représentez-vous ici Masséna luttant contre des forces triples des siennes, attendant le grand corps d'armée qui ne paraît ni sur les ponts ni même dans le lointain, forcé de faire face à tout, d'épuiser ses hommes et ses munitions, accablé par une artillerie qui enlève d'immenses files de ses soldats, et n'ayant plus, pour en faire cesser ou en ralentir les feux, que des charges de cavalerie impuissantes à rompre le centre de l'armée ennemie. C'est un homme dont le génie ne s'allume qu'au feu des boulets; mais alors il s'élance au delà des proportions

ordinaires, je dirais presque des proportions humaines. Il croît à chaque instant; il entraîne et domine tellement son armée, qu'elle ne semble plus qu'un seul homme à soixante mille bras. Il est partout; il combat à la tête et ramène la queue; on voit dans tous les rangs reluire et son épée et son regard.

Sur un autre point, c'est Montébello qui fulmine. Il s'est rendu, pour la troisième fois, maître d'Essling. L'archiduc lui laissera-t-il ce gage de la victoire? Non; ce prince au front calme, pour vaincre les Français, s'enflamme de la furie française. Lannes se défend dans Essling consumé comme Masséna dans Aspern livré au même sort. L'un et l'autre se battent de maison en maison, de ruelle en ruelle. Les flammes dont ils sont entourés illuminent leurs traits et font encore mieux ressortir leur ardeur martiale. Oudinot semble un troisième Masséna. Les généraux Molitor et Legrand ne songent plus qu'à surpasser leurs plus beaux faits d'armes; l'armée n'a point de combattant d'une plus haute et d'une plus noble stature. On croirait voir Kléber qui revit. Le général Despagne tombe sur ce champ de bataille tout hérissé de morts et de cuirassiers écrasés maintenant sous le poids de l'arme qui a jeté la terreur

dans les carrés autrichiens. Il est neuf heures du soir; la nuit trouve encore les combattants face à face et se partageant les ruines des villages dont ils se sont emparés. L'un en conserve les ruines fumantes; l'autre occupe le cimetière.

Ici les questions se pressent. Que faisait l'Empereur dans son île Lobau? Où était le maréchal Davoust qui commandait le corps principal de l'armée et dont l'arrivée eût décidé la plus éclatante victoire? D'où vient que Napoléon avait laissé s'engager une attaque si capitale avec une telle disproportion de forces? Pourquoi ne pas attendre que Davoust eût passé le pont avec ses cinquante ou soixante mille hommes, ou du moins qu'il se fût assez rapproché pour apporter ce secours décisif? Les généraux, dit-on, lui avaient conseillé d'engager l'action pour profiter de l'élan des soldats; mais ne devait-il pas être informé de la distance ou des obstacles qui arrêtaient encore Davoust. Est-ce que la confiance des soldats n'eût pas été encore plus animée et leur ardeur plus irrésistible en se voyant soutenus par les puissants vainqueurs d'Eckmühl et d'Auerstadt? Il est impossible de ne pas voir ici une faute d'un grand général. Frédéric a souvent confessé ses fautes militaires, ainsi que l'ont

fait Turenne et Condé. Napoléon ne s'est point agrandi par un aveu si noble.

Cependant des renforts arrivent pendant la nuit et à la pointe du jour. Ce n'est point encore Davoust, mais c'est la réserve, c'est le corps d'armée de Lannes, qui la veille n'a pu déboucher qu'avec un petit nombre des siens, et qui, redoutant de manquer l'heure, a pris le commandement d'une division qui n'en fait pas partie. Cinquante-cinq mille Français ont passé sur la rive droite du fleuve. Tout ce terrible et glorieux mouvement que nous avons décrit semble être tombé aux proportions d'un combat d'avant-garde.

Jamais l'Autriche, jamais aucune puissance n'avait développé d'aussi puissants moyens d'artillerie; le génie de la destruction triomphe d'un tel progrès. Les deux armées avaient pris, pour la bataille, des dispositions presque identiques; elles s'étaient formées en carrés rangés par échiquier. Les assauts de la veille se renouvellent autour de ces funèbres villages, de ces catacombes d'Aspern et d'Essling. La constance et la vigueur des soldats semblaient enfin lassées. L'archiduc voyant plier les siens se conduisit à la façon de Masséna; il prit un drapeau et s'élança à la tête des combattants,

bientôt ralliés par ce signe. Masséna, de son côté, tombait comme la foudre sur ses soldats disposés à plier. Sa seule épée leur barrait le passage. Il semait de ces mots que le soldat entend, et dont Napoléon avait le secret. On en a recueilli plusieurs; en voici un fort digne d'être mentionné par l'histoire et qui ne pourrait être jugé trivial que par des esprits fort étroits. En voyant un soldat peu décidé à le suivre dans une attaque désespérée : « Quoi! » lui dit-il, en recourant, suivant l'usage, au juron le plus énergique, « ta paye est de cinq sous par jour : j'en ai eu tout autant. Regarde mon habit, et vois comme on arrive aux plus hauts grades; maintenant ma fortune se monte à quinze ou vingt millions dont je pourrais jouir fort à mon aise; tu vois que je n'hésite pas à remplir mon devoir. Regarde cette petite colline, tes épaulettes sont là. »

Mais quelle nouvelle foudroyante, quelle catastrophe! deux ponts sont rompus. Plus de moyens de transport, plus de munitions, et elles sont épuisées; plus de Davoust; l'armée française va-t-elle être anéantie lorsqu'elle touche à la plus belle de ses victoires?

Cette nouvelle désastreuse circule dans les rangs : elle y jette une profonde douleur, mais

non l'épouvante et le désespoir. L'Empereur est là, son génie est pour eux la Providence.

Voici comment s'était opérée cette fatale rupture : l'archiduc Charles occupait une position d'où il pouvait observer au loin celle de l'armée française. La construction des ponts avait été faite à la hâte ; le temps n'avait pas permis de défendre les deux premiers par une estacade. L'archiduc, dans la nuit, avait réuni un grand nombre de bateaux et les avait chargés d'énormes pierres. Dans cette même nuit, la fonte des neiges des hautes montagnes, avait accru la rapidité du Danube et le volume de ses eaux. De tels bateaux, lancés au courant du fleuve, devaient produire un choc terrible sur des ponts, dont la solidité et le lien étaient mal assurés. Il fut tel que le premier et le plus grand des trois ponts fut rompu avec éclat, et le second coupé par la moitié. Il n'en restait plus qu'un pour établir la communication de Masséna avec l'île Lobau.

Le combat change de face. Un mouvement de retraite s'opère dans l'armée, mais sans précipitation. Masséna, Lannes et Oudinot grandissent encore avec le danger. Tout sera confusion dans la retraite, si Essling est emporté une nouvelle fois. L'Empereur le voit tomber au

pouvoir de l'archiduc; « Il faut le reprendre à tout prix, s'écrie-t-il; viens, » dit-il à son aide de camp, le général Mouton, qui va se montrer si digne de recevoir le glorieux titre de comte de Lobau, « prends une demi-brigade de ma garde impériale, va reprendre ce poste, et assurer le salut de l'armée. » Cette attaque est conduite avec une telle vigueur, qu'Essling nous reste enfin. Mouton a reçu une grave blessure, mais il ne veut point quitter le champ de bataille que la retraite ne soit assurée, ainsi qu'il en a reçu l'ordre.

L'Empereur a recouvré quelque sécurité; mais la bataille de trente heures se poursuit encore avec une inégalité plus que jamais horrible. On n'ose plus demander le parc de munitions, et l'on en est dépourvu. A peine reste-t-il un millier de coups à tirer; la baïonnette, l'arme blanche, ressource de nos soldats novices, au commencement des guerres de la révolution, et des charges pesantes des cuirassiers qui survivent à la moitié de leurs compagnons, voilà ce que l'on peut opposer à des boulets qui pleuvent avec une fureur incessante, aussi terribles dans leurs ricochets que dans leur choc. Tous les généraux redeviennent grenadiers. L'Empereur, qui, sur une nacelle, s'est

transporté sur le lieu du combat, voit tomber les uns tués, les autres blessés, ses généraux illustrés par ses bulletins.

Saint-Hilaire est du nombre des premiers ; Lannes s'est ému en voyant tomber le vieux général Pouzet, de qui il a reçu ses premières leçons de la guerre. Il court à lui, et voilà que lui-même est mortellement atteint; un boulet, en ricochant, a fracassé ses deux jambes. « Quel est celui-là qui tombe? » a dit l'Empereur; on lui répond avec consternation : « C'est le duc de Montebello ! » A ces mots, l'homme impassible chancelle; il connaît les larmes et les sanglots; et, de la voix la plus émue, la plus tendre, il lui dit : « Lannes, c'est moi, c'est Bonaparte, ton ami. » On n'entendit pas bien les paroles que balbutiait le héros mourant. Suivant les uns, elles exprimaient la satisfaction d'avoir prouvé encore une fois son dévouement : suivant d'autres, il avait murmuré ce mot : « C'est *ton ambition...* » Ces deux réponses n'étaient point contradictoires, car l'homme le plus dévoué à Napoléon était en même temps son censeur le plus véridique. C'est à l'ami, et non à l'Empereur qu'il se dévouait.

Le péril de son armée ne lui permet pas de céder plus longtemps à son émotion; son cœur

a repris toute sa force, son esprit, toute sa lucidité. Tandis que son armée défile lentement, assis sous un arbre, et contemplant la ruine de ses deux ponts sur le Danube, il tient conseil avec Masséna et Berthier. L'avis de l'un et de l'autre était de se retirer sur la rive droite du Danube; Napoléon s'y refuse et développe les ressources plus que jamais fécondes de son génie militaire.

Pascal a dit de l'homme : « C'est un roseau pensant. » On pouvait dire de Napoléon : « C'est un rocher qui pense et qui roule. » « L'île Lobau, s'écrie-t-il, voilà notre retraite, voilà notre véritable point d'attaque; elle a deux lieues de tour, elle peut servir de camp retranché, il faut s'y retirer jusqu'à ce que de nouveaux ponts nous mettent en communication avec la rive droite. Aidé de mon brave et habile Bertrand, je suis sûr de les reconstruire tout à la fois avec une promptitude et une solidité qui seront un nouveau monument de ma gloire. Nous saurons en défendre les approches par des bateaux que monteront des hommes intrépides. Abandonner mes points d'attaque sur le Danube, c'est me retirer sur Vienne, mais me retirer sur Vienne, c'est reculer jusqu'à Strasbourg. Je connais les renforts que va recevoir l'archiduc,

et ceux que lui fournira une population ivre de son succès et de sa haiue contre nous. Lui abandonnerai-je vingt mille blessés? Lobau, voilà ma citadelle; Essling n'est point une défaite, c'est le commencement pénible d'une grande victoire.» Puis il s'adresse à Masséna : « Eh bien! lui dit-il, mon brave Masséna, tu n'objectes plus rien, tu te rends à mon avis, et le suffrage d'un si grand homme de guerre m'affermit dans une résolution tout à la fois audacieuse et sensée. Ne crois pas que tu aies mis encore le comble à ta gloire; il faut que tu nous venges de nos fatigues, de nos alarmes et de nos pertes. » Et Masséna embrasse avec ardeur un parti dont il blâmait d'abord la témérité, et en garantit le succès.

CHAPITRE XXIII.

WAGRAM (1809).

SOMMAIRE.

Joie exagérée que cause la bataille d'Essling chez les ennemis de la France et particulièrement en Angleterre et en Espagne. — Pendant quarante jours l'armée française reste dans l'île Lobau avec une admirable constance. — Le général Bertrand, chef du génie, construit de nouveaux ponts qu'il sait rendre inattaquables. — Il est secondé dans ce soin par le corps des marins de la garde. — Napoléon ne s'émeut que peu de la guerre de partisans que soutiennent le duc de Brunswick et Schill dans le nord de l'Allemagne. — Il diffère aussi de réprimer l'insurrection du Tyrol. — L'armée d'Italie du prince Eugène lui amène un renfort considérable. — Marche victorieuse du général Marmont qui vient rejoindre Napoléon du fond de la Dalmatie. — Cent cinquante mille Français repassent le Danube. — L'archiduc Charles n'a pu recevoir le renfort de l'archiduc Jean qui revient d'Italie. — La bataille de Wagram s'engage sous les plus tristes auspices. — L'aile de Masséna est mise en déroute. — Ce maréchal qui se fait porter en calèche parvient à rétablir le combat sur ce point et reprend Essling. — Pour obtenir ce succès, l'archiduc a trop dégarni son centre, Napoléon en profite. — Il fait attaquer ce centre par une colonne de quinze mille hommes sous les ordres de Macdonald, et par la plus formidable artillerie. — Intrépidité de Macdonald. — Oudinot le seconde en se portant sur Wagram. — Ce gage de la bataille est emporté. — L'archiduc ordonne sa retraite avec calme et précision. — L'armée française fait peu de prisonniers. — L'archiduc se retire sur la Bohême. — On convient d'un armistice.

L'Angleterre poussa un cri de joie en apprenant la bataille d'Essling. On y regardait déjà

l'armée française renfermée à Lobau comme captive de l'archiduc Charles. L'ivresse était plus vive encore dans la péninsule espano-lusitanienne. Dans toutes les villes ou villages, les cloches étaient en branle pour y célébrer la défaite de l'Antechrist, c'était un des noms sous lesquels la fureur populaire et monacale désignait Napoléon. A Vienne, la joie était plus contenue, mais n'était pas moins profonde; dans les sociétés secrètes de l'Allemagne elle allait jusqu'au délire.

Cependant l'archiduc, dans sa relation, s'était bien gardé d'exciter des espérances trop présomptueuses. Il n'avait point, comme Napoléon, l'art de faire sonner et de poursuivre une victoire pour en décupler l'effet. Habile et vaillant capitaine, il n'était point de l'ordre de ceux qui semblent faits pour forcer la main à la destinée. L'inaction et l'incertitude qu'il montra bientôt après cette haute faveur de la fortune, devinrent un sujet de désespoir et surtout de murmures pour ceux qui avaient le plus exalté son triomphe. Quoi! cette armée coupée en deux avait pu reprendre ses communications! Elle restait maîtresse de l'une des rives du Danube et toujours menaçante pour l'autre. L'île Lobau n'était point attaquée, n'était pas

même visitée par des boulets et des obus; nos généraux s'en étonnaient eux-mêmes, et Masséna, qui commandait les quarante mille hommes laissés à Lobau dans l'état le plus déplorable, disait : « Si Napoléon ou moi nous étions à la place de l'archiduc, ou si les Français étaient à la place des Autrichiens, il y a longtemps qu'ils seraient maîtres de Lobau. »

Nous avons payé une juste admiration à la valeur signalée par nos soldats dans ces deux terribles journées d'Essling. Leur constance à garder le poste de Lobau n'est pas moins propre à les montrer comme les meilleurs soldats de l'univers; ils en firent un camp retranché qui, au bout de cinq ou six jours, parut inexpugnable. Resserrés dans cet espace étroit de moins de deux lieues, environnés de malades, de blessés et de mourants, privés d'abord de médicaments nécessaires, ils étaient encore assiégés par la faim. Pas un cri de désordre ou de désespoir ne sortit de leurs bouches; leur confiance dans leur général retraçait quelque chose des miracles de la foi, et cette foi les sauva. Ils mangèrent leurs chevaux d'une manière qui exprimait leur extrême détresse et qui excitait leur gaieté. Les casques des cavaliers leur servaient de marmites. L'Empereur, retiré

au palais de Schœnbrunn, ne les visitait que rarement et ils le saluaient de mille acclamations. Mais il leur montrait les apprêts du pont merveilleux qui allait rétablir leurs communications avec leurs frères.

Cependant, dans ce palais de Schœnbrunn, Napoléon se montrait toujours, par la vigueur de ses préparatifs, le Bonaparte du Saint-Bernard. Aussi confiant que s'il n'avait pas éprouvé un cruel revers de la fortune, aussi fier que s'il n'avait pas commis à Essling de grandes imprudences militaires, il les réparait avec un ensemble de vues, une précision de détails et une vigilance qui semblaient dire : « Fortune, tu ne pourras plus rien contre moi. » Il apprenait sans s'émouvoir que les deux chefs de partisans prussiens, le prince de Brunswick Oels et Schill, mandataires armés des sociétés secrètes, faisaient des progrès, les uns dans la Saxe, les autres dans la Westphalie, et que l'insurrection du Tyrol devenait plus que jamais formidable. La lecture des journaux anglais et leurs prophéties sur son sort le faisaient sourire, parce qu'il prévoyait leur stupéfaction prochaine. Tout le secondait dans la vigueur de ses préparatifs. Il avait fait venir un corps assez nombreux de marins de la garde, qui contribuaient

avec un zèle merveilleux à la confection des ponts, et qui, montés sur des bateaux bien armés, devaient assurer leur défense contre tout choc fatal. Il recevait de nouveaux renforts de France; Bernadotte, avec ses Saxons, entrait dans les rangs de son armée; les rois de Bavière et de Wurtemberg grossissaient leurs contingents malgré les murmures de leurs peuples; enfin il recevait les nouvelles les plus favorables du corps de Marmont, qu'il avait laissé aux confins de la Bosnie. Ce fut une des marches les plus mémorables et les plus décisives de cette guerre; des militaires peuvent seuls les reproduire avec clarté, avec exactitude. L'historien qui sort de raconter les cruelles épreuves d'Essling est empressé de courir à Wagram. Je dirai seulement que Marmont, pour opérer sa jonction avec la grande armée, franchit avec une célérité française, et à travers trois corps d'armée ennemis, la longue distance qui sépare Zara de Vienne, traversa, sous les feux autrichiens, la Save et la Drave, battit complétement le général Giulay qui lui opposait des forces supérieures, et à la suite de combats obstinés, parvint à se réunir à la division Broussier, qui assiégeait la citadelle de Gratz, et bientôt à la grande armée. Napoléon, en re-

cevant ce corps, dont le courage et le savoir doublaient le nombre, vit avec joie arriver le terme d'une inaction de quarante jours; mais le mot d'inaction est ici bien impropre, car jamais l'activité dans les préparatifs n'avait été portée plus loin, ni mieux secondée par le savoir du général Bertrand et de tous les ingénieurs et par la constance de tous les généraux, de tous les officiers et de tous les soldats.

La jonction du prince Eugène avait précédé de plusieurs jours celle de Marmont. Une victoire importante, remportée par ce prince sur l'archiduc Jean, avait aplani toutes les difficultés de cette jonction. Il avait eu le bonheur de la livrer le jour anniversaire de la bataille de Marengo, et s'était habilement servi de ce grand souvenir pour animer l'esprit de ses soldats. Il y avait déployé un talent militaire distingué, et il se félicitait d'avoir été parfaitement secondé par les généraux Grouchy, Montbrun et Baraguey-d'Hilliers. Ce dernier avait combattu à la tête d'un corps italien qui avait dignement rivalisé avec la valeur française. L'archiduc Jean avait perdu trois mille prisonniers et trois mille hommes hors de combat.

Cet archiduc Jean, qui avait ouvert la campagne d'Italie avec éclat, ne fit plus que des

fautes dans sa retraite. Celle qui devait être la plus fatale à l'Autriche fut de suivre mal les instructions ou les ordres du généralissime. On a cru, et il est fort à présumer, qu'il existait de la mésintelligence entre les deux frères, et que l'archiduc Jean, oubliant les périls de sa patrie, de sa maison, avait mal secondé le vainqueur d'Essling. Ce qu'il y a de certain, c'est que ce prince ne se trouva point à la bataille de Wagram, et laissa un déficit considérable dans l'armée qui avait à soutenir un épouvantable choc.

Le 3 juillet, par une nuit obscure et pluvieuse, l'armée française, protégée par une immense artillerie, avait passé le Danube sur six ponts, afin de causer de l'incertitude à l'archiduc sur le point d'attaque. Il l'attendait à Essling, elle se portait vers le plateau de Wagram. Par un horrible progrès de la civilisation appliqué à l'art de la guerre et des conquêtes, elle se montait maintenant à cent cinquante mille hommes réunis sur un seul point. D'après le mélange des langues qui s'y parlaient, vous eussiez dit une armée des croisés. Mais ici, point de confusion, partout règne une même discipline, si ce n'est une même ardeur; le beau lien de la patrie est absent. Où

est la patrie de ces Portugais qui combattent sous les drapeaux de celui qui a envahi Lisbonne et toute la côte portugaise? Où est la patrie de ces Badois, de ces Wurtembergeois, de ces Bavarois, et enfin de ces Saxons qui viennent mettre l'Allemagne, leur commune patrie, sous les pieds d'un conquérant corse? Les ponts tremblent et ne succombent pas sous le poids de tant d'hommes, de tant de chevaux et de quatre cents canons. L'art de l'ingénieur a pourvu à tous les accidents. Mais quand je vois toutes les puissances diverses du génie conspirer pour l'art de détruire, je me dis : « C'est la civilisation qui combat contre elle-même. »

Les Autrichiens, de leur côté, ont extrêmement perfectionné leur artillerie. En Europe il ne se fait guère de progrès qui ne soient bientôt imités ou reproduits par une nation rivale. Voilà que la guerre se fait aussi savamment en Autriche qu'en France.

La position de l'archiduc Charles paraît admirablement choisie; il est convaincu, comme l'était Frédéric II, qu'on ne doit point arrêter l'ennemi au passage d'un fleuve au moment où il commence, et qu'il vaut mieux le surprendre lorsqu'il ne l'a exécuté qu'à moitié. Les Autrichiens sont cette fois inférieurs en nombre,

puisqu'il leur manque cinquante mille hommes de l'archiduc Jean, mais ils font un corps plus homogène, ils combattent pour leur patrie et en face de Vienne, en face de leurs toits, de leurs familles qu'ils peuvent voir rassemblées sur les tours et les clochers de la capitale pour les animer au combat. Je ne veux pas dire que leur valeur soit égale à celle des Français ; Essling même a montré la supériorité de ceux qui, au nombre de trente mille hommes, ont soutenu le choc de quatre-vingt mille. Mais les Français ne font pas même les deux tiers de l'armée qui porte leur nom ; le zèle de quelques-uns de leurs alliés peut paraître suspect et n'est pas très-vif chez les autres. Le désavantage le plus signalé de l'armée ennemie, c'est la lenteur de ses mouvements, lenteur que l'on peut appeler le mal autrichien.

Ainsi on est arrivé tard pour exécuter les premières combinaisons de l'archiduc. Le débarquement n'a point été arrêté par le milieu comme il l'avait conçu. Le champ de bataille choisi par Napoléon n'est pas tout à fait le même que celui où l'archiduc s'était fortement retranché ; bref, il a perdu, au moins pour un jour, le moment de l'offensive.

D'un autre côté, Napoléon n'a cédé que trop

à son impétuosité en engageant une première bataille le 4 juillet à dix ou sept heures du soir (les relations varient). Il s'agissait d'emporter le centre du plateau qu'occupait l'armée autrichienne.

D'effroyables décharges d'artillerie, les attaques furieuses d'Oudinot et de ses grenadiers, celles du prince Eugène et de Bernadotte sont vivement repoussées; le combat se prolonge aux lueurs incertaines du crépuscule, ce qui jette quelque confusion dans les rangs. Il faut coucher au pied du plateau qu'on n'a pu emporter. Les troupes ont perdu la première ardeur de leur confiance. Le bivouac n'offre plus l'aspect du bivouac de gloire d'Austerlitz, mais à peine un faible jour éclaire-t-il cette scène des combats que Napoléon jette dans tous les rangs des paroles enflammées. Il vient surtout conférer avec Masséna. Le héros d'Essling a fait une chute douloureuse qui ne lui permet plus de monter à cheval. Il n'a pas voulu pourtant subir la torture d'être absent du champ de bataille, il s'est fait conduire dans une calèche découverte, et Napoléon vient s'y asseoir à côté de lui. Tous deux ont décidé avec la sûreté de leur coup d'œil militaire le point d'attaque et de la victoire, c'est Wagram. Mais pour la pre-

mière fois Napoléon se voit prévenu dans ses mouvements offensifs. Les Autrichiens, qu'enflamme leur succès de la veille, sont descendus dans la plaine pour attaquer l'aile gauche que commande Masséna. Il semble que ce corps d'armée, si brillant à Essling, soit affaibli par les renforts mêmes qu'il a reçus, et surtout par celui des Saxons. Le général de Bellegarde, chargé de cette attaque par l'archiduc, obtient des succès qui éblouissent le généralissime autrichien et le font s'écarter de sa prudence ordinaire. Il dégarnit trop son centre pour fortifier cette aile victorieuse qui a fait plier, non sans désordre, la division Carra-Saint-Cyr. « Qu'est-ce donc? s'est écrié Napoléon en voyant ce mouvement, les Autrichiens m'attaquent et ne se couvrent plus dans leurs retranchements; ils ont donc oublié la leçon que j'ai donnée à Kutusow à la bataille d'Austerlitz. Ils me font beau jeu contre leur centre; je ne croyais pas l'archiduc capable d'une telle imprudence. » Peut-être exprimait-il alors plus de confiance qu'il n'en éprouvait, car il était témoin d'une confusion et d'un désastre fort semblables à ceux qu'avait éprouvés à Eylau le corps d'armée du maréchal Augereau. Déjà quelques corps du prince Eugène se précipitaient sur le Danube,

sur le pont et même sur l'île Lobau. Masséna frémissait, rugissait en voyant ce désastre si nouveau pour lui. Il fait voler sa calèche vers la division Molitor qui s'est tenue inébranlable, et que vient bientôt appuyer la célèbre division Boudet. Il ferme aux ennemis l'accès de l'île Lobau, mais il ne peut les empêcher de reprendre Essling si cher à sa gloire, et dont il saura s'emparer encore. Le combat est assez rétabli sur ce point; Davoust, Marmont et Oudinot le soutiennent sur d'autres avec assez de ténacité, et même d'avantage, pour permettre à Napoléon d'ordonner avec autant de précision que de célérité le grand mouvement central qui va le rendre maître du champ de bataille. Jamais si puissante colonne d'attaque n'avait été improvisée avec un plus puissant effet; c'est Macdonald qui va la conduire. Nous retrouvons ici ce vainqueur de Jemmapes, ce glorieux adversaire de Souwarof sur la Trébie. Son respect pour Moreau dont il n'était pas pourtant l'ami intime, son inflexible franchise et son amour pour une liberté bien comprise le tenaient depuis cinq ans frappé de disgrâce, et, à son mortel regret, éloigné des champs de bataille. Napoléon cependant l'avait choisi depuis peu pour diriger ou seconder les opérations militaires du

prince Eugène en Italie. A l'ardeur avec laquelle Macdonald commence et soutient son mouvement, vous croiriez que Montebello revit en lui. Un autre héros va soutenir cette attaque et lui donner l'effet le plus foudroyant; c'est le général d'artillerie Drouot qui s'avance avec soixante pièces de canons. J'aime à voir réunis pour un tel mouvement deux hommes que l'histoire considère comme offrant le plus parfait modèle des vertus militaires et patriotiques, deux hommes qui semblent tenir à la génération des héros les plus chéris de Plutarque. Cette colonne, ou plutôt cette masse mobile qui se monte à quinze mille hommes, fantassins, cavaliers et artilleurs, n'éprouve d'abord qu'une résistance assez faible, mais en se rapprochant du feu des batteries autrichiennes, elle en est écrasée. De front on la foudroie, et les cuirassiers la prennent à revers pour la hacher. « En avant! » crie Macdonald; « en avant! » répètent les soldats dont les rangs sont rompus et se rallient.

Napoléon voit tous ces vides affreux formés par les boulets, les obus, les balles et le sabre; il les fait remplir à l'instant même. Quoique sa loi suprême soit de ménager sa réserve, il fait donner presque toute sa garde : « Ménagez-la

pourtant, dit-il au général Reille; ne vous aventurez pas, je n'ai plus derrière moi en réserve que deux régiments de la vieille garde. Volez, dit-il au général Nansouty, élevez encore plus haut la gloire de vos carabiniers; ne souffrez pas que ceux de l'Autriche enfoncent les rangs de mes braves. Vole avec tes grenadiers à cheval, dit-il au général Walther, et charge ces carrés, démolis ces murailles. Vole, dit-il au général Lauriston qui commande l'artillerie de sa garde, et fais voler avec toi cent pièces de canons qui couronneront la victoire que je tiens. Et toi, Drouot, dix mille boulets. »

Pendant ce choc qui trouve à la fin l'ennemi ébranlé par un tel acharnement, Masséna est parvenu à reformer son aile gauche, qui, tout à l'heure, n'offrait plus qu'un spectacle désolant : elle s'avance, non comme au sortir d'une défaite, mais comme si elle avait à poursuivre une victoire. « Non, mes braves, dit-il à ses grenadiers, vous ne serez pas privés de votre gloire d'Essling. » Et bientôt Essling est emporté.

Que fait cependant l'aile droite que commande Davoust, et que secondent vaillamment le prince Eugène, Marmont, et Oudinot? Cette aile, après une défensive vigoureuse, attaque

sur tous les points et se fait jour jusqu'au centre de la bataille. Oudinot, qui est entré le premier à Friedland, veut encore entrer le premier à Wagram.

Le centre de l'armée autrichienne est ébranlé, mais n'est point encore rompu ; ce ne sont plus les Autrichiens d'Ulm qu'on a en face, on se croirait en présence des Moscovites d'Eylau. Les charges de notre cavalerie ont commencé avec vigueur, mais se sont continuées faiblement; c'est qu'on a vu tomber presque à la fois le maréchal Bessières blessé, et le général Lasalle tué. Entre tous les généraux de cavalerie, nul ne représentait mieux la brillante fougue de Murat. Bessières était fort chéri de l'Empereur; celui-ci fut vivement ému en apprenant cette blessure; il fit quelques pas en avant, puis il retourna son cheval en disant, avec le stoïcisme militaire : « Allons-nous-en, je n'ai pas le temps de pleurer, ne renouvelons pas la scène d'Essling. » Bientôt il apprit que la blessure de Bessières n'offrait aucun danger. Cette double chute avait ralenti les charges de cavalerie, mais Macdonald s'élance à la tête de deux divisions horriblement meurtries, sous une nouvelle pluie de mitraille et de boulets, et parvient à s'emparer du poste d'Aderklau qui couvre

celui de Wagram. L'instant d'après le général Oudinot, fidèle à la promesse qu'il s'est faite à lui-même, fait son attaque sur Wagram.

Pressé par un tel danger, l'archiduc cherchait dans le lointain s'il ne découvrirait pas des tourbillons de poussière, ou s'il n'entendrait pas des coups de canon qui lui annonceraient l'arrivée de son frère, l'archiduc Jean. Il ne découvre rien; il cède à son malheureux sort, mais avec toute l'énergie et l'exactitude d'un militaire consommé. Tandis qu'Oudinot pénètre dans ses rangs, il prépare sa retraite lentement, et avec les puissantes ressources de la tactique. Il n'emploie pas moins de deux heures à l'opérer; il sait que tout désordre livrerait son armée au sort des vaincus d'Iéna et d'Auerstadt, et il ordonne ses manœuvres de manière à conserver son armée et sa gloire.

A deux heures, le succès de la bataille était décidé pour les Français; elle se termine à quatre, et contre l'usage de Napoléon, il n'y a plus de poursuite ou du moins elle est sans résultat. A peine parle-t-on de quelques canons pris et de quelques prisonniers. L'archiduc, dans sa relation, prétend en avoir fait six mille; ce qui est vraisemblable, d'après le désordre où a été jetée l'aile de Masséna au commence-

ment de la bataille. L'archiduc fait sa retraite sur la Bohême, pays difficile, montagneux et belliqueux, qui a coûté tant de travaux et de sacrifices d'hommes au grand Frédéric.

L'absence des grands trophées et des immenses colonnes de prisonniers qui, avant la bataille d'Eylau donnaient aux bulletins de Bonaparte un éclat merveilleux, faisait un peu pâlir celui de la bataille de Wagram. Il fut lu, suivant la coutume, au spectacle, à Paris, et y causa plus de terreur que d'admiration. L'incrédulité se manifesta par des gémissements lorsqu'on entendit l'Empereur évaluer sa perte à quinze cents tués, et quelques milliers de blessés. C'était abuser un peu trop d'une crédulité qui n'existait plus. On prétend, d'après le relevé des rapports déposés au ministère de la guerre, que notre perte réelle était de trente-trois mille hommes mis hors de combat; celle des Autrichiens était avouée de vingt-huit mille. On se fatiguait cruellement de batailles si meurtrières, et l'on préférait de beaucoup celles de Lodi et d'Arcole. La popularité de Napoléon, dans son armée, n'en n'était point ébranlée; l'avancement était rapide, mais ce n'est pas ainsi qu'on se fait bénir du genre humain.

Le soir même de la bataille, Napoléon n'avait

point un air radieux ; il se plaignait amèrement de sa cavalerie qui ne lui ramenait point de prisonniers. « Je ne la reconnais plus, » disait-il, et quelques-uns de ses généraux qui se piquaient de franchise, lui disaient que son armée parsemée d'étrangers ressemblait bien peu à celle qu'il avait tirée de son camp de Boulogne. On avait eu peu à se louer du courage et du zèle des Saxons que conduisait Bernadotte. Ce maréchal, soit pour en tirer un meilleur parti, soit pour se faire valoir lui-même dans un ordre du jour adressé à ses Saxons, les louait fastueusement comme s'ils avaient fait merveille dans le combat; et prenant le style de Napoléon lui-même, il leur dit qu'ils s'étaient montrés immobiles comme l'*airain*. L'Empereur fut fort irrité de voir un de ses généraux, et surtout celui qu'il aimait le moins, usurper, même aux dépens de la justice et de la vérité, son droit de décerner la gloire. Il en exprima son mécontentement dans un ordre du jour qu'il communiqua seulement aux autres maréchaux pour ne pas irriter l'armée saxonne dont les dispositions paraissaient un peu plus que chancelantes, et qui devait, cinq ans après, manifester cruellement sa haine dans les fatales journées de Leipzig.

Comme Napoléon passait en revue son armée, il s'arrêta devant Macdonald, l'embrassa, le félicita cordialement et lui annonça qu'il allait recevoir son bâton de maréchal d'empire. Il éleva au même honneur Marmont et Oudinot.

On ne put concevoir pourquoi il décerna le titre pompeux de prince de Wagram au maréchal Berthier que l'histoire n'aperçoit point dans cette journée. Le véritable prince de Wagram n'était-il pas Macdonald? Poursuivant toujours son système féodal, ou du moins celui des bénéfices créés à vie à l'imitation de Charlemagne, il érigea aussi de nouvelles principautés en faveur de Masséna et de Davoust, qu'il nomma l'un prince d'Essling et l'autre prince d'Eckmülh.

Si Napoléon avait été médiocrement satisfait de sa victoire de Wagram, il le fut vivement en apprenant, par le général Marmont, que l'archiduc Charles faisait proposer un armistice. La paix allait suivre une telle proposition, et cette paix pouvait amener un événement qui mettrait le comble à l'éblouissante grandeur de sa fortune.

CHAPITRE XXIV.

PAIX DE VIENNE ET DIVORCE DE NAPOLÉON (1809).

SOMMAIRE.

Dans les conférences pour la paix de Vienne, quelques mots sont jetés qui préparent le mariage de l'Empereur avec une archiduchesse d'Autriche. — Napoléon est mécontent de l'empereur Alexandre. — Sa jeune sœur est fiancée au duc d'Oldenbourg. — Pendant les conférences de la paix, l'Allemagne reste encore agitée. — Deux partisans la parcourent dans le nord et font des excursions hardies. — Le duc de Brunswick, vengeur de son père, entre un moment à Dresde, à Leipzig et dans son palais ducal. — Il s'embarque pour l'Angleterre qui le tient à sa solde. — Le major prussien Schill, autre partisan, obtient d'abord quelques succès; pressé vivement par des forces supérieures, il est tué dans un combat. — L'insurrection du Tyrol a pris de la consistance.— L'aubergiste Hoffer en est le chef habile et redouté. — Il obtient d'abord de grands avantages sur les troupes bavaroises. — La paix de Vienne le trouve encore sous les armes; il est arrêté, condamné; sa grâce est en vain demandée à Napoléon. — Conclusion de la paix. — L'empereur François II y perd trois millions de sujets. — Les rois de Bavière et de Saxe y gagnent de nouveaux États. — L'Empereur réunit sous ses lois Trieste, l'Istrie et la Dalmatie.— Un jeune Allemand a formé le dessein de tuer Napoléon, et veut l'exécuter dans une revue. — Il est arrêté; se fait gloire de son projet, et il est fusillé. — Expédition des Anglais contre le port d'Anvers.—Elle est mal dirigée par son chef, lord Chatam.— Il s'empare de Flessingue et de l'île de Walcheren. — Alarme que répand cette expédition dans le conseil des ministres de l'Empereur. — Fouché fait décider l'armement des gardes nationales sur la frontière — Le roi de Hol-

lande, Louis, marche au secours d'Anvers. — Les Anglais sont repoussés et perdent dix mille hommes dans l'île de Walcheren. — Retour inquiet et sombre de l'Empereur à Paris. — Son humeur éclate contre le ministre Fouché, auquel il reproche d'avoir exagéré les alarmes sur l'expédition des Anglais. — Celui-ci fait tomber la colère de son maître en lui faisant sentir la nécessité d'un divorce. — Napoléon y était déjà résolu. — Il le provoque par une explication fort dure d'abord et ensuite assez tendre avec l'impératrice Joséphine. — Elle s'y résigne, et paraît se sacrifier au bien de l'État. — Son fils est chargé de la mission cruelle d'apporter au Sénat la proposition du divorce. — Elle est décrétée par un sénatus-consulte.

Les chocs terribles que je viens de décrire, ces batailles de trois cent mille soldats, cette extermination valeureuse et savante et cette épouvantable profusion de boulets et d'obus, c'étaient là les préludes d'une noce impériale.

Un mot fut jeté dans les premières conférences et fut accueilli avec une joie profonde, mais bien dissimulée, par le superbe Napoléon. « L'Autriche, disait le comte de Bubna, regretterait toujours le temps où elle était alliée de la France. » On pouvait y voir une allusion au mariage de Louis XVI et de Marie-Antoinette. J'ai déjà dit que des insinuations de ce genre avaient été glissées par le comte de Metternich lorsqu'il était ambassadeur à Paris auprès de Napoléon; et sans doute l'adroit ambassadeur n'y avait mis que ce ton de légèreté sous lequel

la diplomatie cache les desseins les plus profonds. C'est un fait sur lequel l'histoire ne pourra s'exprimer avec certitude que lorsque les Mémoires de M. le prince de Metternich auront été publiés, en supposant qu'ils soient écrits avec une véracité plus que diplomatique. Mais quelle que soit la date de cette conception politique, qui devait avoir une si grande influence sur les destinées triomphantes et bientôt désastreuses de Napoléon, on est généralement porté à croire qu'elle appartient au ministre autrichien.

Napoléon alors était secrètément, mais profondément irrité contre l'empereur Alexandre, qui s'était placé au rang de ses admirateurs les plus enthousiastes; mais il n'avait rempli aucune des conditions d'une alliance scellée par une amitié si nouvelle entre deux puissants souverains. Dans les conférences de Tilsitt et d'Erfurt, il avait bien été échangé quelques mots d'un mariage entre Napoléon et l'une des sœurs d'Alexandre; mais celui-ci ne s'y était prêté qu'avec réserve. C'était à sa sœur, c'était surtout à son auguste mère à exprimer un libre consentement. Or l'une et l'autre y étaient opposées avec une aversion qui ne pliait ni devant la politique ni devant la volonté de l'être qu'elles

honoraient et chérissaient le plus. Il arriva que leur choix, et bientôt après celui de l'empereur Alexandre, tomba sur le fils d'un duc d'Oldenbourg, à qui Napoléon avait rendu ses États pour complaire à son nouvel ami. L'orgueil de Napoléon en avait ressenti une assez vive blessure. Quoi! un petit prince dont l'État n'occupait qu'un point presque imperceptible dans cette Allemagne où fourmillent de petits souverains, lui était préféré, à lui le premier homme de son siècle par ses victoires, par sa puissance et son génie! Il ne pouvait voir dans ce choix qu'une contradiction politique raffinée presque jusqu'à l'ironie. Cependant il veilla à ne laisser paraître aucun signe de son dépit. Son mariage avec une princesse de la maison d'Autriche le vengeait avec éclat. En outre, il lui convenait mieux de s'unir avec une maison impériale que ses malheurs, tant de fois renouvelés, faisaient tomber dans un rang très-subordonné au sien, que de s'unir par un tel nœud avec la seule puissance qui pût encore contre-balancer la sienne.

Une grave objection se présentait contre le mariage de l'empereur Napoléon. Il devait être précédé par un divorce, et l'épouse qu'il aurait à répudier était celle qui avait partagé son sacre, celle sur la tête de laquelle il avait placé lui-

même la couronne impériale, cette douce Joséphine dont le crédit lui avait fait déférer le commandement de l'armée d'Italie, brillante aurore de son bonheur et de sa gloire, la seule femme enfin qui connût et pût toucher quelquefois les cordes sensibles de son cœur. Avec l'empereur de Russie, autocrate sacré qui dispose de la religion de ses sujets, l'obstacle du divorce s'aplanissait facilement. Il n'en était pas de même avec la maison d'Autriche, rigidement catholique ; mais puisqu'il paraissait prévenu et invité par l'Autriche elle-même, il était évident que le scrupule religieux et les convenances morales pesaient peu dans les balances de sa politique.

L'amour conjugal ne conservait plus guère, dans le cœur de Napoléon, d'autre caractère que celui d'un intérêt tendre, tantôt réveillé par de touchants souvenirs et tantôt affaibli par des souvenirs incommodes qui lui rappelaient trop les humbles commencements de sa fortune, sans compter des ombrages réciproques. Il lui fallait un héritier; car il se lassait d'éparpiller dans les mains de ses frères les sceptres dont il pouvait disposer. Il jugeait avec autant de justesse que de sévérité les facultés politiques de ceux mêmes qu'il avait faits rois. Déjà il se plai-

gnait amèrement de Louis, roi de Hollande, prince d'un noble cœur et d'une rare intégrité, qui ne pouvait se résoudre à sacrifier toujours les intérêts de son peuple aux volontés impérieuses de son frère, de son bienfaiteur; aussi Louis ne se prêtait-il qu'avec contrainte et avec un peu de scrupule à l'exécution du blocus continental, parce que les cris des Hollandais ne cessaient de s'élever contre un système qui anéantissait les faibles restes d'un commerce autrefois si florissant et même si dominateur avant le règne de la marine anglaise. Le cœur du jeune et loyal monarque en était déchiré. Il regardait comme un fardeau une souveraineté qui ne lui laissait que l'alternative de paraître ingrat ou d'être l'oppresseur de ses sujets. Il est vrai que Joseph et Jérôme se montraient des instruments plus dociles aux volontés de l'Empereur; mais l'un était visiblement incapable de faire tête à l'orage qui grondait perpétuellement sur son trône d'Espagne, et l'autre pouvait compromettre le sien par des légèretés de mauvais goût et de mauvais exemple.

Quant à son beau-frère Murat, au plus brillant courage il ne joignait aucune des qualités qui font les grands rois, ni même les rois judicieux. Napoléon l'avait jugé et l'avait trouvé

en diverses circonstances très-inhabile en stratégie. Son génie militaire ne dépassait pas la pointe de son sabre : sa valeur avait quelque chose de phénoménal sans doute, mais il réussissait à en diminuer le mérite par l'éclat fastueux qu'il lui donnait trop souvent. Des généraux dont le courage était imperturbable se riaient de ses panaches flottants et de son manteau de pourpre, et ne le désignaient plus que sous le nom de Franconi. Cependant il trahissait une ambition sans terme, et celle de son épouse, avec plus d'adresse, n'était pas plus modérée. Déjà il avait élevé ses prétentions sur le trône d'Espagne, et il portait ses regards jusque sur le trône de Napoléon même, si les boulets et le fer de l'assassin amenaient pour la France et l'Europe la plus terrible catastrophe. Trop fougueux pour n'être pas indiscret, il avait laissé échapper quelques mots recueillis et commentés par la police. Il jugeait qu'un trône conquis par des victoires ne pouvait être rempli, après Napoléon, que par le plus brillant des guerriers.

L'Alexandre des temps modernes ne pouvait souffrir la pensée que son Empire serait morcelé, démembré et longtemps inondé de sang par les prétentions et les discordes de ses suc-

cesseurs. Ici l'intérêt de la France coïncidait avec le sien, il frémissait d'une telle perspective pour une patrie à laquelle il avait rendu le calme, tout en la couvrant d'une gloire immense.

L'archiduchesse Marie-Louise semblait faite pour répondre à ses vœux. Elle n'avait rien d'éclatant que son nom de la fille des Césars; mais elle avait cette fleur de beauté qui suit ordinairement la jeunesse. Son âge était de dix-sept à dix-huit ans; la fraîcheur de son teint, une expression de bonté naïve, une taille élégante et bien formée, un embonpoint gracieux, pouvaient bien effacer, aux yeux de Napoléon, les charmes que Joséphine ne tirait plus guère que des précautions savantes de sa coquetterie. Cette princesse, élevée dans toute la simplicité de la maison de Lorraine et sous les ombrages de Schœnbrunn, n'avait point connu une contrainte austère, et rien ne décelait en elle cette vivacité qui est souvent le premier éclair des passions. Sa docilité filiale paraissait d'un heureux augure pour celle qu'elle montrerait à son époux. Son esprit, qui dépassait peu l'intelligence commune, n'offrait point à Napoléon, je ne dirai pas la crainte d'être dominé, mais celle de voir ses volontés modifiées, éludées ou légèrement enfreintes.

L'armistice de Znaïm et la paix qui le suivit furent des coups de fortune non pour l'Autriche vaincue, mais pour Napoléon vainqueur. La fermentation teutonique qui devait former contre lui une redoutable unité, se prononçait dans des États divers jusque sous la puissance des baïonnettes françaises, et s'étendait des montagnes du Tyrol jusqu'aux rivages de la Baltique. Trois partisans redoutables en étaient les brillants précurseurs et trouvaient des alliés non dans les cœurs intimidés, mais dans le cœur des peuples; et derrière eux une légion d'écrivains politiques, conquérants hardis de la liberté de la presse. Quelques allocutions soldatesques et patriotiques, quelques articles de gazettes prohibées, quelques complaintes naïves et touchantes sur le sort de ceux qui étaient morts victimes de leur zèle pour la cause germanique, étaient comme des dépôts de poudre que ces bardes et ces guerriers laissaient sur leur passage et qui devaient faire explosion plus tard. Deux de ces chefs armés contrastaient singulièrement par leur naissance; l'un qui se battait au nord était le duc de Brunswick Oels, et l'autre, qui se battait au midi, était l'aubergiste Hoffer, puissant organisateur de la Vendée tyrolienne. Le major prus-

sien Schill secondait le duc de Brunswick par des entreprises aventureuses. Les deux derniers recevaient les subsides de l'Angleterre, et leurs troupes bien armées, bien équipées, portaient de lugubres emblèmes de deuil et de terreur. Suivons-les un moment dans leurs excursions.

Nous avons vu le duc de Brunswick assistant aux derniers moments de son père qui succombait à sa blessure : nous l'avons vu frémir de la réponse outrageante que Napoléon fit à l'un des compagnons du grand Frédéric, et s'armer pour la vengeance. Rien ne l'arrête; il se bat le dernier des Prussiens; il se bat encore lorsque le roi de Prusse a subi les lois de la paix la plus dure et la plus ignominieuse. Ce n'est point parmi d'obscurs bandits qu'il se recrute, c'est parmi les fils de ces nobles que Napoléon a voulu réduire à la mendicité et souvent parmi ces nobles eux-mêmes, parmi ces princes dépouillés, parmi des étudiants qui partageaient autrefois tantôt ses études et tantôt les écarts de sa bouillante jeunesse, et enfin parmi les ministres du saint Évangile réunis à des disciples de Kant, de Fichte et de Schelling. Sa légion, qui prend le titre de hussards de la mort, se monte à deux mille hommes. La plupart ont un père à

venger aussi bien que leur chef. Ils prouvent leur sinistre mission par des os de squelettes qu'ils entremêlent à leurs armes. Nulle entreprise ne les effraye, tout château leur doit l'hospitalité, ils reçoivent des tributs plus souvent volontaires que forcés.

Le bruit des victoires de Napoléon ne les étourdit pas. Tandis que le conquérant s'empare de Vienne avec une armée immense, le duc de Brunswick s'empare successivement des deux grandes villes de la Saxe, Dresde et Leipzig. Il ne fait, il est vrai, que les traverser assez rapidement, mais il y gagne de nombreux partisans à la cause teutonique. On le poursuit, il est pressé vivement par deux corps saxons qui suivent à regret les volontés de leur maître; il leur échappe, et goûte le pénible bonheur de rentrer dans son héritage désolé, dans la ville de Brunswick même. De fidèles sujets voudraient honorer l'héritier de leur prince chéri. Il se refuse à tout hommage, à tout banquet. Il sait qu'il peut à peine séjourner quelques jours dans son palais ducal, et ne veut point compromettre des sujets qui pourraient payer cher tout signe de dévouement. Il se conforme ainsi aux sentiments de son père, dont le dernier vœu a été une noble prière faite à

Napoléon et si mal exaucée de ménager ses sujets. Il accomplit silencieusement quelques rites funèbres et va se porter avec joie contre un corps que le nouveau roi Jérôme a formé avec luxe, avec prédilection, et le sabre avec fureur. Enfin, après Wagram, l'armistice et la paix, il sent que la terre allemande va lui manquer pour un moment, mais il est loin de renoncer à venir y planter son étendard. Nous retrouverons ce prince dans les guerres fatales à Napoléon et jusque dans la dernière, à celle de Waterloo; mais elle lui est fatale à lui-même, il y est tué par une balle, ainsi que le furent et son père et plusieurs de ses glorieux ancêtres.

La destinée du major prussien Schill se termina encore plus promptement. Ce n'était point un père qu'il avait à venger comme le duc de Brunswick, mais son cœur avait bondi à la pensée des outrages et des malheurs de son roi, et surtout de la reine de Prusse, dont les Allemands avaient fait la sainte du patriotisme. Prêt à commencer sa campagne de partisan, il avait osé s'approcher de la reine et lui avait demandé d'attacher une cravate à son étendard; grâce que la reine lui avait accordée avec les expressions les plus faites pour enflammer son

héroïsme. Son corps n'était ni aussi nombreux, ni surtout aussi bien composé que celui du duc de Brunswick. Il ne se distingua que par son intrépidité. Après de rapides succès, il fut environné de toute part; et quel fut son désespoir, lorsqu'il vit les armes de son maître chéri qui obéissaient à la nécessité, se tourner contre lui! Ce désespoir, il le signala encore par des efforts inouis. Il se jeta dans le Mecklembourg et dans la Poméranie, cherchant toujours à faire des Saragosse de toutes les villes où il se créait un refuge momentané, mais ne pouvant y parvenir. Prêt à succomber, il soutint un dernier combat corps à corps contre un général hollandais, et lui dit en le perçant du coup fatal : « Va donc préparer là-bas nos logements, » et bientôt il fut tué à côté de son adversaire.

Je n'ai encore dit qu'un mot de Hoffer, et je serai forcé d'être succinct sur ces belles campagnes du Tyrol. L'historien condamné à marcher de batailles en batailles, de révolutions en révolutions, ne peut que s'arrêter un moment sur des faits et sur des noms qui ont excité dans le temps un vif intérêt et quelquefois même une juste admiration. A chaque instant, dans la brièveté de son récit, il croit entendre plus

d'une ombre qui lui dit : *Sta, viator, heroem calcas.*

Arrête, voyageur, tu foules un héros !

L'aubergiste Hoffer m'inspire surtout ce regret. C'est à des chants nationaux, c'est à des biographies particulières ou même à des légendes patriotiques à réparer ce laconisme involontaire.

Le Tyrol, comme nous l'avons vu, avait été cédé à la Bavière après la paix qui couronna Austerlitz. C'était une possession fort inquiète et fort coûteuse pour le roi à qui Napoléon l'avait transférée.

Les montagnards tyroliens aussi braves, aussi courageux que ceux de la Suisse, n'avaient point contre l'Autriche les mêmes griefs qui soulevèrent autrefois Guillaume Tell et trois petits cantons contre cette même puissance. Elle avait respecté leur pauvreté et les vertus agrestes qui la décoraient; elle ménageait les tribus d'une population qui lui fournissait des guerriers adroits, sobres et valeureux. La maison de Lorraine surtout s'en était fait chérir. Ces âpres montagnes retentissaient de chants et de danses qui représentaient le bonheur assis et fixé dans d'humbles chalets.

Je ne sais si la Bavière, assez obérée, se montra plus exigeante pour ses nouveaux sujets; mais la révolte éclata en divers lieux et trouva bientôt un foyer commun. Hoffer ne commença point le mouvement, mais le suivit, l'organisa avec force et lui donna de l'éclat par son courage. Cet aubergiste s'était rendu recommandable par une probité et une intelligence auxquelles il devait une espèce de fortune, qui lui donnait les moyens d'exercer une charité judicieuse. Il montra bientôt les talents qui conviennent à une guerre de ce genre. Il chassait les Bavarois et quelquefois les Français eux-mêmes de poste en poste, de montagne en montagne. Enfin, il avait réussi à délivrer son pays de la domination étrangère, lorsqu'arriva l'armistice de Znaïm. Le général Baraguey-d'Hilliers fut chargé de reconquérir le Tyrol, aidé par le comte Drouet, et il y réussit en grande partie, tantôt par le pouvoir des armes, tantôt par de prudentes négociations avec des hommes dont cette guerre opiniâtre accroissait la misère et la rendait intolérable. Touché d'un si beau dévouement, l'empereur François II demanda et obtint de Napoléon une amnistie pour ces braves Tyroliens. Mais cette paix trouva encore Hoffer les armes à la main. Il fut pris dans une rencontre

et traduit devant un conseil de guerre. D'autres disent qu'il avait fait acte de soumission après la publication de la paix. Il fut condamné par le conseil de guerre, non sans regret et sans hésitation, à être fusillé. Son épouse, éplorée, vint se jeter aux pieds du général, qui lui donna un passe-port pour aller implorer l'Empereur à Vienne, et un sursis fut accordé jusqu'à la réponse. Elle fut sévère, plus que sévère, la grâce fut refusée. Son crime était de la même nature que celui de Jeanne d'Arc, son crime était un sublime élan patriotique. Le continua-t-il jusqu'après la paix ? C'est un point que l'histoire peut difficilement éclaircir au milieu de versions contradictoires.

J'arrive un peu lentement à la nouvelle paix de Vienne. Il me paraît évident que la lente et flegmatique Autriche ne participait pas avec ardeur à la fermentation qui se déclarait en Allemagne, quoique l'un de ses ministres, le comte de Stadion, en eût été l'un des provocateurs. Cette cour sut fort mal en profiter pendant une négociation traînante et embarrassée. Si l'archiduc Charles eût voulu, à cette époque, être le héros de la ligue teutonique, on ne sait à quel point il eût poussé sa fortune. Cet habile guerrier inclinait toujours vers la paix et en

montrait même un désir trop impatient. Le prince Jean de Lichtenstein le secondait dans ce vœu et le décelait encore avec une franchise plus imprudente. Déjà, il s'était fait chérir de Napoléon dans les précédentes campagnes, en venant lui présenter ou plutôt lui demander le rameau d'olivier avec un empressement qui lui donnait une attitude trop suppliante. M. de Metternich, quelles que fussent ses dispositions pour le hardi projet de mariage dont j'ai parlé, condamnait l'excès et l'inopportunité de ces dispositions pacifiques. Napoléon se gardait bien de paraître acheter une alliance auguste par des sacrifices qui borneraient son ambition et pourraient blesser l'orgueil de son armée. Quant à l'orgueil de la nation française, il était de facile composition pour la paix, tant on était excédé de ces chocs perpétuels, de ces victoires, qui, aujourd'hui, étaient si ardemment disputées, tant on craignait pour l'Empereur lui-même, soit un coup fatal, soit un grand revers de fortune, qui rouvrirait pour nous des années de désordres et de calamités.

La cour de Vienne attendait, au fond de la Hongrie, les événements de l'Espagne et le succès d'une descente des Anglais qui menaçait Anvers même, dans un moment où la Belgique

et la France étaient dégarnies de combattants. François II perdit patience, et se lassant des représentations de MM. de Metternich et de Stadion, il donna plein pouvoir au prince de Lichtenstein de traiter de la paix. C'était consentir à l'accepter sévère; elle le fut en effet. L'empereur d'Autriche y perdit trois millions de sujets, la Bavière y gagna Salzbourg, un district important aux sources de la Traün, Napoléon se fit accorder, pour son royaume d'Italie, Trieste, une partie de la Carinthie, de la Carniole, de la Dalmatie et de la Croatie. Il traita encore plus libéralement son allié le roi de Saxe, en lui faisant céder la province polonaise, devenue autrichienne, de la Gallicie, pour en augmenter son duché de Varsovie; ce fut une libéralité fort imprudente et qui eut des suites fatales. L'empereur Alexandre, et plus encore son cabinet, ne pouvaient voir qu'avec ombrage la Pologne renaître ainsi de son anéantissement. Il est vrai que, par un reste de ménagement pour son ami de Tilsitt, Napoléon voulait bien lui céder une partie des dépouilles de l'Autriche dans la Pologne. Mais cette faible condescendance lui parut dérisoire, et l'irrita encore plus. Il ne prit point la peine de dissimuler son ressentiment, et quoiqu'il trai-

tât avec beaucoup d'égards l'ambassadeur de France Caulincourt, il lui dit avec vivacité : « Je pénètre les desseins de votre Empereur, j'y vois bien des menaces de guerre pour un avenir peut-être très-prochain ; je ne serai point l'agresseur, mais il peut s'attendre à une vigoureuse résistance. » Ainsi, cette paix, qui fut signée le 14 octobre 1809, contenait le germe d'une guerre beaucoup plus terrible, et dont le dénoûment devait être désastreux.

Il était un autre article de ce traité, fort cruel pour cette maison à laquelle Napoléon devait s'allier, et plus encore pour les peuples de l'Autriche, déjà épuisés par l'énorme contribution de guerre à laquelle ils avaient été soumis après la campagne d'Austerlitz. Napoléon en avait demandé une de cent millions de francs. Il se laissa un peu fléchir sur ce point et la réduisit à soixante-quinze millions ; mais il en exigea le payement intégral, même après la célébration de son mariage avec l'archiduchesse, et repoussa les supplications de son beau-père, qui plaidait pour son peuple.

Peu de jours avant la signature de la paix, l'empereur Napoléon avait couru un danger qui révélait à quel degré de fanatisme était portée, en Allemagne, la haine contre le conquérant.

A l'une des grandes parades de Schœnbrunn, un jeune homme de dix-huit ans, d'une physionomie candide et dont les traits étaient presque féminins, fit effort pour percer la foule et parvint assez près de Napoléon en témoignant le désir de lui parler. Mais, comme il s'exprimait en allemand, l'Empereur lui dit de s'adresser au général Rapp, vers lequel il fut conduit. Celui-ci l'écouta fort négligemment et le fit sortir du cercle. Mais un peu plus loin, le jeune homme revint et sortit de la foule avec plus d'impétuosité. « Faites-le retirer, » s'écria vivement Berthier. Un officier de gendarmerie s'acquitta de cette commission avec rudesse, et le prenant au collet, il s'aperçut que le jeune homme portait une arme, c'était un large couteau de cuisine, affilé avec soin. Ce couteau fut porté à l'Empereur qui fit venir le jeune homme, et apprit de lui qu'il se nommait Stabs et était fils d'un ministre protestant d'Erfurt. « Me connaissez-vous? lui dit Napoléon. — Oui, je vous ai vu à Erfurt. — Pourquoi vouliez-vous me tuer? — Parce que votre génie est trop supérieur à celui de vos ennemis, et que vous vous êtes rendu le fléau de notre patrie. — Comment auriez-vous fait pour me tuer? — Je voulais vous demander si nous aurions bientôt la paix;

et si vous ne m'aviez pas répondu, je vous aurais plongé le couteau dans le cœur. — Mes soldats vous auraient mis en pièces. — Je m'y attendais bien, mais j'étais résolu à mourir. — Si je vous faisais mettre en liberté, iriez-vous chez vos parents, et abandonneriez-vous votre projet? — Oui, si nous avions la paix; mais si nous avons encore la guerre, je l'exécuterais. »

Le duc de Rovigo, quoique présent à cet interrogatoire, omet plusieurs des questions pressantes de l'Empereur et affaiblit les réponses sinistres et énergiques du jeune meurtrier. Le général Rapp, qui en était l'interprète, les rapporte avec des détails qui font entrer plus avant dans l'âme de ces deux interlocuteurs. En les lisant, on devine que Napoléon cherchait à détourner l'idée d'une vaste conspiration formée contre lui. Peut-être aussi craignait-il que cette opinion ne circulât dans le public. « Dites que vous êtes fou; j'ai besoin que vous disiez que vous êtes fou. » Le jeune homme appuya sa dénégation par le calme et la fermeté de son langage; et le médecin Corvisard, que l'on fit appeler, ne vit dans Stabs qu'une imagination fort exaltée et nul signe d'une folie caractérisée. « Vous ne craignez donc pas de commettre

un crime? — Vous tuer n'est pas un crime, c'est un devoir. — On a trouvé sur vous le portrait d'une jeune fille; ne craignez-vous pas de l'affliger? — Non, elle vous abhorre autant que je vous déteste. » Il avait fait cent lieues pour exécuter son projet. L'Empereur jugea à propos de faire instruire son procès par un conseil de guerre autrichien. L'instruction fut sommaire. On ne chercha point à pénétrer d'où lui venait cette sombre et cruelle exaltation, s'il ne l'avait point reçue des sociétés secrètes, ni enfin si d'autres fanatiques, si d'autres Mucius Scévola ne s'étaient point engagés à lui succéder dans cette criminelle tentative. Napoléon partit de Vienne avant que le conseil de guerre autrichien eût prononcé sur le sort de ce jeune homme. Il fut fusillé, et subit la mort avec la constance des fanatiques.

Pendant la négociation de la paix et lors même que les principales difficultés paraissaient aplanies, l'Empereur était toujours préoccupé de la pensée qu'il pourrait avoir à faire une troisième visite à la capitale qu'il allait rendre à son maître. Il fit plusieurs actes de sévérité, soit envers de notables habitants, soit envers des prolétaires qui ne pouvaient dissimuler leur haine. Ils n'avaient pas vu sans douleur les Français

ruiner, par la mine et la sape, les fortifications nouvelles, mais très-imparfaites dont on avait environné cette ville. Plusieurs maisons avaient souffert ou s'étaient écroulées sous un double ébranlement.

Les nuages s'amoncelaient sur le front de l'Empereur. Divers sujets de défiance s'offraient à sa pensée. Il s'irritait contre la fortune qui, dans les batailles, ne lui accordait plus de ces avantages pompeux qui terrassent les ennemis et l'imagination des peuples. Il promenait des regards mécontents sur l'Espagne et le Portugal; il lui était insupportable que des armées anglaises se fussent maintenues dans les postes les plus importants de ces deux royaumes et qu'elles y eussent balancé le succès de ses meilleures troupes et de deux généraux tels que Soult et Ney. La gloire croissante de Wellesley, depuis duc de Wellington, pesait à son orgueil et à son patriotisme jaloux. Il blâmait les opérations militaires de ses maréchaux, sans tenir compte de la résistance plus obstinée encore que furieuse qu'ils éprouvaient chez deux peuples aussi exaltés dans leurs sentiments d'indépendance et même de liberté politique, qu'ils l'avaient été longtemps dans leurs sentiments religieux. Tous ses calculs devenaient faux,

parce qu'il n'y faisait pas entrer les passions des peuples et les ressources qu'ils trouvent dans leur désespoir et dans leur haine. C'était répéter l'erreur des adversaires les plus arrogants et les plus dédaigneux de notre révolution. Les trônes qu'il accumulait devenaient pour lui comme ces montagnes d'où l'œil plane sur un immense horizon, mais ne découvre qu'obscurément ce qui fait la beauté du paysage, l'excellence de ses productions, et les dispositions calmes ou menaçantes de ses habitants. Il connaissait à merveille et maniait avec une rare dextérité le moral des armées, mais il ne connaissait plus ou jugeait à faux le moral des nations. Il croyait pouvoir arrêter le mouvement intellectuel et progressif des sociétés à l'heure marquée sur son cadran. C'était appliquer à la civilisation le *sta sol*. Des analogies inexactes et superficielles le conduisaient et l'aveuglaient souvent. Lui parlait-on des sociétés secrètes de l'Allemagne, il n'y voulait voir qu'une imitation imparfaite, qu'une ébauche grossière de ces clubs de jacobins qu'il avait fermés parmi nous en jetant une centaine de leurs chefs au gouffre de Sinnamarie. Comme s'il y avait de l'analogie entre un enthousiasme qui naît avec l'effervescence de toute une nation et un en-

thousiasme usé par le temps, sali par l'anarchie, ensanglanté par le crime et désavoué par l'élite de la nation pensante !

Napoléon et madame de Staël visitaient l'Allemagne en même temps. Le premier étudiait le nombre et la force de ses troupes, ses fleuves, ses montagnes, tous ses points stratégiques, les dispositions de ses cours, de ses cabinets, et les moyens de l'assujettir. La seconde observait le mouvement de sa littérature, de ses universités, l'esprit de ses pasteurs et de ses philosophes, les passions plus ou moins exaltées, plus ou moins profondes qui se produisaient dans ses spectacles, les légendes populaires, les chants nationaux. Eh bien ! lequel des deux a mieux connu, mieux jugé l'Allemagne, mieux pressenti le nouveau rôle qu'elle allait jouer dans le monde ?

Même après la victoire de Wagram et l'armistice de Znaïm, les Anglais avaient fait sur les rivages de la Belgique, une invasion d'un grand appareil et dont le succès paraissait probable, au moins pour le moment, dans un pays dégarni de troupes. Ce mouvement maritime était une réponse au blocus continental. L'occupation d'Anvers que les Anglais s'étaient promise semblait faite pour proclamer la ruine de

ce système dont l'exécution éprouvait déjà mille obstacles sur tous les points de l'Europe. Napoléon venait de faire construire, dans ce port, des ouvrages magnifiques et profondément calculés pour le rendre inexpugnable; mais il n'y avait laissé qu'une garnison très-insuffisante.

Les rênes du gouvernement anglais flottaient alors aux mains de deux ministres rivaux, Georges Canning et lord Castlereagh. Quoique enflammés tous deux d'une haine profonde contre la France, et stimulés d'une même ardeur pour suivre tous les plans de Pitt après sa mort, leurs prétentions se choquaient. Ils purent convenir entre eux de l'expédition contre Anvers, mais ils différèrent sur les moyens d'exécution. Comme par une sorte d'hommage posthume rendu à la mémoire de Pitt, le commandement en avait été confié à lord Chatam, frère aîné du grand ministre et qui n'avait signalé aucun talent civil et militaire. Il avait sous ses ordres trente-neuf vaisseaux de ligne, trente-six frégates, avec une flottille nombreuse de canonnières et quarante mille hommes de troupes de débarquement. Un armement si formidable répondait à toute l'importance de son objet. Il s'agissait de s'emparer d'Anvers, d'y brûler notre flotte, de détruire les chantiers et

les bassins, et enfin de combler la passe de de l'Escaut pour la rendre impraticable.

Le 1er août cette flotte débarqua dans l'île de Walcheren. Lord Chatam se montra bien peu digne du glorieux nom qu'il portait. Jamais expédition ne fut plus mal conduite; pourtant il réussit d'abord à s'emparer de Flessingue, et le général Monnet, qui commandait dans cette ville, se rendit prisonnier avec quatre mille hommes.

Ce fut là le terme des succès de la flotte anglaise. Au bruit de cette invasion tout s'était ému dans Paris même. On se faisait une image effrayante des progrès que pouvaient faire quarante mille Anglais secondés par une flotte, soit dans la Belgique, soit dans la Hollande, soit dans nos départements si populeux et si florissants du Nord et du Pas-de-Calais. Une telle diversion, si elle obtenait quelques succès éclatants, allait rendre confiance à l'Autriche, ranimer la guerre, en porter le théâtre dans la montagneuse et belliqueuse Bohême, ramener sur la scène ce duc de Brunswick, qui, soldé et fortifié par l'Angleterre, pouvait encore soulever le nord de l'Allemagne. Quel serait le courroux de Napoléon en apprenant que ces Anglais qu'il n'avait pu expulser, ni lui ni ses maré-

chaux, de l'Espagne et du Portugal, pouvaient encore s'établir à Anvers, se porter à leur choix sur Amsterdam ou sur Bruxelles et peut-être faire une apparition devant Lille même. Il verrait donc s'échapper de ses mains une paix glorieuse; il serait forcé de dégarnir son armée en présence des archiducs Charles et Jean, tous deux aux portes de Vienne, l'un débouchant de la Bohême et l'autre de la Hongrie avec les renforts que produisent toujours les populations affamées.

Le conseil des ministres, présidé par Cambacérès, ne cherchait point à dérober au public les alarmes dont il était travaillé, car il s'agissait d'imprimer à la nation, et surtout à la frontière du Nord, un mouvement qui renverserait les espérances de l'Angleterre et châtierait son orgueil.

C'était le ministre Fouché qui poussait avec le plus d'ardeur le cri *aux armes!* Il fallait bien, dans une épreuve si dangereuse, chercher des défenseurs dans la nation, puisque l'armée du Nord et du Midi était trop éloignée pour parer à ce péril inattendu. C'étaient donc des gardes nationaux qu'il fallait armer, ressource que Napoléon dédaignait comme militaire, et qui lui causait de l'ombrage comme monarque absolu.

L'avis de Fouché prévalut dans le conseil. Ce ministre cherchait toujours à élargir son influence; il réunissait alors par intérim à son ministère de la police celui de l'intérieur, plus imposant et plus respecté. La formation des gardes nationales allait placer sous ses lois cette milice chère au peuple; elle se forma avec le zèle le plus remarquable dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais, et Paris ne demandait pas mieux que de recouvrer dans la garde nationale un gage de sa liberté. Fouché réussit à faire donner le commandement de cette armée nouvelle au prince de Ponte-Corvo, qui revenait de Vienne fort mécontent de la censure amère que Napoléon avait faite des éloges déplacés adressés par lui à son corps de Saxons. Il s'était formé une liaison assez intime entre Bernadotte et Fouché, et comme l'Empereur se souvenait toujours de l'opposition que le premier avait montrée ou plutôt essayée contre lui au 18 brumaire, outre plusieurs griefs plus récents, ce choix n'était pas de nature à lui plaire.

Lord Chatam avait manqué de diligence pour se porter sur Anvers. Le grand mouvement national exécuté dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais avec le plus bel élan patrio-

tique avait produit une levée de soixante mille hommes. De son côté, le roi de Hollande, Louis, avait fait diligence et avait marché au secours d'Anvers avec trois mille hommes de troupes régulières. Les Anglais avaient manqué le seul moment où ils pussent opérer une surprise. Lord Chatam, confus et désespéré, voulut pourtant faire une démonstration contre Anvers, et choisit pour son attaque le point qui présentait la plus belle défense, et, suivant l'expression militaire, prit le taureau par les cornes. Il fut repoussé avec perte; mais ne voulant point abandonner sa conquête éphémère de l'île de Walcheren ni Flessingue, il y resta inactif pendant près d'un mois et vit périr dix mille de ses soldats dans le climat humide et marécageux de cette île.

Cette expédition manquée envenima en Angleterre les discordes déjà allumées entre les ministres Canning et Castlereagh; elles éclatèrent par un duel qui n'amena qu'une légère blessure pour l'un des champions, mais qui détermina la dissolution du ministère.

Les Anglais, sur un autre point, venaient encore de signaler la fureur de leur ressentiment. Sous le commandement de lord Cochrane ils avaient attaqué notre escadre de Rochefort, et,

à l'aide d'une immense machine infernale, ils avaient réussi à brûler quatre beaux vaisseaux français à l'ancre.

Cependant l'Empereur était arrivé à Paris, et l'on fut confondu de lui voir, après son triomphe de Wagram, un front inquiet, mécontent et même irrité. Les courtisans les plus favorisés ne l'abordaient plus qu'avec crainte; tout paraissait le blesser. Il voyait surtout avec ombrage l'opinion que l'on avait conçue à Paris de la bataille d'Essling et paraissait s'indigner qu'on eût pu y voir une défaite. Il ne pouvait souffrir que ses plus fidèles serviteurs eussent conçu des alarmes pour l'attentat du jeune fanatique d'Erfurt, et qu'ils se fussent demandé « Que ferions-nous si l'Empereur périssait sous les coups des illuminés vindicatifs de l'Allemagne? » Toute incertitude sur son étoile lui paraissait un outrage contre sa personne. Il ne parlait qu'assez amèrement de la levée des gardes nationales. « Voilà comme on perd tout, disait-il, par cette manie d'exagérer des dangers qu'un homme de guerre sait voir de sang-froid. »—« On a trop poussé le cri d'alarme : peu s'en faut, disait-il à Fouché, que, suivant vos habitudes de la Convention, vous n'ayez fait déclarer la patrie en danger. »

On voit que dans certaines occasions Napoléon était un maître assez difficile à servir, puisqu'il blâmait également la tiédeur ou l'entraînement du zèle.

Une pensée inquiète et qu'il ne voulait point manifester aigrissait beaucoup son humeur morose. Cette pensée était celle du divorce avec l'impératrice Joséphine, divorce déjà résolu dans son cœur, mais qui lui présentait soit un sacrifice douloureux, soit des embarras très-pénibles.

J'ai dit que Fouché avait déjà lu cette pensée dans l'âme de Napoléon, et qu'il l'avait secondée avec un art, avec une chaleur même très-défavorable à la pauvre Impératrice. Comme l'accueil assez sombre qu'il recevait du vainqueur de Wagram lui faisait craindre une disgrâce dont le glaive était toujours levé sur sa tête, il trouva dans sa pénétration habituelle un moyen de détourner le coup. « Eh bien, lui avait dit l'Empereur dans un entretien particulier, j'entendrai donc toujours parler d'assassinat, de complot, rêver des défaites, nier ou atténuer mes succès, et former d'avance mille intrigues plus ou moins coupables, mais certainement brouillonnes, pour les chances de ma mort. Oublie-t-on que l'ordre de ma succession

est réglé par les lois de l'État? Voudrait-on le renverser? Quel est l'ambitieux qui a osé dire : « Je remplacerai Napoléon? » Toutes les combinaisons de cette sorte dénotent des cœurs ingrats, des esprits faux, petits et présomptueux qui pourraient faire retomber la France dans le misérable état d'où je l'ai tirée. Connaissez-vous ces intrigues? Y trempez-vous? En êtes-vous l'instrument ou le chef? »

Si vivement interpellé, Fouché répondit avec le plus grand calme et avec cette fermeté dont lui seul gardait l'apparence. Sans satisfaire l'Empereur sur les intrigues que pouvaient ourdir les grands de l'État, il peignit et osa justifier l'inquiétude générale des esprits.

« Elle ne part pas d'un seul point, disait-il, c'est un sentiment général et public que l'homme le plus puissant et le plus fait pour dominer son siècle, ne doit jamais négliger. Eh bien, ce sentiment est une émanation, une conséquence directe et honorable de ceux que l'on porte à Votre Majesté. Non, certes, on ne voit personne digne de vous succéder, et voilà pourquoi l'on frémit des dangers que vous font courir à la fois le sort des batailles et le fanatisme haineux, vindicatif de l'Espagne, d'un côté, et de l'Allemagne de l'autre; fanatisme commun aux catho-

liques et aux disciples de Luther. Ce n'est point une pensée sacrilége que de douter de la persévérance de votre fortune, de votre étoile. Son meilleur garant, c'est votre génie qui s'accroît avec les obstacles. Il en est pourtant qui frappent pour la première fois nos yeux. Quels merveilleux efforts ne vous a-t-il pas fallu faire pour réparer la rupture des ponts du Danube?

« Pardonnez, sire, à ce langage : ma franchise est le meilleur témoignage de mon dévouement; c'est tout ce que j'ai conservé de mes sentiments républicains que vous reprochiez tout à l'heure à l'ancien membre de la Convention. Je vais la pousser plus loin, sire, il vous faut un héritier direct qui impose à tous les prétendants, soit de la glorieuse race de Bonaparte, soit de la race Beauharnais, soit à des généraux dont l'ambition peut croître avec leur gloire, et la multiplicité des batailles ne sert que trop à en augmenter le lustre. Je vous l'ai déjà dit il y a près d'un an, et aujourd'hui je dois vous le répéter avec plus de force, quoique ce soit avec un mortel regret.

« Il n'est actuellement aucun esprit exercé qui ne cherche dans l'histoire une situation analogue à celle où un coup désastreux pourrait plonger vos fidèles sujets; celle des successeurs

d'Alexandre se présente d'abord à l'imagination, et la France s'indigne à la pensée de subir le sort de la Macédoine. Voici une autre chance de trouble et de désordre que je dois exposer franchement à Votre Majesté. Sait-elle ce que disent aujourd'hui les royalistes bourbonniens? J'ai dû me mettre au fait de leurs dispositions et de leurs espérances les plus aventureuses. Le régime monarchique, disent-ils, est rétabli et agrandi par un homme de génie et de force; il convient et il est nécessaire à la France. Mais qui pourra l'exercer après lui? Ses frères, ses généraux essayeront de le partager. A travers leurs discordes, et même à travers des guerres civiles, la nation, harassée et livrée à une sanglante anarchie, tournera ses regards vers les Bourbons, pourra se montrer crédule à leurs promesses, et ne verra peut-être que dans leur rétablissement la fin de ses longues calamités. Assurément je suis un de ceux qui ont le plus à craindre personnellement cette chance si funeste pour tous; mais enfin je ne puis en nier la possibilité, et j'en frémis.

« Votre noble cœur souffre cruellement à la pensée d'un divorce; sire, il est indispensable. En vous donnant un tel conseil, je froisse mes sentiments les plus chers, et je trahis mon inté-

rêt personnel. L'impératrice Joséphine n'a-t-elle pas été mon constant appui? Dans des moments où toute votre cour, où toute votre famille respiraient ma disgrâce, elle seule m'a soutenu, et sa bienveillance pour moi ne s'est jamais démentie. Jamais Votre Majesté n'entendra un conseil ni plus utile, ni plus rigoureux, ni plus désintéressé. Sire, la France vous demande une alliance qui réponde à la grandeur de votre nom. Il faut que votre trône après vous repose sur un double appui; je ne connais pas d'autre moyen de parer aux intrigues dont on obsède votre esprit. Jusqu'à présent elles ne me paraissent qu'absurdes et fanfaronnes, mais il peut arriver tel moment où elles seraient aussi coupables que dangereuses. »

Ce conseil répondait trop bien aux vœux secrets que formait l'Empereur, et à son ambition vaniteuse pour ne pas changer, au moins momentanément, ses dispositions envers celui qui lui tenait ce langage. L'incertitude et l'hésitation faisaient violence à son caractère. « Je divorcerai, » fut sa réponse à Fouché. Dès lors il fallut que toute sa cour conspirât à faciliter ce projet, à le rendre plausible et national. Pour échapper aux regards du public, dans cette circonstance difficile, l'Empereur s'était retiré

à Fontainebleau; et, sous prétexte de réparations, il y avait pris un appartement assez éloigné de celui de l'Impératrice. Elle s'en effrayait, et son instinct de femme lui faisait présager la répudiation sous le nom de divorce. Ils ne se voyaient plus qu'à table, et il y gardait un sombre silence. Hortense, épouse du roi de Hollande, avait été chargée par l'Empereur de la commission rigoureuse d'annoncer cette rupture à sa mère; peut-être son courage fléchit-il un peu dans la manière de s'acquitter d'un message cruel; ce qu'il y a de certain, c'est que l'Impératrice ne témoigna ni appréhension, ni chagrin. L'Empereur redoubla de brusquerie, et après un dîner où elle avait éclaté d'une manière qui semblait dire : « Vous m'êtes insupportable, » prenant tout à coup un visage tendre et compatissant, il prit par la main l'Impératrice, et la conduisit dans un appartement d'où l'on entendit bientôt s'échapper des sanglots et des cris de désespoir. L'Impératrice éprouvait ou paraissait éprouver une convulsion violente; le divorce lui avait été annoncé dans des termes aussi irrévocables que les arrêts du destin. Ses cris retentissaient dans les appartements; importunité cruelle pour l'Empereur qui voulait donner à son divorce la forme d'un consente-

ment mutuel, provoqué par le dévouement généreux de l'Impératrice elle-même. Il sonna, et fit appeler M. de Beausset, gentilhomme attaché à la maison de l'Impératrice, et parent de l'illustre et vénéré cardinal de ce nom.

« Vous sentez-vous assez fort, lui dit-il, pour porter l'Impératrice dans sa chambre, car il faut éviter cet éclat? » M. de Beausset se chargea de ce précieux fardeau; mais comme il s'agissait de descendre un escalier étroit et obscur, l'Empereur prit lui-même un flambeau pour éclairer cette triste marche. Il arriva que l'épée du gentilhomme s'embarrassa et fit craindre une chute dont l'effet aurait été plus qu'importun. M. de Beausset, pour prévenir cet accident, serra de plus près l'Impératrice, et fut rassuré sur les suites de cette convulsion quand il l'entendit lui dire tout bas : « Vous me serrez trop fort. » La connaissance lui était donc revenue, et peut-être ne l'avait-elle pas perdue tout à fait.

Peu de temps après, au lieu d'une Ariane, il n'y eut plus qu'une touchante Bérénice. Elle ne voulait point mettre obstacle au bonheur de son époux, ni à celui de la France.

L'archichancelier Cambacérès, et l'orateur officiel, Regnault de Saint-Jean-d'Angely, recueillirent ses paroles, et l'imagination du der-

nier se mit en frais pour leur donner un effet dramatique. Cette scène élégiaque eut un grand effet à la cour; mais il fut assez froid dans la France. On n'avait pas vu, sans tristesse, l'excellent et aimable prince Eugène de Beauharnais, chargé du message qui annonçait au Sénat ce divorce, et lui demandait de le consacrer par un sénatus-consulte. La reconnaissance est un beau sentiment, mais la piété filiale la précède et la domine dans l'ordre de la nature. Ces sacrifices qui la blessent appartiennent plus aux mœurs de Sparte qu'aux nôtres; et puis il est différent de les offrir à sa patrie ou de les accomplir suivant l'ordre d'un maître. Je répugne à employer pour Napoléon le mot de tyrannie, parce que son despotisme eut rarement ce caractère; mais je n'hésite pas à l'employer pour un ordre de ce genre.

Grâce à la prévoyance de Napoléon, Premier Consul, le divorce par consentement mutuel restait inscrit dans notre Code; ainsi, celui-ci était réputé légal. Mais était-il canonique? Le chef de l'Eglise n'avait plus rien à prononcer puisqu'il était captif. Voici l'expédient qu'imaginèrent des casuistes peu scrupuleux pour faire déclarer la nullité de ce mariage par l'officialité diocésaine. On a vu, dans cette histoire,

avec quelle célérité et quel mystère il y avait été procédé presque à la veille du sacre ; on se fit une arme de ce mystère même et du défaut de publicité pour annuler ce mariage, agréé par le pape s'il n'avait été béni par lui. Une condition avait manqué à ce mariage tardif devant l'Église; c'était la publicité exigée par les statuts canoniques. Deux témoins, quoique d'un rang illustre, ne paraissaient pas y avoir suffisamment suppléé. Il n'y avait eu aucune publication de bans, et les statuts de l'Église l'ordonnent impérieusement. L'officialité saisit ce prétexte qui avait échappé aux scrupules du pape et cassa le mariage. Une circonstance me paraît bien bizarre dans toute cette négociation. Ces mêmes souverains, ou plutôt ces mêmes rois et princes tributaires que Napoléon avait appelés pour être les témoins de son sacre et de celui de l'Impératrice Joséphine, il les convoqua de nouveau à Paris pour être témoins de son divorce. Cependant un tel acte devait brouiller tous leurs souvenirs, y jeter une étrange confusion et devait les blesser dans leurs sentiments moraux et religieux. Jamais cour plénière de rois et de princes n'avait été tenue pour un tel objet. Aux rois de sa famille, c'est-à-dire à Louis, à Jérome, à Joachim, roi

de Naples, se trouvaient mêlés des rois de Bavière, de Saxe, de Wurtemberg et une foule d'autres princes avec leurs épouses et plusieurs personnes de leurs familles. On eût cru qu'ils étaient appelés pour offrir au choix de Napoléon, redevenu libre, une princesse sur laquelle il daignât jeter les yeux; mais tout choix de ce genre lui paraissait subalterne.

Voilà Napoléon libre; cette union qui a commencé sa gloire et sa puissance et qui souvent en a pour lui allégé le poids et adouci les amertumes, il la rompt avec autant de joie que si elle avait été pour lui une gêne insupportable. Pourtant il ne manque à aucune des convenances exigées dans une situation si délicate. Il s'occupe du sort de l'Impératrice, fait célébrer par tous les corps constitués et par tous les journaux, son dévouement à la sécurité et au bonheur de la France. Il acquitte des dettes qui avaient été pour lui d'assez fréquents sujets de murmures et de reproches; lui assigne, outre le domaine fort agrandi et surtout délicieux de la Malmaison, le magnifique domaine de Navarre, confisqué par la révolution sur la maison de Bouillon, et de plus un revenu de douze cent mille francs. Certainement, elle n'avait point été insensible aux jouissances,

aux hommages de la grandeur; cependant personne plus qu'elle n'en avait subi les contraintes. C'était un esclavage de toutes les minutes. Elles devaient être antipathiques à ses habitudes nonchalantes, à ses goûts délicatement voluptueux. Peut-être ses plus beaux jours datèrent-ils de ce divorce même; elle y perdit plusieurs courtisans et pas un ami. Le public, surtout celui des artistes qu'elle avait protégés avec délicatesse et libéralité, lui resta fidèle. Elle fut affranchie du supplice de voir bientôt s'accumuler les plus tragiques disgrâces sur la tête de l'époux qui l'avait répudiée. Sans doute, elle les ressentit amèrement; mais, portée comme elle l'était aux croyances les plus superstitieuses et même à la foi dans les oracles des plus méprisables devineresses, elle dut souvent se dire : « Son bonheur avait commencé et finit avec moi; il l'a voulu. » Et le peuple le redisait tout aussi bien qu'elle.

Il n'y aurait point eu pour elle de bonheur, de paix dans cette retraite, si elle avait eu une forte passion pour son héros. Son esprit inconstant, ses goûts futiles la rendaient peu susceptible de sentiments exclusifs et profonds. Elle fut sans doute éblouie de la gloire de Bonaparte, mais elle en était en quelque sorte fou-

droyée ; la crainte se mêlait trop à tous les sentiments qu'il pouvait lui inspirer. Il s'amusait à lui faire peur ; jusque dans les promenades qu'il faisait avec elle, il ne lui épargnait aucune épreuve périlleuse et même il les recherchait en dépit de ses plaintes et de ses cris. C'est un problème de savoir si lui-même eut pour Joséphine une véritable passion. A l'époque où son amour se déclara, il s'agissait pour lui du commandement de l'armée d'Italie, et ce n'était que par madame de Beauharnais qu'il pouvait l'obtenir. Reste à savoir s'il était plus épris de cette femme aimable, qui subissait alors un autre ascendant, celui de Barras, qu'il ne l'était de l'immense perspective de gloire que lui faisait pressentir son génie allumé par la plus ardente ambition. Ce qu est moins problématique, c'est son tendre atta chement pour elle et pour sa fille Hortense de Beauharnais. Il l'exprimait dans ses lettres, sans emphase, sans recherches et avec des nuances de tendresse où le souverain et même l'ambitieux semblaient disparaître.

Une lettre de madame de Beauharnais, écrite à une de ses amies dans le temps où Bonaparte, encore assez obscur, sollicitait sa main, et qui a été publiée après le règne de Napoléon,

justifie complétement les conjectures que je viens d'exposer; j'en cite ici quelques fragments précieux :

« Vous avez vu chez moi le général Bonaparte ; eh bien, c'est lui qui veut servir de père aux orphelins d'Alexandre de Beauharnais, d'époux à sa veuve !

« L'aimez-vous? allez-vous me demander. — Mais... non. — Vous avez donc pour lui de l'éloignement? — Non; mais je me trouve dans un état de tiédeur qui me déplaît, et que les dévots trouvent plus fâcheux que tout en fait de religion, l'amour étant une espèce de culte. Il faudrait aussi avec lui se trouver toute différente de ce que je suis; et voilà pourquoi je voudrais vos conseils, qui fixeraient les irrésolutions perpétuelles de mon caractère faible. Prendre un parti a toujours paru fatigant à ma créole nonchalance, qui trouve infiniment plus commode de suivre la volonté des autres.

« J'admire le courage du général, l'étendue de ses connaissances en toutes choses dont il parle également bien; la vivacité de son esprit, qui lui fait comprendre la pensée des autres presque avant qu'elle ait été exprimée; mais je suis effrayée, je l'avoue, de l'empire qu'il semble vouloir exercer sur tout ce qui l'en-

toure. Son regard scrutateur a quelque chose de singulier qui ne s'explique pas, mais qui impose même à nos Directeurs; jugez s'il doit intimider une femme! Enfin, ce qui devrait me plaire, la force d'une passion dont il parle avec une énergie qui ne permet pas de douter de sa sincérité, est précisément ce qui arrête le consentement que je suis souvent prête à donner.

« Ayant passé la première jeunesse, puis-je espérer de conserver longtemps cette tendresse violente, qui chez le général ressemble à un accès de délire? Si lorsque nous serons unis il cessait de m'aimer, ne me reprochera-t-il pas ce qu'il aura fait pour moi?

« Barras assure que si j'épouse le général, il lui fera obtenir le commandement en chef de l'armée d'Italie. Hier, Bonaparte en me parlant de cette faveur qui fait déjà murmurer ses frères d'armes, quoiqu'elle ne soit pas accordée : « Croient-ils donc, me disait-il, que j'aie besoin de protection pour parvenir? Ils seront tous trop heureux un jour que je veuille bien leur donner la mienne. Mon épée est à mon côté, et avec elle j'irai loin. »

« Que dites-vous de cette certitude de réussir? N'est-elle pas une preuve d'une confiance provenant d'un amour-propre excessif? Un gé-

néral de brigade protéger les chefs du gouvernement! Cela est en effet fort probable. Je ne sais, mais quelquefois cette assurance ridicule me gagne au point de me faire croire possible tout ce que cet homme singulier se mettrait dans la tête de faire; et avec son imagination, qui peut calculer ce qu'il entreprendrait? »
Ce portrait, aussi fidèle que sévère, indique fort peu les illusions et le trouble de l'amour.

CHAPITRE XXV.

MARIAGE DE NAPOLÉON ET DE MARIE-LOUISE (1810).

SOMMAIRE.

Tristesse et trouble de Napoléon avant et après le divorce. — Il perd à regret l'espoir d'obtenir une sœur de l'empereur Alexandre, et se détermine pour une princesse d'Autriche. — Façon singulière dont il en fait la demande, dans un bal masqué, à madame de Metternich. — Il obtient une réponse favorable de Vienne. — Cependant les frères de l'Empereur sont divisés sur ce mariage et le peuple y est généralement opposé. — Graves objections élevées par l'archevêque de Vienne; elles sont écartées. — Le prince de Neufchâtel épouse Marie-Louise par procuration. — Pendant ce temps, l'Empereur ne cesse d'agrandir ses États. — Il substitue les confiscations aux conquêtes. — Son mécontentement éclate contre son frère Louis, roi de Hollande, qui, dans l'intérêt de son peuple, ne se conforme point aux rigueurs du blocus continental. — Ce prince loyal cède aux embarras cruels de sa position; il abdique en faveur de son fils; mais Napoléon prend le parti de réunir la Hollande à ses États, et s'empare en même temps de Rome et des villes anséatiques dont il fait des départements français. — Rome, seconde ville de l'Empire; Amsterdam en est la troisième. — Départ de l'archiduchesse pour la France. — Vive émotion du peuple. — Attroupements qui se forment à Vienne. — La reine de Naples nommée pour aller la recevoir à Braunau. — Empressement de plusieurs dames d'un nom illustre pour entrer dans ce cortége. — Fêtes diverses données par les princes de la confédération du Rhin. — Extrême impatience de Napoléon qui attend l'archiduchesse à Compiègne. — La pluie contrarie les dispositions galantes prises pour l'entrevue des deux époux. — Napoléon, battu par la pluie, s'élance dans le carrosse

de Marie-Louise, et l'embrasse. L'époux se montre plus que l'amant. — Les mariages civil et religieux sont célébrés à Paris. — C'est le cardinal Fesch qui donne la bénédiction. — Grand nombre de cardinaux ont refusé d'assister au mariage religieux. — L'Empereur les exile. — Il voyage avec l'Impératrice dans la Belgique. — Les fêtes publiques n'ont lieu qu'à leur retour. — Il y règne beaucoup de magnificence. — Fête désastreuse à l'hôtel de l'ambassadeur d'Autriche. — Dévouement maternel et mort de la princesse de Schwartzenberg. — Sombre présages qui se tirent de cet événement.

Il y eut un intervalle de cinq mois entre le divorce prononcé et le mariage de l'Empereur avec l'archiduchesse d'Autriche Marie-Louise. Les négociations pour cette grande alliance politique étaient donc encore restées dans le vague. Cette cour, cruellement froissée par le traité de Vienne, devait rester humiliée des timides ouvertures qu'elle avait faites, soit par l'organe du comte de Bubna, soit par celui du prince de Lichtenstein. Elle en recueillait fort mal le prix et son orgueil expirant était choqué de cette indifférence hautaine. Le pouvoir du comte de Stadion n'avait pas survécu à la guerre malheureuse dont il était l'auteur. Il était remplacé, comme ministre principal, par le comte de Metternich. L'idée première de ce mariage venait de lui; mais son patriotisme autrichien avait été révolté de la dureté des conditions imposées par un vainqueur inexorable. Il avait

même conseillé à son maître de ne pas ratifier le traité; mais ce monarque, errant presque en fugitif dans différentes villes de la Hongrie, avait voulu sortir à tout prix d'une condition si déplorable. Il n'avait, pour s'en délivrer, ni la fermeté ni le génie du grand Frédéric. Devenu premier ministre, le comte de Metternich vit qu'il fallait céder à l'orage et revint à sa première idée, celle de l'alliance avec Napoléon; car il sentait que tôt ou tard celle de Napoléon et d'Alexandre et de deux empires qui semblent voués aux conquêtes, déciderait la chute et le démembrement de l'Autriche, étouffée sous ces deux colosses.

Napoléon, de son côté, restait en balance entre deux partis opposés. Piqué de l'inaction fort suspecte de son allié l'empereur Alexandre dans son expédition contre l'Autriche, il l'était encore plus de la préférence donnée sur lui à un petit prince d'Allemagne, ainsi que je l'ai déjà dit. Soit que la grande-duchesse Catherine, sœur d'Alexandre, eût conçu une forte passion pour le jeune prince d'Oldenbourg, soit que l'impératrice douairière eût saisi avidement ce prétexte pour échapper à une alliance qui excitait son aversion, on s'était hâté de garantir par des fiançailles son mariage avec le jeune prince alle-

mand. Ce genre d'obstacles n'était pas pourtant infranchissable, et la politique ne se fait pas scrupule d'en rompre de plus sérieux. On prétend qu'à Erfurt, Alexandre, pour calmer un dépit que Napoléon dissimulait mal, lui avait offert la main de son autre sœur l'archiduchesse Anne; mais cette princesse n'était point encore entrée dans l'âge nubile, ce qui répondait mal à l'impatient désir de Napoléon, d'avoir un héritier. Cependant il n'avait point perdu de vue cette sœur aînée, âgée de vingt ans, dont on lui faisait le portrait le plus flatteur pour la beauté, les agréments et les connaissances variées. L'ambassadeur Caulaincourt, duc de Vicence, fut chargé de faire à ce sujet des instances plus directes et plus vives. Les réponses de cette cour furent tardives et embarrassées; bref, on ne lui parlait plus ni de l'une ni de l'autre de ces deux sœurs : c'était l'impératrice mère qui devait décider de leur union. Comme les dispositions de cette auguste personne étaient très-ouvertement hostiles à Napoléon, un refus n'était plus douteux. Il fallut se retourner du côté de l'Autriche. Cette alliance rappelait aux deux peuples des souvenirs sinistres; mais le trône de Napoléon ne paraissait pas menacé des coups de foudre qui avaient emporté Louis XVI et Marie-

Antoinette. L'alliance politique qu'avait fait auparavant contracter madame de Pompadour, séduite par les artificieuses cajoleries de son *amie* l'impératrice Marie-Thérèse, rappelait elle-même les souvenirs ignominieux de la guerre de Sept ans; mais ce n'étaient plus les jours de Rosbach, c'étaient ceux d'Austerlitz et de Wagram : ainsi ce genre de prévention était facilement écarté.

Pendant les huit premiers jours qui suivirent la déclaration du divorce, Napoléon éprouva un trouble qui se manifesta par une sorte de phénomène moral. Il resta à Trianon ces huit jours entiers sans se livrer à aucun genre de travail, et uniquement occupé de la chasse pour laquelle il n'avait aucun goût. Il respira quand son choix fut décidé pour l'Autriche. Quatre personnages doués d'une grande finesse d'esprit s'occupèrent d'aplanir la difficulté que présentaient des ouvertures de ce genre entre deux Empereurs, dont l'un était élevé au sommet de la puissance et de la gloire, et l'autre terrassé par la fortune contraire, mais fier de la longue suite de ses aïeux, et qui naguère respirait encore l'orgueil de Charles-Quint. Ces personnages étaient, d'une part, le comte de Metternich, et de l'autre M. de Narbonne, dont

la faveur récente s'était déclarée par le poste d'ambassadeur à Vienne; puis M. de Sémonville et le chevalier de Florette, attaché à la cour d'Autriche. Suivant une version, ce fut ce dernier qui prit l'initiative auprès de M. de Sémonville. Et celui-ci, lié d'une ancienne amitié avec M. Maret, dont l'Empereur avait fait depuis peu son ministre des relations extérieures, saisit avidement la première avance, s'étonna que la maison d'Autriche vît avec flegme l'union prochaine de l'empereur des Français avec une sœur de l'empereur de Russie, et développa toutes les conséquences périlleuses qui en résulteraient pour l'Autriche. « Cette maison, ajoute-t-il, a maintenant de belles princesses qui pourraient prévenir un coup si fatal, d'où vient qu'elle garde le silence? » Le chevalier de Florette, ravi d'une interpellation qui lui paraissait avoir une grande portée politique, se hâta de mander cet entretien à M. de Metternich. De son côté, M. de Sémonville courut la rapporter à M. Maret, dont le front s'épanouit de manière à trahir le vœu de l'Empereur. Il est fort à présumer que la même intelligence s'était déclarée entre M. de Metternich et M. de Narbonne, lorsqu'ils traitaient à Vienne ce sujet délicat.

C'était maintenant à Napoléon de s'expliquer ouvertement, la bienséance lui en faisait une loi. Ce fut à un bal masqué qu'il donnait dans son palais des Tuileries, que, profitant de la liberté du masque, il glissa cette haute déclaration. Les formes courtoises, comme nous l'avons vu souvent, n'étaient guère à son usage. Il débuta par des galanteries qui tenaient plus du militaire que de l'homme de cour. Madame de Metternich, embarrassée de continuer l'entretien sur ce ton, prit le parti de lui dire : « Sire, Votre Majesté est trop bien connue pour que le respect me permette envers elle autre chose qu'un langage grave et sérieux. — Eh bien, reprit l'Empereur, en s'épargnant selon sa coutume la gêne d'une transition, eh bien, madame de Metternich, si vous étiez fille, me prendriez-vous pour mari ? — Quoique Votre Majesté me prenne à l'improviste, reprit cette dame en faisant un profond salut, je lui répondrai que si je prenais un mari, j'aimerais mieux qu'il restât plus souvent chez moi et pas si souvent chez les autres. — Ah ! ah ! méchante, dit l'Empereur, toujours la même. Répondez franchement, voici de la diplomatie : croyez-vous que si je demandais l'archiduchesse Marie-Louise, elle voulût de moi, et qu'on me

la donnât ? — La question est trop grave, sire, elle sort des plaisanteries d'un bal masqué. Votre Majesté m'a dit plus d'une fois qu'elle n'aimait pas les femmes qui se mêlent de politique ; elle pourrait s'adresser à notre ambassadeur, M. le prince de Schwartzenberg. — C'est un mariage, question de femme, écrivez toujours. » Et il répéta ce mot d'un ton d'autorité.

Quoique les romanciers et les auteurs dramatiques (au moins ceux d'autrefois) fassent souvent intervenir l'amour dans le mariage des souverains, l'histoire nous prouve à chaque ligne qu'il n'est aucune classe de la société où il intervienne moins pour cette union sacrée. Il est possible, quoiqu'il soit très-rare, que l'amour arrive à la suite, mais presque jamais il ne la précède. L'imagination de Bonaparte avait pu s'exalter un peu sur la grande-duchesse de Russie Catherine, d'après ce que la renommée publiait de ses divers avantages ; mais l'archiduchesse d'Autriche ne prêtait à aucun genre d'exaltation. C'était une de ces figures, et pour parler plus généralement, c'était une de ces personnes qui échappent au blâme, sans provoquer la louange. Outre l'avantage de la jeunesse qu'elle possédait dans toute

sa fleur, on l'annonçait comme réunissant deux qualités fort précieuses aux yeux de Napoléon ; l'habitude de la docilité et l'indifférence politique.

Si ce mariage n'avait point été fait dans les conditions du roman, il remplissait celles des contes orientaux où les rois procèdent souvent à une demande en mariage par une armée de trois cent mille hommes, qui met tout à feu et à sang dans la capitale et les États du beau-père futur. L'empereur François II sacrifiait à la politique et à la nécessité de cruels ressentiments ; mais il n'en était pas ainsi de ses peuples et surtout des habitants de Vienne. La dernière contribution de guerre les poursuivait dans leurs maisons les plus magnifiques ou les plus humbles ; et l'on ne se flattait guère qu'une jeune et tremblante épouse pût obtenir quelque adoucissement de son sévère époux. Les murmures étaient plus forts chez les autres peuples d'Allemagne, animés d'une haine encore plus profonde contre leur nouveau dominateur. Dans plusieurs États, la presse redoubla de violence et eut recours aux métaphores, aux comparaisons les plus outrées : suivant les uns, l'archiduchesse était une de ces jeunes Athéniennes de la Fable qu'on livrait à la

faim du Minotaure; suivant d'autres, c'était une de ces princesses du Bas-Empire, que de faibles souverains sacrifiaient à l'orgueil des Attila et des Genséric.

Marie-Louise, qu'on voulait épouvanter par le souvenir sanglant de Marie-Antoinette, ne paraissait ni émue de ces terreurs, ni éblouie de la grandeur de son époux. Quelques auteurs de Mémoires ont paru croire que, dès lors, elle avait eu à faire le sacrifice d'une affection naissante et juvénile pour un jeune chambellan, auquel, depuis, elle s'est unie, dans les jours de sa liberté. Bref, elle ne s'offrait point comme une victime éplorée ni magnanime. Sa résignation ressemblait à l'indifférence. Cependant ce mariage était un nouveau sujet de discorde entre deux de ses oncles, qui n'éprouvaient pas l'un pour l'autre la plus vive sympathie; c'étaient les archiducs Charles et Jean. Malgré l'extrême inégalité de leur renom et de leurs talents militaires, leur crédit se balançait souvent auprès de l'empereur. L'archiduc Charles, guerrier distingué, inclinait toujours pour la paix, et approuvait fort le mariage; l'archiduc Jean, guerrier malheureux et vraisemblablement inhabile, ne respirait que la guerre; ce qui alors était en Allemagne un grand titre de popula-

rité. Le comte de Metternich fit pencher la balance. En favorisant les vœux de Napoléon, cet homme politique était loin de lui promettre dans son cœur une fidélité, un dévouement à toute épreuve. Il croyait que le plus sûr artisan de la chute de Napoléon était Napoléon lui-même. Plus il le voyait livré au cours effréné de son ambition, plus il croyait voir la terre trembler sous les pas du conquérant, et prête à lui ouvrir un gouffre. Dans une haute fortune, on a moins à craindre d'un ennemi déclaré que d'un allié longtemps blessé et sourdement vindicatif.

Quant à Napoléon, depuis que ce mariage était accordé, son front s'épanouissait pour la première fois depuis son retour de Wagram; il devenait plus abordable. Il aimait à s'occuper des pompes de cette alliance et des plaisirs dont, à cette occasion, il gratifierait sa cour, sa capitale et ses peuples. Il les réglait d'avance avec le même feu et la même prestesse qu'il organisait une victoire.

Le conquérant s'oubliait-il alors? nullement. Est-ce qu'il existe du repos pour un joueur acharné au jeu des conquêtes? Il y engage ses couronnes et le sort de ses peuples, comme le joueur engage avec son patrimoine le sort de tous les siens. Son bonheur est dans sa fièvre.

Chargé d'affaires, habile à les compliquer comme à les agrandir; saturé d'hommages, entouré de toutes les magnificences, maître de choisir entre toutes les délices, il semble regretter le soir le lansquenet des batailles. Elles sont interrompues, du moins dans le Nord, mais ses conquêtes ne s'arrêtent point; il y procède maintenant par sa plume, aussi tranchante que son épée; au lieu de conquérir, il confisque. Il étend ses domaines et semble reprendre son bien. Il n'en fait point cette fois de superbes dons à ses frères, à ses alliés vassaux, ni à aucun de ses grands capitaines; il garde, il absorbe tout dans son Empire, et le grossit bizarrement de nouveaux départements français où Rome vient perdre l'orgueil de ses souvenirs, Amsterdam et Hambourg celui de leur liberté et de leur opulence commerciale.

Porter si loin son Empire, c'est proclamer qu'il ne veut plus reconnaître de limites. La France est obérée de ses nouveaux sujets qu'elle n'a point portés dans son sein : ils se présentent avec contrainte; on les accueille avec défiance.

Mais ne faut-il pas que Napoléon fasse exécuter dans toute sa rigueur son blocus inexécutable? Lui seul peut se charger de ce soin; tous les autres princes y mettent une tiédeur qu'il

appelle une trahison. Il est vrai qu'il ne se fait lui-même nul scrupule d'y contrevenir; mais n'est-il pas le seigneur suzerain? Ses courtisans eux-mêmes sollicitent de lui, et les commerçants, les banquiers aventureux lui achètent souvent des dispenses pour trafiquer sur quelques-uns de nos produits, sur les livres, par exemple, qui portent au loin la gloire et l'empire de notre littérature. Ceci n'est qu'un prétexte; car les Anglais, de leur côté, ne consentent point à recevoir cet objet d'échange. C'est par de l'or, par de l'or seulement que l'on peut obtenir d'eux ces denrées coloniales qui sont entrées dans nos premiers besoins. L'Empereur, par ses prohibitions et par son blocus continental, avait créé le plus rude des impôts, et, ce qu'il y avait de pis, un impôt dont le trésor public ne touchait pas un sou. Plusieurs de ces denrées se payaient au quintuple ou au sextuple de leur valeur avant la guerre.

Un stratagème déplorable s'organise : il est évident aux yeux de tous; comment serait-il caché à ceux de l'Empereur? C'est avec un appareil triomphant que l'on transporte dans nos ports divers objets de notre luxe, de notre goût, de notre industrie, de notre savoir même, tels que des tableaux, des pierreries, des meubles,

des modes et enfin des livres, chefs-d'œuvre de notre typographie et de l'art des Didot, où Virgile, Cicéron, Bossuet et Racine reçoivent de divers arts ce tribut qu'aujourd'hui on appelle *illustration*. En les embarquant, on prend les soins les plus empressés pour qu'ils ne souffrent aucune avarie; mais dès que le capitaine voit venir vers lui le bâtiment anglais avec lequel il lui est permis de trafiquer, son premier soin est de jeter à la mer des objets si précieux et de les livrer à la voracité des requins. Ce mot était devenu proverbial, et j'ai entendu quelquefois dire chez des libraires : le requin est un fier amateur des beaux livres.

C'est ainsi que Napoléon est esclave de ses lois; et cependant sa fureur est au comble dès qu'il apprend les infractions plus ou moins nombreuses faites ailleurs à son blocus continental.

Nous venons de voir comme il s'est armé de ce grief pour chasser du Vatican, de Rome même, et enfin pour faire voyager rudement et tenir dans ses fers un saint pontife dont le nom s'est si glorieusement mêlé au sien dans l'un des actes les plus importants des fastes de l'Église. Nous avons vu avec quelle indignation dérisoire il s'est plaint à lui de lui voir ouvrir

ses ports à *ces hérétiques Anglais*, et maintenant cette indignation se porte contre un autre souverain, contre un roi de sa création, un roi de sa famille, enfin contre le plus respectueux de ses frères, Louis, roi de Hollande. Sans posséder des qualités éminentes, ce prince montrait un noble caractère, empreint de probité et très-fidèle à la loi du devoir. Ses mœurs austères, ses habitudes réservées lui donnaient un heureux point de contact avec les Hollandais qu'il était appelé à gouverner. Aussi une confiance et même une affection réciproque s'étaient déclarées entre eux. Louis s'étudiait à connaître les besoins de ce peuple déchu de sa grandeur commerciale; il sympathisait avec toutes ses souffrances. On lui disait que la prohibition de tout commerce avec l'Angleterre privait la Hollande de ses dernières ressources, et que lui interdire son commerce c'était percer ses digues et la faire rentrer sous les flots.

Louis faisait partie de ce cortége de rois que Napoléon avait convoqué pour la triste solennité de son divorce. Il profita de son séjour à Paris pour exposer à son frère, avec une franchise courageuse, la détresse et les murmures du peuple hollandais. Napoléon se montra très-offensé de ces représentations, et pour réponse

il donna l'ordre au maréchal Oudinot de faire filer de nouvelles troupes dans la Hollande, et même jusqu'à la Haye et Amsterdam. Un choc inégal paraissait inévitable entre les deux frères. Louis, pour l'éviter, ne pouvait se servir de son épouse Hortense, qui eût paru devoir être pour lui un utile intermédiaire auprès de Napoléon dont elle était tendrement chérie. Une froideur constante avait régné entre les deux époux. L'un et l'autre paraissaient avoir subi avec contrainte et regret l'union qui formait la seconde alliance des Bonaparte et des Beauharnais; ils vivaient rarement ensemble. Hortense périssait d'ennui à la cour de la Haye, et ne respirait qu'à Paris. Elle condamnait ouvertement les chagrins politiques auxquels se livrait son époux et l'ambition qu'il montrait d'être roi sérieusement.

Tout s'envenima dans la correspondance qui eut lieu entre les deux frères, lorsque Louis rentra dans sa capitale et dans cette patrie qu'il avait franchement adoptée. Napoléon, furieux d'une résistance opiniâtre qu'il ne rencontrait plus que dans sa famille, lui reprochait son ingratitude dans les termes les plus durs. Il ne concevait pas qu'on pût préférer les intérêts de la Hollande à ceux de la France et surtout

aux siens. Il terminait une lettre pleine de colère et presque d'outrages par ces mots : « Voici la dernière réponse que vous recevrez de moi. » Louis avait le cœur déchiré; il n'avait plus que le choix de s'avilir ou d'être dénoncé comme un ingrat par l'unique auteur de son élévation. La résolution qu'il prit fut digne d'un frère de Lucien. Il abdiqua dans ces termes qu'il adressa au peuple hollandais :

« Hollandais! intimement convaincu que je ne puis plus rien pour votre bien-être, me croyant au contraire un obstacle au retour des bons sentiments de mon frère envers le pays, je viens d'abdiquer en faveur de mon fils aîné le prince royal Napoléon-Louis et de son frère le prince Charles-Louis-Napoléon. S. M. la reine est régente de droit d'après la constitution; en attendant son arrivée, la régence est confiée au conseil des ministres. Hollandais! je n'oublierai jamais un peuple bon et vertueux comme vous; ma dernière pensée comme mon dernier soupir seront pour votre bonheur. En vous quittant, je ne saurais trop vous recommander de bien recevoir les soldats et les agents français; c'est le moyen de plaire à S. M. l'Empereur, de qui votre sort, celui de vos enfants, de votre pays, dépendent entièrement. »

Après avoir signé cette abdication, Louis partit secrètement, non pour la France, mais pour l'Allemagne, et respira comme dégagé du fardeau d'être un esclave couronné.

Cette abdication fut un des coups les plus sensibles que reçut Napoléon dans le cours de sa haute fortune. Tant que son despotisme n'était point heurté, il avait le cœur ouvert aux affections de famille, ce n'était pas une sensibilité profonde, c'était du moins de la bonté. Il aimait les siens et ses serviteurs, et jouissait beaucoup du bien qu'il leur faisait. Il ne manquait ni de facilité ni d'indulgence. Les éclats de sa colère étaient rares et passagers; il les réparait par des dons qui étaient un aveu indirect de ses torts. Tels sont en général, dans leurs relations de famille ou d'amitié, les militaires les plus valeureux; mais sa volonté contrariée était un ouragan qui brisait tous les chênes. On dit qu'il lui échappa des pleurs lorsqu'il apprit cette nouvelle. Bientôt au torrent de reproches qu'il lançait, il fit succéder un dédain politique. « C'est un fou, disait-il, » puis il se reprenait vivement en disant : « Non, c'est un malade, les eaux de Tœplitz pourront le guérir. »

Un grand motif de consolation vint bientôt

s'offrir à lui : c'était la pensée de s'emparer pour lui-même de la Hollande pour être un fidèle gardien de ses ports, de ses canaux contre les visites anglaises. Il aimait à rendre ces décrets où sa volonté était si nettement formulée. La disparition des républiques était alors son idée favorite. Il en faisait une tour de Babel pour le mélange des langues. Il croyait consoler amplement l'orgueil batave en disant : « Amsterdam sera la troisième ville de l'Empire français. » Rome en était la seconde. Il faisait ainsi descendre de leur rang Lyon, Marseille et Bordeaux.

Voici un autre genre d'indemnité qu'il imagina pour satisfaire la vieille république : « La Hollande aura six sénateurs, six députés au Conseil d'État, vingt-cinq députés au Corps législatif et deux juges à la cour de assation. » Ces honneurs, ces bienfaits, étaient payés par la conscription militaire, par des douanes rigoureuses et l'application la plus implacable du blocus continental. Son courroux contre Louis s'affaiblit par l'effet de ces mesures favorables à son despotisme conquérant. Il lui fit porter des paroles de paix et de clémence par M. Decazes, à qui l'ex-roi gardait une affection profonde. Peu de temps après, il adjugea à son

frère un apanage de deux millions de revenu consistant en biens territoriaux. L'architrésorier Lebrun, homme sage, intègre et modéré, fut chargé de gouverner la Hollande à peu près comme le prince Eugène gouvernait le royaume d'Italie. Par ce système de plusieurs États dans l'Empire français, Napoléon créait encore contre lui de nouveaux griefs dans sa famille. On peut juger que l'orgueilleux et surtout le vaniteux Murat n'était nullement charmé d'avoir, dans son royaume de Naples, un voisin tel que l'Empereur substitué au saint pontife dont il n'avait rien à craindre, et dont il convoitait peut-être les États. Pourquoi n'avoir pas saisi cette occasion de grossir son royaume auquel il manquait la célèbre Sicile? Murat n'osa point éclater, mais son dépit perçait dans ses paroles indiscrètes, et même dans celles de son impérieuse épouse, Caroline Bonaparte. Dès ce moment tout fut froid et quelquefois amer dans les relations des deux beaux-frères.

Le pape, réfugié et captif à Savone en attendant qu'il le fût à Fontainebleau, cédait à son ressentiment. Il passait les jours et les nuits à fulminer une bulle d'excommunication contre l'envahisseur du domaine de Saint-Pierre; puis, dans la crainte de compromettre et d'abais-

ser encore plus la cause catholique qu'il avait voulu restaurer par son Concordat, il retirait cette bulle ou la modifiait de manière à déceler toutes ses terreurs. Il ne recourait qu'avec regret à cette arme surannée. Ce n'était pas seulement l'artillerie de Wagram et d'Austerlitz qui faisait taire le bruit des foudres du Vatican, c'était surtout l'artillerie de Voltaire. L'Empereur quittait ou reprenait l'armure du philosophe suivant qu'elle servait ou contrariait ses desseins. Cependant ce genre de danger était fort incommode à son imagination. Il s'informait avec une assez vive sollicitude des dispositions plus ou moins arrêtées du pape pour l'excommunication. Le clergé, auquel il avait rendu l'existence publique, lui avait donné de grands gages d'obéissance, et surtout en adoptant le fameux catéchisme qui menaçait de la damnation éternelle tous les rebelles à son autorité. Mais c'était ce même clergé qui s'était résigné à l'indigence et à une proscription implacable pour se montrer fidèle à son chef. De là lui vint l'idée aventureuse de prendre ce clergé pour arbitre de ses différends purement temporels avec le pape. C'était un nouvel effet de son autorité, il voulait se faire obéir d'un concile comme il se faisait obéir des cours. Je parlerai plus tard des

nouveaux embarras où le conduisit cette résolution.

La réunion des villes anséatiques à son Empire s'opéra sans trouble et sans résistance. Hambourg, dans sa mourante indépendance, avait été soumise à des exactions si dures et si répétées, qu'en la perdant elle paraissait recouvrer un peu plus de calme et d'égards. Mais l'opposition fermentait en secret chez ses riches capitalistes. Ils se réveillèrent de leur torpeur politique et devinrent les banquiers des sociétés secrètes, c'est-à-dire d'une insurrection générale. Il y a de la patience et de la longanimité dans le caractère des Allemands; ils attendaient l'heure favorable pour éclater tous à la fois.

C'était une chose flatteuse pour l'orgueil français que de considérer une carte de l'Empire de Napoléon telle qu'il l'avait tracée provisoirement dans cette année 1810. J'ai dit provisoirement : qui sait, en effet, jusqu'où sa pensée pouvait en étendre les limites? Si nos regards se portent au loin, nous allons nous trouver, par les provinces illyriennes et dalmatiques, sur les frontières de la Turquie. La bizarre république de Raguse a subi le sort de toutes les autres. Voici les îles Ioniennes et particulière-

ment Corfou qui nous ouvre son vaste port. Il est beau de régner si loin, mais il est encore plus beau d'être libre chez soi. Ici Napoléon se distingue tout à fait de son Empire. J'y vois un maître et d'innombrables sujets; son orgueil n'est plus le nôtre.

D'ailleurs, dans cet Empire, combien ne pouvions-nous pas, même en 1810, remarquer de volcans prêts à faire explosion? Celui de la péninsule hispano-lusitanienne était tout ouvert, et là apparaissait une sérieuse limite pour la gloire et la fortune de Napoléon. Qu'avait-on conquis dans Saragosse? un immense monceau de ruines plus glorieuses pour les vaincus que pour les vainqueurs eux-mêmes. Voici de grandes victoires remportées sur les armées espagnoles avec de faibles résultats. Notre domination, suivant la belle expression de l'abbé de Pradt, commençait à la tête du bataillon et finissait à la queue. Wellington y balançait la gloire et les succès de nos Masséna, de nos Soult, de nos Ney, de nos Bessières, de nos Suchet, de nos Sébastiani. D'où lui venait sa force? Capitaine distingué, il rivalisait à peine en talents avec quelques-uns de ceux que je viens de nommer. Son grand moyen de succès lui venait de la cause qu'il défendait, de tout

un peuple enthousiaste, belliqueux, vindicatif et doué d'une constance indomptable. Ce n'était point de grands capitaines que ces chefs de guérillas tels que les Mina, les Pastor et les Empecinado; mais ils étaient toujours prêts à réparer une défaite par des attaques inopinées, par des surprises et trop souvent par des meurtres. Je diffère à reprendre ce tableau assez obscur et confus par lui-même; il le deviendrait encore plus si je le suivais de campagne en campagne et d'année en année. Mais il produisait un véritable désenchantement sur nos conquêtes. Notre foi n'était plus entière, et Napoléon seul paraissait conserver la sienne inébranlable. Après avoir détesté l'anarchie, nous soupirions pour la liberté perdue ou plutôt manquée par notre inexpérience. La paix était notre premier cri; ah! ce mot est bien impropre; ce n'était point un cri, c'était un soupir, mais un soupir universel. C'est un triste spectacle que celui d'un vaste Empire frappé de mutisme. Cependant Napoléon était habile à nous ranimer, à nous tenir dans l'ébahissement, tantôt par le merveilleux de ses exploits, tantôt par la grandeur de ses conceptions, et enfin par des coups de théâtre dont nul mieux que lui ne connaissait la magie. Celui de son mariage avec

l'archiduchesse d'Autriche eut un brillant début et des suites funestes.

Un obstacle sérieux avait failli l'arrêter. De graves scrupules s'étaient élevés à Vienne sur la légitimité du mariage projeté pour la jeune archiduchesse, et l'archevêque de Vienne, prélat vénérable, s'en était rendu l'organe. Deux mots terribles retentissaient aux oreilles d'un père : *bigamie, concubinage.* Le divorce n'était-il pas condamné formellement par le législateur divin ? L'impératrice Joséphine n'avait-elle pas été reconnue épouse légitime de Napoléon lors du sacre qu'elle avait reçu du saint pontife, conjointement avec lui ? Pouvait-on ignorer que ce mariage tardif, au moins devant l'Église, avait eu lieu quelques jours avant cette grande solennité ?

Pouvait-il être une sanction plus canonique que celle du pape ? N'aurait-il pas fallu que le saint pontife déclarât que sa religion avait été trompée, et qu'il existait aux yeux de l'Église une nullité dans ce mariage ? Mais comment le pape aujourd'hui pourrait-il le reconnaître, puisque Napoléon lui avait ravi ses États et sa liberté ? Dans les fers ou redevenu libre ne ferait-il pas éclater son désaveu ? La fille d'un monarque pieux serait-elle exposée à être frap-

pée de l'excommunication dont le pape Pie VII fait gronder la menace, et qu'il a peut-être déjà lancée?

J'ignore s'il existe une copie des représentations faites par l'archevêque de Vienne à l'empereur François II; mais on peut présumer qu'elles avaient un grand caractère de sévérité. Cependant il convient d'observer que la cour de Vienne ne se montre pas en général excessivement timide devant l'autorité du pape. Il s'y est conservé un souvenir assez profond des vieilles guerres de l'Empire et de l'Église. La question du pape fut facilement écartée dans les conférences de ce cabinet, et l'on se contenta de demander l'acte de l'officialité diocésaine qui annulait le mariage de Napoléon.

C'était un choix assez déplacé que celui du prince Berthier pour représenter l'Empereur dans cette cérémonie auguste. Il possédait plus les vertus militaires que les grâces et l'aménité française. Une objection plus forte s'élevait contre lui devant le public de Vienne; il avait pris une part rigoureuse à la démolition des remparts de cette ville et à d'autres actes d'une grande sévérité. De plus, l'Allemagne répétait contre lui, dans des complaintes et des ballades populaires, des imprécations pour l'exécution

du libraire Palm, quoiqu'il eût demandé et obtenu la grâce de cinq autres libraires condamnés au même sort par un conseil de guerre.

Le jour du départ de l'archiduchesse, le peuple de Vienne fit éclater une tristesse, des plaintes et des murmures et se forma en attroupements; événement presque inouï dans une capitale si soumise. L'autorité fut obligée de recourir à quelques mesures de rigueur. « Vous voyez, dit M. de Metternich au prince de Neufchâtel, combien il serait dangereux pour votre maître d'entretenir et d'augmenter cette irritation qui est commune à toute l'Allemagne, et que, dans notre amour pour la paix, nous voulons étouffer par le sacrifice le plus pénible au cœur d'un père. » Cet incident et ces paroles d'un homme d'État aussi profond, ont fait penser à plusieurs écrivains que la cour de Vienne, au moment même de la célébration du mariage, n'avait en rien modifié sa haine pour Napoléon, et que tous les souverains, même les plus soumis, n'avaient jamais été plus d'accord pour reformer une ligue contre lui dès le premier abaissement de sa fortune. Voilà ce que les partisans les plus dévoués de l'Empire ont répété et répètent aujourd'hui; mais entre ces souverains il n'existait encore d'autres liens,

d'autres rapprochements qu'une haine secrète contre leur dominateur; mais elle était fort intimidée chez la plupart d'entre eux et contrariée par des intérêts trop divers, ce qui me porte à rejeter l'hypothèse d'une ligue permanente contre Napoléon. Je n'ai point la patience de décrire des cérémonies d'étiquette, au milieu des grands événements qui se précipitent devant moi. Napoléon s'en était occupé avec un soin minutieux et avec un vif attrait, qui étonne chez un homme qui roulait de si vastes projets.

C'était sa sœur, la belle et fière reine de Naples, qu'il avait chargée d'aller recevoir l'archiduchesse lorsqu'elle arriverait à Braunau, pour être remise au cortége français. On ne sait jusqu'à quel point l'épouse de Murat fut charmée de ce nouvel honneur; ce qu'il y a de certain, c'est qu'elle et sa sœur Pauline ne virent jamais sans humeur et sans dépit les hommages rendus à la nouvelle impératrice, dont la naissance auguste faisait trop contraste avec leur extraction à peu près bourgeoise, et dont les charmes, d'un autre côté, soutenaient mal la concurrence avec ceux dont la nature les avait douées. La coquette Pauline s'exprimait sur ce sujet avec une légèreté qui blessa

plus d'une fois l'Empereur. Les dames des plus grandes familles avaient brigué à l'envi l'honneur d'accompagner la reine de Naples pour aller au-devant de la nièce de l'auguste et infortunée Marie-Antoinette. Fidèle à son système de fusion, l'Empereur avait placé sur cette liste des noms de l'ancienne et de la nouvelle noblesse. Les premières dames qui s'offrirent aux yeux de Marie-Louise, étaient mesdames de Montmorency, de Mortemart et de Bouillé. La belle et honorable veuve du duc de Montebello était nommée sa première dame d'honneur, et ce fut avec elle seulement que Marie-Louise contracta une amitié fort étroite. Lorsque Napoléon présenta cette dame à son épouse : « Je vous donne, lui dit-il, dans la personne de madame la duchesse de Montebello, une véritable dame d'honneur. »

Tout fut fête dans ce voyage ; les rois et les princes de la confédération signalèrent leur empressement pour leur nouvelle suzeraine. A son arrivée à Strasbourg, elle fut suivie de relais en relais des hommages galants de son époux. C'étaient des fleurs que venaient lui offrir des pages de l'Empereur ; c'étaient des présents variés et des produits de sa chasse ; le soir, elle ne se couchait pas sans avoir reçu

une lettre vive et passionnée de l'Empereur et sans lui avoir fait une réponse, que vraisemblablement la reine de Naples ou toute autre de ses dames lui avait dictée. L'Empereur s'en montrait charmé ; il ne manquait à rien de ce qui pouvait déceler l'amour le plus vif, un de ces amours que, dans les romans, les princes conçoivent sur un portrait.

Napoléon se consumait d'impatience ; il oubliait ses quarante-deux ans, un embonpoint qui répondait mal à ses faits héroïques, et l'effroi dont la jeune princesse avait dû être plus d'une fois saisie au nom du vainqueur de son père. Il relisait ce que nos rois les plus galants et les plus chevaleresques avaient fait pour se présenter avec grâce et dignité à leur nouvelle épouse.

Si je supprime des détails d'étiquette, je ne dois point omettre des incidents qui expliquent comment l'amour resta si peu partagé entre les deux époux. Du côté de l'Empereur, vif et même trop vif empressement, et du côté de l'Impératrice, gêne et froideur continues. Le temps se plut à contrarier une scène que Napoléon avait concertée avec des artistes pour la première entrevue. Entre Soissons et Compiègne, on devait élever trois tentes, décorées

avec autant de luxe que de goût. L'une était dressée à Compiègne, et là devaient se placer l'Empereur avec son auguste famille, les grands et les dignitaires de l'Empire, escortés de la garde impériale. L'autre tente, placée près de Soissons, devait recevoir l'Impératrice avec son cortége, pour qu'elle pût s'y reposer un moment. Une autre tente intermédiaire était consacrée à l'entrevue. L'Impératrice devait se prosterner devant l'Empereur, qui la relèverait avec tendresse. Cette prosternation était une étiquette royale assez conforme au caractère de Napoléon, mais qui me paraît empruntée au Bas-Empire. Puis le bruit de mille instruments de musique, des chants joyeux et un cortége où brilleraient tous les magnifiques uniformes de la garde impériale, devaient ramener en triomphe les deux époux. Le temps, si favorable d'ordinaire aux grandes solennités de Napoléon, se montra impitoyable pour celle-ci ; une pluie incessante et orageuse ne permit pas d'élever ces trois tentes, qui auraient offert un gîte trop incommode. Il fallut que l'Empereur, dont l'impatience ne pouvait plus se contenir, partît seul dans une calèche avec son fidèle Duroc, pour aller au-devant de l'objet de ses vœux. Il en descendit lorsque le carrosse

de l'Impératrice ne paraissait point encore, et se promena en bravant militairement la pluie qui ne cessait de le persécuter. Était-il protégé contre elle par son manteau ou par cette redingote grise qu'il portait dans les jours de ses victoires ? c'est un point que j'ai pris peu de soin d'éclaircir ; ce qui me paraît peu douteux, c'est qu'il était fort mouillé. Il était beau, quand il se présentait dans ce négligé martial aux yeux de ses soldats ; mais il n'était pas sûr qu'il produisît le même effet sur une princesse élevée à toutes les délicatesses cérémonieuses d'une cour. Le carrosse attendu paraît enfin. Il s'élance, commande à la voiture de s'arrêter; puis il ouvre brusquement la portière. La princesse jette un cri de surprise et d'effroi ; on prétend même qu'elle dit : « Que nous veut ce gros homme ? » La reine de Naples n'eut que le temps de lui dire : « C'est l'Empereur ; c'est mon frère. » Il se place à côté d'elle et l'embrasse. Il avait voulu se montrer en roi chevalier; mais ne se montrait-il pas un peu trop en roi soldat et même en mari despote ?

On arrive à Compiègne ; l'extrême curiosité de la cour fut singulièrement trompée. On brûlait de connaître et de comparer Marie-Louise, soit avec l'impératrice Joséphine, si tendrement

répudiée, soit avec Marie-Antoinette, qui dans ses heureuses années avait été le charme de la cour et de la France. On put à peine l'entrevoir dans son rapide passage. L'Empereur se hâta de lui donner le bras, et de la conduire dans son appartement. Le mariage d'étiquette, célébré à Vienne par procuration, leur tenait encore lieu du mariage civil et du mariage religieux. L'histoire ne doit point pénétrer dans ce tête-à-tête. Voici comment le duc de Rovigo s'exprime sur ce sujet : « Je ne répète que les mauvais propos du lendemain, parce que j'ai fait profession d'être véridique. Le monde prétendait tout voir et tout savoir; quant à moi qui y voyais clair tout autant qu'un autre, je n'ai rien trouvé à redire à ce que je n'ai pas vu, malgré ce qu'on en dit : mais si cela m'eût regardé, j'en eusse fait tout autant.

« C'était à mon tour à coucher cette nuit-là dans le salon de service; l'Empereur avait été s'établir hors du château, à la maison de la chancellerie : on serait venu la nuit me dire que Paris brûlait, que je n'aurais pas été le réveiller, dans la crainte de ne trouver personne. »

Je ne sais si la réserve que le duc de Rovigo veut ou ne veut pas témoigner dans ce mauvais

style, fut une image de celle que l'Empereur observa dans ce long et nocturne tête-à-tête; mais on peut croire qu'il tint plus à s'assurer de la docilité de son épouse, qu'à faire naître son amour. Le lendemain, Marie-Louise goûta les prémices de cet ennui auquel elle était condamnée par sa grandeur. Des dames qu'elle ne connaissait que depuis son voyage, se chargèrent de lui en présenter un grand nombre d'autres qu'elle accueillit de son mieux par un sourire uniforme et par les mêmes paroles banales. Le surlendemain, la cour partit pour Saint-Cloud. Les deux mariages civil et religieux furent célébrés le 1er et le 2 avril à Paris, dans la grande galerie du Musée du Louvre; mais le second fut contristé par un incident qui excita la fureur de Napoléon. Les cardinaux se trouvaient en assez grand nombre à Paris, car l'Empereur et Roi y avait convoqué tous ceux de sa vaste domination. Deux d'entre eux seulement y assistèrent; on juge bien que le cardinal Maury, dans ses nouveaux sentiments, fut un de ceux qui donnèrent ce gage de zèle et de soumission. L'excuse donnée par les princes de l'Église, absents, était dure. Ils alléguaient la non intervention du pape dans la dissolution du premier mariage; c'était à peu près une

accusation de *bigamie*, exprimée dans les termes les plus respectueux, et avec les protestations du plus absolu dévouement. L'Empereur se vengea par des lettres de cachet qui les exilèrent dans différents départements, avec la défense de porter les insignes de leur autorité, et même la calotte rouge, ce qui les fit appeler cardinaux noirs. Une circonstance frappa vivement les esprits : ce même cardinal Fesch, qui avait béni le mariage de Napoléon et de Joséphine, donna sa bénédiction à celui qu'il contractait avec Marie-Louise. Les sœurs de l'Empereur qui, avec une fureur concentrée, avaient porté la queue du manteau de l'impératrice Joséphine, portèrent celle du manteau de Marie-Louise. La reine de Hollande, c'est-à-dire Hortense de Beauharnais, fut condamnée à ce triste honneur qui lui rappelait une si cruelle pensée. Les fêtes se préparaient à Paris ; on les voulait brillantes et multipliées. Pendant ce temps l'Empereur part pour la Belgique et la Hollande. Il revient, et les fêtes commencent.

C'est la magnificence qui, dans les mariages de souverains, sert le plus d'expression aux sentiments. L'Empereur la prodigua dans ces diverses cérémonies. L'élégance et le bon goût y régnèrent-ils également ? c'est une question

que je laisse à décider aux artistes et aux poursuivants de la mode. Aujourd'hui, ils reprochent au luxe de cette époque beaucoup trop de roideur. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'elle se manifestait, soit dans les manières, soit dans les habits de cette cour. Il conviendrait pourtant d'en excepter plusieurs dames, dont la rare beauté donnait de la grâce à tous leurs ornements.

Parmi les cadeaux qui furent offerts à Marie-Louise, on distingua une magnifique toilette, hommage de la ville de Paris, qui redevint depuis une possession municipale et fut très-sagement vendue pour soulager l'infortune des orphelins dont les parents avaient été victimes du choléra.

Il y eut un intervalle de six semaines entre ces premières cérémonies nuptiales et les fêtes brillantes qui devaient célébrer l'auguste union. Les fêtes sont un grand ressort des monarchies, et surtout de celles dont la loi première est de distraire les peuples de la perte et de l'abandon de leur liberté. Elles entraient dans les plans de l'absolu Napoléon. Il avait creusé un double lit au torrent philosophique qui était devenu trop tôt le torrent révolutionnaire. C'étaient la gloire des conquêtes et l'aiguillon de la vanité.

Il les jugeait inhérentes au caractère français. L'esprit révolutionnaire protestait contre l'une et l'autre; mais il avait déjà fait d'étranges capitulations pour la vanité des distinctions sociales, et quant aux conquêtes, il y voyait une continuation des siennes. Essentiellement ennemi des rois, il goûtait le plaisir de les voir humiliés et foudroyés par celui même qui lui imposait le frein le plus dur. Voilà ce qui maintint longtemps à Napoléon une sorte de popularité. D'un autre côté, on ne peut imaginer ce que les croix d'honneur et les différents grades, depuis les plus humbles jusqu'aux plus superbes, causaient d'exaltation, surtout dans les campagnes. Les victoires racontées en termes familiers, populaires, mais énergiques et pittoresques par ceux qui en avaient été les modestes héros, soit dans les travaux de la campagne, soit dans les délassements du cabaret, causaient un perpétuel frémissement d'admiration; il n'y avait pas une blessure, une balafre, une jambe de bois qui ne fût enviée par une jeunesse belliqueuse. La vanité des pères s'enflammait à ces récits, à ces belles blessures, à ces décorations. La vanité des jeunes filles triomphait de leurs hommages. Il n'y avait que l'affection maternelle qui sût lutter contre ce

prestige; et quand le dénoûment approcha, ce furent les mères dont le cri se fit le mieux entendre.

Quant à Paris, quant aux classes où la fortune et l'instruction garantissent toujours quelque indépendance à l'esprit, elles ne pouvaient renoncer à une certaine liberté de discussion. Le trait piquant et satirique suppléait au silence de la tribune; et quelquefois des conversations fortes et hardies suppléaient au silence de la presse. Le ton improbateur ne se laissait point désarmer par des victoires d'Eylau, d'Essling et de Wagram. La censure s'exerçait sur les bulletins de la grande armée; on les suivait, on les contrôlait par des lettres particulières des généraux, des officiers et des soldats. La fortune constante de Napoléon trouvait beaucoup d'incrédules, quoique son génie n'en trouvât guère. On le jugeait en déclin. Il se mêlait à ces objections chagrines un pressentiment plus superstitieux que raisonné. Bonaparte, en se séparant de Joséphine, paraissait avoir brisé le talisman de son bonheur; il semblait se séparer aussi des beaux jours de ses campagnes d'Italie et des jours prospères de son Consulat. L'ivresse qu'il montrait de son mariage avec la fille des Césars rapetissait le grand homme et

semblait appartenir à un roi parvenu. On s'étonnait que cet homme, grand fataliste, n'eût pas frémi d'épouser une nièce de Marie-Antoinette, de cette reine charmante qui semblait beaucoup plus Française qu'Autrichienne, et contre laquelle s'était déchaînée, au moins dans le peuple, une haine plus aveugle et plus implacable que celle qui avait pu éclater contre Frédégonde, Isabeau de Bavière et Catherine de Médicis. Il est vrai que Marie-Louise, peu propre à séduire par les charmes de sa personne et de son esprit, et vouée à une docilité craintive, ne devait point exciter contre les courtisans d'un côté ces prétentions, ces rivalités, et de l'autre ces jalousies féminines qui avaient commencé les malheurs de son infortunée tante ; mais, par sa naissance, elle détachait encore plus son époux de ses liens avec le peuple et de ces principes, de ces habitudes, qui le faisaient encore un peu communiquer avec nous.

On raille beaucoup aujourd'hui les tributs qu'offrit la poésie à l'occasion du grand mariage : ils furent plus abondants que distingués. Marie-Louise n'était pas un sujet éminemment poétique, et Napoléon l'était beaucoup plus dans un bivouac que dans un bal. Du reste, il serait très-injuste de les considérer comme des

monuments de servilité. La poésie, en célébrant les exploits de Bonaparte, resta beaucoup plus au-dessous qu'au-dessus de leur grandeur tantôt réelle et tantôt prestigieuse. Ce mariage faisait succéder des espérances de paix à des images guerrières dont on était obsédé. Ce sentiment régnait dans la plupart de ces pièces légères. On semblait indiquer par quel nouveau genre de vertus et de bienfaits il pouvait mettre le sceau à sa gloire.

Je relisais tout à l'heure quelques-uns de ces épithalames, et je me souvenais avec une vive douleur de ce que pendant dix ans Marie-Antoinette avait inspiré les Muses coquettes du XVIIIe siècle. L'adoration y était exprimée sous des formes trop légères ou trop galantes; mais elle était sincère et l'expression d'un sentiment national. Parmi les poëtes qui cédèrent soit à cet enthousiasme, soit à cette mode, on en distingue particulièrement deux dont le nom fait frémir : c'étaient Robespierre et Billaud-Varennes.

Les fêtes s'étaient succédé avec un éclat toujours croissant chez plusieurs des ministres, chez plusieurs princes et princesses, et celles de l'hôtel de ville n'avaient jamais paru plus somptueuses. La princesse Pauline avait voulu donner à la sienne un caractère tout particu-

lier; elle avait imaginé une fête pastorale, une véritable bergerie digne de l'Astrée. Des mains qui portaient le sceptre semblaient invitées à porter la houlette; le moins pastoral des héros n'accueillit ces fadeurs que par un long bâillement. Un événement cruel, et qui rappelait, quoique avec des circonstances moins vastement tragiques, le souvenir des fêtes désastreuses du mariage de Louis XVI et de Marie-Antoinette, fit succéder à cette joie officielle une profonde douleur et de sombres pressentiments. L'Empereur, enclin au fatalisme, et qui voulait nous y conduire pour étouffer l'esprit de discussion, le vit bientôt réagir contre lui.

La fête privilégiée, celle qui semblait destinée à ranger la noblesse la plus récalcitrante sous les lois de Napoléon, était celle que préparait le prince de Schwartzenberg, ambassadeur d'Autriche. Il n'y avait plus là un mélange importun de bourgeoisie, si ce n'étaient des bourgeois couronnés ou fiers de leurs nouveaux titres et de leurs nouvelles armoiries. L'hôtel du prince n'était point assez grand pour contenir cette foule illustre où brillaient tant de diadèmes. On avait élevé dans le jardin des constructions en bois parées de guirlandes de mousseline, sur lesquelles dominaient des milliers de

lustres et de candélabres. Tout brillait de diamants; on s'était étudié à rappeler dans cette fête à la jeune Impératrice les souvenirs de son adolescence dans le palais et les beaux jardins de Schœnbrunn. Beaucoup d'hommages lui étaient adressés dans sa langue maternelle par des compatriotes qu'elle paraissait chérir; la musique jouait des airs allemands qu'elle avait souvent chantés. La princesse de Schwartzenberg, belle, affable, faisait les honneurs de cette fête en tenant par la main sa jeune fille qui paraissait enivrée d'un spectacle si éblouissant. Les premiers quadrilles se formaient entre des rois et des reines, des princes et des princesses. D'autres leur avaient succédé, et les danses étaient plus gaies en devenant moins augustes. La vivacité française s'y déployait avec plus de liberté. Tout à coup un cri terrible se répand : c'est le cri au feu! proféré dans une salle de bois éclairée par des milliers de bougies, où se trouve rassemblé tout ce qui offre le plus d'aliment à la flamme, tel que des gazes et des mousselines! Le feu dans une salle où l'Empereur et l'Impératrice sont environnés d'un cortége de rois. Tout le destin du monde est là! Le vent avait lancé ces légers rideaux sur les bougies; la flamme fai-

sait d'effrayants progrès que la peur commune exagérait encore. On courait en s'étouffant vers des issues trop rares, trop étroites, et qu'on craignait de voir bientôt fermées par l'incendie. Des hommes dévoués se précipitaient vers le couple impérial pour opérer son salut; ils écartaient violemment tout ce qui faisait obstacle à leur passage. Au milieu de cette confusion, les cris les plus déchirants étaient ceux que proféraient des mères éperdues, échevelées. Cette princesse de Schwartzenberg, tout à l'heure si radieuse de beauté, de grâces et de bonheur, avait été dans ce fatal moment séparée de sa fille. Son imagination, son cœur la lui montrait perdue dans un gouffre de flammes; elle s'élance, croit pouvoir la sauver au prix des blessures les plus aiguës du feu, et c'est elle qui en est consumée, qui expire, tandis que sa fille, ailleurs, a été mise hors de danger.

Par une négligence inconcevable, le secours des pompes et des pompiers manquait dans une fête si périlleuse. On ne pouvait obtenir d'eau. Les mains fortes des généraux et d'autres personnages, arrachaient avec fureur les rideaux enflammés, et quelques-uns les couvraient de leur corps pour étouffer la flamme

et payaient leur dévouement par de graves meurtrissures. L'Empereur, sauvé l'un des premiers, après avoir mis en sûreté l'Impératrice, revint pour présider aux travaux les plus propres à arrêter l'incendie; toutes ces constructions si brillantes, tombaient sous la hache. Parmi les blessés, il en était un qui ne fut garanti d'une mort cruelle que par un secours fort inopiné. C'était le prince Kourakin, ambassadeur de Russie. Cet opulent et magnifique personnage avait porté à ce bal un habit de drap d'or dont l'épaisseur résista aux flammèches qui pleuvaient sur lui. On le trouva foulé sur le parquet; son énorme corpulence ne lui avait pas permis de se relever; il souffrit pendant plusieurs semaines de ses diverses brûlures.

A l'aspect de cet horrible incendie qu'on apercevait de plusieurs lieues, qu'on juge de l'effroi qui se répandit dans Paris; que d'alarmes, que de conjectures, que de sinistres présages: « Voilà les fêtes du mariage de Louis XVI, voilà l'étouffement de la place Louis XV! » disait-on dans le peuple avec l'exagération qui se mêle toujours aux récits, aux craintes populaires. « Pourquoi, disaient ceux chez qui fermentait encore l'esprit révolutionnaire; pourquoi nous ramener encore une Autrichienne?

La première n'a-t-elle pas été assez fatale à la France? — C'est le festin de Balthazar, » disaient des royalistes échauffés par le ressentiment des prêtres, depuis la captivité du pape. « Vous voyez, répétaient les partisans les plus dévoués de l'Empereur, que la Providence veille toujours sur lui; un tel incendie pouvait être le signal des plus cruelles calamités pour la France, et il a été promptement étouffé. » Au milieu de ce flux et reflux de sentiments contraires, le dévouement de la princesse de Schwartzenberg réunissait tous les cœurs dans un deuil commun, dans une admiration commune. Le nom de cette héroïne de la tendresse maternelle s'ajoutait à ceux des dames que leur piété filiale avait immortalisées au milieu des plus horribles épreuves de la révolution.

FIN DU QUATRIÈME VOLUME.

CHAPITRE XVI.

COURT INTERVALLE DE PAIX CONTINENTALE.

CHAPITRE XVII.

INVASION DE L'ESPAGNE ET DU PORTUGAL (1807).

CHAPITRE XVIII.

SCÈNES DE BAYONNE, ENLÈVEMENT DE DON CARLOS (1808).

CHAPITRE XIX.

GRANDS ÉCHECS EN ESPAGNE ET EN PORTUGAL (1808).

CHAPITRE XX.

CONFÉRENCES D'ERFURT (1808).

CHAPITRE XXI.

CAMPAGNE DE NAPOLÉON EN ESPAGNE (1808).

CHAPITRE XXII.

ESSLING (1809).

CHAPITRE XXIII.

WAGRAM (1809).

CHAPITRE XXIV.

PAIX DE VIENNE ET DIVORCE DE NAPOLÉON (1809).

CHAPITRE XXII.

ESSLING (1809).

CHAPITRE XXIII.

WAGRAM (1809).

CHAPITRE XXIV.

PAIX DE VIENNE ET DIVORCE DE NAPOLÉON (1809).

CHAPITRE XXV.

MARIAGE DE NAPOLÉON ET DE MARIE-LOUISE (1810).

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES DU QUATRIÈME VOLUME.

